

AU-DELÀ DE LA TOURMENTE... DE NOUVELLES ALLIANCES À BÂTIR!

Actes du Ve colloque du
Regroupement québécois des intervenants
et intervenantes en action communautaire
en CLSC et en Centre de santé
(RQIIAC)

sous la direction de:

Denis Plamondon
Sylvie Dubord
Danielle Maltais
Sylvie Brassard
Huguette Boivin
Mario Couture

Groupe de recherche et d'intervention régionales
Université du Québec à Chicoutimi

Coordination à l'édition: Suzanne Tremblay

Correction linguistique: Line Nadeau

Édition finale: Esther Cloutier

© Université du Québec à Chicoutimi
Dépôt légal — 2^e trimestre 1997

Bibliothèque du Canada
Bibliothèque du Québec

ISBN: 2-920730-40-1

Distribution: GRIR
555, boul. de l'Université
Chicoutimi (Québec)
G7H 2B1
Tél.: (418) 545-5534

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| INTRODUCTION..... | 11 |
| PARTIE 1: Différents regards sur une société en tourmente | |
| À travers la «tourmente» que reste-t-il des alliances? Michel PARAZELLI..... | 19 |
| Quand la tourmente devient tempête Édith PELLETIER..... | 31 |
| La vision d'une politique qui mise toujours sur l'espoir et la solidarité Monique SIMARD..... | 39 |
| La vision des Montagnais du Lac-Saint-Jean en matière de développement social Rémy KURTNESS | 41 |
| Tourmenté par la tourmente sociale Pierre LEGROS..... | 51 |
| PARTIE 2: Les alliances: enjeux et défis | |
| Nouvelle dynamique des organismes communautaires et la régionalisation Danielle FOURNIER..... | 57 |
| Le partenariat dans le champ de la santé mentale à la période «post PROS» Jean GAGNÉ..... | 67 |

| | |
|--|-----|
| Organismes communautaires, syndicats et réseau de la santé et des services sociaux: jusqu'où vont les alliances? Louis ROY..... | 81 |
| Les organismes communautaires et le réseau: jusqu'où vont les alliances? Marc SARAZIN..... | 91 |
| Concertation dans les CLSC: comment partager sans perdre son identité d'intervenant communautaire? Mario GAGNON Danièle OUELLET..... | 107 |

PARTIE 3: Renforcement de nos alliances pour contrer la pauvreté

| | |
|--|-----|
| Les alternatives du dépannage alimentaire au développement communautaire Jean PANET-RAYMOND Jennifer BEEMAN..... | 129 |
| Partenariat sur la problématique de l'aide alimentaire Claire LAPOINTE..... | 139 |
| S'allier aux plus pauvres pour vaincre l'exclusion Marcel BEAUREGARD..... | 145 |
| L'élargissement de nos alliances pour contrer la pauvreté. Une histoire de coeur: Le pignon Bleu, la maison pour grandir Claude LÉGARÉ..... | 155 |
| Le centre d'aide aux sans emploi (CASE): milieu d'inclusion May GIRARD..... | 161 |

| | |
|---|-----|
| Pauvreté et CLSC dans la MRC du Haut St-François: vers de nouveaux modes d'intervention Clément MERCIER Danyel BOUFFARD..... | 165 |
|---|-----|

PARTIE 4: Économie sociale: pratiques et questionnement

| | |
|---|-----|
| «Le rêve de Diane et les besoins d'Albertine». Projet porté par Aide communautaire Limoilou Michel BÉDARD Marc DE KONINCK..... | 195 |
| Arrimer syndicats et entreprises communautaires René LACHAPELLE..... | 205 |
| Les services de support aux parents de jeunes enfants: un bassin d'emplois d'utilité sociale? Michelle DUVAL..... | 219 |
| L'insertion sociale par l'entrepreneurship collectif: des défis pour les intervenants Yvan COMEAU..... | 235 |
| Pensée critique et économie sociale Jean-Pierre DESLAURIERS Yves HURTUBISE..... | 261 |

PARTIE 5: D'hier à aujourd'hui, des enjeux sociaux

| | |
|--|-----|
| Mise en contexte du projet de recherche «30 ans de développement des pratiques en travail social au Québec (1960-1990)» Yves VAILLANCOURT | 283 |
|--|-----|

La syndicalisation des organisateurs communautaires
des CLSC: un rendez-vous manqué entre exigences
professionnelles et solidarités salariales et sociales

Jacques BOUCHER
Christian JETTÉ 293

Groupes communautaires et agences de service social:
une partie de notre histoire

Yves HURTUBISE..... 317

Éléments de contextualisation historique du virage
ambulatoire au Québec

Yves VAILLANCOURT 325

L'abandon scolaire au secondaire, au collégial et à
l'université: des enjeux pour le développement régional

Michel PERRON
Suzanne VEILLETTE..... 339

PARTIE 6: Des promesses de développement

Regards sur une utopie: le repeuplement rural

Laval DOUCET 365

La recherche et l'organisation communautaire, des
alliances au profit des communautés?

Linda VALLÉE
Marcel VINCENT
Gilles FORGET
Camil BOUCHARD 373

Le développement durable, un projet de société à
l'heure de la mondialisation

Pierre GILBERT..... 387

PARTIE 7: Des idées et des outils

Et si l'évaluation pouvait servir à autre chose que le
contrôle ou le jugement?...

Alain COUTU

Lise OUELLET..... 401

Grille d'évaluation pour un habitat écologique

Pierre GILBERT..... 411

Les jeunes et l'emploi

Gérald LINTEAU

Marie-Annick FORTIN..... 419

Partir en formation: un guide de projet pour le
développement local

Claudine PAPIN..... 425

La programmation neuro-linguistique et l'action
communautaire

Louise TANGUAY..... 429

Le virage ambulatoire dans le réseau de la santé:
une opportunité et un défi pour l'industrie du taxi

Michel TRUDEL..... 435

ANNEXE 1: Liste de noms pour l'atelier poster..... 451

ANNEXE 2: Journal de bord du RQIIAC 457

INTRODUCTION

Le présent ouvrage contient 35 communications présentées lors de la tenue du V^e colloque du Regroupement des intervenants et des intervenantes d'action communautaire en CLSC et en Centre de Santé (RQIIAC). Cet événement a réuni plus de 300 personnes au Cégep (une première) de Jonquière du 6 au 8 juin 1996 sous le thème «Au-delà de la tourmente... de nouvelles alliances à bâtir!»

Toutes les régions du Québec étaient au rendez-vous, bien représentées par des intervenantes et des intervenants provenant tant des CLSC (60%), du milieu de l'enseignement (14%), du milieu communautaire (10%) que de ministères, de Régie régionale, d'organisations syndicales ou coopératives, etc. (16%). La participation à ce cinquième colloque du RQIIAC est demeurée sensiblement au même niveau qu'à celui de Sherbrooke, tenu au printemps 1994, et cela malgré la grande sortie qu'elle imposait aux personnes et aux institutions mandataires.

Le colloque, dont la formule doit constamment être revue et améliorée, a représenté encore en 1996 un moment de rencontre, de formation et d'échange important pour toutes les personnes impliquées et intéressées aux pratiques d'action communautaire, en CLSC principalement. La tourmente actuelle et les séquelles qu'elle laissera dans le réseau de la santé nous obligera sans doute à créer de nouveaux lieux de débat, de nouvelles manières de se parler, mais... n'est-ce pas le propre de l'organisation communautaire que d'innover? L'avenir nous dira si nous saurons relever ce défi qui nous concerne.

Les textes présentés dans ce volume représentent la mémoire collective du colloque de Jonquière. Elle s'adresse d'abord à celles et à ceux qui ont fait l'événement; toutefois, nous croyons que toutes les personnes intéressées à la pratique sociale ou aux enjeux sociaux qui nous traversent actuellement (intervenants, enseignants, militants et même dirigeants) y puiseront du matériel pour nourrir leur réflexion et leur pratique.

UN THÈME TOUJOURS D'ACTUALITÉ

La pratique d'action communautaire, tout comme la pratique sociale dans son ensemble, est fortement influencée par le contexte socio-économico-politique et culturel dans lequel elle baigne. Différents bouleversements traversent toujours notre société. Explosion des valeurs, restructuration de l'économie entraînant des mises à pied massives de main-d'oeuvre, désintégration des régions, importantes modifications dans les programmes sociaux tant au fédéral qu'au provincial, exclusion marquée d'un nombre de plus en plus grand de personnes (jeunes sans emploi, travailleurs déclassés, femmes et enfants affamés et appauvris, personnes âgées), etc.

La restructuration des services de l'État, dont ceux de la santé et des services sociaux, frappe de plein fouet les citoyens les plus fragiles. Virage ambulatoire, économie sociale, parcours d'insertion pour les personnes à l'aide sociale représentent-ils une nouvelle réponse étatique aux besoins réels des personnes ou ne sont-ils que des voies de sortie nées de l'obsession du déficit?

Cette tourmente sociale, si elle réveille les vieux instincts de profits en renforçant les inégalités, ne peut-elle pas aussi appeler à la mobilisation, à la solidarité? De nouvelles alliances sont à bâtir. Ce que nous voulons, ce sont des communautés plus fortes, plus autonomes, plus humaines et plus égalitaires, particulièrement chez celles qui sont pauvres, exclues ou discriminées. Pour y parvenir, des liens doivent être tissés entre les différents agents impliqués dans ces milieux et des objectifs, des projets communs doivent prendre place.

De nouvelles alliances à bâtir, cela signifie qu'il faut conserver et soigner celles déjà acquises mais surtout se demander comment en construire de nouvelles ou donner de nouvelles formes à des anciennes: avec l'État? Avec les organismes communautaires? Avec les agents locaux de développement?...

L'intervention collective, qui vise essentiellement la réduction des inégalités sociales et le renforcement des communautés, n'implique-t-elle pas nécessairement la mise en place d'alliances? D'où l'intérêt pour le colloque du RQIIAC de parler des alliances, de les préciser

et de démontrer leur force de changement. Comment se construisent ces alliances? Pour qui et avec qui? Pourquoi? La nouvelle conjoncture interpelle de nouvelles stratégies à mettre en place, ce qui nous force à raffiner nos analyses et nos manières d'agir.

LE COLLOQUE

Les activités retenues dans le programme du colloque ont permis d'aborder ces questions et ces préoccupations sous différents angles. Le forum d'ouverture abordait le thème à partir de la situation sociale actuelle et des possibilités d'alliances qu'elle suscite dans notre société en changement. Les exposés des cinq invités provenant de milieux différents ainsi que les échanges fructueux avec l'auditoire ont permis de lancer le débat.

Le contenu principal du colloque se retrouvait dans deux types d'ateliers présentés successivement le matin et l'après-midi. Les premiers, dénommés ateliers-débats, regroupaient deux ou trois communications ayant des liens et favorisaient la confrontation des points de vue et des expériences tant entre les intervenants-communicateurs qu'avec les participants de l'atelier. Les deuxièmes, prénommés ateliers exploratoires, se présentaient de deux manières, soit par la mise en contact avec un outil ou une technique, soit par la rencontre de différents points de vue sur un enjeu social «chaud».

Une session de partage d'expériences sous forme de session posters était présentée lors de l'accueil des personnes au colloque. Quinze interventions impliquant un travailleur ou un organisateur communautaire ont été affichées. Ce moment a permis à plusieurs de prendre connaissance d'interventions menées par un travailleur ou un organisateur communautaire et même d'échanger avec ce dernier. Un poster de format identique regroupait pour chacune des expériences les données de base de l'intervention. Vous trouverez, en annexe 1, la liste des projets et les coordonnées des responsables.

La dernière activité, le journal de bord, se voulait une synthèse construite à même les réponses obtenues dans les ateliers à la question suivante: «Au-delà de la tourmente, pour bâtir des alliances, quelle

idée centrale ou quelle piste d'intervention peut-on retenir de vos échanges?». Vous trouverez le contenu présenté et remis aux participants du colloque à l'annexe 2.

Les textes réunis dans ces actes ne peuvent à eux seuls prétendre refléter toute la richesse des discussions et des échanges qui ont eu lieu lors du déroulement du colloque. Toutefois les 35 textes offerts couvrent de façon majoritaire un éventail de points de vue exprimés autant dans les ateliers-débats que dans les ateliers exploratoires. L'ensemble des communications représente un matériel de grande qualité et s'avère, croyons-nous, très pertinent pour quiconque s'intéresse à la question sociale et à ses différentes pratiques.

UN CONTENU

Le plan de présentation retenu s'éloigne quelque peu du programme du colloque. Il résulte plutôt de la préoccupation du comité responsable d'offrir un produit cohérent et harmonieux, compte tenu des textes obtenus et du thème du colloque.

La première partie reprend essentiellement les communications écrites que nous ont laissé les cinq forumnistes.

La deuxième partie intitulée *Les alliances: enjeux et défis* regroupe cinq présentations. Le partenariat y est examiné à la lumière d'expériences vécues par des groupes de femmes et par des groupes en santé mentale. On s'interroge par la suite sur les alliances possibles dans un contexte syndical et sur celles entre le milieu communautaire et l'action communautaire en CLSC. Une dernière présentation démontre la nécessaire concertation des intervenants communautaires en CLSC avec leurs collègues des autres disciplines.

La troisième partie se prénomme *Renforcement de nos alliances pour contrer la pauvreté*. Six textes nous parlent de la pauvreté de plus en plus présente dans nos milieux via des interventions alternatives réussies ou des recherches action dans lesquelles les alliances se sont avérées nécessaires à la réussite des projets.

La quatrième partie porte sur l'*Économie sociale: pratiques et questionnement*. Cinq présentations apportent un éclairage sur l'économie sociale, soit à partir d'expériences sur le terrain et des analyses sur les enjeux et les finalités qui les accompagnent; soit à partir des réflexions plus théoriques concernant les enjeux sociaux et les défis posés à la pratique d'action communautaire.

La cinquième partie s'intitule *D'hier à aujourd'hui, des enjeux sociaux*. Cinq textes nous invitent à comprendre et à réfléchir autour de questions sociales centrales touchant le développement des pratiques en travail social au Québec, le virage ambulatoire et le décrochage scolaire chez les jeunes.

La sixième partie concerne *Des promesses de développement*. Trois auteurs nous amènent dans trois problématiques différentes avec chacun des expériences et des réponses porteuses d'espoir.

La septième partie est remplie *Des idées et des outils*. Ces six textes permettent de prendre connaissance d'un nouvel outil ou d'une nouvelle façon de faire en lien avec la pratique en organisation communautaire.

En terminant, nous espérons que les Actes de ce V^e Colloque du RQIAC sauront nourrir les réflexions et les interventions tant des personnes qui y étaient inscrites que de toute autre personne intéressée par la pratique sociale d'aujourd'hui.

SECTION 1

DIFFÉRENTS REGARDS SUR UNE SOCIÉTÉ EN TOURMENTE

À TRAVERS LA «TOURMENTE», QUE RESTE-T-IL DES ALLIANCES?

Michel PARAZELLI
Université du Québec à Montréal

LA MISÈRE POLITIQUE DE LA GESTION DU SOCIAL

S'inscrivant dans un courant international, le Québec s'associe, par ses politiques, au mouvement de programmation des solidarités sociales en faisant appel à la participation communautaire, à la prévention et au partenariat. Loin de constituer une marque de reconnaissance de l'action communautaire autonome, le recours au communautaire représente plutôt un dispositif de diversion nécessaire pour nourrir un désir d'unité politique entre la société civile et les appareils d'État afin d'atténuer les contrecoups politiques causés par les politiques d'appauvrissement de masse. Les coupures massives dans les programmes sociaux et l'exigence présumée des mesures d'austérité prolongées due à la lutte contre le déficit nous sont présentées comme d'inévitables dispositions dans le contexte d'un marché mondial dont les fluctuations sont considérées comme des facteurs naturels de l'économie. Colonisant l'imaginaire des individus, cette construction économiste de la réalité sociale renforce ainsi les clichés néo-libéraux dont celui qui nous incite à croire au déterminisme économique dictant un caractère d'inexorabilité aux injustices sociales. Dans ce contexte, l'idée de partenariat tend ainsi à souder l'adhésion politique à cette grande corvée communautaire afin de ramasser les dégâts en recyclant la misère sociale. Mais ce recours instrumental au communautaire est fondé sur une conception technocratique de la solidarité sociale qui doit trouver ses modèles à partir de solutions techniques: humaniser la technique et techniciser l'humain de façon à diminuer les coûts d'opération de la productique sociale étatique dorénavant assistée par le communautaire¹.

Dans cette conjoncture, un réflexe souvent observé chez les intervenants sociaux en général est de renforcer leur désir optimiste d'espérance lorsque la *tourmente sociale* — pour reprendre l'expression du thème du colloque — affecte leur motivation profes-

sionnelle quand celui-là même qui nous emploie, l'État, nous enjoint de prévenir les problèmes sociaux découlant d'un contexte d'appauvrissement général qu'il contribue à créer par ailleurs. L'État produit ainsi un phénomène de double contrainte où, par exemple, l'organisateur communautaire se voit jouer le rôle d'un *Sanivan social* là où la catastrophe devient trop visible. D'un côté, l'État lui demande de contribuer au développement social de son milieu tout en lui retirant les véritables moyens de ce même développement (coupures massives dans les programmes sociaux, les services publics et l'absence d'une politique d'emplois). Agir à court terme pour contenir la catastrophe au sein de limites contrôlables apparaît alors la seule perspective d'action possible. L'exemple de projets de prévention visant la réhabilitation nutritionnelle pour les mères à risque de donner naissance à des bébés de poids insuffisants illustre bien cette tendance. Devant l'«inexorabilité» de l'appauvrissement, on tente au moins d'agir à court terme par une diète appropriée pour que le bébé parte «d'un bon pas en naissant d'un bon poids» sans toutefois agir sur les conditions socio-économiques de ces mères.

Au moins, se disent les intervenants, pouvons-nous être fiers de contribuer à abaisser les statistiques périnatales peu enviables dans un pays «riche» lorsqu'elles révèlent des conditions tiers-mondistes de la sous-alimentation. Devant cette incohérence apparente, le recours à l'espoir croyant en un *avenir-meilleur-à-bâtir-à-travers-de-nouvelles-alliances* sert souvent de faux-fuyant à une analyse lucide des enjeux sociaux liés à cette double contrainte. En effet, il est moins troublant d'imaginer un *au-delà* de la tourmente plutôt que de faire face à un *à travers* la tourmente. Pour satisfaire ainsi son désir de contribuer à la construction d'un avenir meilleur, plusieurs intervenants appliquent les programmes avec «optimisme» et «pragmatisme» sans trop se poser de questions sur le contexte politique des problèmes sociaux de peur de revivre les angoisses que l'épreuve d'une réalité sociale et professionnelle de plus en plus détériorée nous fait vivre. Le désir de fuir la grisaille du présent en nous transportant dans un avenir en couleurs permet peut-être de mobiliser les esprits par le plaisir éphémère qu'il procure mais n'apporte que peu d'information utile sur les nécessités de la conjoncture actuelle. Autrement dit, il est moins déprimant de se résigner à imaginer des solidarités sociales situées dans un avenir

qui nous éloigne des affres du présent plutôt qu'à agir après avoir dressé un bilan critique des alliances qui existent encore actuellement malgré les nombreuses atteintes aux solidarités sociales.

Cette espérance croyante prend plusieurs formes et rallie beaucoup de personnes, non pas en tant qu'acteurs mais en tant qu'adeptes de «chefs» promettant un soulagement dans l'avenir de la tourmente actuelle si on leur délègue un peu de notre confiance. Par exemple, l'idéologie de la prévention précoce promet le développement d'enfants décontaminés des risques de comportements antisociaux dont ils étaient porteurs après avoir subi une thérapie comportementale. En prime de sécurité supplémentaire, des chercheurs ont déjà entrepris un suivi pendant 10 ou 20 ans pour savoir jusqu'à quel point l'avenir programmé du comportement social *sain* sera intériorisé. Habité par l'utopie sécuritaire, ce type d'intervention procède d'un raisonnement théorique et politique simpliste qui masque les véritables enjeux sociosymboliques et politiques de la marginalisation en réduisant le risque social à la seule objectivation positiviste du comportement non désiré en fonction d'une vision sanitaire du développement humain datant du XIX^e siècle. Utilisée comme une probabilité comportementale, cette notion de risque ne nous informe aucunement sur le rapport symbolique que l'individu entretient avec ce comportement à risque. On entrerait ainsi dans le monde subjectif donc relatif des valeurs guidant les choix de vie des personnes qui bricolent souvent des solutions de fortune aux problèmes qu'elles rencontrent.

Fascinés par ce fantasme politique d'une société épurée des risques sociaux, bon nombre d'intervenants s'éloignent ainsi de l'idée de démocratie sociale exigeant une pratique de délibération et de négociation collective des opinions individuelles sur les problèmes sociaux de la vie quotidienne. Or, les lieux où ce type de pratique serait possible ne sont pas considérés par les décideurs politiques et certains gestionnaires communautaires. Les technocrates investissent plutôt leur énergie à élaborer des méthodes sophistiquées de diagnostics épidémiologiques pour apprendre aux gens quels sont leurs besoins et les moyens pour mieux s'adapter à leurs conditions de pauvreté². Cette solidarité programmée par le savoir technoscientifique génère un paradoxe chez les intervenants à qui l'on demande de maximiser les moyens définis par l'État pour agir dans

l'intérêt des personnes jugées incompetentes malgré elles: *c'est pour leur bien*, dit l'adage populaire. La conséquence majeure de cette orientation est d'occulter les causes collectives des problèmes sociaux en refoulant dans le privé la source de ces problèmes laissant entendre que les individus à risque sont incompetents, inhabiles, inaptes, déficients, etc., d'où la nécessaire intervention de professionnels compétents. La stigmatisation sociale est dès lors incorporée dans la définition même du problème social.

La même chose peut s'observer dans le contexte de la réforme de l'aide sociale en ce qui concerne la question controversée de l'«économie sociale». Considérée dans son contexte politique, cette idée ne s'appuie pas non plus sur un mouvement d'acteurs sociaux mais sur des manoeuvres tactiques conjoncturelles de quelques gestionnaires visant à influencer l'État dans l'espoir magique qu'il établira un supposé nouveau pacte social. Selon le discours officiel, développer l'économie sociale, c'est soutenir des emplois précaires à vocation sociale (par exemple, les services de maintien à domicile) qui, plus souvent qu'autrement, favorisent le travail à rabais que les compressions budgétaires ne permettent plus de conserver à leur juste valeur salariale. Selon ce point de vue, l'important serait de redonner un statut de travailleur aux individus exclus du marché du travail en les insérant dans la vie collective. Encore une fois, on invoque l'espoir d'un futur statut de travailleur pour faire croire à l'amélioration d'une situation. Mais qu'en pensent les personnes visées par ce discours de promesses d'insertion sociale au salaire minimum (dans le meilleur des cas)? Pour l'État, il n'est pas nécessaire de le savoir étant donné que l'on compte sur l'opinion des experts pour formuler les besoins de ces personnes exclues. Qu'il s'agisse du récent rapport Bouchard-Fortin ou du comité mandaté par la conférence socio-économique sur le devenir du Québec pour développer la question de l'économie sociale, l'attitude demeure la même: l'ilotage technocratique. Qui concoctera la meilleure recette pour combler les désirs gestionnaires des politiciens? Exclues du marché du travail, les personnes assistées sociales sont de nouveau exclues des délibérations quant aux voies de garage qu'on leur imposera, car il semble clair pour tous que l'économie sociale telle que présentée n'est pas une solution au manque d'emplois mais un recours palliatif aux coupures de services. Ici, en plus de subir une violence économique, ces personnes subissent une violence symbo-

lique lorsqu'on leur dit qu'elles auront enfin un statut de travailleur! Même si la tendance politique actuelle se situe plus que jamais dans le registre du *faire croire*, comment un jeune assisté social se sentirait-il lorsqu'on lui imposera ce travail à rabais ayant une fonction de valet de service sous peine de se voir couper une partie de ses prestations d'aide sociale? Dans un article récent du quotidien *Le Devoir*, une chercheuse au ministère de la Sécurité du revenu, Nicole Lemieux, affirme que:

L'utilisation de l'économie sociale pour intégrer principalement les exclus pourrait entraîner une double exclusion: les conditions salariales et de travail des emplois créés pourraient appauvrir davantage et constituer des ghettos d'emplois, notamment pour les femmes, tout en entraînant la dévalorisation des emplois occupés.³

En obligeant le communautaire à participer solidairement à cette économie programmée du social au nom de la lutte à la pauvreté, on exacerbe le sentiment de dépossession des individus d'un pouvoir sur leurs actes sociaux. Et pourtant, de plus en plus d'intervenants en santé publique constatent l'échec des campagnes de prévention conçues en l'absence d'une implication des principaux intéressés (les personnes visées) dès le début de la démarche et non seulement à l'étape de son application. De plus, sans une pratique démocratique continue, l'idée même de pacte social peut dériver rapidement dans une voie antisociale telle que la Loi antidéficit légitimant ainsi le maintien du régime d'appauvrissement en vigueur. Ces exemples reflètent bien les écarts actuels qui existent entre le discours social et la pratique politique des gestionnaires qu'ils viennent du mouvement communautaire ou de l'État. Ces écarts sont en fait des glissements de sens qui ont des répercussions politiques majeures sur l'action sociale en général. Par exemple, on réduit le social au psychosocial, le problème social à la pathologie comportementale, le rapport sociosymbolique à la vie à l'exposition au risque, la réaction sociale au sentiment d'impuissance à l'inadaptation psychosociale et l'emploi à l'assistanat productif. Mais la question la plus fondamentale à se poser dans cette conjoncture est la suivante: la pratique démocratique se réduit-elle à une consultation d'experts aussi humanistes, charitables et charismatiques soient-ils? Où sont les espaces de délibération sociale où les personnes visées par les multiples inter-

ventions peuvent définir elles-mêmes leurs problèmes, leurs besoins et leurs projets?

L'ILOTAGE COMMUNAUTIQUE DE L'APPAUVRISSEMENT

Pour rendre compte de l'état de la concertation actuelle à Montréal, l'image de la technique de prévention utilisée lors de l'incendie de pneus de Saint-Amable s'avère la plus adéquate: l'ilotage (selon l'âge, la problématique et le territoire). Qu'il s'agisse des programmes d'action concertée de la Régie régionale, des projets de quartier de Centraide ou d'implication des citoyens de la ville de Montréal comme *Vivre Montréal en santé*, l'enjeu des sollicitations des organismes sociaux ressemble plus à une lutte institutionnelle pour le contrôle de l'ilotage communautaire des populations à risque qu'à un développement communautaire autonome où les citoyens définissent eux-mêmes leurs problèmes, leurs besoins et leurs projets. Chacun des organismes susmentionnés y va de ses objectifs de santé publique, de sécurité urbaine et de ses gadgets de prévention ou de promotion de la santé pour en quelque sorte prendre l'«autre» en otage (l'«il-otage»). Par conséquent, sur le terrain, là où il existe des liens de solidarité entre les organismes communautaires jeunesse et les CLSC, c'est lorsque l'organisateur de CLSC ne se présente pas comme un expert conseil de la communauté. Cette solidarité peut exister s'il accepte de *faire avec* les groupes pour appuyer leurs initiatives en contribuant par des ressources de toutes sortes et non en imposant ou en négociant des priorités de gestion de programmes du ministère ou d'ailleurs.

Afin de bien comprendre la genèse de ces solidarités, il est nécessaire de sortir de la représentation partenariale étatique ou corporatiste selon laquelle le communautaire ne serait qu'un acteur parmi d'autres groupes d'intérêt. L'organisme communautaire qui vise le développement de l'autonomie sociale n'est pas qu'un producteur de services parmi d'autres mais participe à créer un mouvement collectif d'appropriation d'actes sociaux. Même si les contraintes actuelles reflètent le mouvement inverse, la finalité de l'action communautaire autonome n'est pas d'administrer des programmes en sous-traitant des services publics mais d'inviter les citoyennes et les citoyens à définir eux-mêmes leurs problèmes,

leurs besoins et à expérimenter des projets de façon collective⁴. C'est pourquoi un intervenant dont la profession est de faire de l'organisation communautaire ne peut que supporter les efforts d'initiatives autonomes dans son milieu et non détourner ces solidarités sociales afin de les rendre conformes aux objectifs de la programmation étatique.

Face à cet enjeu d'ilotage communautaire⁵ des populations à risque, des organismes communautaires sont contraints de développer leur propre lieu de rencontre à l'extérieur des lieux officiels de concertation pour pouvoir respecter la finalité de leur action: développer l'autonomie sociale des personnes avec lesquelles ils agissent. Par exemple, certaines associations provinciales, telles que la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ) ainsi que la Confédération des organismes familiaux du Québec (COFAQ), jugent inadéquats les outils de formation visant l'amélioration de la compétence parentale que le MSSS recommande comme le programme *Y'a personne de parfait* (Y'APP). Le secrétaire général de la COFAQ ne disait-il pas à ce sujet à la conférence de clôture du colloque du Comité provincial famille-enfance-jeunesse des DSC du Québec de novembre 1991:

Est-il symptomatique du peu d'importance accordée au Québec à la prévention et à l'approche familiale que l'ensemble des ateliers du présent colloque, qui avait comme sous-thème *des interventions à partager*, ait porté sur les effets de la pauvreté en milieux défavorisés en contournant les causes et les moyens de prévenir la pauvreté? On a beaucoup parlé de bébés de petits poids qu'il faut engraisser, de problèmes nutritionnels chez les femmes enceintes, de la débrouille pour manger, du pourquoi fumer (un défoulement qu'il faut contrer chez les mères), de la consommation de drogues (ses méfaits chez les nourrissons), de l'alcoolisme, de la violence conjugale, d'allaitement en milieux défavorisés, la lorgnette nous apparaît étroite comme angle d'intervention. [...] Le défi est de taille, le retard est énorme car, après 20 ans de pratique ayant dénigré les compétences parentales au profit des spécialistes, déposédant et transférant la prise en charge des familles aux mains des gourous de la théorie de l'intervention «efficace», le renforcement des compétences et des habiletés parentales ne se fera pas tout seul. Pour ce faire, il faudra renforcer l'entraide et la

solidarité familiale et communautaire et délaisser les pratiques programmatiques et l'approche quantitative de la comptabilité clientéliste par formulaire.⁶

Notons que le programme Y'APP s'apparente davantage à un ensemble de cours de bienséances parentales qu'à une invitation aux parents à réellement partager collectivement leurs expériences parentales afin de fonder des liens de solidarité sur la base de leur propre définition des problèmes et des besoins. À titre d'illustration, la FAFMRQ a construit son propre programme de formation afin de concrétiser cette volonté de développer un pouvoir d'agir collectivement sur les conditions parentales. Contrairement aux formations visant l'amélioration de la «compétence parentale» qui, implicitement, suppose une incompétence des parents qu'il faut corriger, la FAFMRQ a misé sur une formation communautaire autonome intitulée: *Comment se sortir de la pauvreté*. L'extrait suivant décrit bien le sens pratique de cette formation ainsi que sa différence avec l'orientation comportementaliste du programme gouvernemental:

Qu'est-ce que cette formation a de particulier? À la base, elle est une source d'information sur nos droits et les ressources de notre milieu. Elle informe sur des sujets qui touchent et meublent notre quotidien et qui, par le fait même, intéressent nos membres: gardiennage, consommation, endettement, responsabilités familiales, logement, aide sociale, etc. Mais elle est beaucoup plus que cela. C'est une formation qui veut confirmer aux membres qu'ils ont des expériences et des connaissances importantes et intéressantes, surtout si on les additionne les unes aux autres. Ensemble nous possédons une somme considérable d'information. Cette prise de conscience permet aux membres de prendre confiance en eux. Cette confiance en soi est essentielle pour entreprendre des actions, des démarches qui changeront nos vies individuellement et collectivement. [...] Si, au contraire, cette animatrice «donne» seulement l'information contenue dans ces cahiers de formation, comme dans un cours «ordinaire», elle ratera un des objectifs de l'outil de formation, soit celui de concrétiser le désir d'agir des membres. Car, comme on dit dans la philosophie chinoise: «On te donne un poisson, c'est bien, mais vaut mieux t'apprendre à pêcher». [...] On se rend compte que les solutions sont limitées: garderie, gardienne privée, échange de gardiennage, etc. Mais on se rend vite

compte que ce ne sont que des pis-aller et que le problème demeure entier. On se pose alors la question: «Qu'est-ce qu'on fait?». Il devient alors évident qu'il faut demander aux instances décisionnelles et aux pouvoirs publics (députés, gouvernements, municipalités, etc.) d'améliorer les services de garderie. Notre outil collectif pour transmettre cette demande, c'est notre association de familles monoparentales qui, elle aussi, s'est associée à d'autres associations de familles monoparentales à travers la FAFMRQ.⁷

En fait, ce type d'action sociale s'apparente davantage à une expérience collective d'appropriation d'actes sociaux qu'à un exercice andragogique d'habilitation parentale. Mais contrairement au programme Y'APP, celui de la FAFMRQ ne dispose pas des fonds nécessaires à sa réalisation, l'État préférant davantage programmer les solidarités sociales parentales que de les susciter en appuyant celles qui émergent.

LA RÉAPPROPRIATION CRITIQUE DE L'EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE: UNE ÉTAPE PRÉALABLE À LA FORMATION D'ALLIANCES

Ma vision de l'avenir s'appuie sur celle du présent. Le présent nous indique que les moyens pour développer l'autonomie sociale des individus marginalisés à de multiples niveaux (dont les jeunes) n'existent que par la seule volonté de personnes qui ont conservé leur esprit critique face aux politiques sociales de l'État. C'est donc avec elles que pourront se réaliser non pas un projet de société à consommer, tel un catalogue de mesures toutes aussi progressives peuvent-elles être, mais des projets de socialisation communautaire visant l'appropriation collective d'actes sociaux. Le contenu de ces projets sera celui que les gens impliqués dans une action communautaire autonome auront défini ensemble dans la perspective d'un développement de l'autonomie sociale. Ce n'est qu'à cette condition d'alliance entre les personnes marginalisées socio-économiquement que pourront se débattre démocratiquement les balises collectives d'une société. L'autonomie sociale devient, en fait, une association volontaire d'interdépendances individuelles désirant partager collectivement leur pouvoir respectif. En fait, au lieu de satisfaire les désirs d'autrui (l'aliénation), par exemple, ceux des programmes

étatiques, ces personnes réunies au sein d'associations communautaires autonomes peuvent agir en rendant possible la satisfaction des désirs sociaux des personnes par elles-mêmes (l'émancipation sociale). Pour contrer certaines difficultés sociales identifiées par les personnes vivant elles-mêmes ces difficultés, les actions concrètes qui en découlent seront celles que ces personnes auront imaginées à partir d'échanges démocratiques continus et non celles que des études épidémiologiques et programmatiques auront planifiées pour elles. Cela suppose que ceux qui ne détiennent pas le savoir officiel soient considérés comme des partenaires à part entière dans le travail d'objectivation des problèmes sociaux. Cette position remet en question la place du discours de vérité et celle de l'opinion dans une pratique sociale. Comme le dit Michel Bass:

Il s'agit d'organiser le libre débat entre citoyens, où la position experte est susceptible d'être critiquée (position politique et pédagogique où l'expert n'est qu'un accompagnant et où les modalités et les contenus qui déterminent l'accompagnement font partie du débat).⁸

Si l'État cessait de considérer la communauté à travers les organismes communautaires comme un simple contexte d'action pour faire appliquer ses programmes d'intervention (conception communautaire des solidarités sociales) et qu'il acceptait de supporter ce que l'on peut appeler un patrimoine d'action communautaire de la société civile (comme il l'a déjà fait par le passé), alors l'État pourrait être un allié.

En ce qui concerne l'alliance des organismes communautaires jeunesse avec les organisateurs communautaires en CLSC, il est nécessaire avant même d'y penser que les organisateurs communautaires précisent leur projet professionnel d'intervention dans le contexte politique actuel. Pour des organismes extérieurs, cette étape est fondamentalement préalable à l'identification des organisateurs communautaires comme groupe d'alliés potentiels. Sur le terrain, ils se créent des alliances ponctuelles et conjoncturelles au gré de la position des organisateurs communautaires dans les enjeux affectant la forme politique du développement de l'autonomie sociale. Mais il s'agit d'initiatives personnelles et isolées. Par conséquent, je pense que le RQIIAC pourrait faciliter un mouvement collectif d'appro-

priation d'actes sociaux au sein même de son organisation en commençant par établir des alliances entre ses membres avant même de penser d'en établir à l'extérieur du groupe. L'établissement d'alliances entre des groupes est toujours la conséquence d'un projet dont au minimum les fondements sont formellement et mutuellement définis et débattus. Il en va de l'affirmation de la légitime autonomie professionnelle des organisateurs communautaires au sein d'un espace politique et non dans l'espace privé de quelques relations amicales. Sans cette étape, la construction d'alliances ne pourrait se réduire qu'à la poursuite conforme et non critique des intérêts stricts de l'employeur, ce qui aurait pour effet de renforcer le mouvement actuel de désappropriation de l'expérience professionnelle, et ce au nom du consensus social.

NOTES

- ¹ Pour en savoir plus, voir Parazelli, Michel (1992). «La productique sociale. Un point de vue communautaire sur les risques sociaux du chapitre 42 des lois du Québec (loi 120)», *Service social*, vol. 41, n° 1, pp. 127-142.
- ² Pour en savoir plus, voir Parazelli, Michel (1995). «De la pauvreté traitée comme une maladie», *Le Monde diplomatique*, décembre, p. 25.
- ³ Yakabuski, K. (1996). «Entre Gringrich et Rocard. 3. L'économie sociale constitue un point de convergence entre la France et les États-Unis», *Le Devoir*, mardi 2 avril, p. A-8.
- ⁴ Pour en savoir plus, voir Parazelli, Michel (1996). «L'action communautaire autonome: un projet collectif d'appropriation d'actes sociaux», *Revue canadienne de service social*, vol 12, n° 2, pp. 211-235.
- ⁵ La *communautaire*, telle que définie par le ROCJMM en 1987, correspond à une intervention institutionnellement programmée par un appareil d'État et s'actualisant dans le cadre d'un organisme sans but lucratif que l'on confond parfois avec un organisme communautaire autonome. Ce type d'action prend naissance dans le monde des systèmes étatiques et non au sein de la société civile, d'où le suffixe *tique*. D'autres appellations existent pour nommer ce type d'organisations telles que les «ressources intermédiaires», «la sous-traitance», les «services supplétifs à l'État», etc.

- 6 Perreault, Denis (1991). «Rétablir les solidarités intergénérationnelles: le rôle des grands-parents dans le transfert des connaissances parentales», conférence de clôture prononcée au colloque du Comité provincial famille-enfance-jeunesse des DSC du Québec, *Naissance et pauvreté*, tenu à Montréal en novembre 1991, pp. 3-4.
- 7 Sirard, Guylaine (1995). «Comment se sortir de la pauvreté?», *Bulletin de liaison de la FAFMRQ*, vol. 20, n° 2, septembre, p. 19.
- 8 Bass, Michel (1993). «Conjuguer santé et démocratie», *Informations sociales*, n° 26, p. 101.

QUAND LA TOURMENTE DEVIENT TEMPÊTE

Édith PELLETIER
Centre de femmes «La Source»

Lorsque j'ai commencé à réfléchir afin de répondre à la question de la tourmente sociale et des femmes, j'ai demandé à mes collègues de travail et à mes amies comment s'en tirait le mouvement des femmes.

De façon assez unanime, elles m'ont répondu que les femmes s'en tiraient assez mal et que la tourmente, dans le fond, n'est pas rose du tout. Donc, ce n'est pas par négativisme, ce n'est pas parce qu'on est en juin et qu'il a neigé la semaine dernière et ce n'est pas par féminisme fatigué que je pense comme elles. Ça m'a rassurée.

À ce moment-ci de ma réflexion, je suis encore sous l'effet de la vigile des femmes du 2 juin 1996. Des journées pleines de sentiments, d'émotions qui sont partagés entre la solidarité et la déception profonde. Se rendre compte qu'après une marche de dix jours en juin 1995, une vigile et deux rassemblements regroupant 30 000 femmes n'ont pas suffi pour que le gouvernement tienne ses promesses concernant son projet de loi sur l'équité salariale! Nous pouvons nous demander combien nous devrions être et ce que nous devrions faire.

Bien sûr que les barrières sont tombées, mais les mentalités n'ont pas changé!

Bien sûr que la légitimité de nos revendications n'est pas mise en cause, mais il y a absence de volonté politique d'y donner une suite.

Commençons par parler de ce qui est à la base d'une dégradation inquiétante des conditions de vie des femmes: **la pauvreté**.

C'est une réalité que beaucoup de femmes connaissent très bien, et ce quotidiennement. Au Québec, on dénombre 220 000 familles

monoparentales qui sont dirigées par une femme. Sur ce nombre, 150 000 vivent dans la pauvreté et elles ont entre elles le quart des enfants du Québec. Chaque fois que l'appauvrissement des femmes et des familles augmente, on hypothèque l'avenir de nos enfants.

Les femmes sont généralement les plus touchées par les réformes des programmes sociaux. On commence à peine à constater les dégâts de la dernière inondation de coupures: l'abolition des allocations familiales, le projet de loi 37, les coupures à l'assurance-chômage, que s'annonce une autre pluie, particulièrement forte, qui arrose sans répit les pauvres (dont font partie majoritairement les femmes), les sans-emploi (beaucoup de femmes), ceux qui ont un emploi mais un emploi précaire (des femmes) et évidemment les jeunes.

En fait, tous les «sans-abris... fiscaux»! Elle n'est pas de moi!

Dernièrement, j'ai appris qu'une femme, prestataire de l'aide sociale, qui doit laisser son programme de participante parce qu'elle est enceinte, verra son chèque coupé de 20\$ par mois. Faites des enfants qu'ils disaient!

Être enceinte et élever des enfants, j'ai toujours pensé que c'était un programme sur 20 ans minimum!

De toute façon, les femmes ne sont jamais dans le bon barème, dans la bonne mesure, dans le bon programme. Ce sont les démunis qui portent le poids du redressement des finances publiques, ce ne sont pas les multinationales ni les banques. Nous le savons fort bien.

Comment pouvons-nous penser que ça va bien quand c'est une politique de shérif de Nottingham qui nous guide: prendre aux pauvres et donner aux riches. Vivement Robin des bois et Marianne!

Sans laisser de côté la pauvreté, parce qu'elle nous laisse difficilement, j'aimerais évoquer un autre genre de réforme: celle de la santé et des services sociaux.

J'aimerais croire que notre société a tellement bien évolué que nous en sommes arrivés à l'égalité entre les hommes et les femmes.

J'aimerais croire que cet important changement va permettre à notre société de bien prendre le virage de cette réforme. Cependant, nous sommes déçues de constater que la régionalisation de la santé et des services sociaux et son virage ambulatoire idéalisent la dynamique familiale en masquant qu'il existe encore des inégalités, de l'oppression, de la violence conjugale et familiale.

Le virage ambulatoire doit être mis en relation avec les conditions de vie générales des femmes. Les conditions sociales et économiques des femmes favorisent un état de dépendance qui les ont rendues susceptibles d'utiliser les services de santé. C'est ce qui explique bien que, même si elles vivent plus longtemps que les hommes, l'indice de santé des femmes est plus élevé. (*Plus l'état de santé est mauvais, plus l'indice est élevé.*) Malgré ce fait, le dossier des femmes est noyé dans tout le reste. J'ai déjà vu dans un document de la Régie régionale l'expression «personnes enceintes». Faut-il ne pas vouloir écrire «femmes».

Faisons un peu de mathématiques, une résolution de problème comme dirait mon fils.

Si, en dix ans, la contribution des hommes aux partages des tâches a augmenté de quatre minutes et que les femmes en assument encore 80%, à qui reviendront les tâches supplémentaires des familles qui auront à assumer le maintien à domicile des personnes âgées ou handicapées, des personnes convalescentes ou de celles qui choisissent de mourir à domicile?

Qui devra s'absenter plus souvent de son travail et ainsi être privé de revenus?

Dix sur dix pour tous ceux et celles qui ont répondu: les femmes.

Nous n'avons pas besoin d'une autre règle de trois pour savoir qu'il y a répercussion du virage ambulatoire sur la main-d'oeuvre féminine. La majorité des postes coupés dans le cadre de la transformation du réseau sont des postes occupés par des femmes (*un deuxième salaire*).

En régionalisant, on a probablement perdu dans le parc des Laurentides une grande partie du travail fait provincialement par les femmes et les groupes de femmes sur tout ce qui touche la violence faite aux femmes, la santé mentale des femmes, la violence sexuelle, l'isolement des femmes.

C'est triste à dire, mais nous avons une politique de navigation à vue. Les déficits sont prétextes à tout réformer et, ce qui est le plus triste, sans valeur commune, sans projet de société. Lui aussi, on le perd régulièrement. Nous avons bien failli vivre avec un projet de société et on nous en parlait beaucoup dans le temps du référendum. Mais le lendemain, avec la défaite du oui, fini le projet de société, on recommence à couper.

On dit nous consulter; des comités de travail sont mis sur pied pour aider le gouvernement à trouver des solutions au déficit. Les rapports et les solutions proposés prennent le chemin des tablettes. Ce sont toujours les mêmes solutions faciles qui reviennent. La démocratie dans tout ça? Difficile d'y croire.

Comme l'écrit John Saul dans *Le compagnon du doute*:

C'est un système existentiel dans lequel les mots ont plus d'importance que les actes [...] c'est une idée séduisante qui n'a jamais fonctionné en plus de deux mille ans.

LE PORTRAIT DE LA SOLIDARITÉ, LUI IL EST ROSE

Il en faut de la solidarité pour organiser deux manifestations en un an qui ont réuni 15 et 10 000 femmes sur la colline parlementaire.

Il en faut de la solidarité et des appuis quand on travaille sur des dossiers aussi chauds que l'économie sociale, le développement régional, la violence faite aux femmes, l'équité salariale.

Les femmes n'ont pas le monopole de la solidarité. En effet, la solidarité se retrouve tout aussi bien dans le mouvement communautaire où finalement presque toutes nos luttes se rejoignent. Parlons de la

pauvreté, des coalitions contre les coupures, du financement des groupes, de l'exclusion, de l'équité, de la justice et de l'égalité.

Et l'État dans tout ça?

Si le gouvernement respectait ses engagements, travaillait contre la pauvreté, créait de l'emploi, favorisait l'égalité entre les femmes et les hommes, nous n'aurions pas à nous interroger sur la tourmente sociale.

Dimanche dernier, lors de la vigile des femmes contre la pauvreté, où étaient ceux et celles du gouvernement qui disaient nous appuyer lors de la marche de juin 1995 et lors du référendum?

Une ligne de parti peut-elle être solidaire de quelqu'un, de quelque chose?

C'est à cause de la solidarité que le mouvement des femmes est le mouvement social qui a sorti de l'ombre la moitié de l'humanité. Partout sur le globe, c'est le mouvement social qui est à la base des mouvements pour la paix, contre la guerre, contre la famine.

Même si on a des ratés, même si des acquis sont menacés, même si la solidarité semble nous échapper quelquefois, il ne faut jamais oublier qu'elle est une force de frappe, de cohésion et de développement.

DES ALLIANCES? BIEN SÛR!

Au Centre de femmes nous faisons partie de divers organismes:

- l'R des centres de femmes du Québec;
- les organismes volontaires d'éducation populaire (OVEP);
- la table régionale des organismes communautaires;
- la table de concertation des groupes de femmes;
- Solidarité populaire Saguenay—Lac-St-Jean;
- la Coalition pour le libre choix à l'avortement;
- la Fédération des femmes du Québec;
- le Comité régional de la marche des femmes contre la pauvreté;

- les coalitions contre les réformes de l'assurance-chômage et de l'aide sociale;
- la table de concertation de développement économique du secteur;
- l'Association des organismes communautaires Domaine du Roy.

J'en ai probablement oublié. On y investit beaucoup de temps et d'argent que l'on a si peu dans les groupes de femmes et les groupes communautaires. Ces participations, qui se rejoignent toutes et qui forment un réseau de solidarité incroyable, ont toutes une cible précise.

Pour moi, les alliances sont indispensables à toute démarche de changements sociaux. L'intervenant en action communautaire fait partie de la démarche. Pour le milieu communautaire, pour les groupes de femmes, les intervenants occupent une place importante: celle de promouvoir nos luttes et de nous aider à provoquer des changements. Ils sont porteurs de nos revendications à l'intérieur du réseau et devraient en être les gardiens.

Quant au «projet de société», à mon avis, ce sont des mots qui prennent trop le sens de celui ou celle qui pense à le définir. Mon projet de société n'est sûrement pas le même que celui du président de la Banque royale. Il nous faut donc commencer par changer des valeurs, remettre en question l'individualisme, la mondialisation, les politiques fiscales, le discours de l'excellence et le reste viendra bien.

CONCLUSION

Parce que les femmes sont proches de la vie, étant celles qui la donnent, elles en ont une perception qui n'est pas dénuée de sens mais empreinte d'émotion et d'intuition, des sentiments trop souvent jugés inopportuns.

Le féminisme a permis d'améliorer la qualité de vie. Il a permis aux hommes de devenir des pères, aux mères de devenir des femmes, aux femmes de devenir solidaires, aux hommes et aux femmes de se

parler et de se toucher comme jamais ils ne l'avaient fait. Au-delà de ce que les hommes peuvent faire, il y a une avenue incontournable qu'il faut prendre: l'implication de la part des hommes; ils font nécessairement partie de la solution. Quand ils arrêteront de dire: «Moi, j'suis pas comme ça, le problème ne me concerne pas», alors nous pourrons travailler enfin ensemble.

Tout commence par un rêve! ..

LA VISION D'UNE POLITIQUE QUI MISE TOUJOURS SUR L'ESPOIR ET LA SOLIDARITÉ

Monique SIMARD
Députée de La Prairie

D'entrée de jeu, j'aimerais faire état de ma propre difficulté à apporter ma contribution à cette réflexion sur le thème: «Au-delà de la tourmente... de nouvelles alliances à bâtir!». Cette difficulté vient du fait que non seulement je suis la seule représentante du monde politique, mais aussi parce que j'ai passé presque toute ma vie dans ce milieu d'aide aux plus démunis.

Évidemment, je pourrais présenter les différents programmes que le gouvernement finance pour supporter et aider le milieu communautaire avec, entre autres, le Secrétariat à l'action communautaire. Mais je sais très bien que vous les connaissez et ce n'est pas le message que je veux vous laisser

Le gouvernement a commencé son exercice de resserrement des finances publiques et je ne nierai pas que c'est un exercice extrêmement difficile à réaliser et qu'il se fait surtout sentir chez les plus pauvres, chez les plus démunis et chez les femmes. Toutefois, il faut rappeler le consensus atteint lors de la conférence socio-économique du printemps dernier. Tous les milieux du Québec y étaient représentés et tous les participants ont convenu que le gouvernement devait réduire ses dépenses et atteindre l'objectif du déficit zéro dans quatre ans.

Le thème du colloque: «Au delà de la tourmente... de nouvelles alliances à bâtir» me fait penser à ces participants à la conférence qui, chacun dans son domaine, se sentaient impuissants à régler les problèmes auxquels la société est aujourd'hui confrontée. Ils se sont réunis pour donner une chance à une nouvelle solidarité où tous avaient alors l'occasion d'exprimer leur point de vue. Les échanges qui ont eu lieu sont porteurs d'espoir, car tous ont dû écouter les autres décrire la réalité de leur milieu. Je crois que cet exercice à lui

seul peut être garant d'une certaine réussite, car si nous ne suscitons pas l'espoir, c'est le désespoir qui s'imposera.

Nous verrons, à l'automne 1997, les résultats des chantiers mis sur pied lors de cette conférence, mais il ne faut surtout pas discréditer prématurément le processus. Je crois qu'il est essentiel que nous nous donnions cette chance en tant que collectivité et que tous contribuent à cet effort de concertation.

À la suite de l'événement de la vigile des femmes qui se tenait le 2 juin 1996, je sais très bien qu'à ce moment-ci, certaines et certains ont des doutes et se demandent si elles ou ils doivent continuer à collaborer et à s'impliquer. L'actualité récente concernant le projet de loi sur l'équité salariale sème des doutes chez certains groupes impliqués dans le processus gouvernemental de relance du Québec. Je peux comprendre la colère de ces femmes. Si j'étais l'une d'elles, je me demanderais certainement moi aussi aujourd'hui si nous devons continuer ou non à lutter pour nos droits et à collaborer avec le gouvernement. Pourtant, toute mon expérience me convainc qu'il vaut mieux continuer. Dans ce genre de situation, c'est souvent subir ou combattre. Qu'arrivera-t-il si toutes les représentantes du monde communautaire et des groupes de femmes se retirent du processus? Qui sera là pour défendre leurs intérêts auprès des personnes qui prennent les décisions au moment où on leur en offrirait l'occasion? Je suis convaincue que la solidarité est possible sans que tous soient nécessairement toujours du même avis. Très souvent dans nos vies de tous les jours, que ce soit au travail ou ailleurs, nous sommes confrontés à nos multiples solidarités. Au travail, un employé doit parfois choisir entre l'une ou l'autre des solidarités qu'il entretient. Qui n'a jamais été en désaccord avec une décision prise par son patron? Les députées et députés sont parfois déchirés dans leurs solidarités.

En terminant, j'apprécie cette invitation à partager mes réflexions qui m'a été faite. Ma participation m'aura permis de renouer des liens avec de nombreux amies et amis.

LA VISION DES MONTAGNAIS DU LAC-SAINT-JEAN EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Rémy «Kak'wa» KURTNESS
Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean
(Piekuakamiulnuatsh)

En premier lieu, il m'apparaît important de faire état de la situation actuelle de la communauté de Mashteuiatsh et des Montagnais du Lac-Saint-Jean ainsi que de notre vision politique dans le domaine social et communautaire.

PORTRAIT DE LA SITUATION ACTUELLE

Pour bien comprendre notre position en matière de développement social et communautaire, nous devons préciser dès le départ que notre organisation, le Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean (Piekuakamiulnuatsh), a comme mission générale de:

Défendre les droits et les intérêts des Montagnaises et des Montagnais du Lac-Saint-Jean afin d'atteindre et de maintenir une complète autonomie gouvernementale sur réserve et en territoire.

Offrir, sur réserve et en territoire, des services répondant aux besoins des Montagnaises et des Montagnais du Lac-Saint-Jean afin d'améliorer et de maintenir le bien-être et le développement de la population à tous les niveaux.

De plus, pour chacun des services de l'organisation, une sous-mission a été élaborée et, quant au secteur spécifique des services sociaux, notre sous-mission est de:

Fournir les services aux Montagnaises et aux Montagnais du Lac-Saint-Jean et développer de nouvelles méthodes d'intervention afin de combler les besoins physiques, mentaux et

sociaux pour en arriver à une autonomie individuelle et un équilibre collectif.

Pour ce qui est du secteur de la santé, notre sous-mission est la suivante:

Fournir des services de santé aux Montagnaises et Montagnais du Lac-Saint-Jean et développer des nouvelles approches en quantité et en qualité suffisantes afin d'améliorer et de maintenir une bonne santé physique et mentale et ainsi enrichir la qualité de vie et permettre l'autonomie individuelle et collective.

Ces missions générales et sous-missions sectorielles doivent répondre à une bien triste réalité dans notre communauté. En effet, la situation sociale révèle de nombreuses problématiques comme les abus dans la consommation des drogues et d'alcool, le «sniffage», la violence familiale et les abus sexuels.

De plus, comme presque partout ailleurs dans les communautés amérindiennes, la population est très jeune ce qui rend précoces la maternité et la paternité chez nos jeunes adolescents.

En effet, près de la moitié de notre population a moins de 25 ans. Notre taux de chômage approche les 40% et les perspectives économiques, bien qu'intéressantes à court terme, sont confrontées à la réalité juridique de la Loi sur les Indiens (non-saisissabilité et non-pouvoir d'hypothèque) qui paralyse notre développement économique.

Il est bien évident que, sans développement économique, il est difficile, par voie de conséquences, d'anticiper un meilleur devenir social, culturel, spirituel et communautaire.

Il est de loin préférable pour la fierté et la dignité humaine d'être valorisé par son travail qu'être en situation de désœuvrement et d'oisiveté.

Toutes ces situations contribuent à entretenir des malaises sociaux importants. D'ailleurs, nos variables socio-économiques, sanitaires,

éducatives, etc... sont en dessous des mêmes variables chez nos voisins québécois et canadiens.

En conséquence, les réalités auxquelles la communauté doit faire face représentent pour tous nos intervenants d'importants défis à relever et responsabilisent notre population devant ces problèmes.

Comme il est si bien dit dans le thème du colloque, il faut aller au-delà de la tourmente pour créer, construire et consolider nos positions dans un objectif d'apporter des solutions tangibles pour un développement sain de notre peuple.

L'AUTONOMIE

Le Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean a enclenché un processus irréversible vers l'exercice de son droit inhérent à l'autonomie gouvernementale. Ainsi, il est le gouvernement représentant la nation des Montagnais du Lac-Saint-Jean (Piekuakamiulnuatsh) envers qui il est responsable et imputable.

Les prises en charge administratives des services et programmes du ministère des Affaires indiennes ou encore des autres ministères comme la Santé nationale sont toutes complétées, sauf le programme de Terres, réserves et fiducies. La façon d'administrer change rapidement avec les années en amenant les gouvernements à rationaliser leurs dépenses pour faire face aux contraintes budgétaires. Nous sommes confrontés aux mêmes réalités mais, en plus, nous devons adapter ces programmes et services dont nous avons pris charge en fonction de nos besoins et de nos aspirations comme peuple.

La gestion de nos territoires et l'autonomie gouvernementale demeurent des objectifs de premier plan pour notre peuple. À cet effet, les Montagnais du Lac-Saint-Jean ont énoncé certains principes au cours des dernières années et ces principes demeurent les assises même de nos positions politiques.

Ainsi, les Montagnais du Lac-Saint-Jean ont déclaré:

Avoir le droit d'exister, d'être reconnus, de disposer de nous-mêmes et de poursuivre notre développement en tant que peuple et nation avec notre identité propre et exerçant nos droits et libertés fondamentales.

En qualité de Première Nation, avoir le droit de conserver la propriété de nos territoires traditionnels, incluant les eaux et les sous-sols, dans des conditions appropriées, pour assurer notre indépendance et notre autosuffisance économique et sociale en conformité avec nos valeurs traditionnelles et contemporaines.

Vouloir assumer totalement notre autonomie politique sur une base territoriale déterminée par le biais de nos propres institutions, développées en conformité avec nos valeurs, nos aspirations et nos besoins.

Qu'en tant que Première Nation, il nous revient de déterminer qui seront nos membres, d'exercer des pouvoirs exclusifs, de légiférer et d'adopter des politiques en ce qui nous concerne.

Avoir le droit de pratiquer et de conserver notre langue et nos traditions, nos coutumes et nos valeurs culturelles propres.

Pouvoir exercer un contrôle exclusif de toutes les activités sur notre territoire tant au niveau social, culturel, communautaire qu'au niveau économique et contrôler l'utilisation et la gestion des ressources pour ainsi pouvoir en bénéficier.

Que nos droits ancestraux et traditionnels existent toujours, sont inaliénables et doivent être respectés.

Reconnaître la nécessité de maintenir des rapports harmonieux et égalitaires avec la société québécoise et canadienne, fondés sur le respect des droits et la confiance mutuelle.

Il demeure que ces principes servent à guider nos actions dans la construction de notre avenir et soutiennent notre orientation comme nation vers une société idéale.

Le droit à l'autodétermination reconnu aux peuples par l'Organisation des Nations Unies (ONU) et inhérent à chacune des nations nous permettra de déterminer nos propres choix sociaux, culturels, spirituels, économiques et communautaires dans le respect de nos propres valeurs et traditions.

Dans la mesure où nous assumons pleinement nos responsabilités en créant nos institutions et en y intégrant des intervenants qui sont à tous les niveaux formés de la même manière que les intervenants des institutions extérieures à la communauté mais qui, en plus, sont des membres de notre peuple et ainsi sont à même de percevoir, identifier et comprendre les besoins de la clientèle, il devient indéniable qu'une reconnaissance formelle devrait être faite de nos institutions et de nos intervenants par les autres gouvernements et associations professionnelles plutôt que d'être dans l'obligation de recevoir le sceau d'institutions extérieures sur nos pratiques, gestes et comportements.

UNE EXPÉRIENCE HEUREUSE

Depuis maintenant six ans, notre programme d'intervention préventive en milieu scolaire est une preuve irréfutable du bien-fondé de l'harmonisation de divers programmes sociaux à nos particularités linguistiques, culturelles et sociales.

Ce programme regroupe particulièrement nos intervenants éducatifs, sociaux, culturels, sanitaires ainsi que les parents et les enfants. Il sensibilise les jeunes à la protection contre les abus sexuels et la violence familiale. Il informe également sur les conséquences de l'inhalation de produits toxiques, de drogues et sur la consommation abusive des boissons alcoolisées.

Le programme est basé sur le principe du respect des valeurs culturelles et traditionnelles et est centré sur les jeunes, répondant ainsi à une orientation du Conseil de bande qui, depuis quelques années, met l'accent sur la jeunesse qui donnera nos décideurs de demain.

Cette expérience a permis une plus grande conscientisation de la part de l'ensemble de la communauté, particulièrement chez nos aînés qui deviennent des aides professionnels dans leur domaine de compétence; cela ne fait que solidifier les relations entre tous les membres de notre peuple.

Notre programme d'intervention préventive en milieu scolaire est devenu un modèle pour plusieurs autres communautés autochtones à travers le Canada. Il a été et il est toujours difficile d'application parce qu'il conduit à la reconnaissance de l'agressé et de l'agresseur. Il conduit au pardon mutuel. Il peut conduire aussi à la «judiciarisation» des cas.

Malgré notre milieu, qui est caractérisé par le fait que toutes les familles et individus se connaissent, ce programme nous a permis d'enclencher un processus de guérison communautaire et a solidifié des familles éclatées en raison d'événements souvent exécutés sans toute notre lucidité.

D'AUTRES EXEMPLES À DÉVELOPPER

Nous avons ciblé plusieurs conséquences de problématiques systémiques lorsqu'elles sont appliquées dans notre communauté. J'en énumérerai ici quelques unes sans entrer dans les détails mais qui vous permettront de mieux comprendre notre réalité.

- Tissu sociologique et culturel différent

La perception de nos rapports sociaux par nos intervenants se distingue de la perception mais surtout de l'application qu'exigent entre autres les lois sur la santé et les services sociaux, sur la protection de la jeunesse, sur les jeunes contrevenants et particulièrement sur les dispositions du Code civil relatives à l'adoption.

Ces distinctions se situent également au niveau du signalement (confidentialité/familiarité), des procédures judiciaires, de l'application des mesures, de l'approche en ce qui a trait aux

placements d'enfants en famille d'accueil et aux pratiques d'adoption.

- Isolement de nos intervenants

Celui-ci, avec le service qu'il représente, est souvent le seul responsable et imputable de la protection de notre jeunesse sur les plans social et légal.

Nos intervenants sont obligés d'intervenir auprès de leurs proches et de familles immédiates. Ils subissent ainsi une pression sociale énorme et leurs comportements doivent être sans reproche.

Leurs rôles sont souvent confrontés aux rôles des aînés et des familles par rapport aux enfants.

- Lenteur du processus

La lenteur du processus judiciaire et l'accumulation des délais minent la confiance de notre population.

Nous préférons des discussions et des efforts de persuasion plutôt que la judiciarisation. Nos intervenants doivent donc jouer leur rôle de thérapeute pendant cinq ou six mois et voilà, d'un coup, que le jugement condamne notre personne à un centre de réadaptation ou de détention. Celle-ci peut avoir un comportement en cours de guérison pendant sa liberté provisoire et bang!, elle se retrouve en institution. La famille, la communauté et l'individu ne font pas souvent de liens entre ces étapes, on y comprend mal les nuances.

Notre intervenant, agissant en thérapeute, est perçu presque comme une personne de loi par la suite et, encore là, la confiance est minée.

D'autres exemples comme ceux-ci pourraient être cités, notamment en rapport avec les placements et l'adoption où nos pratiques diffè-

rent de celles auxquelles le système nous confrontent. Mais concentrons-nous d'abord sur les hypothèses de solutions ou sur les orientations à donner à nos actions et décisions.

DE NOUVELLES ALLIANCES À BÂTIR...

Comme il est mentionné dans nos orientations, le Conseil de bande travaille à améliorer les services à la population tant au niveau de la qualité que de la quantité.

Dans cette optique, nous continuons nos démarches entreprises dans la prise en charge des responsabilités dans tous les domaines, dont les services sociaux et de santé. À ce niveau, nos institutions et nos intervenants répondent efficacement aux besoins de notre population; cependant, il est clair qu'avec certaines alliances avec les institutions extérieures, nous pourrions envisager un élargissement de nos interventions tout en maintenant nos caractéristiques.

Nous ne devons pas nous contenter de simples alliances ponctuelles, elles doivent plutôt être des alliances formelles au niveau de nos institutions et de nos structures mutuelles. En considérant les particularités de la clientèle montagnaise, de telles alliances permettraient à nos intervenants de suivre le processus d'intervention auprès d'un client du début à la fin.

Ces possibles alliances doivent cependant être négociées d'égal à égal dans un esprit d'ouverture, de confiance et de collaboration afin d'harmoniser nos relations, ceci dans l'objectif de fournir à la population des services appropriés.

CONCLUSION

Lorsque nos ancêtres parcourraient nos territoires de chasse, il devaient faire des choix et assumer leur autonomie. Nous avons, nous aussi, au plus profond de nous-mêmes, les capacités de faire face aux problèmes et de prendre nos décisions.

Nous poursuivrons nos objectifs de cohabitation et de coexistence harmonieuse et pacifique, mais nous continuerons de défendre et de protéger les droits et les intérêts des Montagnaises et Montagnais du Lac-Saint-Jean. Nos nombreux problèmes psychosociaux et de santé ne trouveront de solutions que dans la mesure où tous et chacun représenteront un élément de solution.

C'est dans un esprit d'ouverture que nous envisageons la possibilité de créer des alliances, mais cela ne se fera que dans le contexte d'une reconnaissance officielle de nos institutions et de nos intervenants professionnels.

Cette reconnaissance se traduira par l'exercice de notre droit inhérent à l'autonomie gouvernementale et de notre droit à l'autodétermination et confirmera l'appropriation des juridictions dans les domaines qui nous concernent.

Par la suite, nous pourrons établir des alliances structurelles et institutionnelles dans le respect de nos particularités linguistiques, culturelles, sociales et communautaires.

Nous devons au préalable surmonter un obstacle majeur, malheureusement très présent chez nos peuples respectifs. En effet, nous devons apprendre à mieux nous connaître et à nous respecter pour que nos valeurs de respect, de partage, d'entraide et d'hospitalité soient prépondérantes aux préjugés défavorables qui conditionnent nos gestes et nos comportements. Ainsi, nous pourrons réaliser les objectifs de fraternisation entre nos peuples et nous concentrer sur la qualité et la quantité de services que notre population est en droit de recevoir.

Nous sommes conscients de l'importance d'avoir recours à de l'expertise extérieure mais cela doit se faire dans le respect de nos besoins, aspirations et valeurs culturelles propres.

Voilà le message que je tenais à livrer parce que je suis persuadé que nous partageons à peu près les mêmes convictions par rapport à la clientèle que nous avons à desservir. Faisons-le pour l'amour de notre travail et pour autrui.

TOURMENTÉ PAR LA TOURMENTE SOCIALE

Pierre LEGROS
CLSC des Faubourgs

Lorsque le quart du Québec vit une exclusion sociale qui lui enlève l'exercice de la citoyenneté, l'organisateur communautaire en CLSC peut baisser les bras en organisant une série d'activités ou de programmes communautaires pour l'établissement ou relever les manches en développant de nouvelles solidarités avec ces exclus.

Ces nouvelles solidarités passent par un parti pris pour l'inclusion sociale (et non l'insertion ou la réadaptation sociale), c'est-à-dire une pratique centrée sur l'*empowerment*, la complicité avec la marginalité et surtout la transparence idéologique (on est motivé par quoi?).

Les turbulences sociales actuelles me tourmentent parce qu'elles sont l'occasion attendue par les tenants du néo-libéralisme pour jeter par-dessus bord du filet de sécurité sociale les plus faibles parce qu'on les accuse de faire couler le bateau des dettes de l'État-emprunteur (réforme de l'assurance-chômage) ou de larguer en mer par la soute à bagages tous les aptes au travail comme fraudeurs potentiels de l'aide sociale.

J'en ai assez que l'on oublie facilement les milliards fraudés légalement au ministère du Revenu par les multiples évasions fiscales ou les dépenses exagérées du ministère de la Défense pour jouer au soldat dans la mer Arctique. La fraude légalement organisée n'est pas comptabilisée dans le déficit budgétaire de l'État, tandis que la débrouillardise des plus démunis (travail saisonnier, emplois précaires, partage de logement) est identifiée comme responsable de l'endettement de nos différents paliers de gouvernement. Lorsque l'on se rappelle que la caisse de l'assurance-chômage rapporte davantage qu'elle ne dépense, on comprend que l'acharnement de l'État n'est pas économique mais idéologique.

UNE MOUVANCE SANS ÂME...

Il est légitime, pour plusieurs d'entre nous, d'être préoccupés par la reconfiguration actuelle du réseau de la santé et des services sociaux. Ainsi, le virage ambulatoire risque de faire déraiper bien des administrateurs de nos CLSC qui y voient une occasion d'augmenter leur budget ou leur effectif par les transferts venant des hôpitaux.

Mais l'impact sur les pratiques sociales est loin d'être mesuré, le virage risque fort de médicaliser toutes nos pratiques sociales qui seront centrées sur les malades plutôt que sur la promotion de la santé et du bien-être.

Deuxième constat, et non le moindre: plusieurs de nos administrateurs voient là l'aboutissement d'un rêve d'amoindrir, sinon d'annexer, l'hôpital voisin. Mais leur rêve ou leur jalousie traditionnelle face au milieu hospitalier risque fort de les engloutir et ce sont certains CLSC qui vont être avalés par l'hôpital de leur communauté. L'action communautaire n'est pas très reconnue dans ces milieux là...

Troisième cauchemar dans le réseau: la nouvelle émulation inter-établissement suscitée et alimentée par les régies régionales. Si les mesures d'efficacité où le rendement et le coût d'intervention par usager sont compréhensibles dans la mouvance néo-libérale actuelle, la performance mesurée et évaluée en fonction de celle des autres établissements l'est beaucoup moins; cela relève d'une logique technocratique incroyable où tout doit être normalisé, encadré et systématisé.

Même la place à l'innovation, à la créativité et à la recherche d'alternatives est balisée... Seules la spontanéité, la complicité, la marginalité n'ont pas encore réussi à être banalisées par ces structures sans âme politique que sont les régies régionales.

DE NOUVELLES SOLIDARITÉS À BÂTIR

Loin de moi l'idée de vouloir noircir le réseau public de la santé et des services sociaux. Des solidarités y existent avec les bénéfi-

ciaires: quotidiennement des praticiens et des praticiennes tissent des liens étroits avec leurs bénéficiaires en leur donnant du pouvoir, en renforçant leur autonomie et en défendant leurs droits. Toutefois, de nouvelles solidarités restent à bâtir pour plusieurs intervenantes et intervenants en CLSC.

Ces nouvelles solidarités, qui visent l'inclusion sociale, passent par le maillage de liens avec les mouvements populaire et communautaire. Peu d'intervenantes et intervenants en CLSC « militent » à l'intérieur de groupes féministes, pacifistes ou marginaux.

Développer des liens avec des groupes de femmes, des écologistes, des militants des droits basés sur une confiance réciproque à gagner par la complicité avec eux se fera en autant que des gestes concrets, même infimes, seront posés.

Élaborer et mettre sur pied un projet d'économie solidaire en priorisant l'inclusion sociale des jeunes, c'est nouer un lien concret permettant une solidarité nouvelle. La stratégie de mise en oeuvre d'un tel projet sera différente de celle priorisant le développement de nouveaux services sociosanitaires.

Marcher avec les femmes, lutter contre la ghettoïsation des sidéens, empêcher la stigmatisation des toxicomanes, donner la parole à un groupe d'itinérants sont autant d'exemples d'*empowerment*, de complicité, de transparence idéologique nécessaires à de véritables nouvelles solidarités avec le mouvement communautaire.

DE NOUVELLES ALLIANCES À CONSTRUIRE...

La construction de nouvelles alliances ne représente pas qu'un positionnement stratégique. Ces alliances doivent être fondées sur certains partis pris collectifs:

- La lutte contre l'appauvrissement d'une partie de plus en plus grande de la population.

- La reconnaissance que l'exercice de la citoyenneté se réalise en autant que les personnes marginalisées soient vues comme des personnes à part entière.
- L'équité sociale ne doit pas être confondue avec les politiques sociales.
- La tolérance comme valeur unificatrice face à la montée de la répression de la droite.
- Le rôle social dévolu à une personne dans la société québécoise passe par l'**emploi**.
- La participation démocratique des bénéficiaires au contrôle des établissements de santé et de services sociaux.

Avec ces préalables, les alliances pour construire un avenir meilleur à de milliers d'exclus ne relèvent pas de stratégie politique mais bien d'idéologie politique. Un beau vacuum existe actuellement à ce niveau.

Et pour conclure, j'aimerais mettre le focus sur deux enjeux qui interpellent notre profession d'organisatrices et organisateurs communautaires. D'une part, la quasi-absence de liens formels avec les travailleuses sociales et les travailleurs sociaux me préoccupe grandement puisque celles-ci et ceux-ci devraient être les premiers à partager nos préoccupations sociales et surtout être nos alliés dans le développement d'outils collectifs pour intervenir sur les problèmes sociaux. Ils sont les premiers à vivre la médicalisation des services en CLSC, serons-nous les seconds?

D'autre part, pour affronter l'avenir, il faut prévoir et amorcer le relèvement de nos compétences. Faudra-t-il exiger une maîtrise ou des sessions annuelles de perfectionnement pour s'assurer collectivement que nous possédons les habiletés et les connaissances nécessaires pour amorcer des changements structurels au sein de communautés ou de groupes locaux?

Un jour ou l'autre, les intervenants sociaux devront être en mesure de répondre à ce questionnement.

SECTION 2

LES ALLIANCES: ENJEUX ET DÉFIS

NOUVELLE DYNAMIQUE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ET RÉGIONALISATION

Danielle FOURNIER
École de service social
Université de Montréal

C'est dans un contexte d'une crise de l'État-providence, d'une crise des finances publiques, d'une crise de l'emploi et d'une crise de légitimité du politique que s'inscrit la mise en oeuvre d'une réforme majeure du système de santé et des services sociaux. Elle se veut un nouveau mode de gestion du social en partageant les responsabilités avec les acteurs régionaux ou locaux, le secteur privé et, bien sûr, les organismes communautaires.

Cette réforme reconnaît explicitement les organismes communautaires, dont les groupes de femmes, comme partie intégrante du développement actuel et futur des services de santé et des services sociaux. De facto, chien de garde historique (et parfois adversaire), une portion importante du mouvement communautaire et du mouvement des femmes est promue, illico, au rang de partenaire du système, transformant ainsi la structuration des rapports sociaux dans le champ de la santé et des services sociaux.

Cette nouvelle dynamique nous entraîne malgré nous dans un tournant historique en ce qui concerne notre rôle dans la société. Cet appel au partenariat nous force à nous repositionner par rapport à l'État et ses institutions.

À première vue, la reconnaissance des organismes communautaires comme partenaires peut paraître progressiste et attrayante. Elle sous-entend une certaine reconnaissance politique et peut même être l'apport de ressources.

Cependant, nous étions dès le départ conscientes que ce type de collaboration crée un certain nombre de contraintes et de problèmes, par exemple: le choc des cultures, le manque de ressources

humaines et financières, le manque d'énergie et de temps, le danger d'intégration, etc.

Quatre ans plus tard, comment avons-nous été capables de relever ce défi? Tout d'abord, nous situerons pourquoi nous avons décidé de vivre ce mariage forcé. Nous rappellerons le sens que nous donnons au partenariat. Nous expliquerons notre stratégie d'action et la nécessité de nous donner de nouveaux espaces de concertation entre les organismes communautaires (groupes de femmes/groupes communautaires) concernés par ce champ. Puis, nous dégagerons certains impacts sur nos regroupements provinciaux et nos groupes de base. Enfin, nous nous questionnerons pour savoir s'il y a eu des gains et comment nous devons poursuivre.

POURQUOI EMBARQUER DANS CETTE GALÈRE?

Nous avons cru et croyons toujours que c'est un lieu, un espace pour nous permettre de mettre de l'avant nos revendications, de rendre visible nos pratiques et de dénoncer les abus technocratiques. Nous voulions aussi contaminer nos partenaires, leur donner le virus du travail bien fait pour que les conditions de vie des femmes et de la population soient vraiment prises en considération, pour faire en sorte que les établissements publics et les lieux de gestion soient plus transparents et plus démocratiques, pour que les patientes, les consommatrices et les bénéficiaires deviennent et redeviennent des citoyennes qui ont et doivent avoir un contrôle sur leur vie.

Cette nouvelle dynamique peut constituer une occasion de mieux se faire entendre et de raffermir aussi bien le mouvement des femmes que le mouvement communautaire, particulièrement dans les régions. Nous pensons être en mesure d'influencer les changements dans les façons de faire au sein du réseau de la santé et des services sociaux. De plus, cela représente une occasion d'élargir les bases démocratiques par une plus grande participation des citoyennes et des citoyens aux décisions qui les concernent.

DE QUEL PARTENARIAT S'AGIT-IL?

Nous avons toujours compris le partenariat dans le sens suivant:

- il s'agit de briser le cloisonnement entre les différents acteurs impliqués;
- il s'agit de contrer les intérêts propres à chaque établissement ou chaque profession;
- il s'agit d'exercer un leadership éclairé et de rétablir l'équilibre et la cohésion entre les diverses composantes du champ élargi de la santé et des services sociaux.

De plus, pour nous, ce sont les intérêts des personnes utilisant les programmes et les services qui sont au coeur de cette concertation. Nous devons définir et articuler les priorités en fonction des besoins réels des citoyennes et des citoyens et non en fonction des besoins des établissements et des groupes d'intérêt. Nous devons éviter la facilité des solutions ou des modèles mur à mur (plus simples à gérer d'un point de vue gestionnaire).

C'est en fonction de cette définition que nous voulions et voulons être un véritable partenaire. Car nous occupons un espace social réel issu du déploiement de toute une panoplie de nouvelles pratiques sociales présentes au Québec depuis une trentaine d'années. Cet espace social joue le rôle d'«intermédiaire» dans les rapports qui se tissent entre l'État et ses institutions et la communauté.

C'est pourquoi nous affirmons qu'il n'est pas question d'être complémentaires aux autres partenaires du réseau. Nous refusons de nous adapter au besoin du réseau ou d'être le déversoir des institutions, entre autres parce que nos services se font à moindre coût.

COMMENT LE FAIRE?

Dès le départ, nous étions conscientes de la disproportion des ressources, des responsabilités et des pouvoirs entre les partenaires.

Si nous voulions contaminer nos partenaires avec nos valeurs, notre vision, il y avait des risques de nous faire contaminer nous-mêmes. Nous étions conscientes du danger et de la menace pour le secteur communautaire d'une intégration à la rationalité du système que l'on voulait pourtant réformer. Ce danger est d'ailleurs toujours présent.

La seule protection qui existait était de développer une stratégie de participation conflictuelle, c'est-à-dire une collaboration critique avec l'État et les établissements du réseau. Le partenariat doit être envisagé comme une piste d'action possible et nous l'ajoutons en appui à notre façon de faire historique. Autrement dit, il faut conserver et développer notre capacité de revendiquer et de mobiliser en dehors des cadres formels (concrètement, comme le souligne si bien une de mes collègues, Lise Gervais, du Centre de formation professionnelle [CFP], être présentes au conseil d'administration de la Régie, aux comités de tous acabits et en manifestant dans la rue).

Notre défi était et est toujours de faire les deux. La façon concrète d'y arriver était de développer de nouvelles solidarités entre nous dans les régions, de signifier des alliances différentes, tant dans le mouvement des femmes que dans le mouvement communautaire. De plus, il fallait faire vite et avec peu de moyens. Nous étions confrontées à la nécessité de nous regrouper de façon intersectorielle dans chaque région. De plus, dans certaines régions, cela signifiait aussi le développement de regroupements sectoriels. Par exemple, dans la région de Montréal, il n'existait aucun lieu de regroupement des groupes de femmes travaillant dans le champ de la santé et des services sociaux. Nous avons dû composer avec des cultures fort différentes au sein même du mouvement communautaire.

Nous n'avions pas trois ou quatre ans pour nous préparer, nous devons agir immédiatement. Ce partenariat s'actualisait essentiellement à trois niveaux: par notre participation au conseil d'administration de la Régie régionale, par notre participation aux différents mécanismes consultatifs mis en place par les régies régionales et aussi dans nos relations quotidiennes avec les établissements du réseau avec qui nous sommes appelées à collaborer.

En même temps, nous devons vivre ces nouvelles solidarités entre nous, c'est-à-dire préciser ce que nous faisons ensemble, rester en

lien constant avec celles et ceux que nous représentons, donc clarifier nos modes de délégation. Par exemple, nous représentons des gens, des groupes, etc. Nous rendons des comptes à qui? À notre groupe local, à notre secteur, au regroupement régional?

Ces nouvelles solidarités représentent une certaine protection contre le danger d'être contaminées par nos partenaires. Celles-ci peuvent nous empêcher de tomber dans le langage et la vision technique des choses. Par exemple, on parle de lits plutôt que de personnes, on parle de bébés de petits poids au lieu de familles monoparentales qui vivent dans la pauvreté. Enfin, elles nous évitent de devenir un groupe d'intérêt comme les autres et nous permettent de toujours garder en tête l'intérêt des femmes et des hommes que nous défendons.

C'est pourquoi, par exemple, le Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM) a développé une plate-forme commune qui nous sert de balises quel que soit le niveau de partenariat impliqué. Celle-ci définit ce qui nous unit et peut cimenter nos solidarités: elle réaffirme les valeurs auxquelles nous adhérons, à savoir:

- notre lutte contre l'injustice, notre désir de voir s'arrêter la détérioration des conditions de vie de la majorité des femmes, des hommes et des enfants de Montréal;
- notre volonté de changer le monde pour plus de dignité, plus d'égalité et d'équité;
- la nécessité d'avoir un financement de base correct, stable afin que le partenariat ne soit pas teinté d'une dépendance financière;
- la nécessité d'un réseau public universel fort et accessible;
- la reconnaissance par l'ensemble des autres partenaires (Régie et établissements) de ce que l'on est:
 - regroupement volontaire, des espaces de liberté;
 - groupes de revendications des droits à développer et à appliquer;

- lieux de rassemblement où les femmes et les hommes brisent leur isolement et créent des réseaux sociaux;
- lieux d'apprentissage et de pratique de la démocratie;
- la nécessité de se donner le droit des non.

LE PRIX À PAYER?

La multiplication des lieux de concertation entre nous d'abord et avec nos partenaires nous a coûté très cher. Cette double participation a été extrêmement exigeante en temps et en énergie pour les organismes de femmes et les organismes communautaires. Il y a eu des impacts réels sur nos pratiques dans les groupes. Plusieurs équipes de travail ont dû modifier le partage des tâches à l'interne. Pendant combien de temps serons-nous capables de suivre ce rythme infernal sans mettre en danger l'existence de nos groupes?

Nous aimerions souligner un autre élément significatif de la régionalisation. Il s'agit de la place et du rôle de nos regroupements provinciaux. En effet, le déplacement vers les régions de lieux de pouvoir pousse les groupes communautaires et les groupes de femmes à reprendre certains rôles que nous avions délégués à nos regroupements provinciaux. Entre autres, nous devenons, au niveau régional, des porteurs de dossiers politiques. Nous devons reprendre avec de nouveaux interlocuteurs la politisation de nos dossiers, en particulier celui des conditions de vie des femmes (sensibilisation des partenaires aux problématiques des femmes).

Dès le départ s'est posée la question de l'arrimage entre la table des regroupements provinciaux et les tables régionales, entre un regroupement provincial et ses groupes de base et entre les tables régionales.

Nous avons vécu un certain nombre de tiraillements et de tensions. Nous apprenons sur le tas à travailler ensemble en comprenant mieux notre place et notre rôle.

Selon nous, il s'avère important que la table des regroupements provinciaux et chaque regroupement provincial poursuivent leur

analyse sur les problématiques, cernent les enjeux provinciaux et développent en collaboration avec les tables régionales des revendications communes. Nous pensons qu'ils ont aussi un rôle important au niveau de la formation. Ils doivent outiller les groupes des régions pour nous aider à relever les défis qui nous attendent dans nos régions.

C'est pourquoi nous devons renforcer les mécanismes de communication entre nos différents lieux de concertation.

De plus, la table des regroupements provinciaux doit jouer un rôle accru comme interlocutrice des organismes communautaires au niveau provincial et forcer le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) à établir des balises nationales afin d'éviter que certaines régions remettent en cause certains acquis sociaux, ce qui pourrait créer des disparités importantes entre les régions. Par exemple, nous pouvons citer le dossier d'évaluation des groupes et la régionalisation du Soutien aux organismes communautaires (SOC).

AVONS-NOUS RÉUSSI À CONTAMINER? Y AVONS-NOUS GAGNÉ?

Il n'en reste pas moins que cette aventure est essoufflante et nous n'arrivons pas toujours à cerner les gains concrets que nous avons faits. Eh oui, il y en a quelques-uns. D'abord, nous avons obtenu la reconnaissance et le financement, quoique insuffisant, des tables régionales et de la table provinciale des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles. De plus, nous avons obtenu l'assurance que les groupes de base continueraient à pouvoir bénéficier d'un financement global dans le cadre d'un SOC régionalisé. Cependant, nous aurons à lutter farouchement dans l'année qui vient dans chacune de nos régions pour préserver les acquis de ce financement.

Au niveau de chacune des régions, il ne fait pas de doute que nous avons acquis une plus grande reconnaissance même si celle-ci est variable d'une région à l'autre.

Nous sommes devenues des actrices incontournables pour la Régie régionale et les établissements parce que nous avons réussi à nous regrouper, et ce en peu de temps. Nous avons eu une certaine influence dans la définition des orientations et des priorités de santé et des services sociaux. Par exemple, les groupes de femmes avaient la préoccupation que le système de santé et des services sociaux tienne compte des problèmes spécifiques des femmes en ce qui concerne leur santé, leurs conditions de vie. Ainsi, sept régions¹ se sont dotées d'un comité aviseur sur les conditions de vie des femmes, comité qui a essentiellement pour fonction de veiller à ce que, dans l'élaboration de ses différents programmes, la Régie régionale tienne compte de la réalité spécifique des femmes. Par ailleurs, dans plusieurs régions, la priorité «violence faite aux femmes» a été retenue.

Nous avons joué un rôle important vers une plus grande démocratisation du système en apportant un point de vue différent, moins technocratique et plus près des préoccupations des citoyennes et des citoyens. Ainsi, le RIOCM a obtenu la formation d'un comité aviseur paritaire intersectoriel et des comités aviseurs sectoriels provenant de la reconfiguration du réseau pour définir un cadre de référence concernant la réallocation d'argent au sein des groupes communautaires.

N'oublions pas que tout ce travail est fait avec des ressources très faibles comparativement aux autres acteurs.

LES DÉFIS

En terminant, nous aimerions réaffirmer que, selon nous, la question de la reconnaissance de l'autonomie demeure l'élément central de la poursuite de ce partenariat.

C'est pourquoi il devient impérieux de dégager, en nous basant sur nos acquis, un nouveau sens à notre participation. Nous devons nous donner une vision commune, claire et cohérente. Pour survivre et poursuivre notre travail à la base, nous devons choisir les lieux où être présentes, ceux où les enjeux nous apparaissent

plus importants. Nous devons savoir dire non et, dans certaines circonstances, renouer avec la confrontation.

De plus, nous devons revendiquer des moyens concrets pour assumer cette participation afin d'arrêter de pénaliser nos groupes. Ces moyens pourraient prendre la forme d'une augmentation du financement des tables régionales, du financement des tables sectorielles et d'un per diem pour assurer la participation des représentantes et des représentants des organismes communautaires sur les comités des régies régionales.

Nous devons être conscientes que dans le contexte de l'ampleur des compressions budgétaires actuelles et à venir et des nouvelles orientations en matière de virage ambulatoire, le risque est grand pour les organismes communautaires. N'oublions pas que la reconnaissance de la part des régies régionales et des établissements est surtout acquise pour notre rôle de distributeurs de services potentiels plutôt que pour notre capacité à créer des solidarités et à favoriser l'autonomie des personnes.

C'est pourquoi l'approche par programme (sous-entend le financement par projet) représente un danger réel de nous enfermer dans une logique de complémentarité et est une atteinte directe à notre capacité de définir librement nos orientations, nos politiques et nos approches. De plus, la bataille d'un financement global dans le cadre d'un SOC régionalisé est loin d'être gagnée sur le terrain.

Il s'agit là d'un enjeu central pour les organismes communautaires et bénévoles dans cette participation à la réforme. Celui-ci mettra à rude épreuve notre solidarité car cette question de nous inscrire ou non dans une logique de complémentarité ne fait pas encore l'unanimité au sein des organismes communautaires et bénévoles. Certains n'hésiteront pas à adhérer à l'approche-programme pour obtenir du financement. Si cette tendance prenait le pas, le développement des solidarités de base ne se ferait plus sur une base volontaire mais bien sous la contrainte, c'est-à-dire en fonction des objectifs établis par les autres partenaires.

Donc, l'existence d'un mouvement de femmes et d'un mouvement communautaire dynamique congruent avec nos valeurs n'est

possible que par une réelle reconnaissance de l'autonomie des groupes. Voilà le défi à relever et le danger qui nous guette.

Nous pensons qu'il est possible d'y arriver à la condition d'envisager le partenariat comme un moyen d'action parmi d'autres et de ne jamais oublier que:

[...] lorsqu'on a pour objectif d'aider les autres à se tenir debout, il faut avoir la prétention de le rester soi-même. Fermement.²

NOTES

- 1 Tiré des épreuves et des défis du partenariat. Table des regroupements provinciaux, d'organismes volontaires et bénévoles, octobre 1995.
- 2 Bernard, Antoine, Omer Arrijs et Jean Delespesse (1996). «Reconstruire l'emploi associatif», *Traverses*, avril, p. 109.

LE PARTENARIAT DANS LE CHAMP DE LA SANTÉ MENTALE À LA PÉRIODE «POST PROS»

Jean GAGNÉ
Regroupement des ressources alternatives
en santé mentale du Québec

PRÉAMBULE

Le titre un peu alambiqué de ce texte se veut un clin d'oeil à la période assez confuse que nous connaissons actuellement et à laquelle le champ de la santé mentale n'échappe pas. L'utilisation du préfixe «post» est en effet devenue fort à la mode pour décrire toutes sortes de situations dont on ne sait plus très bien si elles sont les indices du progrès de la civilisation moderne, de sa décadence ou de sa transformation radicale. Ainsi, en qualifiant notre période de postmoderne, de postindustrielle ou de posthistorique, on indique notre difficulté à décrire positivement les conditions culturelle, économique et épistémologique qui orientent désormais nos actions (Bouveresse 1984; Castoriadis 1990; Guillebaud 1995). J'ai donc accolé ce préfixe, passe-partout de la réflexion contemporaine, à un sigle comme on en utilise des centaines aujourd'hui pour désigner les organisations. Dans un cas comme dans l'autre, on crée un nouveau vocabulaire ésotérique qui, paradoxalement, était destiné à faciliter la compréhension de la complexité de notre époque. Le «postprosisme» serait donc le nom à donner à cette dérive technocratique dans le non-sens qui guette le champ de la santé mentale.

RETOUR SUR LE CONTEXTE D'ADOPTION DE LA POLITIQUE «PARTENARIALE» DE SANTÉ MENTALE

Dans une entrevue qu'il nous accordait en décembre 1991 (Dorvil et Gagné, 1992), le ministre de l'époque, M. Marc-Yvan Côté, nous indiquait que la *Politique de santé mentale* (1989) constituait le prototype de la réforme globale qu'avait entrepris son Ministère une année auparavant, *une réforme axée sur le citoyen* (juin 1990). Dès

lors, cette «révélation» conférait à l'analyse des ratés et succès que connaîtrait l'implantation de cette *Politique* sectorielle un intérêt qui dépassait largement le seul champ qu'elle était destinée à réguler. Utilisée comme un laboratoire vivant pour tester la réorientation des politiques à saveur sociale du gouvernement, son chantier serait aussi celui de la mise à l'épreuve des stratégies des différents corps de la société civile appelés à les subir ou à y participer.

Le caractère expérimental de l'entreprise semble d'autant plus probable qu'en août 1989, quelques mois après avoir lancé sa nouvelle *Politique de santé mentale*, le gouvernement libéral annonçait une autre réforme dans le champ connexe de l'assistance sociale. Cette fois, cependant, il utilisait une approche presque diamétralement opposée. Dans ce cas, il s'est agi de donner priorité aux mesures autoritaires et coercitives alors que, dans celui de la santé mentale, on y était allé de la promotion de la collaboration et de la recherche de consensus entre l'État et ses administrés (Lamoureux, 1994). Il n'est d'ailleurs pas anodin de constater que ces deux politiques reviennent sur la planche à dessin du gouvernement au même moment. En effet, on nous annonce pour l'automne prochain la révision de la *Politique de santé mentale* (d'abord prévue à l'automne 1995) ainsi qu'une Commission parlementaire qui portera sur le régime d'assistance sociale. Il sera intéressant de noter ce qu'il adviendra des approches de départ de ces deux politiques.

Ce «double langage» du gouvernement correspond à une tension engendrée par la restructuration de l'économie mondiale qui, depuis le début des années 70, soumet les États nationaux aux feux croisés des demandes contradictoires pour le renouvellement de leurs activités régulatrices dans les secteurs sociaux et économiques.

Au centre de la polémique, il y a bien sûr le fameux déficit budgétaire de l'État québécois. La crise financière dans laquelle s'embourbe l'administration publique devient, pour ainsi dire, la preuve de sa double incompétence autant à stimuler l'économie qu'à réguler le social. Il est entendu qu'il ne s'agit pas là d'un phénomène local. La mondialisation de l'économie, favorisée par l'expansion des nouvelles technologies, a eu, entre autres conséquences, celle de déporter vers des conglomérats financiers transnationaux une bonne part des capacités de gestion et d'organisation de la production des

biens ainsi que celle de la répartition de la richesse qui étaient jusqu'ici l'apanage des États-nations. Il en découle nécessairement la remise en question du modèle d'intervention «État providentiel» fondé précisément sur cette souveraineté aujourd'hui en perdition. De plus, on sait que désormais l'accroissement de la productivité et l'expansion économique ne vont plus de pair avec l'augmentation de l'emploi. Les nouvelles technologies accélèrent plutôt la substitution des machines à la main-d'oeuvre (Groupe de Lisbonne, 1995).

Selon Castel (1995), ces phénomènes réunis épuisent les fondements du contrat social de l'État-providence dans lequel les mesures d'assistance et d'assurance étaient corrélatives à l'expansion du salariat. Ces nouvelles conditions ne permettent plus, en effet, d'en maintenir les termes. C'est-à-dire qu'il n'est plus certain que l'État puisse garantir aux citoyennes et citoyens des bénéfices aussi équitables qu'auparavant en échange de leur renoncement aux droits de gérance dans les domaines de la production (organisation et finalités du travail) et de la solidarité sociale (définition des problèmes sociaux et de santé ainsi que leurs solutions). Autrement dit, on ne peut plus garantir la stabilité de l'emploi ni l'assurance de la disponibilité des services sociaux et de santé. Pour la population en général, l'intérêt de ce marché était, évidemment, de rompre avec le règne de l'arbitraire qui, en ces domaines, caractérisait le libéralisme pur et dur. En contrepartie, les propriétaires des moyens de production et l'État s'assuraient de la paix sociale. On a cependant perdu en chemin le caractère convivial de ces rapports sociaux en les transformant en liens de dépendance envers des systèmes d'experts (Giddens, 1990). Dans la situation que nous connaissons, il nous faut donc de toute urgence revoir le modèle d'intégration sociale et communautaire qui était à la base de ce contrat.

Mais, tous les tenants d'une réforme de l'État-providence ne s'entendent pas sur la manière d'opérer cette transformation. Certains appellent à une relance des interventions égalitaristes sous forme de nouvelles réglementations sociales et économiques parmi lesquelles on suggère le partage de l'emploi, le resserrement des échelles salariales, l'augmentation de la contribution des entreprises à la solidarité sociale et la transformation des services dits «de proximité» en véritables emplois (Castel, 1995). D'autres, au contraire, proposent plutôt la déréglementation pour laisser plus de place à la «main

invisible» du marché. Pour ces derniers, l'intervention de l'État dans les secteurs sociaux, de santé et du droit du travail élève les coûts de la main-d'oeuvre et freine en retour le développement de l'emploi. De plus, ces mesures sociales engendreraient des effets pervers tels que la création d'une culture d'assistance qui se transmettrait d'une génération à l'autre, la déresponsabilisation des individus en ce qui a trait à leurs recherches et le maintien à l'emploi ainsi que l'incitation à choisir le chômage plutôt que les emplois disponibles en fonction d'un calcul rationnel des avantages offerts par chacune de ces avenues (Glazer, 1988; Roche, 1992).

Dans le domaine des services sociaux et de santé, et plus particulièrement dans celui de la santé mentale, le gouvernement semble donc avoir d'abord opté pour un redéploiement de ces investissements plus conforme à la première qu'à la seconde option. Le plus grand obstacle à un tel projet est évoqué dans le rapport de la Commission sur les services sociaux (1988). On a en effet cité à satiété ce passage du Rapport Rochon où il est indiqué que le système trop centralisé est «pris en otage» par les groupes d'intérêt, c'est-à-dire les corporations professionnelles, les syndicats et même les regroupements d'usagers qui le composent. Dans le domaine de la santé mentale, ces blocages institutionnels étaient aussi présents. Paul Morin (1992) rappelle en ce sens que les Conseils régionaux de la santé et des services sociaux (CRSSSS) avaient, depuis 1979, la possibilité de concrétiser un plan régional d'organisation et de services. Une seule région s'était pourtant prévaluée de cette opportunité. L'Outaouais, en effet, avait en 1985 présenté le seul PROS qui aura vu le jour avant que le Ministère n'impose par décret cette modalité d'organisation des responsabilités de l'instance régionale. Comme quoi le partenariat n'est pas un réflexe spontané dans ce milieu.

DISGRESSION SUR LES CHAMPS SOCIAUX

Par analogie avec le discours des sciences naturelles, nous pourrions dire que les systèmes qu'observaient les commissions Harnois en santé mentale et Rochon pour l'ensemble des services sociaux et de santé étaient, de par leur relative imperméabilité, menacés d'entropie ou de cristallisation. Mais nous avons tout de même ici affaire à un

champ social dont le fonctionnement est évidemment beaucoup plus complexe qu'un système physique ou chimique. En ce domaine, la planification et l'expérimentation sont toujours soumises aux aléas du libre arbitre de leurs objets puisque ceux-ci demeurent irrémédiablement des sujets.

Cette réserve étant posée, nous considérerons tout de même le système de distribution de services et de soins en santé mentale à partir d'un modèle objectivant, celui des champs sociaux. Le concept de champ social développé par le sociologue français Pierre Bourdieu (1975, 1980, 1984) a l'avantage de tenir compte non seulement des intérêts objectifs des acteurs sociaux, mais aussi de leur recherche de bénéfices et statuts symboliques. En bref, un champ social est un espace structuré par des relations entre des positions acquises sur un marché spécifique de biens palpables et symboliques. On y concourt pour des postes, des salaires, des titres et du prestige. On sait que l'on a affaire à un champ social lorsque ses enjeux ne sont pas transférables dans un autre. Ainsi, on pourra parler d'un champ social de la santé mentale dans la mesure où les positions occupées perdent leur valeur quand leurs détenteurs se déportent dans le monde des affaires ou de l'art moderne, par exemple.

En situation normale, dans un tel champ, la lutte de positionnement oppose les jeunes aux anciens. Les premiers seront enclins à défendre des positions hérétiques et les seconds, à maintenir l'orthodoxie. Si, par delà ces luttes, on en arrive toujours à reproduire un équilibre passablement stable, c'est parce que les acteurs s'entendent sur les enjeux fondamentaux du champ. En ce qui concerne la santé mentale au Québec, à l'instar du système universitaire français de la fin des années 60 qu'a observé Bourdieu (1984), nous serions en situation d'une crise de champ provoquée par une entrée massive de nouveaux concurrents qui remettent en cause la légitimité même de ces enjeux hérités des luttes antérieures.

Ce n'est pas la première fois que cela arrive. Mentionnons, pour mémoire, le remplacement de la domination cléricale par la psychiatrie au cours des années 60 et l'homologation par l'État de l'autonomie d'une panoplie de nouvelles professions dans ce champ d'activités à partir des années 70. La situation actuelle a cependant plus de parenté avec la première puisqu'elle menace directement le

monopole d'autorité détenu aujourd'hui par la psychiatrie institutionnelle qui, jadis, avait remplacé celui des communautés religieuses (Boudreau, 1984).

De ce point de vue, il est permis de voir dans la *Politique de santé mentale* un coup stratégique placé par le gouvernement pour débloquer le système et y forcer une remise en jeu des positions. En imposant la règle du partenariat des occupants traditionnels de ce champ social avec de nouveaux entrants issus des ressources communautaires, on s'assurait d'y provoquer une crise favorable à la création d'espaces de jeux propices à son réaménagement.

En effet, on a vu d'emblée l'«*establishment*» psychiatrique adopter un discours de défense de l'orthodoxie. Le Dr Lamontagne, alors président de l'Association des psychiatres du Québec, faisant face à une reconnaissance un peu trop rapide de nouveaux entrants dans un champ d'activités où les positions hautes étaient pratiquement toutes occupées par des membres de son association, déclarait qu'il n'était «*pas prêt à accepter que tout le monde, surtout les organismes communautaires, se mêle du traitement des malades*» (*La Presse*, 17 janvier 1989). À la même époque, Claudine Laurin, porte-parole du Regroupement des ressources alternatives en santé mentale, tenait un discours inverse en déplorant plutôt les limites qu'imposait cette *Politique* à ses membres en ne reconnaissant la contribution communautaire que pour ses activités de réadaptation et de réinsertion sociale, et cela sans faire une place à l'alternative, c'est-à-dire, en particulier, aux «*thérapies non institutionnelles*» (*Le Devoir*, 17 janvier 1989). Cinq années plus tard, ce débat entre orthodoxes et subversifs du champ n'est pas encore résolu. Les ressources alternatives revendiquent toujours la reconnaissance de l'originalité de leur contribution plutôt que leur mise en service en tant que subordonnées du réseau des établissements.

LA RÉFORME DANS LA RÉFORME

Il est certain que cette *Politique* a répondu à plusieurs attentes du secteur communautaire et alternatif en santé mentale. Dès 1989, par exemple, l'adoption par le MSSS des mesures prioritaires en santé mentale aura permis de doter toutes les régions du Québec de res-

sources communautaires d'entraide, de défense des droits et de répit aux familles. Malheureusement, d'autres ressources alternatives plus manifestement concurrentes aux pratiques institutionnelles, telles que les maisons d'hébergement, les ressources de suivi communautaires et les groupes de psychothérapie n'ont pas bénéficié de ce «coup de pouce». Tant et si bien que l'on se retrouve aujourd'hui encore avec une énorme disparité régionale quant au nombre de ressources alternatives en santé mentale.

Le partenariat «égalitaire» que l'on a connu au moment de la rédaction des PROS répondait aussi à une revendication des ressources alternatives (RRASMQ, 1987). Malgré le bilan mitigé que l'on peut faire de l'expérience des comités tripartites de rédaction des PROS, force est de reconnaître qu'elle a au moins permis d'ébranler le monolithisme du champ. Le discours alternatif a franchi le mur des établissements et les organismes peuvent maintenant compter sur le respect et la collaboration d'un nombre accru d'intervenantes et d'intervenants du réseau. En même temps, les organismes sont désormais en contact plus étroit entre eux, dans chacune des régions, et constituent ainsi une force avec laquelle il faut désormais compter. Enfin, nous disposons maintenant d'un bassin d'expertes et d'experts communautaires qui, dans toutes les régions du Québec, sont devenus des porte-parole aguerris de l'alternative. Côté négatif, la régionalisation s'est, pour l'essentiel, résumée à la création de mini-ministères régionaux qui reproduisent la même approche technocratique pour l'évaluation des problèmes et leurs solutions, l'épidémiologie et la programmation par services. La reconnaissance des organismes passe souvent par leur confinement aux cases de réadaptation et de réinsertion sociale et la réduction de leur expertise à la bienveillance et à leur capacité d'offrir des services occupationnels à coût réduit.

Il est assez décevant de constater que, dans plusieurs régions régionales, on ait opté depuis pour une mise en sourdine de ce partenariat. Prétextant la lourdeur des comités tripartites, on les réunit de moins en moins souvent, on en restreint la composition ou on les remplace par des comités «ad hoc» qui ne réunissent plus que les partenaires concernés par des questions spécifiques. Bref, on voit se réinstaller tranquillement l'ancien régime où, malgré la

régionalisation, les décisions se prennent à nouveau entre experts, fonctionnaires et administrateurs du réseau.

Cette tendance vient de haut. Depuis 1995, le ministre de la Santé et des Services sociaux a, pour ainsi dire, réorienté la réforme en la réduisant au «virage ambulatoire» et à la «reconfiguration du réseau». Le changement de discours est inquiétant. Au départ, en effet, le Ministère assumait une orientation politique en se donnant pour tâche de réaffilier le réseau aux citoyennes et citoyens du Québec. La Réforme devait être «axée sur le citoyen», comme l'indiquait le Livre blanc préalable à son adoption par le gouvernement. Les nouvelles expressions du Ministre empruntent désormais aux langages technique et bureaucratique. Le grand référent n'est plus le citoyen, comme le voulait le titre du Livre blanc à l'origine de la Réforme, mais bien le système organisationnel lui-même, pour lui-même.

Pour le moment aussi, la Réforme qui bénéficiait d'un assez fort soutien populaire est en voie de devenir une nouvelle source d'une méfiance un peu cynique de la population envers les élus. On voit en effet notre système de santé et de services sociaux se faire imposer des coupures drastiques et rapides, tandis que les mesures de remplacement promises demeurent encore assez vaguement définies et, surtout, se font toujours attendre.

LES ALLIANCES ENTRE LES CLSC ET LES RESSOURCES ALTERNATIVES

Ce long préambule m'a semblé utile avant de traiter plus spécifiquement des alliances que peuvent établir les organisatrices et organisateurs communautaires des CLSC avec les ressources alternatives en santé mentale.

De façon générale, on estime que les CLSC sont encore assez peu présents dans le champ de la santé mentale. Pourtant, compte tenu des orientations de la *Politique*, on se serait attendu à ce qu'ils bénéficient de réallocations des ressources des établissements hospitaliers. Or, tel n'a pas été le cas; il se trouve même des régions où les centres hospitaliers sont autorisés à redéployer leurs ressour-

ces en santé mentale en investissant dans les services dits de première ligne.

Dans son bilan sur l'implantation de la *Politique*, la Fédération des CLSC du Québec (1995) souligne d'ailleurs que les services de base en santé mentale sont encore trop peu développés pour répondre à la demande. On y confirme aussi que la disparité interrégionale d'accès aux différents types de ressources, CLSC, alternatives et hôpitaux compris, demeure encore un problème non résolu.

Dans ce contexte, on ne s'étonnera pas de constater qu'il n'y ait pas vraiment de modèle établi au partenariat entre les ressources alternatives en santé mentale et les CLSC. Il se trouve, bien entendu, des situations où la relation entre les deux groupes est teintée de rivalité pour l'obtention de ressources. Dans d'autres, heureusement, le CLSC a plutôt soutenu la création de ressources communautaires autonomes. En général, il s'agit simplement de rapports de collaboration élaborés entre des personnes plutôt que sur la base d'ententes entre organisations. Comme l'indiquait Martine Duperré (1992), en s'appuyant sur une observation menée à ce sujet dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean, «*Le partenariat-gestion est beaucoup plus conflictuel que le partenariat-intervention*».

Il n'en reste pas moins que ces alliances pourraient se développer positivement. Les CLSC occupent dans le réseau des établissements une position stratégique propice à favoriser un renouvellement des pratiques en santé mentale. Les CLSC, dont l'implantation fut largement inspirée de l'expérience des cliniques communautaires, demeurent les ressources qui, dans ce réseau, sont les plus proches des communautés locales et sont ainsi plus en mesure d'intervenir au niveau de la promotion et de la prévention. En ce sens, signalons que nous sommes assez inquiets de leur avenir et surtout du maintien de leur mission particulière.

Les projets de fusion des établissements soutenus par le MSSS menacent directement la sauvegarde de leur autonomie. Contrairement à l'avis du Ministre, nous ne croyons pas que ces fusions favorisent un virage du réseau vers la première ligne, la prévention et le communautaire¹. Bien au contraire, en associant les CLSC à des partenaires lourds comme les centres hospitaliers, ces fusions

risquent d'étouffer cette expertise au profit des interventions curatives et de l'approche biomédicale.

Quoi qu'il en soit, les CLSC sont bel et bien des établissements. Bien que le plus souvent situés physiquement dans le milieu de vie de leur clientèle, ils n'en répondent pas moins aux programmes imposés par des niveaux supérieurs d'administration, ceux de la Régie régionale et du Ministère. Les usagères et usagers du CLSC peuvent, il est vrai, s'investir dans son conseil d'administration, mais encore là, la marge de décisions y est encadrée par des règles définies régionalement et nationalement par l'administration publique. Ce ne sont pas là des défauts, les CLSC assurent leur légitimité en rendant accessibles à toute la population des services jugés nécessaires et homologués comme tels, en dernière analyse, par les élus. Une trop grande marge de manoeuvre pourrait, théoriquement du moins, conduire à des choix contraires aux principes d'équité et d'accessibilité des services pour tous et toutes.

Par contre, la légitimité de la ressource communautaire alternative provient de son aptitude à mobiliser un segment de population et non seulement, ni nécessairement, de la correspondance de ses actions à une planification nationale ou régionale. De là l'importance que ces ressources accordent à leur vie associative. Leur référent n'est pas situé à un autre niveau, elles répondent directement de leurs orientations politiques et approches, comme le dit la loi, à l'assemblée générale de leurs membres. Ceux-ci ne sont pas pour autant représentatifs de toute la population. Il peut s'agir surtout d'adultes ou de jeunes, de femmes ou d'hommes, de personnes seules ou encore qui habitent un quartier spécifique. Dans tous les cas, ils partagent une cause qui les mobilise.

C'est là une distinction que l'on peut faire entre l'action des établissements et celle des organismes communautaires autonomes ou alternatifs. Il s'agirait de deux formes de solidarité. Le réseau des établissements reflète des consensus larges de la population sur le minimum d'assistance et de support dû à l'ensemble des citoyennes et citoyens du pays. C'est une solidarité exercée à l'horizontal qui met chaque citoyenne et citoyen sur un pied d'égalité en respect d'un seuil d'assistance et de services en deçà duquel personne ne devrait sombrer. Bien sûr, la fixation de ces minimums est un enjeu

politique, les débats sur la réforme de l'assistance en témoignent. Les organismes communautaires, quant à eux, émergeraient d'une solidarité exercée à la verticale, du bas vers le haut. Ils interviennent sur des problématiques non ou mal identifiées par le réseau des établissements. Ces ressources n'agissent pas nécessairement en complémentarité du réseau des établissements, elles peuvent même en contester l'action. Ce n'est pas un tort, au contraire. La concurrence qu'exercent ces ressources est légitime pour une société qui se conçoit comme pluraliste et dynamique. Elles constituent une source vitale pour le renouvellement et l'adaptation des pratiques sociales et de santé aux exigences d'un monde aux prises avec une accélération de changements sans précédent.

CONCLUSION

Il me semble que de nouvelles alliances sont à tisser entre les ressources alternatives et les intervenantes et intervenants en action communautaire pour réorienter les pratiques en santé mentale. Il est remarquable de constater que, dans «l'aventure partenariale» de rédaction des PROS et de leurs implantation, le «tiers» institutionnel fut le plus souvent représenté par des directeurs et cadres d'établissements. De cette manière, les praticiennes et praticiens de ce réseau n'ont pu véritablement s'associer à ces exercices. Pourtant, comme nous l'avons souligné, ce sont elles et eux qui, généralement, réussissent le mieux à élaborer des alliances satisfaisantes pour les deux groupes. Je me permettrai de postuler que, si c'est à ce niveau que le partenariat fonctionne le mieux, c'est qu'il s'élabore le plus souvent sur la base d'une adaptation, sinon une contestation, des règles institutionnelles.

Or, c'est précisément la rigidification des partages de rôles qui a mené le système à la panne que la réforme voulait interrompre. Il est assez inquiétant de voir que, du côté des régies et du MSSS, ce déblocage soit attendu d'une programmation univoque. Qu'on en parle comme d'un système intégré, harmonisé ou d'interactivité entre les ressources, cela revient toujours au même. Il s'agit de spécifier les rôles et tâches de tous, d'éliminer les redondances et de permettre en tout temps une évaluation précise de la collaboration de chacun au bon fonctionnement, tel que planifié, du réseau.

Ce rêve de technocrate est le cauchemar de notre époque. Il réduit l'exercice de la solidarité, fonction première des services sociaux et de santé ainsi que des organismes communautaires, à une logique instrumentale de production et de consommation. Il est impérieux que, de l'intérieur et de l'extérieur du réseau des établissements, nous disions que «ça ne peut pas fonctionner comme ça». De ce point de vue, le partenariat entre les organisatrices et organisateurs communautaires des établissements avec les organismes alternatifs devient pratiquement un problème d'éthique et de démocratie. Il s'agit de maintenir et de développer des espaces sociaux où les individus et les groupes ont le loisir de remettre en cause les modèles institutionnels d'identification et de résolution des problèmes qui les affectent ou les concernent. Le véritable partenariat suppose cette discussion libre entre des groupes ou individus porteurs de valeurs et d'intérêts différents. L'alliance entre les intervenantes et intervenants du réseau et les organismes devrait, à notre avis, viser le développement de ce dialogue créateur.

NOTE

- ¹ Le ministre Jean Rochon a émis cet avis en réponse à une question qui lui était posée lors d'une rencontre qu'il avait convoquée avec des représentants syndicaux et communautaires, à Montréal, à l'occasion du dépôt des crédits de son ministère, le 30 mars 1996.

RÉFÉRENCES

- BOUDREAU, Françoise (1984). *De l'asile à la santé mentale*, Montréal, Éditions Saint-Martin.
- BOURDIEU, Pierre (1975). «La spécificité du champ scientifique et les conditions du progrès de la raison», *Sociologie et Sociétés*, vol. 7, n° 2, pp. 91-118.
- BOURDIEU, Pierre (1984). *Homo academicus*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- BOURDIEU, Pierre (1980). *Questions de sociologie*, Paris, Les Éditions de Minuit.

- BOUVERESSE, Jacques (1984). *Rationalité et cynisme*, Paris, Les Éditions de Minuit.
- CASTEL, Robert (1995). *La métamorphose de la question sociale*, Paris, Fayard.
- CASTORIADIS, Cornélius (1990). *Le monde morcelé*, Paris, Éditions du Seuil.
- COMITÉ DE LA SANTÉ MENTALE DU QUÉBEC (1994). *Recommandations pour développer et enrichir la Politique de santé mentale*, Québec, Les publications du Québec.
- DORVIL, Henri et Jean GAGNÉ (1992). «La délicate cohabitation du communautaire et de l'institutionnel en santé mentale, entrevue avec le ministre Marc Yvan-Côté», *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol. 5, n° 1, pp. 7-23.
- DUPERRÉ, Martine (1992). «Du discours à la réalité dans le partenariat public-communautaire en santé mentale: une expérience au Saguenay—Lac-Saint-Jean», *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol. 5, n° 2, pp. 131-146.
- FÉDÉRATION DES CLSC DU QUÉBEC (1995). *Bilan d'implantation de la politique santé mentale: point de vue de la fédération des CLSC*.
- GIDDENS, Anthony (1990). *The Consequence of Modernity*, California, Stanford University Press.
- GLAZER, Nathan (1988). *The Limits of Social Policy*, Cambridge, Massachusetts et London, England, Harvard University Press.
- GUILLEBAUD, Jean-Claude (1995). *La trahison des lumières: enquête sur le désarroi contemporain*, Paris, Éditions du Seuil.
- GROUPE DE LISBONNE (1995). *Limites à la compétitivité*, Montréal, Boréal.
- LAMOUREUX, Jocelyne (1994). *Le partenariat à l'épreuve*, Montréal, Éditions Saint-Martin.
- MORIN, Paul (1992). «La politique québécoise de santé mentale: espoir ou faux départ?», *Santé mentale au Canada*, vol. 40, n° 1, pp. 22-27.

REGROUPEMENT DES RESSOURCES ALTERNATIVES EN SANTÉ MENTALE DU QUÉBEC (1987). *De l'actuation des ressources alternatives*, mémoire présenté au comité mandaté par la ministre de la Santé et des Services sociaux pour élaborer un projet de politique de santé mentale, Montréal, RRASMQ.

ROCHE, Maurice (1992). *Rethinking Citizenship*, Cambridge, Polity Press.

ORGANISMES COMMUNAUTAIRES, SYNDICATS ET RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX: JUSQU'OU VONT LES ALLIANCES?

Louis Roy
Fédération des affaires sociales
(CSN)

INTRODUCTION

Le contexte québécois actuel de compression des services publics, d'exclusion de plus en plus grande des gens du marché du travail, de déresponsabilisation de l'état nous amène à nous poser certaines questions: que désirons-nous faire de nos outils collectifs que sont les syndicats et les organismes communautaires? Comment peut-on les arrimer? Jusqu'ou peuvent aller les alliances entre nous?

MAIS QU'EST-CE QU'UNE ALLIANCE?

La première chose qui m'a frappé lorsque j'ai vu le thème du colloque, c'est qu'on y parlait d'alliance plutôt que de partenariat. Ça semble peut-être anodin, mais comparons les deux définitions selon le Petit Robert:

Alliance: Union contractée par engagement mutuel. Union de deux puissances qui s'engagent par un traité à se porter mutuellement secours en cas de guerre.

Partenariat: Association d'entreprises, d'institutions en vue de mener une action commune.

Comme on peut le constater, au-delà de sa consonance guerrière, le mot alliance va beaucoup plus loin dans l'engagement que le partenariat. Il ne s'agit pas de la même logique: alliance réfère à l'engagement, au mutuel, alors que partenariat se limite à l'objectif commun, peut-être même basement conjoncturel... Et puis, «alliance» relève de l'allié, de l'ami, de celui en qui on fait

confiance. Alors que «partenariat» réfère au «*partner*», celui avec qui on s'associe mais qui ne fera jamais partie de la famille.

Il y a donc un premier message dans ce thème de colloque. Et pour moi, qui suis baigné par les cultures du communautaire et du syndicalisme, le mot alliance signifie beaucoup: engagement et respect mutuel et aussi entraide.

En ce qui concerne le réseau, y a-t-il une alliance possible entre les syndicats et le communautaire?

Le problème se pose dans les termes suivants:

Les organismes communautaires peuvent s'allier aux travailleuses et travailleurs du réseau et à leurs syndicats. Mais ils ne peuvent qu'être partenaires du réseau.

De plus:

L'alliance entre les organismes communautaires et les syndicats du réseau facilite le partenariat entre le réseau et les organismes communautaires.

À l'inverse:

Le partenariat entre le réseau et les organismes communautaires peut briser l'alliance entre le communautaire et les syndicats.

Tout est une question d'ordre, d'objectifs et de choix stratégique. Il faut maintenant développer notre point de vue syndical sur cette question cruciale pour nos communautés.

Les organismes communautaires ont intérêt à respecter les travailleuses et travailleurs du réseau, à se mettre en alliance avec leurs syndicats, afin de pouvoir être des partenaires dans l'organisation des services **complémentaires ou alternatifs** du réseau. Toute tentative d'être des partenaires du réseau en développant des services de **remplacement** à ceux existant déjà dans le secteur public empêchera les organismes communautaires de s'allier aux syndicats représentant les travailleuses et travailleurs du réseau.

LES CONVERGENCES

Avant de prôner l'alliance, il faut vérifier les convergences, les lignes de force qui tendent à nous rapprocher, à partager un but commun. En voici quelques-unes.

NOTRE VISION SOCIALE

Les syndicats et les organismes communautaires partagent la vision d'une société plus juste, plus égalitaire et plus solidaire. Nous croyons en la militance où l'individu s'investit dans le collectif.

LA NOTION DE SERVICES PUBLICS

Du côté syndical, l'option est claire: ce que la société se donne comme services de base doit l'être sous contrôle public, excluant d'office la notion de profit pécuniaire. L'idée de services publics doit être différenciée de la bureaucratie administrative qui l'accompagne malheureusement parfois. Je crois encore que, sur ce principe, il y a convergence.

RÉSEAU PUBLIC DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX UNIVERSEL, ACCESSIBLE ET GRATUIT

Pour nous, les syndicats, il y a là apparence de conflit d'intérêts entre la défense des services et celle de nos membres. Je dis bien apparence de conflit. Car les notions d'universalité, couvrant tous les aspects de la santé globale, d'accessibilité au sens propre (physique) comme au figuré (accueillant) et de gratuité au sens de partage collectif ne sont en fait que des notions découlant de la recherche d'une société plus juste.

Il y a un léger brouillard autour de cette question et peut-être une légère distorsion dans la convergence. Peut-être est-ce dû au fait que ces principes n'ont jamais véritablement été atteints complètement. Ainsi, la santé globale a-t-elle été souvent limitée au médical,

l'accessibilité aux grands centres urbains et la gratuité à une vision budgétaire et comptable...

Pour les communautés, il y a là aussi apparence de conflit d'intérêts puisque la recherche de meilleurs services dans sa communauté peut mener à opposer des régions ou sous-régions. Parfois même, sous le paradoxe de l'équité interrégionale.

La question de la gratuité, quant à elle, soulève les passions des économistes et des payeurs de taxes. Rien n'est gratuit!

Est-ce trop optimiste de penser que syndicats et organismes communautaires partagent encore cette recherche de services sociaux et de santé, universels, accessibles et gratuits?

DES COMMUNAUTÉS PLUS FORTES, PLUS AUTONOMES

À la CSN, syndicalisme est synonyme d'autonomie. Il y a donc longtemps que les questions de décentralisation, de prise en charge au niveau local et d'autonomie nous sont familières. Pour nous, l'autonomie des communautés s'appuie sur la solidarité entre les composantes internes, mais aussi avec les autres, à l'externe. En ce sens, il m'apparaît y avoir là une similitude de pensée avec le communautaire sur laquelle on peut facilement miser.

DES CONVERGENCES EN VRAC

D'autres convergences idéologiques ou pratiques peuvent être constatées entre les syndicats et le communautaire: recherche de la réduction de l'exclusion, équité et justice envers les femmes, filet de sécurité sociale, développement de l'emploi, coalitions populaires et syndicales, coopératives de travail, etc.

Toutes ces convergences peuvent sembler évidentes. Mais, il faut parfois se rappeler nos points communs avant d'identifier ce qui nous sépare, pour faciliter la recherche d'une alliance durable...

LA ZONE GRISE: L'ÉCONOMIE SOCIALE

Par définition, il est difficile de tracer précisément les contours d'une zone grise... Mais, en ce qui concerne les travailleuses et travailleurs du réseau, il y a présentement une zone de «crise». Crise de l'emploi, des services et de l'avenir du réseau. Toute période de crise comporte de nouvelles opportunités. Une des opportunités proposées pour les services et l'emploi, prend la forme du projet gouvernemental d'économie sociale.

Pour nous, travailleuses et travailleurs du réseau, cette opportunité est très inquiétante a priori. Pour certains organismes communautaires, elle apparaît porteuse d'espoir. Une chose est sûre cependant, l'alliance syndicale et communautaire y est questionnée, d'où la nécessité que les choses soient claires entre nous pour savoir si nos chemins convergent ou s'éloignent sur cette question.

L'ÉCONOMIE SOCIALE N'EST PAS NOUVELLE

Les mouvements communautaire et syndical travaillent depuis des années au développement d'infrastructures sociales favorisant le développement social, l'amélioration de la qualité de vie, des emplois et des rapports sociaux, de la culture et de l'environnement. Des ressources communautaires ont été créées, d'autres, institutionnalisées avec le souci de répondre aux besoins des communautés. Parallèlement à cela, la question de la place des femmes sur le marché du travail a, elle aussi, été portée par les mouvements communautaire et syndical. L'existence des grands réseaux de services (éducation, santé et services sociaux) fut une première réponse à la reconnaissance concrète du travail féminin. Par ailleurs, un autre réseau, celui des garderies sans but lucratif, lutte toujours pour faire reconnaître la réelle valeur du travail des femmes qui y oeuvrent.

L'économie sociale existe donc déjà, a développé ses fronts de lutte et de revendications et se bute depuis longtemps à la question de sa reconnaissance et de son financement. Mais une de ses caractéristiques a toujours été l'indépendance idéologique.

L'ÉTAT SE DÉSENGAGE ET DÉCOUVRE L'ÉCONOMIE SOCIALE

La volonté planétaire néo-libérale du désengagement de l'État des services à la population n'est pas nouvelle non plus. Les Reagan, Thatcher, Harris, Klein et compagnie nous l'ont assez chantée, accompagnés des éditorialistes, des économistes et autres bien-pensants de notre société. Ce qui est nouveau, cependant, c'est la jonction que fait le gouvernement actuel entre son désengagement dans le réseau de la santé et des services sociaux, les revendications de la coalition des femmes contre la pauvreté et les revendications de financement des organismes communautaires.

Il semble bien que le gouvernement ait trouvé là une sorte de solution à ses agissements néo-libéraux et à son discours social démocrate. En bref:

- il se désengage des services;
- il répond ou semble répondre à une revendication des femmes (infrastructures sociales);
- il répond à ses besoins de diminuer le nombre de prestataires de l'aide sociale (réinsertion);
- il répond, en partie, aux demandes de financement des organismes communautaires;
- en bonus, il oppose les syndicats et le communautaire.

Le tout est financé à même les compressions dans la sécurité du revenu et le réseau et dans la réallocation de sommes déjà prévues dans les programmes existants.

DES RESPONSABILITÉS À DÉFINIR

Syndicalement, nous sommes en accord avec le développement des communautés par l'économie sociale. Mais pas au détriment des services publics que nous avons bâtis depuis 30 ans. Nous ne partageons pas non plus l'idée d'une fausse réinsertion des presta-

taires de la sécurité du revenu sur des emplois temporaires et mal rémunérés. Il ne faudrait pas confondre emploi et mesure d'employabilité.

En ce qui concerne le réseau de la santé et des services sociaux, nous croyons qu'il doit être financé adéquatement, surtout en période de transition. Il faut définir les responsabilités de chacun dans l'organisation des services à la population.

Pour tenter de clarifier la zone grise, nous proposons que le réseau public assume, entre autres, l'ensemble des interventions d'aide et de soins à domicile. Les notions de soins et de plans d'interventions doivent, quant à nous, continuer à relever du rôle de l'État. À défaut de quoi, on se dirigera inexorablement vers des services privés, partiels, accessibles uniquement aux plus fortunés.

DES COMPLÉMENTARITÉS À DÉVELOPPER

Disons que l'économie sociale concerne aussi d'autres secteurs que les services en santé et en service social. La prise en charge, par une communauté, de ses besoins ne doit pas s'amorcer par le démantèlement de services déjà existants.

J'ai toujours pensé qu'il y avait là une certaine paresse intellectuelle à vouloir réorganiser ce qui l'est déjà dans le secteur public plutôt qu'à s'attaquer aux besoins qui demeurent sans réponse... Bref, je prône la complémentarité plutôt que le remplacement. Pourquoi l'économie sociale ne viendrait-elle pas rendre des services additionnels ou complémentaires? Pourquoi faudrait-il redévelopper des services après les avoir démantelés?

Le réseau n'est pas tout bon ni tout mauvais! Le transformer pour l'améliorer, nous en sommes! Le démanteler pour l'envoyer au privé et même au communautaire, nous nous y opposerons! Notre ministre s'appelle-t-il Rochon ou Néron? A-t-il un jour signé quelque rapport où l'on parlait de santé globale, de respect des missions, de complémentarité du communautaire? Ou bien est-il celui qui met le feu, fait table rase et ne construit que sur des cendres?

En résumé, nous faisons face à des choix importants pour la population comme pour nos organisations respectives:

- nous avons déjà un réseau bien constitué;
- nous voulons développer l'économie sociale;
- le gouvernement veut se désengager du réseau et utiliser l'économie sociale comme façon de répondre aux besoins laissés sans réponse par son désengagement;
- le gouvernement compte ainsi répondre aux demandes des femmes et des organismes communautaires;
- le gouvernement combine à l'économie sociale ses mesures d'employabilité;
- le gouvernement finance le tout sans argent neuf.

La question qui nous préoccupe aujourd'hui est la suivante: pourrions-nous, comme organismes communautaires et comme syndicats, nous entendre sur des objectifs communs et créer une alliance profitable à la population et à nos organisations?

LE DÉFI À RELEVER

Les organisatrices et organisateurs communautaires représentent une bonne partie de ce qu'il est convenu d'appeler les forces vives du développement communautaire. Nous sommes tributaires de différents mandataires et nous intervenons en divers lieux. Si nous pouvions convenir entre nous de grands paramètres qui guideraient nos actions, je crois que nous servirions encore mieux les communautés où nous oeuvrons.

J'évoque mes principaux paramètres:

- les syndicats ne sont pas des ennemis;
- les organismes communautaires non plus;

- l'alliance des syndicats et des organismes communautaires est un «plus» pour la population;
- le réseau de la santé et des services sociaux doit demeurer public, universel, accessible et gratuit;
- le réseau communautaire doit demeurer indépendant et répondre aux nouveaux besoins issus des communautés;
- l'économie sociale ne doit pas remplacer les services publics actuels;
- l'économie sociale ne doit pas être un lieu de «travail obligatoire» ou de mesure d'augmentation de l'employabilité seulement;
- le partenariat doit se faire d'égal à égal et n'est souvent que conjoncturel;
- l'alliance implique un engagement mutuel que nous pouvons faciliter puisque nous sommes à la jonction du réseau, des syndicats et des organismes communautaires.

Je termine par cette citation du «camarade» Henri Lamoureux:

Pour que l'économie sociale soit vraiment une nouvelle frontière ouverte à l'engagement des personnes, il faut qu'elle concilie l'impératif de la dénonciation des causes de la pauvreté et de la misère humaine avec l'exemplarité de pratiques économiques animées par des valeurs de respect, de solidarité, d'équité et de justice (*Le Devoir*, 23 mai 1996).

LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ET LE RÉSEAU: JUSQU'OU VONT LES ALLIANCES?

Marc SARAZIN
CLSC Vallée-de-la-Lièvre

INTRODUCTION

Le rôle de l'intervenant communautaire en CLSC, on le sait, n'est pas toujours facile; l'expression «assis entre deux chaises» s'applique plus que jamais. En effet, avant l'implantation de la réforme des services de santé et des services sociaux, les organismes communautaires et le milieu institutionnel fonctionnaient parallèlement, sur une base autonome. Chacun avait sa mission et sa propre enveloppe budgétaire. Le projet de loi 120 amène une nouvelle façon de faire: la décentralisation préconisée par la Loi (l'État) s'est faite de différentes façons au Québec: dans l'Outaouais, ce fut par le biais d'une territorialisation, où la région 09 est subdivisée en cinq territoires. Par exemple, pour l'instance territoriale de la Vallée-de-la-Lièvre et de la Petite-Nation, les directeurs généraux des établissements ont décidé que la table territoriale sera formée de 12 représentants dont quatre provenant du milieu communautaire. Celle-ci s'est également dotée de comités consultatifs (voir l'organigramme en annexe). Ainsi, le milieu institutionnel et communautaire, dans le cadre des Programmes régionaux d'organisation de services (PROS) au début et maintenant autour des tables territoriales, doivent partager des mandats pour offrir des services et négocier la distribution des budgets.

À l'intérieur de cette communication, nous traiterons des questions suivantes: quel est le rôle des organisateurs communautaires face à ces nouvelles structures territoriales? Quelles alliances devons-nous créer ou développer avec le mouvement communautaire dans ce nouveau cadre? Quel doit être notre engagement? Pour tenter d'y voir plus clair, dans un premier temps, nous brosserons un tableau du contexte actuel; deuxièmement, nous aborderons les aspects du projet de loi 120 qui touchent les organismes communautaires;

troisièmement, nous verrons les principaux enjeux du projet de loi 120 pour les organismes communautaires; enfin, nous terminerons en soulevant quelques pistes de réflexions concernant notre pratique future.

LE CONTEXTE ACTUEL

Depuis les 30 dernières années, l'État a joué un rôle prépondérant dans le développement des services de la santé et des services sociaux au Québec. Toutefois, malgré ses effets bénéfiques, cet État, que certains qualifient de providence, est de plus en plus contesté: d'une part, par la droite parce qu'elle le considère comme trop interventionniste et trop coûteux; d'autre part, par la gauche qui le qualifie de bureaucratique et d'impersonnel.

Depuis les années 80, le Québec, à l'instar d'autres pays, est frappé par la crise de l'État-providence et la montée du néo-libéralisme. C'est dans ce contexte que les organismes communautaires se sont vu offrir la possibilité de contribuer au développement des services de santé et des services sociaux qui, jusqu'ici, étaient surtout réservés aux institutions publiques et privées. Cette reconnaissance leur a valu d'être inclus dans les PROS et leur donne accès à un mode de financement intéressant: pensons aux organismes en santé mentale, entre autres. Plus récemment, la mise sur pied de tables territoriales, ayant comme objectifs de «préparer et voir au suivi des plans d'action territoriaux pour mettre en oeuvre les orientations régionales en matière de santé et bien-être» (Table du territoire de la Vallée-de-la-Lièvre et de la Petite-Nation, 1994, p. 4), vient renforcer les principes de décentralisation. Cette orientation soulève de nouveaux enjeux pour les organismes communautaires.

ÉLÉMENTS DU PROJET DE LOI 120 TOUCHANT LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

Pour la première fois, avec le projet de loi 120, une loi du Québec reconnaît le travail des organismes communautaires qui oeuvrent dans le champ de la santé et des services sociaux (art. 334). À travers cette reconnaissance, l'État accorde une plus grande place

aux organismes communautaires et incite les planificateurs de services à tenir compte «des ressources socio-communautaires de la région *particulièrement celles des organismes communautaires*» (art. 347). Cette reconnaissance est-elle reliée au «savoir-faire» des organismes communautaires ou au contexte de coupures qui prévaut actuellement? Voilà des questions que les acteurs devront bien analyser.

La loi s'en tient à une définition large sur les organismes communautaires:

On entend par organisation communautaire, une personne morale constituée en vertu d'une loi du Québec à des fins non lucratives dont les affaires sont administrées par un conseil d'administration composé majoritairement d'utilisateurs des services de l'organisme ou de membres de la communauté qu'il dessert, et dont les activités sont reliées au domaine de la santé et des services sociaux (Québec, 1991, *Loi sur la santé et les services sociaux*).

Cette définition a l'avantage de ne pas exclure d'organismes communautaires, mais du même coup, elle ouvre la porte à la création d'organismes à but non lucratif qui pourraient être développés par des institutions publiques et jouer un rôle d'organismes confinés à un rôle de complémentarité. Pensons au concept «Maison de la famille» qui, au cours des dernières années, a vu le jour spontanément un peu partout au Québec: plus souvent qu'autrement, ces organismes furent développés en fonction des besoins des CLSC.

Le rôle et la participation des organismes communautaires à la réforme comportent certaines ambiguïtés. La loi indique, par exemple, que les organismes communautaires devront faire partie d'un PROS pour être financés (art. 336). Dans ce cadre, nous présumons que les organismes communautaires devront rendre des services reconnus et complémentaires à ceux offerts par les établissements du Réseau. D'autre part, le ministre, s'adressant à la table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles, indiquait que «cette participation pourra se faire en toute liberté dans un esprit de partenariat et de concertation» (Proulx, 1992, p. 12). La loi apporte un point de vue que le ministre semble contredire plus tard.

LES ENJEUX POUR LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

Cette situation nouvelle pour les organismes communautaires comporte des attraits et des risques que nous tenterons d'illustrer dans cette troisième partie.

LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES: ORIENTATION ET AUTONOMIE

En ce qui concerne l'orientation des organismes communautaires, le ministre Marc-Yvan Côté, responsable de la mise en place de la réforme, mentionnait dans une entrevue accordée à la revue *Nouvelles pratiques sociales*, «on inscrit dans la loi que les organismes communautaires sont libres de leur orientation» (Dorvil et Gagné, 1992, p. 20). Alors, pourquoi toutes ces craintes par rapport à la libre orientation des organismes communautaires? C'est qu'il semble y avoir des différences entre l'esprit de la loi et son application dans le milieu. Ainsi, certains organismes modifieraient plus ou moins consciemment leur orientation pour répondre aux critères des programmes cadres (Caillouette, 1992, p. 121).

Même si la loi est claire, il n'est pas étonnant de voir se développer un certain scepticisme chez les organismes communautaires et leur regroupement à l'égard de son application. Déjà, en 1991, forte de l'expérience des comités tripartites en santé mentale, la table des organismes communautaires et bénévoles relevait une contradiction et soulignait que la loi avait la particularité:

[...] d'affirmer, d'une part, la nécessaire autonomie du communautaire et, d'autre part, d'imposer du même souffle des modalités très strictes d'intégration au système des services de la santé et des services sociaux (Table des organismes communautaires et bénévoles, 1991, p. 12).

Généralement, on s'entend sur le fait que les régies régionales et les CLSC demeurent des lieux stratégiques dans le cadre de la régionalisation (Favreau et Hurtubise, 1993, p. 6). En conséquence, leur façon d'interpréter la loi et de l'appliquer est importante car:

la Régie doit collaborer avec le réseau communautaire en le supportant dans son rôle original et en reconnaissant son *autonomie*, et non pas en lui faisant miroiter un financement accru en échange de mandats de types institutionnels (CSN, 1995, p. 6).

LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ET LE FINANCEMENT

Depuis leur début, les organismes communautaires répondent à de nombreux besoins, souvent avec des ressources très limitées et un sous-financement chronique. Pauvres mais autonomes, disent-ils. À ce sujet, Mathieu soulignait, en parlant de la recherche du financement pour les organismes communautaires, «de toujours garder nos objectifs à l'esprit [...] il faut chercher à rester autonome. C'est là la base même de notre raison d'être» (Mathieu, 1993, p. 91). Pour le Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire en CLSC (RQIIAC), la réforme soulève plusieurs questions concernant le financement des organismes communautaires. On pense qu'il se fera en catégorisant les problèmes et on négligera le travail sur «les causes» de ces mêmes problèmes sociaux.

L'augmentation du budget aux organismes communautaires de 40 millions sur cinq ans constitue une bonne nouvelle. Cependant:

cette augmentation profitera à quel type de groupes? De ce côté, il y a beaucoup d'inconnu [...] Quelle sera la possibilité d'être financé, en dehors des programmes spécifiques définis par le MSSS ou la Régie régionale? (RQIIAC, Document interne, p. 3).

À ce sujet, l'exemple des centres de femmes est éloquent. Dans l'Outaouais, un centre de femmes vit dans l'incertitude parce que son financement est remis en cause. À la suite de la fin d'un programme triennal de financement, il s'est fait rappeler que pour obtenir de l'argent pour l'année 1997-1998, le centre devait être inclus dans un programme reconnu par la Régie régionale. Or, les centres de femmes ont toujours refusé de travailler par problématique; ainsi, ils ne peuvent s'insérer dans la planification de la Régie régionale. Qu'advient-il des centres de femmes si on leur coupe

leur financement de base? Pour le centre en question, ça représente environ 70 000\$. Le secteur jeunesse se questionne également sur le financement des organismes communautaires à l'intérieur de la réforme. Selon Parazelli, «les organismes communautaires seront contraints de changer leur orientation d'action communautaire pour être supportés financièrement» (Parazelli, 1990, p. 181).

Lise Gervais, du Centre de formation populaire, a soulevé l'existence de la compétition entre les organismes communautaires pour l'obtention de subventions. Par exemple, avant l'application de la réforme, plus souvent qu'autrement, le principal bailleur de fonds qu'est l'État prenait les décisions à partir de Québec, où des fonctionnaires se chargeaient de faire l'analyse des demandes. Avec la nouvelle structure territoriale, la présentation des projets et la répartition des subventions se décident à la table territoriale dans un cadre partenarial entre les milieux institutionnels et communautaires. Cependant, cette formule amène les organismes communautaires à être juge et partie. Certains de leurs représentants devront se prononcer sur les projets et le financement d'autres organismes communautaires et, dans certaines circonstances, sur leur propre projet. Cette situation risque de créer des tensions. À ce sujet, le Regroupement des ressources alternatives en santé mentale au Québec mentionnait, lors d'une évaluation sur les raisons pour participer à la réforme: «si nous ne participons pas, il y a plein de gens qui attendent à la porte pour participer et ce ne sera peut-être pas dans notre intérêt...» (Lamoureux, 1994, p. 165). Par ailleurs, ce même Regroupement disait: «On peut influencer la distribution du budget et faire en sorte que les alternatives en aient une part croissante» (Ibid.).

On constate qu'il y a beaucoup de réticence chez les acteurs du mouvement communautaire; en même temps, on sent que tout n'est pas joué, car la question du financement n'est pas détachée du maintien de l'orientation et de l'autonomie des organismes communautaires.

LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES: PARTENARIAT OU PATER-NARIAT

Ce sous-titre évocateur est tiré d'une recherche menée par Bourque et Panet-Raymond (1991) sur les rapports entre les organismes communautaires et le réseau public, plus particulièrement les CLSC. Auparavant, d'autres études présentées dans le cadre de la commission Rochon avaient fait état de «l'interface» entre les organismes communautaires et le réseau public (Godbout, 1988; Lamoureux et Leseman, 1987). Selon Bourque, les relations entre les deux partenaires «se vivent parfois positivement mais bien souvent négativement» (Bourque, 1988, p. 5). Godbout identifie une des raisons de cette insatisfaction en ce que «le réseau public refoule un nombre croissant de cas vers les organismes communautaires» (Godbout et al., 1988, p. 273).

En outre, Lamoureux et Leseman (1988) pointent la logique technocratique qui est incapable de saisir le sens et la dynamique du mouvement communautaire, ce qui fait que ce dernier n'est reconnu que pour les services qu'il peut donner. Cette logique peut s'expliquer par le fait que certains professionnels ne font pas confiance aux réseaux naturels ni aux organismes communautaires qui sont perçus comme des intermédiaires entre eux et le client.

Malgré les nombreuses difficultés, Bourque relève un certain nombre d'expériences heureuses et identifie quelques caractéristiques favorisant leurs réussites. Du côté du secteur public, il semble que «la présence d'intervenants sensibilisés à la différence et à l'importance des organismes communautaires» (Bourque, 1988, p. 7) soit un facteur déterminant. Du côté du secteur communautaire, deux caractéristiques favorisent le succès de leurs interventions. Premièrement, celle reliée à la «qualité des relations interpersonnelles que l'on réussit à établir avec les personnes en place dans le secteur public» (Bourque, 1988, p. 7). Deuxièmement, la caractéristique reliée à la «capacité des organismes à consolider leurs positions, leurs poids et donc, leur pouvoir dans la relation avec l'établissement du réseau public» (Ibid., p. 8). Ce deuxième volet exige de chacun qu'il soit capable de préciser son rôle et ses limites et d'éliminer ainsi les zones grises et les conflits. Pour les orga-

nismes communautaires, cela veut dire être capable de s'affirmer et de défendre ses propres valeurs.

Dans l'application de la réforme, le rôle des Régies régionales est central, car c'est par elles que passe la régionalisation. Vaillancourt souligne l'importance que l'État accorde à la décentralisation et aux Régies régionales en disant que celles-ci sont venues «renforcer leur pouvoir en leur accordant un rôle important notamment dans l'allocation des ressources» (Vaillancourt, 1995, p. 22).

Nous pensons qu'il peut y avoir une certaine disparité entre les Régies régionales quant aux relations partenariales qu'elles nouent avec les organismes communautaires. La Régie régionale de l'Outaouais, dans le cadre des «Mesures de réductions provinciales 1994-1995», décidait d'épargner les organismes communautaires en tant que «cible de réduction régionale». Pendant ce temps, l'ensemble du réseau public y était assujéti et subissait une baisse au niveau de leur budget. Toutefois, contrairement aux autres tables territoriales de l'Outaouais, la table territoriale Vallée-de-la-Lièvre et Petite-Nation décidait de geler les budgets des organismes communautaires du territoire en invoquant le fait que l'on ne connaissait pas suffisamment leurs mandats. On constate que les façons de faire varient selon les régions et même d'un territoire à l'autre dans une même région.

QUELQUES PISTES POUR LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

Même si Québec garde les leviers de commande, il n'en demeure pas moins que le rôle prépondérant dévolu aux Régies régionales et aux tables territoriales influence la dynamique communautaire. Même si la Régie régionale demeure un partenaire significatif, l'enjeu se déplace de plus en plus vers les territoires et les tables territoriales. Ces lieux réunissent les représentants des milieux institutionnels et communautaires qui prennent les décisions entérinées ensuite par la Régie. Il apparaît cependant que la formation des tables territoriales à partir des territoires de CLSC soit particulier à l'Outaouais. Ailleurs au Québec, les Municipalités régionales de comté (MRC) semblent être le point de référence. Au départ, dans la plupart des régions, les organismes communautaires avaient un regroupement régional qui

leur servait de représentant auprès des instances régionales. On commençait juste à s'y faire que le débat se transporte au niveau territorial où se discutera le choix des priorités et la distribution des budgets. Cependant, les différents acteurs, tant du côté institutionnel que communautaire, trouvent que ça va un peu vite! Les fonctionnaires de la Régie semblent avoir peu de pouvoir pour ralentir la machine ministérielle, car l'implantation de la réforme doit se faire à l'intérieur d'un plan de coupure triennal mis de l'avant par le ministre Rochon. Ce plan s'inscrit à l'intérieur d'une vision néolibérale agréementée d'une stratégie axée sur la réduction du déficit avant l'an 2000.

Devant tous ces changements et défis, quelle stratégie le mouvement communautaire doit-il développer? Il semble qu'il doive tabler sur sa force, soit son enracinement et sa présence dans le milieu: c'est ce qui devrait supporter sa démarche. On est à même de constater que, ces dernières années, le mouvement communautaire a su développer des coalitions au niveau provincial et régional; ces instances demeurent des lieux stratégiques d'importance pour maintenir le spécifique du communautaire. Nous croyons que du côté territorial, il faut également développer une structure qui sera en mesure de supporter les organismes communautaires impliqués dans la réforme. Cette structure serait un regroupement ou une coalition d'organismes communautaires du territoire qui irait chercher ses mandats auprès de ses membres, en plus de valider et de supporter les représentants du communautaire aux tables territoriales. Cette action nous apparaît primordiale pour développer une position de force par rapport aux partenaires des établissements publics.

Pour certains territoires, il faudra possiblement créer cette nouvelle structure. Pour d'autres, des structures existantes peuvent favoriser la concertation. Pensons aux Corporations de développement communautaire (CDC) qui ont déjà une expérience locale. Dans l'Outaouais, la CDC Rond Point de Buckingham a décidé d'assumer un certain leadership pour développer une coalition communautaire sur son territoire. Nous y voyons plusieurs avantages: d'abord son territoire correspond à celui délimité par la Régie régionale. Ensuite, les CDC ont un cadre de référence assez souple, ce qui leur permet de s'adapter aux besoins locaux. En somme, nous pensons que leur expérience et leur force sont des atouts importants pour supporter les

organismes communautaires du territoire impliqués dans la réforme. Comme d'autres, nous sommes d'avis que la thèse basée sur la «concertation conflictuelle» semble plus proche de la réalité. Celle-ci souligne que:

Le communautaire et le public peuvent se concerter mais en demeurant conscients de leurs identités et de leurs objectifs propres. Ce type de concertation rend l'arrimage possible, mais la vigilance constante à laquelle on doit s'astreindre pour préserver son identité communautaire ne va pas sans créer des tensions et susciter des luttes. L'arrimage dont il est question ici ne se fait pas en appliquant des règles du jeu qui seraient définies exclusivement par les représentants de l'État et du secteur public au chapitre, par exemple, des politiques de financement, des règles d'admissibilité au financement, de la nature des formulaires à remplir, des comptes à rendre pour les fonds publics obtenus, des politiques d'évaluation, des politiques de participation à la régionalisation, etc. (Vaillancourt, 1994, p. 241).

D'emblée, soulignons que les organismes communautaires semblent vouloir collaborer à l'implantation de la Réforme malgré les difficultés rencontrées (Lamoureux, 1994). La thèse de la concertation conflictuelle vise à faire reconnaître le «droit de gérance» des organismes communautaires: ces derniers veulent établir les règles du jeu de l'arrimage entre le communautaire et l'institutionnel.

Cette réalité reliée à la participation des organismes communautaires aux tables territoriales commande de nouvelles stratégies où la concertation et la coalition entre organismes communautaires d'un même territoire prend tout son sens. Les CDC apparaissent comme des structures intéressantes pour établir le rapport de force dont le communautaire a besoin pour maintenir son autonomie et développer une pratique spécifique.

Comme intervenants, quel sera notre rôle face à ces nouveaux défis pour les organismes communautaires? «Il faut que les groupes sachent faire des analyses fines de cette question pour s'allier les personnes qui sont prêtes à reconnaître et à respecter leur intérêts» (Lachapelle, 1990, p. 7). Nous croyons que, dans cette conjoncture, les alliances joueront un rôle important.

QUELQUES PISTES DE RÉFLEXIONS

J'ai souvent entendu des intervenants mentionner que leur bureau est au CLSC mais que leur cœur est avec le communautaire. En effet, d'une part, dans le cadre de notre travail, nous devons respecter les organismes communautaires avec lesquels nous intervenons, tant en ce qui concerne leur orientation que leur autonomie. D'ailleurs, leur statut légal et le projet de loi 120 leur confèrent ce droit. D'autre part, au nom du partenariat, certains de nos employeurs voudraient que l'on «sensibilise» ces groupes à devenir complémentaires au réseau public et faire en sorte que le milieu communautaire accepte de se plier aux règles du jeu définies par le réseau institutionnel (Vaillancourt, 1994, p. 239).

Dans ce contexte, l'autonomie professionnelle prend tout son sens et peut jouer un rôle de premier plan dans les alliances que nous pouvons et devons bâtir avec le milieu communautaire. D'ailleurs, la commission Rochon reconnaissait cette autonomie en soulignant que «le développement de la pratique sociale passe par une autonomie accrue des intervenants» (Rochon, 1988, p. 293).

Certains CLSC de type socio-institutionnel sont caractérisés par une diminution de l'intervention des organisateurs communautaires. Ceux-ci sont surtout axés sur les programmes nationaux plutôt que sur l'élaboration de programmes à partir des besoins locaux. Ce type d'institution restreint l'autonomie et la marge de manoeuvre des organisateurs communautaires. Toutefois, ces CLSC ne semblent pas être majoritaires, car une recherche menée auprès des organisateurs communautaires souligne que deux répondants sur trois disent avoir une marge de manoeuvre dans leur travail et être respectés dans leur compétence (Favreau et Hurtubise, 1993, p. 123).

Dans le contexte de décentralisation et de «reconnaissance» des organismes communautaires, il nous apparaît que les organisateurs communautaires s'engagent avec ceux-ci dans le processus de transformation du système parce que ce sont des alliés naturels et qu'ils ont une mission de changement social. De plus, certains éléments favorisent cet engagement: dans un bilan de la participation des organismes communautaires et bénévoles à la Réforme, les intervenants des organismes communautaires:

«s'entendent pour dire que la qualité des collaborations entre les organismes communautaires et les établissements dépend beaucoup des personnes et que ça va généralement bien avec les intervenants-terrains, mais que ça se complique quand on monte dans la hiérarchie» (Proulx, 1995, p. 15).

Ces contacts privilégiés, jumelés à une autonomie professionnelle, doivent convaincre les organisateurs communautaires qu'il faut supporter les organismes communautaires ainsi que leurs regroupements. Nous pouvons jouer un rôle important en ce qui a trait, entre autres, à l'analyse, à la stratégie ainsi qu'à la formation. Ainsi, plus l'efficacité et le poids des organismes communautaires se feront sentir aux différentes instances, plus ils seront autonomes et pourront jouer un rôle d'agent de changement.

RÉFÉRENCES

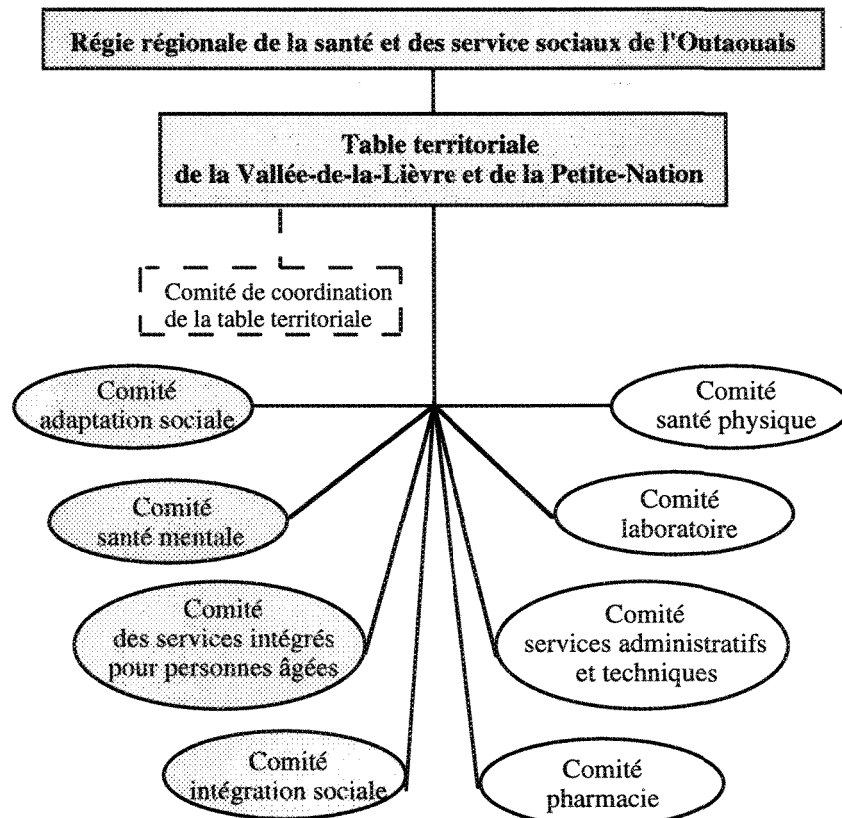
- BOURQUE, D., (1988). «Des alliances... Mais à quel prix?», *Inter-action*, vol. 2, n° 4.
- CAILLOUETTE, J. (1992). «La Réforme Côté ou l'ambivalence de l'État à l'égard du communautaire», *Service social*, vol. 41, n° 2, pp. 115-131.
- DORVIL, H. et J. GAGNÉ (1992). «Vers un nouveau paradigme du changement social», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 5, n° 1, pp. 25-31.
- FAVREAU, L. et Y. HURTUBISE (1993). *CLSC et communautés locales, la contribution de l'organisation communautaire*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- GINGRAS, P., (1993). «Quelques pistes pour le renouvellement des pratiques sociales», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 6, n° 2.
- GODBOUT, et al. (1988). *La face cachée du système*, Québec, Les Publications du Québec.
- LACHAPELLE, R., (1994). «Développer une stratégie de relations entre les groupes et le secteur public», *Intervention communautaire*, vol. 4, n° 1.



- LAMOUREUX J. et F. LESEMAN (1987). *Les filières de l'action sociale. Les rapports entre les services sociaux et les pratiques communautaires*, annexe au rapport de la commission Rochon, Québec, Les Publications du Québec.
- MATHIEU, R. (1993). *Agir ensemble, démocratiquement*, Montréal, publié par le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec.
- MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (1992). *La politique de la santé et du bien-être*, MSSS, Gouvernement du Québec.
- PARAZELLI, M. (1990). «Pour ajouter de la misère à la vie: l'impact d'une épidémiologie sociale – étatique sur l'action communautaire et les problèmes sociaux», *Service social*, vol. 39, n° 2, pp. 175-187.
- PROULX, J. (1992). *Régionalisation et démocratie: pour une réelle participation des organismes communautaires et bénévoles*, Montréal, texte ronéo.
- PROULX, J. (1995). *Les épreuves et les défis du partenariat*, Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles.
- REGROUPEMENT DES RESSOURCES ALTERNATIVES EN SANTÉ MENTALE DU QUÉBEC (1994). *Le manifeste questionné*, document de travail, Montréal, RRASMQ.
- REGROUPEMENT QUÉBÉCOIS DES INTERVENANTS ET INTERVENANTES EN ACTION COMMUNAUTAIRE EN CLSC (1991). *La Réforme Côté et l'intervention communautaire*, Montréal, texte ronéo.
- ROCHON, J. (1988). *Rapport de la commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux*, Québec, Les Publications du Québec.
- TABLE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ET BÉNÉVOLES (1991). *Position du mouvement communautaire et bénévole sur la Réforme Côté*, Montréal, texte ronéo.
- TABLE DU TERRITOIRE DE LA VALLÉE-DE-LA-LIÈVRE ET DE LA PETITE-NATION (1994), *Règlements de régie interne*.

- VAILLANCOURT, Y. (1994). «Éléments de problématique concernant l'arrimage entre le communautaire et le public dans le domaine de la santé et des services sociaux», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n° 2, pp. 227-249.
- VAILLANCOURT, Y. (1995). *Maîtres ou contremaîtres chez nous*, rapport d'étapes du groupe de réflexion sur les politiques sociales, version préliminaire.

ANNEXE

Organigramme de l'instance territoriale de la Vallée-de-la-Lièvre et de la Petite-Nation



-  Comités consultatifs regroupant des représentants des établissements publics, des institutions régionales et des organismes communautaires mandatés pour formuler des recommandations à la Régie régionale sur l'organisation des services et la répartition des ressources financières.
-  Comités de réflexion et d'orientation sur les transformations actuelles liés aux réformes dans la santé et les services sociaux (virage ambulatoire, fusions d'établissements...).

Source: Patrick Duguay,
CDC Rond Point, 1996

CONCERTATION DANS LES CLSC: COMMENT PARTAGER SANS PERDRE SON IDENTITÉ D'INTERVENANT COMMUNAUTAIRE?

Mario GAGNON
Danièle OUELLET
CLSC Saint-Léonard

INTRODUCTION

«De nouvelles alliances à bâtir...»: il semble paradoxal d'en parler lorsqu'on s'adresse à nos confrères et consœurs de travail en CLSC. Mais, dans les faits, peu de moyens et de structures sont mis en oeuvre en CLSC pour promouvoir et maintenir un lien concerté avec les programmes en CLSC et l'organisation communautaire.

Nous constatons également une méconnaissance de l'organisation communautaire de la part des travailleurs que nous côtoyons quotidiennement, voire même une perception folklorique de l'organisateur communautaire. Nous pouvions faire le choix de nous refermer sur notre équipe, mais, au contraire, nous avons privilégié une approche de concertation qui ouvre plutôt les portes sur ce qui rassemble et aussi sur ce qui distingue.

L'expérience du CLSC Saint-Léonard est, croyons-nous, novatrice à cet égard et les lignes qui suivent en relatent l'histoire. Les deux instances de concertation, mises sur pied au CLSC Saint-Léonard, ont pour nom la «*Table des répondants communautaires/ programmes*» et le «*Comité d'action communautaire (CAC)*».

Ce modèle étant expérimental, nous avons également tenté d'identifier l'écart entre le modèle théorique et la pratique interne. Quelques points d'évaluation de nos deux modèles de concertation interne concluront ce texte.

D'OÙ VIENT L'IDÉE DE LA RÉPONDANCE COMMUNAUTAIRE?

En janvier 1993, une équipe d'organisation communautaire multi-clientèle était officiellement créée au CLSC Saint-Léonard. Cette équipe, composée de deux organisateurs communautaires, devait desservir l'ensemble de la population de Saint-Léonard et était au service de tous les programmes du CLSC.

De décembre 1984 à octobre 1992, la seule ressource en organisation communautaire était alors réservée aux activités du programme Maintien à domicile. Les autres équipes ou programmes s'engageaient ou non dans la création d'activités ou projets communautaires.

Ce contexte nous a inspiré le *premier élément* vers la création de la répondance communautaire soit: «Ne pas déposséder les travailleurs des différents programmes du CLSC de leurs acquis communautaires».

Un partage des expertises de l'équipe *Organisation communautaire* et des programmes nous apparaissait essentiel, et ce dans une structure ou une instance formelle.

Le *deuxième élément* influençant la mise en place de la répondance communautaire est basé sur les faits suivants:

- le territoire de Saint-Léonard comprend 73 500 habitants;
- c'est une population multi-ethnique et multidimensionnelle aux niveaux économique, politique, social, sanitaire et culturel.

Alors, une nouvelle équipe d'organiseurs communautaires ne pouvait et ne voulait pas s'implanter au CLSC et dans la communauté sans concerter les efforts de chacun. De plus, la variété des besoins de la communauté ne pouvait se travailler sans viser une appropriation des moyens par l'ensemble des acteurs sociaux concernés.

Le *troisième élément* motivant la création de la Table des répondants communautaires/programmes est conjoncturel. La mise en

place d'une équipe d'organisation communautaire multiclientèle coïncide avec deux formations transmises à l'ensemble des travailleurs du CLSC, soit:

- le traitement en première ligne des demandes individuelles d'aide en CLSC selon une approche communautaire;
- la formation sur l'approche systémique.

Sans en faire une analyse exhaustive, ces deux formations avaient, entre autres, l'avantage d'ouvrir une réflexion à l'interne sur l'approche communautaire et l'approche réseau, donc d'ouvrir un terrain propice à la création de la ré pondance communautaire.

Un *dernier élément*, une consultation du milieu, a permis d'étoffer le concept de la ré pondance communautaire. Les étapes de cette consultation sont présentées dans la chronologie des événements. Une consultation, en organisation communautaire, s'est faite auprès des programmes du CLSC, de la communauté (organismes communautaires, institution, municipalité) et de trois équipes d'organisation communautaire de CLSC (Plateau Mont-Royal, Saint-Michel et Samuel-de-Champlain).

Un des résultats de cette consultation est la production d'un plan d'action triennal dont la ré pondance communautaire fait partie. Les informations recueillies lors de la consultation ont confirmé la nécessité d'une instance de concertation à l'interne du CLSC en lien avec la communauté afin de faciliter les relations entre la communauté et le CLSC.

Finalement, pour les organisateurs communautaires, la ré pondance communautaire visait également à briser l'isolement de leur pratique et à améliorer la compréhension de l'action communautaire. Ultimement, la ré pondance communautaire assurerait une meilleure cohésion de nos actions avec les programmes et la population.

**DÉFINITION ET STRUCTURE DE LA RÉPONDANCE
COMMUNAUTAIRE: «TABLE DES RÉPONDANTS
COMMUNAUTAIRES/PROGRAMMES» ET «COMITÉ
D'ACTION COMMUNAUTAIRE (CAC)»**

La Table des répondants communautaires/programmes est ainsi définie:

Rôles:

- être la liaison entre la communauté et son programme par rapport aux demandes reçues;
- être un partenaire privilégié pour l'équipe *Organisation communautaire*.

Fonctions:

- maintenir le contact entre l'organisme du milieu et le CLSC, par le biais de son programme;
- évaluer les demandes conjointement avec l'équipe *Organisation communautaire*, le ou les programmes impliqués et le demandeur;
- assurer la circularité de l'information à son programme.

Responsabilités:

- voir à l'implication de son programme dans les dossiers communautaires;
- assurer le suivi des dossiers assumés par son programme;
- contribuer au bilan des nouvelles demandes en *Organisation communautaire*;

- contribuer à la définition des rôles et responsabilités du répondant communautaire/programme;
- participer aux rencontres des répondants communautaires/programmes et *Organisation communautaire*;
- contribuer à l'évaluation de la structure des répondants communautaires.

Le tableau 1 de la page suivante présente les objectifs, les types d'action et les moyens de la ré pondance communautaire. Il propose également un parallèle de la formule des répondants communautaires/programmes avec celle du Comité d'action communautaire.

Dans la structure de la ré pondance communautaire, l'équipe *Organisation communautaire* a prévu une deuxième instance, «**le Comité d'action communautaire (CAC)**» destinée à créer des liens entre l'équipe de régie et l'organisation communautaire.

PROCESSUS DE CONCERTATION EN VUE DE LA MISE EN PLACE DE LA RÉPONDANCE COMMUNAUTAIRE

Sept étapes principales ont composé le processus de concertation.

1. Consultation/chef de programme

L'objectif de cette consultation est d'obtenir la reconnaissance de la ré pondance communautaire.

Cette reconnaissance s'est traduite par l'acceptation du processus de concertation pour la mise en place de la ré pondance communautaire. L'ordre du jour des équipes et des programmes renfermerait dorénavant un point statutaire concernant la ré pondance. Les chefs de programmes étaient responsables du processus de sélection du répondant dans leur équipe.

Tableau 1
Objectifs, types d'action et moyens de la répondeance communautaire

| COMITÉ | OBJECTIFS GÉNÉRAUX | OBJECTIFS SPÉCIFIQUES | TYPES D'ACTION | MOYENS |
|--|---|---|---|---|
| Comité d'action communautaire Régie et Organisation communautaire | <p>Assurer un suivi des dossiers communautaires en cours dans le milieu et des enjeux qui y sont liés.</p> <p>Créer un lieu d'analyse et d'échanges sur les projets communautaires reliés aux diverses facettes de la pauvreté à Saint-Léonard.</p> <p>Supporter les projets communautaires de l'ensemble des programmes du CLSC.</p> | <p>Être compris et soutenus par la Régie concernant les dossiers communautaires du milieu et de l'interne.</p> <p>Susciter un intérêt et une implication soutenus de la Direction générale et des coordinations dans le milieu.</p> | <p>Sensibilisation et conscientisation du milieu.</p> <p>Concertation et mobilisation des ressources du milieu.</p> | <p>Rencontres formelles du comité selon le calendrier proposé, 4 fois/année.</p> <p>Élaboration des mandats et fonctionnement de ce comité.</p> |

...suite

| COMITÉ | OBJECTIFS GÉNÉRAUX | OBJECTIFS SPÉCIFIQUES | TYPES D'ACTION | MOYENS |
|---|---|---|--|---|
| <p>Répondants</p> <p>communautaires/</p> <p>programmes</p> | <p>Lier la pratique communautaire:</p> <p>a) entre chacun des programmes au CLSC;</p> <p>b) entre le milieu et le CLSC.</p> <p>Préciser les rôles et mandats respectifs de l'équipe <i>Organisation communautaire</i> et des répondants communautaires.</p> | <p>Assurer la circularité de l'information concernant les expertises et les potentiels du milieu communautaire, tant à l'interne qu'à l'externe du CLSC.</p> <p>Susciter une implication soutenue du CLSC dans le milieu.</p> <p>S'assurer de la complémentarité des projets communautaires instaurés soit par le milieu, soit par le CLSC.</p> <p>Supporter les intervenants des équipes dans leurs projets, lorsqu'il y a lieu.</p> | <p>Sensibilisation et conscientisation du milieu.</p> <p>Support aux ressources existantes.</p> <p>Création de nouvelles ressources.</p> | <p>Coordination du comité des répondants communautaires et de l'équipe <i>Organisation communautaire</i> selon le calendrier établi, 4 fois/année.</p> <p>Support professionnel auprès des répondants communautaires: discussion de cas, partage des tâches, etc.</p> <p>Évaluation de la formule de la ré pondance communautaire.</p> <p>Participation à l'élaboration d'un journal interne.</p> |

2. *Rencontre des équipes par les organisateurs communautaires*

Cette étape a servi à informer les équipes sur le concept et le processus de la mise en place de la réponsance communautaire.

Il y a eu également un retour sur les informations recueillies lors de la consultation sur l'organisation communautaire.

3. *Nomination volontaire d'un répondant communautaire*

Chaque équipe et chaque programme procéda, selon leur méthode respective, au choix des répondants.

4. *Première rencontre des répondants communautaires*

À l'ordre du jour, on fixa les modalités de concertation interprogrammes, les objectifs de la Table des répondants communautaires/programmes et les responsabilités ainsi que les éléments structurels telle la fréquence des réunions.

5. *Retour des répondants à leur programme respectif*

À ce stade, les différents programmes doivent, avec le répondant:

- élaborer le mandat communautaire du programme;
- déterminer les dossiers communautaires prioritaires;
- évaluer les ressources humaines disponibles et l'investissement de temps à accorder.

6. Deuxième rencontre des répondants communautaires

Les mandats communautaires furent mis en commun afin de s'entendre sur un mandat concerté pour la Table des répondants communautaires/programmes.

La priorisation des dossiers des programmes fut réévaluée en regard du mandat concerté et en lien avec les besoins de la population tels que déterminés par la consultation en organisation communautaire (mai à novembre 1993).

7. Évaluation

Après un an d'opération, un bilan et une évaluation des actions de la Table des répondants communautaires furent complétés.

L'ensemble du processus a permis une intégration graduelle du modèle de la ré pondance communautaire tout en favorisant l'implantation de celle-ci. Les répondants furent invités à être partie prenante de l'ensemble des dossiers communautaires.

CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS

Le tableau synoptique qui suit vous permettra de situer dans le temps l'évolution de la mise en place de la ré pondance communautaire:

| | |
|---------------|---|
| Janvier 1993: | Ouverture de deux postes en <i>Organisation communautaire</i> . |
| Avril 1993: | Dépôt du «Document de consultation en <i>Organisation communautaire</i> »: <ul style="list-style-type: none">– contexte de la consultation;– principes de base;– processus de consultation. |

| | |
|----------------------|--|
| D'avril à août 1993: | Consultation: <ul style="list-style-type: none">– programmes CLSC;– la communauté;– trois CLSC – équipe d'<i>Organisation communautaire</i>. |
| Septembre 1993: | Dépôt du document de travail «Compte rendu de la consultation». |
| Septembre 1993: | Première rencontre du comité aviseur, à la suite de la consultation. |
| Novembre 1993: | Deuxième et dernière rencontre du comité aviseur. |
| Novembre 1993: | Dépôt des comptes rendus et recommandations du comité aviseur. |
| Décembre 1993: | Dépôt du plan d'action préliminaire et triennal en <i>Organisation communautaire</i> (intérim à la Direction générale). |
| Février 1994: | Plan d'action sanctionné (intérim à la Direction générale). |
| Février 1994: | Annnonce de l'ouverture de deux nouveaux postes en <i>Organisation communautaire</i> . |
| Février-mars 1994: | Consultation à l'interne sur la structure de la ré pondance communautaire/ programme. |
| Juin 1994: | Première rencontre officielle des répondants communautaires. |
| Juillet 1994: | Nouvelle Direction générale au CLSC. |

| | |
|--------------------|---|
| Août 1994: | Arrivée des deux nouveaux organisateurs communautaires. L'équipe comprend dorénavant quatre organisateurs communautaires. |
| Octobre 1994: | Dépôt du plan d'action révisé en <i>Organisation communautaire</i> . |
| Janvier-août 1995: | Retrait de deux programmes à la répondeance communautaire (intérim de la coordination). |
| Février 1996: | La nouvelle Direction générale abolit le CAC et met sous réserve la répondeance communautaire. |
| Mars 1996: | Deuxième bilan de l'équipe <i>Organisation communautaire</i> . |
| Avril 1996: | Bilan de la Table des répondants communautaires. |
| Octobre 1996: | À la suite des conclusions du bilan de la Table, reprise des activités avec de nouveaux mandats. |

Comité d'action communautaire (CAC)

| | |
|-------------------|--|
| 13 décembre 1994: | Première rencontre: <ul style="list-style-type: none">– partage des responsabilités;– évolution des dossiers. |
| 7 mars 1995: | Rencontre annulée par la Direction générale. |
| 18 avril 1995: | Rencontre en remplacement du 7 mars 1995 – Évolution des dossiers. |

- 16 mai 1995: Réunion annulée par la Direction générale.
- De juin 95 à février 96: Aucune rencontre.
- Février 1996: Abolition du CAC par la Direction générale.

ÉCART ENTRE LE MODÈLE THÉORIQUE ET LA PRATIQUE INTERNE

Bien sûr, en cours d'expérimentation, nous avons identifié des écarts issus des nécessaires liens entre le concept et la pratique.

Le modèle théorique

- L'équipe d'organisation communautaire nouvellement créée est multiclientèle.
- Dans le cadre de son plan triennal, le mandat de l'équipe *Organisation communautaire* quant à la réponse communautaire est clair.
- La formule vise à «ne pas déposer les travailleurs et les programmes de leurs acquis en communautaire» et sous-tend qu'à deux organisateurs communautaires, on ne peut travailler sans leur collaboration.
- L'équipe *Organisation communautaire* s'est positionnée en expert des processus et a positionné les travailleurs de chacun des programmes en expert des contenus.

La pratique

- Par ailleurs, les programmes du CLSC sont conçus par clientèle.
- La programmation des divers programmes du CLSC est annualisée et caractérisée par l'absence de mandat communautaire par programme.
- L'équipe *Organisation communautaire* peut travailler sans la participation immédiate et continue des programmes.
- Alors que, dans les faits, l'équipe *Organisation communautaire* est une équipe de professionnels expérimentant le modèle de réponse communautaire en même temps que tous les travailleurs.

- La nomination d'un répondant communautaire par programme se fait sur une base volontaire.
- Le principe de volontariat a été plus ou moins respecté, car les équipes ont fonctionné de diverses façons, ce qui a contribué à augmenter la résistance des travailleurs.:
 - Le respect du choix volontaire;
 - Les intérêts individuels dans chaque équipe ont primé sur les intérêts collectifs de celle-ci.
 - Le choix a été fait par élimination: chacun ayant ses occupations, la personne restante fut déléguée;
 - La coordination a procédé arbitrairement à la nomination.
- Le comité de Régie ayant reconnu pour les travailleurs de chaque programme du «temps communautaire», un 20% de travail communautaire est produit par chaque équipe.
- Une impression de surcharge par rapport à la réponsance communautaire est vécue par les travailleurs: dans la pratique, ils répondent davantage aux urgences de services plutôt que d'être dégagés pour remplir leur 20% de mandat communautaire;
- La Table des répondants communautaires/programmes est le seul lieu de concertation de projets communautaires interprogrammes.
- Le premier objectif en fut un d'information, de sensibilisation et de formation.
- Le second objectif visant la mise sur pied et la concertation de projets communautaires n'était pas réalisable la première année. Il s'agit d'un plus lent processus, car il faut tisser des liens de confiance menant à des alliances solidaires.
- La concertation sous toutes ses formes est à la baisse au CLSC.

- Ce modèle suscite la concertation communautaire à l'interne.
- Le virage ambulatoire a accentué une approche individuelle encore plus performante et axée sur les services.
- Comme porteuse de ce modèle, l'équipe *Organisation communautaire* a adopté une attitude proactive et négociatrice.
- Les répondants communautaires ont, par opposition, adopté une attitude plutôt défaitiste et attentiste face au pouvoir qu'ils ont dans leur pratique quotidienne.
- Le modèle doit favoriser les liens entre la communauté et les programmes.
- Les liens avec la communauté et les programmes, par le biais des répondants communautaires, se sont faits à travers des projets concrets et non directement de la structure des répondants communautaires avec le milieu. Les liens avec la communauté ont davantage été développés par l'équipe *Organisation communautaire*.

ÉVALUATION DES DEUX MODÈLES DE RÉPONDANCE COMMUNAUTAIRE

Nous identifions des agents facilitateurs au modèle de ré pondance communautaire, tant au niveau de l'administration, des programmes ou encore de l'équipe *Organisation communautaire*.

L'ADMINISTRATION

- L'élaboration récente et concertée de la mission spécifique du CLSC ainsi que des principes d'intervention, dont ceux de l'équipe *Organisation communautaire*, ont permis l'émergence de ce modèle. En effet, le CLSC, pour la première fois, se donnait des principes d'action conducteurs.

- L'administration a reconnu et s'est engagée à l'implication des travailleurs dans des projets communautaires: 20% de travail communautaire par programme.
- L'administration a également entériné:
 - le modèle et le processus d'actualisation de la ré pondance communautaire;
 - la participation d'un travailleur par programme une fois aux trois mois (4 fois/an);
 - sa propre participation au comité d'action communautaire une fois aux trois mois (4 fois/ans).
- Un suivi et un support constant des coordinations dans leur programme respectif sont plus que souhaitables afin de susciter la mobilisation interprogrammes.

Nous pouvons résumer en affirmant qu'une Direction générale procommunautaire est nécessaire afin de soutenir un tel modèle, tant au niveau du concept que de l'application.

LES PROGRAMMES

- Plusieurs programmes avaient déjà des expériences de projets communautaires avant même la création de l'équipe *Organisation communautaire*. Il est également souhaitable que des mandats communautaires soient identifiés pour chaque équipe ou programme.
- Tous les programmes ont adhéré à ce modèle de concertation interne puisqu'il s'agissait d'appui supplémentaire aux équipes de travail.
- Il est important que le mandat de délégation du répondant communautaire par programme ait bien été saisi.

- Le mandat de la ré pondance communautaire ne doit pas être perçu et vécu par les travailleurs comme un surmandat.
- Ce lieu de concertation doit favoriser des apprentissages au niveau de la pratique communautaire: langage, façons de faire, dimension du temps et des résultats différents, etc.

L'ORGANISATION COMMUNAUTAIRE

- La création d'une nouvelle équipe d'organisation communautaire multicientèle a sans nul doute été un aspect novateur et mobilisateur au CLSC, facilitant l'application de ce modèle.
- Le service d'organisation communautaire n'a pas été attitré spécifiquement à des programmes mais a été créé en équipe multicientèle.
- Un plan d'action triennal a permis d'avoir une vue d'ensemble des actions priorisées par l'équipe *Organisation communautaire* à partir des besoins identifiés par la consultation de la population.
- La cohésion au sein de l'équipe communautaire est nécessaire afin de rendre efficace une telle structure.

Nous constatons de plus qu'à l'usage:

- c'est une formule qui ne peut s'appliquer comme un modèle unique. Il faut, en effet, tenir compte:
 - du contexte interne entourant la mise en place de ce modèle;
 - de la compréhension et du support accordés par l'administration;
 - de la compréhension et du support accordés par les travailleurs;

- de la culture de concertation interne;
- des processus décisionnels du CLSC ou centre de santé;
- c'est un modèle dérangeant par rapport à:
 - la pratique individuelle;
 - la culture organisationnelle par programme des CLSC;
 - la concertation habituelle au sein des CLSC, c'est-à-dire habituellement peu de concertation interprogrammes;
 - la compétitivité professionnelle:
 - ◊ entre travailleurs;
 - ◊ entre coordinations;
 - ◊ interprogrammes.

Au cours de l'élaboration de ce modèle, nous sommes partis de l'évidence que tous avaient un minimum de connaissances sur l'action communautaire. Ce faisant, nous avons minimisé l'aspect sensibilisation et éducation aux processus d'action communautaire. Or, il y a aussi de l'organisation communautaire à faire à l'interne. Nous avons des alliances à créer autant à l'interne qu'à l'externe.

L'équipe *Organisation communautaire*, nouvellement créée, s'était dotée de plusieurs outils de travail et était déjà impliquée dans plusieurs lieux «dits de pouvoir»: CA, conseil multidisciplinaire, comité santé et sécurité au travail... Les autres travailleurs ont donc la perception que les organisateurs communautaires cherchent du pouvoir pour eux-mêmes. Nous avons élucidé le rôle des organisateurs communautaires à travers des exemples de projets: informer, influencer, sensibiliser, transformer pour les autres... et soi-même.

De plus, l'équipe *Organisation communautaire* était et est organisée et mobilisée dans ses nouvelles fonctions alors que les programmes étaient plutôt en réorganisation avec la réforme: nouveaux mandats et arrivée de personnel. Les priorités n'étaient donc pas les mêmes.

QU'EN EST-IL DE NOTRE IDENTITÉ?

Ne pas perdre son identité d'intervenant communautaire signifie:

- qu'on se doit de montrer et d'expliquer le travail que l'on effectue afin de ne pas s'isoler soi-même;
- qu'on doit remettre en question nos pratiques, être capable de se repositionner;
- qu'on ne partage pas nécessairement la vision répandue qu'ouvrir notre pratique aux autres signifie perdre notre spécifique, voire nos jobs!;
- qu'on croit en ce qu'on fait, qu'on est engagé dans notre travail;
- qu'on assume le pouvoir lié à nos pratiques: lieux de pouvoir, fonctions, rôles, agent de changement;
- qu'on assume des positionnements différents tels: je fais avec, je fais pour, je fais faire, je fais contre et je ne fais rien (donc je fais aussi!);
- qu'on doit se lier aux autres, avec les autres pour mieux se distinguer;
- qu'on cherche à se rapprocher pour mieux prendre de la distance;
- qu'on doit s'identifier — valeurs, points de vue, pratique différente; s'ouvrir à la différence et pas nécessairement à la comparaison constante;
- *qu'on n'a pas peur de faire nos jobs!*

CONCLUSION

Alors que notre plan d'action et nos objectifs quant à la ré pondance communautaire étaient prévus sur trois ans, nous avons perdu de

vue le long terme et nous avons voulu réaliser tous les objectifs de la ré pondance en un an. C'est ainsi que nous avons minimisé l'importance de l'aspect éducatif à l'action communautaire. La dimension du temps prend tout son sens au cours de démarches concertées. Autrement, les résistances, méconnaissances et incompréhensions durcissent les processus de prise de décision.

L'intérêt à la formule des répondants communautaires peut avoir plusieurs variables. L'intérêt sera modulé en fonction soit des individus, soit de l'ensemble d'un programme et d'une équipe, soit des coordinations et particulièrement de la position de la Direction générale. L'intérêt peut également dépendre d'un contexte extérieur, tel l'impact à l'interne du virage ambulatoire.

Alors même que nous tentons de consolider la formule des répondants communautaires, de sensibiliser l'interne aux pratiques d'action communautaire et de travailler à l'élargissement de nos pratiques dans le milieu, un certain communautaire est en voie de perdre du terrain. En effet, avec la réforme, les compressions budgétaires, l'augmentation des services curatifs, nous nous orientons de plus en plus vers un communautaire de services, vers des résultats concrets et rapides... On priorise de moins en moins le développement local et la prévention.

Dans ce contexte, nous considérons encore plus nécessaire la formule des répondants communautaires au sein de notre CLSC pour les motifs suivants:

- faire de la concertation communautaire interprogrammes un contrepoids à la pratique par programme: approche cloisonnée et intouchable, hermétisme des programmes, etc.;
- continuer de résister aux tendances des pratiques professionnelles (incluant la nôtre): spécialisation, individualisation, psychologisation, médicalisation, etc.;
- mieux contrer l'isolement de l'action communautaire au sein du CLSC: «la résistance pacifique et constante d'irréductibles du petit village gaulois»;

- maintenir le seul lieu de concertation encore debout au CLSC;
- déranger les pratiques individuelles et promouvoir les pratiques collectives;
- poursuivre l'actualisation d'une approche démocratique consultative;
- promouvoir l'action communautaire: sensibilisation, information, formation, partenariat, développement local, etc.

SECTION 3

RENFORCEMENT DE NOS ALLIANCES POUR CONTRER LA PAUVRETÉ

LES ALTERNATIVES DU DÉPANNAGE ALIMENTAIRE AU DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Jean PANET-RAYMOND
Jennifer BEEMAN
Université de Montréal

LA PROBLÉMATIQUE ET LE CONTEXTE SOCIOPOLITIQUE

Dans un pays riche, grand exportateur de produits agricoles, où la quantité, la qualité et la diversité de nourriture disponible est hors pair, il est difficile de concevoir l'existence et la croissance du problème de la faim. Cette contradiction vient du fait que le problème de la faim au Canada n'a rien à voir avec la disponibilité de nourriture. Sa source se retrouve dans le manque d'argent pour acheter cette nourriture parmi une proportion croissante de notre population.

Au Canada, en 1994, 16,6% de la population vit sous le taux de la pauvreté. Or, ce taux est de 19,1% pour les enfants et il est en hausse depuis 1989. Ce phénomène s'explique en grande partie par la pauvreté des parents et plus particulièrement par l'existence de familles monoparentales dont la plupart sont dirigées par des femmes. Par conséquent, l'appauvrissement des familles engendre celui des enfants. De plus, on voit une augmentation de la pauvreté chez les personnes seules et particulièrement chez les jeunes de moins de 25 ans.

La situation économique et sociale empire depuis plus d'une décennie sans aucun indice d'amélioration prochaine. À Montréal, on vit une conjoncture économique et sociale marquée par un taux de décrochage scolaire de plus de 40%, une forte concentration des populations nouvellement arrivées, des industries basées sur une main-d'oeuvre moins instruite en pleine décroissance, des populations qui vivent de l'aide sociale depuis plusieurs générations en

même temps qu'on attend des réductions importantes aux régimes d'assurance-chômage et d'aide sociale.

À cette situation de pauvreté s'ajoute un contexte politique marqué par le néo-libéralisme. Les politiques de sécurité sociale, et notamment l'assurance-chômage et la sécurité du revenu, deviennent de plus en plus restrictives et de moins en moins généreuses. La philosophie du *workfare* s'impose dans un contexte où l'emploi est restreint. Devant l'augmentation du chômage, les gouvernements tentent d'imposer des conditions irréalistes et punitives à l'obtention de prestations sociales. Les programmes de développement de l'employabilité imposés aux prestataires ne répondent pas aux besoins et ne débouchent pas sur des emplois. Les mesures ne favorisent donc pas l'insertion socioprofessionnelle, mais elles contribuent au découragement des prestataires et à leur exclusion.

À Montréal, le problème prend une ampleur alarmante, surtout dans certains quartiers où la détérioration des conditions de vie augmente continuellement. Lorsqu'un quartier s'appauvrit, l'alimentation devient encore plus difficile pour sa population qui voit disparaître ses supermarchés et ses magasins d'alimentation pour être remplacés par des petits commerces qui maintiennent des prix élevés. Ces derniers offrent des aliments plus chers, de qualité médiocre, et très peu de fruits et légumes. En plus, dans plusieurs quartiers, un système de crédit, offert par les petits commerces à leur clientèle à condition qu'elle ne magasine pas ailleurs, devient de plus en plus répandu.

D'ailleurs, lorsque les conditions matérielles et personnelles se détériorent, souvent les personnes n'ont ni l'équipement (réfrigérateurs avec congélateurs, poêle et four qui fonctionnent), ni la motivation, ni l'argent nécessaire pour cuisiner. Un sondage dans un de ces quartiers a révélé que 83% des répondants ont affirmé que, dans leur entourage, des gens ont faim et 68% ont dit connaître eux-mêmes des fins de mois difficiles pour la nourriture (Carrefour d'éducation populaire de Pointe Saint-Charles, 1993).

LE DÉVELOPPEMENT DES BANQUES ALIMENTAIRES

Pour répondre à ces problèmes de plus en plus criants, des banques alimentaires et des services de dépannage alimentaire ont été mis sur pied. Depuis le début des années 80, nous assistons à l'institutionnalisation de ces organismes malgré leur dénonciation de la situation dans laquelle ils travaillent. Ainsi, Moisson Montréal, mis sur pied en 1984 dans un sous-sol d'église, voit aujourd'hui transiger entre les murs de son grand entrepôt 25 tonnes de nourriture par jour. Le nombre d'organismes usagers dépassera bientôt 200. Au Québec, il y a plus de 12 banques alimentaires dans presque toutes les régions.

L'explosion des organismes de dépannage alimentaire et la multiplication des banques alimentaires sont une réponse spontanée aux besoins immédiats. Cependant, le «succès» des banques vient justifier et légitimer l'idéologie néo-libérale qui prône le retrait de l'État, la diminution des mesures sociales et l'implication des citoyens et des communautés locales. C'est un retour à une vision plus charitable et individualiste de la pauvreté qui veut remplacer la notion de responsabilité collective et sociale incarnée par l'État-providence.

Après plus de dix ans d'expérience dans le dépannage alimentaire, des intervenants de certains organismes communautaires, y compris Moisson Montréal, commencent à s'inquiéter des «effets pervers» créés par le simple dépannage d'aliments. Le plus inquiétant et inacceptable de ces effets est la dépendance engendrée à deux niveaux: la dépendance de l'individu bénéficiaire envers l'organisme dépanneur et la dépendance des organismes dépanneurs à l'égard de Moisson Montréal.

Au niveau de la dépendance des bénéficiaires, une recherche interne de Moisson Montréal a déjà diagnostiqué le problème. Nous savons que les bénéficiaires des comptoirs alimentaires sont en majorité des personnes peu scolarisées, avec peu ou aucune expérience de travail et souvent démunies sur les plans affectif, intellectuel ou sur celui de la santé mentale ou physique. Le manque de nourriture n'est que le symptôme du problème.

De plus, plusieurs comptoirs alimentaires n'ont aucune perspective éducative sur le plan alimentaire ou sur un autre plan et n'encouragent pas les bénéficiaires à se prendre en main. Au contraire, en offrant un dépannage alimentaire régulier et gratuit, sans aucune contribution, aucun échange ou aucune implication de la part des bénéficiaires, ceux-ci reçoivent le message qu'il ne vaut pas la peine qu'on fasse plus. À court terme, ils se sentiront frustrés et humiliés; à long terme, ils seront habitués, et on aura contribué à les déresponsabiliser davantage face à la responsabilité première: celle de s'assumer soi-même (Lévesque, L., 1992, p. 30).

Au niveau de la dépendance des organismes bénéficiaires envers Moisson Montréal, certains intervenants ont remarqué que peu d'organismes avec des services de dépannage alimentaire essaient de développer des réseaux d'entraide locaux ni pour leur propre approvisionnement ni pour des services adaptés aux bénéficiaires. Trop souvent, il est plus facile d'être approvisionné seulement par Moisson Montréal et ne pas innover dans les services offerts à la clientèle. Cependant, il y a un certain nombre d'organismes communautaires qui refusent à la fois de recevoir des aliments des banques et de redistribuer de la nourriture sous forme de dépannage. Ils ont accepté une rupture avec les façons de faire afin de développer des alternatives au dépannage.

Manque de ressources, manque de connaissance des alternatives ou simplement manque de volonté, quelle que soit l'origine de l'inaction des services de dépannage, dans le contexte économique et social actuel, les Moissons se doivent de réagir. La Fédération des Moissons a lancé un appel aux universitaires en leur demandant d'aider à développer «une base solide sur la connaissance des faits [...] qui s'arrime à des projets d'actions à long terme et ne dorment pas sur les tablettes» (Fédération des Moissons du Québec, 1994, p. 9).

Les préoccupations de la Fédération des Moissons du Québec s'inscrivent étroitement dans la problématique de la dépendance à la fois des individus et des organismes. Dans cette perspective, la Fédération voit comme une priorité l'établissement d'un réseau d'échanges permettant de regrouper à la fois les questionnements des Moissons, leurs actions de recherche et leurs expériences.

D'ailleurs, ces actions doivent s'associer à celles des chercheurs. Le besoin de concertation des acteurs jusqu'ici dispersés dans différents groupes, différents quartiers et différents secteurs (communautaire, religieux, universitaire, réseau de services sociaux) est de première importance. Seulement avec une telle concertation, un projet de formation sur les alternatives au dépannage alimentaire peut-il réussir à porter fruit auprès des organismes communautaires. Une telle initiative demanderait des pratiques d'entraide parmi les groupes communautaires qui n'ont pas été développées jusqu'ici.

Dans le contexte économique et social actuel du Québec, des mesures d'aide alimentaire proactives sont devenues primordiales. C'est pour encourager, stimuler et aider les organismes dans leurs démarches de développement des alternatives au dépannage qu'un projet de recherche-action-formation a été monté.

LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT

Avec l'ampleur du problème de la faim et des ressources qui se font de plus en plus inaccessibles (à cause d'une redistribution inéquitable plus qu'à cause d'une rareté de ressources, faut-il le préciser), il y a unanimité sur les dangers de perpétuer une dépendance à l'égard du dépannage alimentaire ou autre. Il est donc impérieux de trouver des moyens qui stimulent l'imagination et le développement de l'autonomie, tant individuelle que collective. Tous les organismes communautaires et les dirigeants politiques le crient depuis un certain temps. Il faut mettre l'imagination au pouvoir et faire connaître les réalisations créatives et stimulantes. La mission des Moissons est de récupérer et de recycler le gaspillage alimentaire. À mesure que la technologie permet de limiter ce gaspillage, la mission se déplace vers l'objectif de dépanner ceux et celles qui ont faim. Le dépannage ne doit pas devenir un système ni un mode de vie. Les alternatives favorisant le développement communautaire et individuel sont une façon d'y remédier.

L'objectif général du projet est l'intégration sociale et l'autonomie des personnes. Cependant, la banque alimentaire ne veut pas couper ou pénaliser la clientèle parce que les organismes déjà desservis ne favorisent pas cet objectif. Toute action menée doit donc être inci-

tative et stimulante à l'égard des organismes locaux. Les objectifs s'appuient sur les conclusions des enquêtes réalisées pour Moisson Montréal, Moisson Québec et la Fédération des Moissons du Québec, et le constat général d'un besoin de changement.

Les objectifs spécifiques sont:

- fournir de la formation sur les alternatives à la dépendance au dépannage alimentaire et le développement communautaire aux bénévoles et permanents des organismes desservis par Moisson;
- offrir de l'expertise en développement communautaire en soutenant des organismes dans leur transformation du dépannage au développement;
- favoriser la concertation et les réseaux d'échange entre les organismes, les ressources identifiées et Moisson.

Les moyens spécifiques sont:

- vérifier auprès des organismes desservis par Moisson les limites, contraintes ou échecs dans la tentative de dépasser le dépannage;
- vérifier les volontés, les ressources environnantes connues et inconnues, la connaissance des alternatives des organismes;
- identifier et répertorier les illustrations de groupes dans les régions de Montréal et Québec qui favorisent l'insertion sociale et le développement de l'autonomie individuelle et collective;
- rédiger avec les organismes ces illustrations suivant un plan qui fait ressortir les réalisations et le processus pour y arriver;
- produire, diffuser et promouvoir des fiches d'illustrations;

- assurer les suites de la promotion par des rencontres de formation avec les organismes;
- mettre en place des réseaux de soutien mutuel (parrainage) entre organismes et ressources locales et régionales;
- soutenir les initiatives de développement communautaire.

QUELQUES ALTERNATIVES

Parmi les alternatives qui ressortent déjà de l'observation des pratiques qui se développent, on peut souligner les cuisines collectives, les jardins communautaires, les magasins communautaires dont la formule des «Magasins Partage», les clubs d'achat, les cercles d'emprunt. Sans entrer dans les détails, on peut faire ressortir un certain nombre de caractéristiques dans ces projets.

D'abord, ils relèvent de la volonté exprimée directement par les personnes touchées par la pauvreté et la faim. Ces initiatives sont généralement de très petite taille et fortement enracinées dans un voisinage ou un quartier. C'est un geste parfois de colère, parfois d'affirmation de soi, parfois de fierté et de dignité mais toujours d'espoir de s'en sortir. Ces projets regroupent des personnes qui vivent dans la pauvreté mais qui ont un certain potentiel valorisé par leur environnement immédiat et les intervenants sociaux. Ces personnes ont généralement ressenti l'humiliation de la pauvreté et de la charité et c'est ce ressentiment qui est une source de motivation importante. Donc, la structure d'accueil est très chaleureuse et stimulante et favorise l'implication active des usagers. D'ailleurs, ces groupes parlent moins d'usagers que de «participants». De plus, ces organismes ont souvent développé une «culture de participation» qui se traduit par des structures d'accueil et de participation allant de comités de travail aux comités des usagers. Plusieurs «usagers» se retrouvent sur les conseils d'administration où on leur réserve des places sans pour autant faire du paternalisme. La participation a presque pour corollaire des structures démocratiques ouvertes. Ces projets comportent habituellement une dimension d'éducation populaire qui vise à développer une conscience critique à l'égard de l'environnement socio-économique, politique et culturel, favorisant

ainsi l'appropriation de son autonomie individuelle et collective. Les projets visent tous une mise en commun collective de ressources et suivent souvent un processus d'*empowerment*, c'est-à-dire le développement d'habiletés personnelles et l'appropriation de pouvoir menant à la capacité de choisir, de décider et d'agir (Ninacs, 1996).

Enfin, ces projets, malgré leur origine axée sur le local, tentent de s'ouvrir sur des concertations et des réseaux locaux, régionaux et nationaux, et même internationaux (comme les cuisines collectives qui ont des liens privilégiés avec le Pérou). En fait, plusieurs groupes tirent justement leur oxygène et leur réflexion critique de cette ouverture sur l'extérieur. Au-delà des alternatives axées sur le développement communautaire, on doit noter que plusieurs groupes débouchent aussi sur le terrain de l'action sociopolitique par la défense des droits et les pressions publiques sur les gouvernements. On pense notamment aux luttes pour l'amélioration des programmes de sécurité du revenu, de formation professionnelle, de logement public. Ces actions deviennent une extension des luttes contre la faim au quotidien et visent de meilleures conditions de vie.

On voit donc apparaître de plus en plus d'alternatives mal connues ou qui paraissent inaccessibles à des personnes opprimées par la faim et la pauvreté. Le défi pour les intervenantes et intervenants communautaires est de soutenir et même de susciter, là où c'est nécessaire, ces nouvelles initiatives.

LES ALLIANCES AVEC LES INTERVENANTS COMMUNAUTAIRES

Cette volonté est soutenue par des intervenants d'autres organismes communautaires, de corporations de développement économique communautaire (CDEC), de CLSC, d'universités et de communautés religieuses qui jouent des rôles de soutien technique et d'animation. En général, les intervenants communautaires de CLSC sont très présents dans ces projets, au moins au début de la mise sur pied. Leur rôle de soutien technique et de formation contribue particulièrement à l'ouverture des groupes sur d'autres organismes et d'autres problématiques qui sont reliées. Par contre, les alliances avec les universitaires sont plus rares et difficiles. Les préjugés,

parfois fondés, à l'égard des universitaires «décrochés de la réalité» et opportunistes, qui «utilisent le terrain pour en tirer du jus», l'absence de contrôle, l'absence de retombées précises et des expériences antérieures qui ont été malheureuses n'aident pas à développer des collaborations fructueuses et nombreuses entre les intervenants et les chercheurs. Il reste encore beaucoup de chemin à faire avant de voir de véritables partenariats de recherche entre intervenants communautaires et universitaires, mais les ouvertures et les collaborations de diverses natures augurent bien.

RÉFÉRENCES

- ACTION-ALIMENTATION (1993). *L'alimentation... on joue sa santé*, Montréal: Carrefour d'éducation populaire de Pointe Saint-Charles, 32 p.
- CONSEIL CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL (1992). *Appauvrissement des jeunes familles québécoises: l'urgence d'agir!*, Montréal, 46 p.
- CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL (1996). *Profil de pauvreté, 1994*, Ottawa, gouvernement du Canada.
- CONSEIL SCOLAIRE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL (1992). *Problèmes nutritionnels et performance scolaire en milieux défavorisés*, Montréal, 55 p.
- DENIGER, M.-A. (1992). *Le b.s.: mythes et réalités*, Montréal: Conseil canadien de développement social, 63 p.
- FÉDÉRATION DES MOISSONS DU QUÉBEC (1994). *Rapport sur le développement d'un partenariat au plan provincial sur la problématique concernant le dépannage alimentaire*, Québec, 35 p.
- KALINA, L. et J. LEDUC GAUVIN (1995). *Ensemble pour mieux manger – Guide d'action communautaire contre la faim*, Montréal: Table de concertation sur la faim du Montréal métropolitain, 77 p.
- LÉVESQUE, L. (1992). *Les organismes communautaires desservis par Moisson Montréal*, Montréal, 47 p.
- MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (1991). *Un Québec fou de ses enfants*, Québec: Direction des communications.

- MORIN, C. (1987). *L'intervention avec et auprès des parents en milieux économiquement faibles*, Montréal, Commission des écoles catholiques de Montréal, Services des études: Opération Renouveau.
- NINACS, W. (1996). *Empowerment et service social*. Communication au colloque de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, section travail social, Chicoutimi, 25 mai.
- CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL (1996). *Profil de la pauvreté, 1994*, gouvernement du Canada, rapport.

PARTENARIAT SUR LA PROBLÉMATIQUE DE L'AIDE ALIMENTAIRE

Claire LAPOINTE
Fédération des Moissons du Québec

La Fédération est le regroupement des banques alimentaires du Québec qui ont choisi d'opérer sous le nom de Moisson, d'adopter un code d'éthique commun pour la distribution et la cueillette de nourriture, de participer aux échanges provinciaux, que ce soit pour la nourriture, l'information, les trucs et aussi de promouvoir des projets de sensibilisation sur la faim et la pauvreté. Douze banques alimentaires sont actuellement reconnues par la FMQ. Celles-ci recueillent les surplus de l'industrie agro-alimentaire et les redistribuent gratuitement aux organismes communautaires dispensant de l'aide alimentaire sous toutes les formes qu'elle peut prendre. Elles soutiennent également de nombreux centres d'accueil, centres de femmes, etc., afin que les économies réalisées leur permettent de varier leur menu ou encore d'améliorer leurs services. Les Moissons sont donc au service de 900 organismes communautaires, pour lesquels elles sollicitent des dons.

Les banques alimentaires sont relativement récentes au Québec. Moisson Montréal a ouvert ses portes en 1984, trois ans après la première banque canadienne d'Edmonton, en Alberta. Québec suit en 1987 et aujourd'hui, 12 Moissons desservent la population des principaux centres urbains québécois. La croissance est exemplaire et les résultats sont spectaculaires. L'organisation et la gestion matérielles sont efficaces: le système a été rodé depuis des années aux États-Unis et au Canada.

L'arrivée de ces banques est opportune; les «crises» économiques se succèdent depuis le premier choc pétrolier de 1973: inflation galopante des années 70, second choc pétrolier de 1979, crise cyclique de 1982-1983 suivie de la restructuration de 1990-1991 et des effets de la globalisation des marchés. Les victimes de ces soubresauts de l'économie sont nombreuses. Aux États-Unis, le pourcentage de

personnes vivant sous le seuil de pauvreté passe de 11,4% en 1978 à 15,2% en 1983 pour redescendre à 13,1% en 1988 (Senauer, 1991). Au Canada et au Québec, les chiffres suivent sensiblement les mêmes fluctuations.

Les Moissons sont devenues des organismes bien placés pour mesurer l'étendue et l'aggravation du problème économique. Leur souplesse leur permet de déceler rapidement des problèmes sociaux que les instances administratives, plus grandes et plus lourdes, sont lentes à prendre en charge. Elles sont ainsi devenues des interlocutrices pertinentes dans les débats sur l'appauvrissement de la société. Cette pertinence est de deux ordres: à la fois quantitatif pour évaluer l'ampleur des besoins et qualitatif en ce qui a trait au rôle particulier des banques, qui se situe entre celui du pompier qui répond à des urgences et celui d'une centrale de bienfaisance qui distribue des «largesses».

Notre société met beaucoup l'accent sur le manque de denrées alimentaires, car celui-ci est effectivement aberrant dans une société de consommation où l'alimentation représente moins du cinquième des dépenses de consommation (19,7% en 1990 alors qu'en 1959, ce chiffre était de 30,2% [Rouffignat, 1994]). Malgré leur mission première consacrée à la cueillette et la redistribution de denrées, les Moissons considèrent anormal qu'en 1996, des milliers de personnes soient confrontées à un manque de nourriture pour elles et leurs enfants et que cette situation, loin de s'améliorer, empire! Elles doivent affronter cette contradiction de la société de consommation de masse à laquelle une partie de la population n'est pas conviée.

Cette dichotomie suscite de nombreuses questions aux Moissons et, afin d'essayer d'y répondre, la Fédération a reçu le mandat de développer un partenariat avec des chercheuses et des chercheurs dans différentes disciplines. Il a pour objectif de cerner avec plus de précision la problématique de l'aide alimentaire dans notre société et de fournir aux organismes communautaires des instruments tant théoriques que pratiques leur permettant d'assumer leur rôle avec efficacité et de façon responsable. Lorsque nous parlons d'efficacité dans ce document, notons qu'il s'agit d'optimiser l'aide alimentaire afin qu'elle devienne un levier de développement social où les

usagers pourront briser la situation d'isolement ou de pauvreté dans laquelle ils se trouvent.

Comme la question alimentaire est multidisciplinaire et qu'elle concerne autant les aspects biologiques de l'individu que le contexte social, économique et politique (Trémolières, 1977), nous avons contacté des personnes oeuvrant dans différentes disciplines ainsi qu'au ministère de la Santé et des Services sociaux afin de susciter leur intérêt pour cette cause. Il y a eu d'abord quatre rencontres sur une période de six mois avec des thèmes précis afin de dégager les grands axes sur lesquels il importait d'abord de travailler et aussi de cerner ce qui appartenait au domaine de la recherche et à celui des politiques internes de la Fédération des Moissons. Cette dernière désire susciter une réflexion sur la place qu'elle occupe dans l'ensemble des besoins des personnes démunies, partager sur ses perceptions et les pratiques différentes concernant la problématique de l'aide alimentaire.

Les Moissons ont besoin de l'aide des milieux académiques afin de colliger l'information qu'elles recueillent, de la traiter et de se donner une base solide sur la connaissance des faits. Les banques occupent une place stratégique entre les organismes communautaires et les milieux gouvernementaux, preneurs de décisions et bailleurs de fonds. La Fédération désire que cette connaissance s'arrime à des projets d'action à long terme. Contrairement à nos voisins américains, elle refuse d'accepter de vivre avec la pauvreté et espère un jour voir cette indigence cesser.

Quelles sont les relations entre l'aide alimentaire et la pauvreté? Comment doit-on considérer les différents types d'aide alimentaire? Devons-nous parler des aides alimentaires et des pauvretés ou de l'aide alimentaire avec un grand «A»? Quelle place doit occuper l'aide alimentaire dans la lutte contre la pauvreté? Est-ce un appoint économique, social, politique?

On constate trois niveaux d'état d'esprit dans le cheminement des utilisateurs de l'aide alimentaire: le seuil de pauvreté proprement dit, en dessous duquel se situe le seuil de dignité et, pour terminer, on atteint le point de non-retour, où la pudeur et la fierté n'existent plus. Il y a une certaine catégorie de gens qui utilisent les services une fois

passé le seuil de dignité, quand ils n'ont plus d'estime d'eux-mêmes. En réponse à une société qui les a marginalisés et rejetés, ils répondent par le rejet et le décrochage social. Se développe ensuite la mentalité du droit acquis, non seulement envers l'aide alimentaire mais envers tout ce qu'il est possible d'aller chercher.

Le seuil de dignité et de non-retour semble être l'aboutissement d'une histoire faite d'absence d'échanges réciproques auxquels auraient participé ces personnes et qui leur auraient conféré un statut social. D'où le caractère problématique d'une distribution alimentaire unilatérale, sans réciprocité sous une forme ou une autre, qui viendrait relativiser cette relation inégalitaire menant au droit acquis, à la dépendance. Nous devons être prudents avec ce terme puisque les humains sont fondamentalement interdépendants et que l'aide alimentaire permet de briser l'isolement des personnes démunies.

Les gens démunis vivent en milieu défavorisé et développent des stratégies de débrouillardise pour obtenir ce dont ils ont besoin. On appelle ça le système «D» dans le milieu communautaire. Pour le gouvernement, il s'agit de fraude et, pour d'autres, d'écologie du bien-être. Nous avons donc à réfléchir sur comment les usagers parviennent à obtenir cette ressource que constitue l'aide alimentaire, du point de vue de leur stratégie et comme individus agissants.

L'aide alimentaire n'est que la pointe de l'iceberg, car avant d'en arriver là, il y a déjà eu utilisation des services sociaux et des services de santé. En retardant un mouvement de révolte, puisque nous nourrissons les gens, devenons-nous complices ou une cause de la pauvreté? Comment pouvons-nous retourner vers les communautés locales, là où les gens peuvent reprendre du pouvoir sur ce qu'ils deviennent? L'aide alimentaire peut servir d'appât si on espère passer à autre chose après, cet espoir en justifie l'existence.

La définition de la mission des Moissons nécessite une grande réflexion. Quel est leur rôle? Doivent-elles offrir d'autres services, cibler leur clientèle, sélectionner? On définit une banque comme un organisme en quête des surplus alimentaires qu'il redistribue gratuitement vers d'autres organismes communautaires nourrissant les démunis et évitant un gaspillage inutile. Cependant, les Moissons veulent aller plus loin et lutter contre la pauvreté à la base, mais

comment? Et comment donner des orientations sans les imposer? Est-ce que les Moissons peuvent exiger un genre de pratique aux dépôts de nourriture? L'accréditation des organismes auprès des banques représente sûrement le premier pouvoir qu'elles détiennent afin d'influencer les pratiques, mais qu'ont-elles à offrir à un organisme sans ressources pour qu'il améliore ses interventions?

Depuis l'arrivée des banques alimentaires dans le réseau communautaire, on constate de nouveaux besoins et de nouvelles tendances, d'où l'importance pour les Moissons de se donner une direction. Par ailleurs, on constate un essoufflement chez les organismes face aux demandes grandissantes du système qui font éclater leurs structures. Ils souffrent aussi d'un problème chronique de sous-financement que les nouvelles politiques du gouvernement sont loin d'éliminer (clientélisme-territoire), quand elles ne les détournent pas carrément de leur mission d'origine.

L'aide alimentaire provoque des changements chez les organismes; lesquels et à quels niveaux? On sait que certains organismes offrent le service de dépannage pour se maintenir en vie, pour conserver leur clientèle. Enfin, des organismes pratiquent le don sans tenter d'aider les gens à aller vers l'autonomie, sans essayer de briser le cercle de la pauvreté, alors que l'éducation et la communication devraient être une priorité. Les banques doivent-elles dire oui à n'importe quel organisme?

Les banques ont un regard privilégié sur ce qui se passe dans le milieu communautaire et détiennent «une carotte» leur permettant de prendre le «leadership» d'une transformation, d'un resserrement des liens entre les intervenants du dépannage alimentaire. Mais comment lier ce geste d'aide à l'intégration sociale et économique de l'utilisateur? Peut-on imposer ou doit-on respecter le rythme de chacun? L'aide alimentaire ne constitue qu'une fraction des activités d'un groupe...

Il faut miser sur ce qui existe déjà, profiter des expériences vécues, des succès comme des échecs. Gagnerions-nous à sélectionner les organismes et si oui, sur quelle base? Chose certaine, les actions à privilégier devraient être axées sur l'éducation, l'acquisition de l'autonomie et la responsabilisation.

Face à la conjoncture actuelle, elles devront développer des objectifs propres à elles afin de mieux résister aux politiques gouvernementales, établir un maillage personnel visant l'éducation et des changements durables dans les comportements. Quel serait le maillage optimal entre les organismes, les individus et le réseau d'aide? L'espoir réside dans le fait que tous les intervenants sont de plus en plus unanimes: l'aide alimentaire doit servir de tremplin vers l'autonomie et la réintégration sociale ou économique et dépasser le seul geste charitable, sans ouverture vers l'avenir. D'où la nécessité de bâtir des alliances à plusieurs niveaux afin de promouvoir, sur des bases solides, une éthique de l'aide alimentaire.

RÉFÉRENCES

- ROUFFIGNAT, Joël (1994). *Food Banks, Community Services and the Agri-food System*, congrès de l'Association of American Geographers, San Francisco, mars.
- SENAUER, B., E. ASP et J. KINSEY (1991). *Food Trends and the Changing Consumer*, Saint-Paul, Minnesota, Eagan Press, 385 p.
- TRÉMOLIÈRES, J, Y. SERVILLE et R. JACQUOT (1975). *Manuel élémentaire d'alimentation humaine*, 7^e édition, Paris, les éditions ESF.

S'ALLIER AUX PLUS PAUVRES POUR VAINCRE L'EXCLUSION

Marcel BEAUREGARD
CLSC d'Autray

LE MOUVEMENT ATD QUART-MONDE

Dans les pays riches comme dans les pays sous-développés, des familles, des personnes vivant en situation de grande pauvreté font face au rejet social, à l'exclusion, comme si on voulait bien leur signifier qu'elles sont les seules responsables de leurs problèmes. Pourtant, ces familles, ces personnes qui forment ce qu'on appelle le quart-monde se battent jour après jour pour s'en sortir, mais avec de trop faibles moyens et dans des systèmes économiques de plus en plus exigeants, compétitifs et fermés à ceux qui performant moins.

En 1957, le père Joseph Wrésinski, né lui-même dans une famille très pauvre, fonde, avec les habitants d'un bidonville près de Paris, l'association ATD (Aide à toute détresse) Quart-Monde, qui devient rapidement un mouvement international des droits de la personne et de la famille. Une des premières actions a été de remplacer la soupe populaire par des moyens d'accès au savoir: bibliothèque, maternelles, ateliers. Le mouvement dénonce la misère comme une violation des droits humains. Il travaille à la recherche de solutions durables avec les plus pauvres.

Quarante ans plus tard, le mouvement ATD Quart-Monde peut compter sur le support de 100 000 sympathisants dans plus de 120 pays et sur l'engagement de 350 volontaires permanents qui partagent la vie des plus pauvres dans 55 projets de lutte contre la pauvreté dans 28 pays d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale, d'Europe, d'Asie et d'Afrique.

Au Québec, ATD Quart-Monde compte 2 000 sympathisants et 300 membres actifs qui se mobilisent dans leur milieu pour combattre les préjugés et créer des solidarités avec les plus exclus. Il est

en lien avec une centaine de groupes communautaires et organismes de toutes les régions.

La Maison Quart-Monde, basée à Montréal, est un lieu de rencontre, de réflexion et de formation pour tous ceux et celles qui essaient de rejoindre les plus pauvres et de soutenir leur participation à la vie des communautés. Elle dispose d'un centre de documentation ouvert à tous qui publie chaque mois une revue de presse sur la pauvreté et les droits humains. Des stages sont organisés pour accueillir de nouveaux volontaires qui veulent s'engager dans la durée.

Cette maison est aussi le siège du «Comité pour le 17 octobre» (journée mondiale pour l'élimination de la pauvreté) qui rejoint 120 organismes populaires, religieux, de coopération internationale et de défense des droits de la personne.

En faisant de la participation des plus pauvres aux niveaux local, régional, national ou même international un objectif prioritaire de son action, le mouvement ATD Quart-Monde a voulu soutenir comme postulat de base qu'on ne peut vraiment parler de lutte à la pauvreté, de développement pour tous, de respect des droits de la personne si on ne connaît pas le point de vue de ceux qui sont les laissés-pour-compte de nos sociétés, si on ne leur permet pas de s'impliquer dans la recherche de solutions, si on n'en fait pas des partenaires.

Au cours des dernières années, le mouvement ATD Quart-Monde a réuni une somme d'expériences, d'analyses et de propositions concernant la nécessité d'atteindre les plus pauvres et de passer de l'assistance au partenariat:

- le groupe de travail «Atteindre les plus pauvres», créé en 1992, qui regroupe, toutes les six semaines, des intervenants communautaires du Québec mettant en commun leur façon de faire et de réfléchir non pas «pour» les pauvres mais «avec» eux;
- le séminaire «De l'assistance au partenariat», qui a eu lieu à Washington en novembre 1993 et qui réunissait des familles

pauvres, des intervenants sociaux, des fonctionnaires et des chercheurs du Canada et des États-Unis;

- la mobilisation des familles très pauvres pour l'Année internationale de la famille, principalement au sein de groupes communautaires;
- les conclusions du Congrès international des familles du quart monde qui s'est déroulé aux Nations Unies en octobre 1994, avec 37 délégués canadiens des familles les plus pauvres, venant de 11 groupes du Québec et un de l'Ontario.

Plus récemment, soit en avril 1996 à Longueuil, le mouvement ATD Quart-Monde a tenu un colloque ayant pour thème «Avec les personnes exclues, changeons l'avenir» qui a regroupé plus de 200 participants provenant de quelque 80 groupes populaires, organismes ou institutions de toutes les régions du Québec et de la région d'Ottawa, dont 60% de personnes vivant la pauvreté, 35% d'intervenants et 5% de responsables d'organismes, professeurs ou chercheurs à l'université.

Près de 1 500 personnes de toutes les régions ont participé aux rencontres préparatoires à ce rassemblement dont les thèmes d'atelier et le déroulement ont été choisis par les personnes appauvries.

Il pourra sembler surprenant à plusieurs d'apprendre qu'à aucun moment lors de ces rencontres, les personnes pauvres n'ont proposé comme thème la question de la faim et du support alimentaire, quand on connaît la place tenue par cette problématique dans les médias ainsi que chez un grand nombre d'organismes caritatifs et sociaux.

Les thèmes suggérés lors des consultations faisaient plutôt référence au besoin pour les personnes pauvres d'être respectées dans leur dignité, d'avoir pleinement accès pour elles et pour leurs enfants aux outils de la formation et de la connaissance et d'être considérées comme des citoyens à part entière.

Ce paradoxe entre la perception des besoins prioritaires des pauvres telle qu'on la retrouve dans les médias et chez une bonne partie de la population et la perception des pauvres eux-mêmes telle qu'exprimée

lors des rencontres préparatoires au colloque d'ATD Quart-Monde vient illustrer l'importance d'écouter ce qu'ont à dire ceux qui sont concernés au premier chef par tout projet de lutte contre la pauvreté.

Le partenariat nécessaire des personnes pauvres dans tout projet de développement les concernant nécessite la mise en place de conditions. Lors des rencontres préparatoires et pendant les ateliers du colloque «Avec les personnes exclues, changeons l'avenir», les participants se sont exprimés largement sur le sujet et ont mis de l'avant cinq conditions au partenariat avec les exclus:

1. **Reconnaître que les personnes appauvries sont les premières à lutter contre la pauvreté et à se battre pour défendre leur dignité.** Malgré toutes les difficultés rencontrées, elles ont une expérience de la vie, un savoir à partager, des solutions à proposer.

Il faut que tous ceux et celles qui agissent aux côtés des personnes pauvres fassent connaître le point de vue de celles-ci dans toute la société et travaillent ainsi à changer les mentalités.

2. **Considérer les exclus comme des personnes à part entière.** Pour cela, il faut chercher à mieux les connaître, à les regarder avec leurs forces, avec leurs rêves au-delà de tous leurs problèmes. Et surtout éviter les étiquettes.

La confiance est essentielle pour que les personnes exclues sortent de leur isolement. Il faut reconnaître la valeur de leurs efforts pour s'en sortir et faire appel à leur collaboration pour mener à bien nos projets, nos activités.

3. **Procurer aux personnes pauvres de vrais outils pour qu'elles puissent mieux comprendre ce qu'elles sont obligées de vivre et comment fonctionne la société.** Des outils qui leur permettent, même si elles n'ont pas fait beaucoup d'études, de s'informer, de développer leurs habiletés manuelles ou autres. Leur donner accès à des moyens modernes qui leur permettent d'apprendre, de prendre la parole, de défen-

dre leurs droits, de prendre des responsabilités, de participer librement dans les projets de leur choix.

4. **Développer une approche familiale de telle sorte que les actions menées avec les personnes exclues renforcent le rôle des parents et améliorent les chances d'avenir des enfants.** Pour les pauvres, la famille (qu'elle qu'en soit la forme), représente une force et une sécurité. Or, aucun enfant ne peut se développer si sa famille est sans cesse menacée, humiliée ou victime de préjugés: si les parents sont considérés comme des bons à rien.

Les familles pauvres sont prêtes à se mobiliser dans les projets qui donnent à leurs enfants la chance de montrer leurs capacités, de se rendre utiles à la société.

5. **Impliquer les personnes pauvres à toutes les étapes des projets les concernant: de la mise en oeuvre jusqu'à l'évaluation.** Si les personnes concernées ne participent pas dès le début à un projet, il risque fort de se dérouler sans elles.

Par ailleurs, en s'impliquant dans l'évaluation des services et programmes, les personnes pauvres peuvent indiquer à quelles conditions les projets mis de l'avant sont réellement accessibles à tous et en quoi ils répondent vraiment aux besoins.

La participation des exclus, leur implication comme partenaires dans un projet de développement, une table de concertation, un groupe communautaire, etc. risque cependant d'être très aléatoire, voire irréalisable, s'ils n'y trouvent personne pour les supporter dans leurs efforts, les accompagner dans leur démarche, des alliés qui ont confiance en eux et qui reconnaissent la valeur de leur expérience quand on parle de lutte contre la pauvreté.

En tant qu'intervenantes et intervenants communautaires, c'est souvent là un rôle qui nous interpelle, une responsabilité qui nous

concerne, un engagement que nous devons prendre. Mais devenir l'allié des personnes et familles pauvres demeure un choix exigeant.

Depuis 1982, le mouvement ATD Quart-Monde représente pour moi un lieu de formation, de ressourcement, de support dans mon engagement comme allié des personnes exclues. Je me suis reconnu dans ce mouvement qui affirme que:

L'absolue priorité aux plus défavorisés, ce n'est pas un luxe mais une nécessité: c'est la garantie qu'alors tous les êtres humains seront réellement respectés dans leurs droits, dans leur dignité, dans leur humanité.

Entre les familles et personnes les plus défavorisées qui constituent la raison d'être d'ATD Quart-Monde et les volontaires permanents qui s'engagent à leurs côtés, j'ai trouvé progressivement ma place en tant qu'allié, adhérant à cette définition proposée par le mouvement:

Les alliés: ce sont tous ceux qui, engagés dans tous les secteurs de la société, entendent être solidaires du quart-monde et constituer à cet effet un vaste courant d'opinion. Leur mission est de transformer les attitudes et les préjugés envers les plus défavorisés, de créer une réelle solidarité à leur égard: ils agissent à tous les niveaux pour que les familles les plus pauvres soient prises en compte dans la vie professionnelle, associative, politique, spirituelle à laquelle ils participent...

Il s'agit donc de développer une alliance la plus large possible, présente dans tous les milieux; une alliance qui se manifeste non seulement dans le cadre du travail, mais également dans les relations familiales ou de voisinage, à travers les activités para-professionnelles ou récréatives...

À titre d'exemples, voici quelques actions posées par des alliés du mouvement:

- Diane a refusé d'envoyer ses enfants à une sortie scolaire, car il fallait payer 30\$. Elle a poussé les autres parents et les professeurs à se questionner sur ce que cela pouvait signifier pour les enfants et les parents les plus démunis.

- Pierrette propose des livres et documents du mouvement ATD Quart-Monde dans certaines librairies et bibliothèques, afin que la vie et les espoirs des plus pauvres soient rendus accessibles à un plus grand nombre.
- Louis place dans le hall de son université l'exposition du mouvement sur «Les oubliés de l'histoire», dans le cadre du 17 octobre.
- Lise a obtenu d'organiser, dans le cadre de sa formation d'agente de pastorale, une session de formation avec la participation de personnes appauvries sur l'approche ATD Quart-Monde dans la lutte contre la pauvreté.
- Monique a demandé à ses étudiants qui veulent rédiger un mémoire en lien avec la pauvreté de faire un stage bénévole en milieu communautaire pour proposer à ceux et celles qui vivent la pauvreté une recherche qui leur sera utile.
- Irène réunit chaque semaine un groupe d'enfants dans son école pour les ouvrir à la réalité d'autres enfants exclus ici et dans le monde. En lien avec Tapor¹, ils trouvent des gestes de solidarité et informent leurs camarades.

Comme organisateur communautaire en CLSC, j'ai souvent eu l'occasion de mettre en application les principes d'alliance auprès des plus pauvres mis de l'avant par ATD Quart-Monde.

1. Avec le Groupe populaire d'entraide de Lavaltrie (GPEL)

Mon implication avec cet organisme pour personnes et familles à faible revenu remonte à sa mise sur pied en 1987. Divers projets et services y ont vu progressivement le jour: cafés-rencontres thématiques, coopérative de logements, comptoir de vêtements et de meubles usagés, cuisines collectives, jardins communautaires, vacances familiales... Sans compter la participation de membres du GPEL au Congrès international des familles du quart-monde aux États-Unis, à l'organisation à Lavaltrie de la Journée internationale pour l'élimination de la

pauvreté, à l'accueil des marcheuses pour du Pain et des Roses, au colloque «Avec les personnes exclues, changeons l'avenir»...

Une de mes préoccupations, tout au long de ma collaboration avec le GPEL, était que les pauvres y tiennent la première place et qu'ils se sentent respectés au sein de leur organisme. Souci également que le GPEL soit reconnu par la communauté locale comme un partenaire important et crédible.

2. **Avec divers organismes familiaux et de jeunesse** dans lesquels je me suis impliqué, il m'a semblé important également de promouvoir une approche qui tienne compte des familles pauvres, où on se soucie d'organiser des activités financièrement accessibles en structurant au besoin des services de gardiennage et de transport gratuits ou à bas coût.
3. **Avec mes collègues de travail, dans le cadre de réunions d'équipe**, ma préoccupation relative à la situation des familles et personnes pauvres a souvent influencé le contenu de mes interventions.

Au delà de mon implication dans le cadre de mon travail, mon appartenance comme allié au mouvement ATD Quart-Monde m'a amené à vivre des expériences fort enrichissantes et stimulantes, tant sur un plan personnel que professionnel.

De 1992 à 1994, je me suis impliqué dans le groupe «Atteindre les plus pauvres» auquel participaient également des intervenants sociaux, des permanents de groupes communautaires, des agents de pastorale... Le but de ce groupe, qui se réunissait aux six semaines, était de mener une réflexion commune et d'évaluer si les actions respectives apportaient un soutien aux plus pauvres et en quoi elles les rejoignaient réellement.

Ma participation au séminaire «De l'assistance au partenariat» à Washington en novembre 1993, ma présence au sein de la

délégation du Québec au Congrès international des familles du quart-monde aux États Unis en octobre 1994 ainsi que mon implication aux assises de l'Alliance internationale du mouvement en France en août 1995 m'ont permis de prendre davantage conscience du caractère universel de l'exclusion, du courage incroyable de ceux qui la subissent et de la nécessité de développer une alliance beaucoup plus large encore si on veut un jour pouvoir y mettre fin.

NOTE

- ¹ Tapori: branche enfance du mouvement ATD Quart-Monde.

UNE HISTOIRE DE COEUR: LE PIGNON BLEU, LA MAISON POUR GRANDIR

Claude LÉGARÉ
CLSC Basse-Ville—Limoilou

LE CONTEXTE DE LA NAISSANCE DU PROJET

Le 27 janvier 1992 naissait officiellement la popote communautaire Les trois Pignons, qui deviendra Le pignon bleu en novembre 1993: première assemblée générale, adoption des règlements généraux, formation du conseil d'administration, élection des officiers.

Avant cette structure, des projets et des interventions en nutrition avaient été expérimentés en milieu scolaire¹. À la suite d'un article paru dans le *Journal de Québec*, faisant état que plus de 50% des enfants des quatre écoles primaires de la basse-ville ne déjeunaient pas le matin, différentes personnes et groupes d'individus s'investissaient bénévolement.

En parallèle, des projets d'éducation, de dépannage et de soutien alimentaire tels que Nutrition-famille, Grossesse-nutrition, cuisines collectives se réalisaient au profit des familles de la basse-ville de Québec. Toutes ces interventions étaient supportées, organisées avec le concours du CLSC de la Basse-Ville.

Les malaises et la misère engendrés par la situation économique de la période 1985-1991 justifiaient la naissance de ces projets. En milieu socio-économique défavorisé, des besoins primaires tels l'alimentation et l'habitation n'étaient que très partiellement comblés. En 1991-1992, à la lumière des différentes expériences menées ici et là au Québec, entre autres dans la région de Québec, le gouvernement provincial libère des crédits pour soutenir des projets de la communauté. Ces projets visent surtout à réduire les impacts sociaux et économiques de la pauvreté auprès de certaines couches de la population, dont les enfants et les familles de milieux défavorisés.

C'est dans cette conjoncture qu'a été conçu le projet ayant donné naissance, en janvier 1992², aux Trois pignons.

DES ARGUMENTS

Le discours tenu auprès des futurs partenaires au projet, qu'ils soient des secteurs privé, public ou communautaire, que leur aide soit en termes administratif, financier ou de support aux activités, était le même. Il reposait sur des états de faits et des principes de base.

DES ÉTATS DE FAITS

- Il y a, dans la basse-ville de Québec un nombre considérable d'enfants qui arrivent à l'école sans avoir déjeuné, ce qui a des impacts sur le rendement scolaire.
- Plutôt que d'être un moment de joie, de convivialité, l'heure des repas en milieu défavorisé est souvent source de conflits et de tensions, car les assiettes ne sont pas toujours garnies.
- Il y a des carences alimentaires en termes de qualité et de quantité. Elles sont importantes et risquent de mettre en péril le développement de certains enfants.
- Les enfants, les parents confrontés quotidiennement à la pauvreté se referment, s'isolent; ils vivent par procuration, par projection, en rêvant d'être les «héros» de la télé. Les belles choses, ce n'est pas pour eux!

Une volonté ferme de s'impliquer et d'agir pour améliorer la situation de ces enfants et ces familles défavorisés rassemble ces personnes de milieux, de compétences et d'origine très diversifiés.

DES PRINCIPES

Il importe de soutenir concrètement et directement ces enfants et ces familles sur le plan alimentaire. Leur donner du poisson certes, mais leur apprendre à pêcher également. Le respect de la dignité de ces personnes nous donnait l'heureuse obligation de travailler à les responsabiliser. Pour ce faire, nous devions les faire participer à l'amélioration de leur situation de vie. La charité étant évacuée, le donnant-donnant s'instaurait. En retour de services rendus, la personne devait s'investir (temps, argent, tâches).

LES OUTILS: DES SERVICES S'INSPIRANT D'UNE APPROCHE GLOBALE

C'est le proverbe bien connu et très à propos qui guide les actions du Pignon bleu: «Ventre affamé n'a point d'oreilles». La ressource contribue à nourrir le corps pour rendre l'esprit plus réceptif au développement personnel, familial et social. Le développement des activités du Pignon bleu se fait selon une approche bio-psycho-sociale de la santé.

APPROCHE BIOLOGIQUE

Par les services alimentaires, la ressource a contribué largement à l'amélioration de la santé physique de sa clientèle. Voici quelques-uns de ces services:

- Collation nutritive: 506 923 collations.
- Dépannage alimentaire d'urgence: moyenne de 15 familles par mois.
- Restauration populaire: 12 003 repas servis de janvier 1994 à janvier 1995.
- Cuisine collective: 16 groupes.
- Apprenti-cuistot: 4 groupes de 6 enfants.

En mars 1994, lors du mois de la Nutrition, Le pignon bleu, en collaboration avec le CLSC de la Basse-Ville, a offert «l'activité petit déjeuner». Plus de 500 enfants, parents et enseignants y ont participé.

APPROCHE PSYCHOLOGIQUE

Le service d'accueil reçoit chaque nouvelle famille et identifie avec elle ses besoins et services requis. Depuis 1991, plus de 250 familles ont profité des services de support, d'écoute et de référence. Les activités de cuisine collective et de restauration populaire ont permis de créer de nombreux liens entre les familles et de briser leur isolement.

Les ateliers de croissance (2 à 4 ans), d'exploration (7 à 11 ans), de devoirs et leçons (6 à 8 ans) et de dessins créatifs (8 à 9 ans) ont permis à plus de 60 enfants de découvrir leur potentiel et d'agir dans un cadre éducatif et responsabilisant.

APPROCHE SOCIALE

En plus d'être un lieu de socialisation, Le pignon bleu est un endroit facilitant l'insertion au travail. Vingt-trois personnes, toutes résidentes du territoire de la basse-ville, sous différents programmes gouvernementaux (EXTRA, PAIE, PDE), sont en stage de travail au Pignon bleu. Étant reconnu comme corporation intermédiaire de travail, l'organisme développe des ententes pour faciliter l'intégration au marché du travail régulier. Il agit comme plateau de travail.

CONCLUSION

En conclusion, voici quelques considérations à l'égard du développement de services et d'activités en milieu socio-économiquement défavorisé:

- Les personnes souffrent souvent d'exclusion à cause de problèmes familiaux et personnels en plus d'être en dehors du

marché du travail; la solidarité en interventions communautaires est un moyen pour recréer un lien avec eux.

- La logique des gens vivant ces difficultés est souvent différente de celle des intervenants. La culture, les valeurs et les modes de vie influencent les comportements. Il faut donc considérer ces facteurs pour intervenir adéquatement et respectueusement.
- La dynamique interpersonnelle, c'est-à-dire les groupes sociaux, les amis, la parenté, est plus ancrée et plus fortement ressentie que l'influence des professionnels.
- Le plaisir, la fête, les jeux sont des valeurs primordiales chez les enfants. Pour faire passer les messages éducatifs, la clé du succès est de les inclure; cela s'applique aussi pour les adultes.
- Toutes les activités engagées auprès des familles pauvres doivent être guidées par la démarche de prise en charge que font les personnes pour s'assurer de meilleures conditions de vie, à la mesure des capacités et des ressources de chacune des familles. En ce sens, les services mis en place ne sont pas là pour «remplacer» les efforts des personnes et devenir des pourvoyeurs au moindre besoin.
- Il faut s'assurer que les ressources professionnelles et matérielles investies servent à soutenir les familles afin qu'elles se dégagent des tensions reliées quotidiennement à la pauvreté et qu'elles puissent ainsi mettre des énergies vers des solutions à plus long terme, telles l'éducation des enfants, leur scolarisation, l'élimination de l'endettement, la capacité de budgéter, etc...
- Les services et les activités mis en place doivent viser essentiellement à être complémentaires et aidants face à un processus plus global d'éducation et de prise en charge.
- Il est souhaitable d'assurer une continuité des activités afin de permettre une évaluation à plus long terme et une amélioration progressive des services rendus.

- Il est primordial de travailler en tant que partenaires avec d'autres ressources institutionnelles et communautaires concernées par la réduction de la pauvreté des familles.

NOTES

- ¹ Légaré, Claude (1991). *Bilan des projets d'alimentation dans les écoles primaires de la basse-ville de Québec*, CLSC de la Basse-Ville, juin.
- ² Légaré, Claude (1991). *Popote communautaire Les trois pignons*, Projet, CLSC de la Basse-Ville, novembre.

LE CENTRE D'AIDE AUX SANS EMPLOI (CASE): MILIEU D'INCLUSION

May GIRARD
Centre d'aide aux sans-emploi

Comment résumer cinq ans d'effort du Centre d'aide aux sans-emploi (CASE) en quête de ressources, d'appuis et de reconnaissance d'une place pour les exclus de notre monde productif?

Voilà tout un défi!
Tout d'abord, un peu d'histoire...

Depuis avril 1994, le CASE s'est engagé à regrouper les sans-emploi autour d'un service de dépannage alimentaire. La difficulté d'éviter le «creux» du milieu du mois pouvait être alors surmontée par le dépôt d'une somme d'argent (à la discrétion du client) au début de chaque mois, lequel devenait monnayable pour de la nourriture durant le mois. Ce premier pas vers une responsabilisation budgétaire était soutenu par une éducation offerte par le CASE.

Associé à un service d'accueil animé, le Centre a vu, de jour en jour, augmenter sa clientèle qui réclamait tantôt assistance dans la défense de ses droits sociaux, tantôt accompagnement vers les services du Centre Travail Québec ou de l'information sur les ressources du milieu.

À partir des besoins exprimés par sa clientèle, le CASE a développé un service d'hébergement, une joujouthèque et a structuré un processus qui va du développement de l'estime de soi à l'habileté d'obtenir et de conserver un emploi. Par la production de repas surgelés et de pots de conserve mis en vente au comptoir alimentaire, et par une formation adaptée, le CASE s'est inscrit comme entreprise d'insertion sociale auprès du collectif provincial et a, comme tel, été accrédité et reconnu en avril 1995.

EN QUÊTE DE RESSOURCES...

Il va sans dire que le financement est au coeur des préoccupations quotidiennes.

La capacité du CASE de s'autofinancer nécessite tout de même un soutien récurrent et suffisant des bailleurs de fonds. La diversité des subventions au compte-gouttes génère plus souvent qu'autrement stress, essoufflement et incertitude. À ce jour, le bénévolat a assuré la presque entière responsabilité de l'organisme. Mais devant la croissance constante du CASE, la coordination des services ne peut, dorénavant, être assurée que par une équipe permanente relocalisée dans des espaces requis.

EN QUÊTE D'APPUIS...

Conformément au vieil adage qui dit: «Nul n'est prophète en son pays», le CASE a reçu un appui des organismes nationaux avant même de bénéficier d'appuis régionaux ou locaux.

Outre le support et le soutien du réseau institutionnel tels le CLSC et le CTQ, le CASE a reçu un appui du collectif d'entreprises d'insertion sociale instauré par l'Institut de formation en développement économique communautaire (IFDEC). Il s'est également vu inscrit dans le document de l'École de service social de l'Université d'Ottawa à titre de ressource alternative qui travaille avec les familles pauvres du Canada.

La difficulté majeure fut et est encore d'obtenir une place au sein du réseau communautaire existant dans la région et la localité d'implantation. Est-ce à dire que dans un contexte d'appauvrissement, un organisme nouveau devient un intrus ou oblige à subdiviser la tarte en de plus petits morceaux?

L'étiquette de «concurrent» à des organismes déjà en place depuis plusieurs années a souvent jeté ombrage à la contribution réelle de notre organisme communautaire.

Cependant, l'appui réel des bénévoles et utilisateurs de services a contribué au maintien et surtout au développement du CASE.

EN QUÊTE DE RECONNAISSANCE...

Aujourd'hui reconnu comme l'entreprise d'insertion sociale de la région au sein du collectif et financé dans le cadre de l'économie sociale, le CASE a mis en oeuvre, de concert avec l'organisatrice communautaire du CLSC des Prés Bleus, une table de réflexion sur l'économie sociale.

Ce secteur étant inscrit à l'ordre du jour du développement, le CASE désire obtenir la reconnaissance désirée tout en faisant la promotion de ce champ d'intervention reposant sur des valeurs partagées: solidarité, respect, partage et responsabilisation (non-gratuité).

En un mot, sans la forte appartenance installée au sein du CASE et la croyance au potentiel des personnes qui forment notre grande famille, nous n'aurions pu surmonter les obstacles inhérents à l'implantation et à la croissance de notre Centre, ce lieu d'inclusion pour les exclus de la société.

PAUVRETÉ ET CLSC DANS LA MRC DU HAUT SAINT-FRANÇOIS: VERS DE NOUVEAUX MODES D'INTERVENTION

Clément MERCIER¹
Université de Sherbrooke

Danyel BOUFFARD
CLSC Fleur de Lys

INTRODUCTION

À partir de son siège social et de ses trois points de service, le CLSC Fleur de Lys dessert la population de la MRC du Haut-Saint-François, soit près de 21 000 personnes vivant dans 22 municipalités réparties sur un vaste territoire de 2 400 km² situé en Estrie, à l'est de Sherbrooke (Statistique Canada, 1991).

À la lumière du cadre proposé par l'ouvrage du Conseil des affaires sociales, «Deux Québec dans un», un colloque tenu en 1990 a permis une prise de conscience du processus de désintégration sociale qui se dégageait sur le territoire de la MRC. Une recherche locale (Roy, 1991), qui est venue confirmer ce phénomène d'appauvrissement collectif, a aussi permis de mettre en évidence les attentes locales par rapport au rôle de rassembleur du CLSC face à cette problématique. La désintégration sociale du milieu et la pauvreté figurent depuis comme des enjeux importants dans le plan directeur du CLSC Fleur de Lys (CLSC Fleur de Lys, 1991 et 1996).

Dans ce contexte, l'équipe des organisateurs communautaires a reçu le mandat de documenter ce déterminant important de la santé qu'est la pauvreté et de s'y attaquer. Pour ce faire, elle s'est adressée, au printemps 1994, au Département de service social de l'Université de Sherbrooke afin d'amorcer une recherche sur le sujet. Le projet de recherche-action qui en est résulté visait à mieux comprendre la réalité globale du problème de l'appauvrissement et de mettre en oeuvre des actions orientées vers le questionnement et le renouvel-

lement des interventions du CLSC face à la problématique de l'appauvrissement individuel et collectif.

C'est ce projet que nous allons décrire dans le présent texte. Nous allons, dans un premier temps, présenter les principales dimensions démographiques et socio-économiques de la MRC du Haut-Saint-François (HSF) et ensuite évoquer le contexte d'émergence du projet et ses objectifs. Nous poursuivrons avec les principaux éléments théoriques et méthodologiques et la discussion de quelques résultats observables à ce jour. En conclusion, nous ferons quelques commentaires sur la relation de partenariat entre universitaires et intervenants qui caractérise jusqu'ici ce projet.

QUELQUES DIMENSIONS DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA MRC DU HAUT-SAINT-FRANÇOIS

De 1961 à 1991, la MRC du HSF a connu une diminution de population de l'ordre de 15%, soit la deuxième plus forte baisse en Estrie. Cela s'est traduit par une perte de 3 521 habitants. La décroissance démographique s'est plutôt fait sentir à l'est et au sud-est de la MRC, tandis que l'ouest a connu une légère croissance, ce qui a permis au total une relative stabilisation de la population depuis 1986. Par rapport à l'Estrie, la MRC du HSF est la cinquième plus peuplée (sur 7) et celle qui présente le second plus faible taux d'urbanisation (31%). Elle compte le plus grand nombre de municipalités (22), dont neuf ont en 1991 moins de 500 habitants et 16 ont moins de 1 000 habitants. De ce dernier nombre, 14 ont connu une décroissance plus ou moins marquée de près de 25%. Quatre municipalités ont entre 1 000 et 2 000 habitants, ce qui laisse seulement deux municipalités avec 2 000 habitants et plus. Situées à l'ouest, ces deux municipalités évoluent autant, sinon davantage, sous l'influence de la grande ceinture périurbaine de Sherbrooke qu'en fonction de la dynamique propre à la MRC. C'est dire qu'il n'y a pas de ville centre, la ville la plus importante située à quelque 20 kilomètres de Sherbrooke ayant elle-même connu depuis 1961 une décroissance de plus de 20% en raison du déclin de sa principale industrie, l'usine de papier Domtar reprise depuis par Papiers Cascades.

La MRC du HSF compte un fort taux d'anglophones (13%), le second en importance en Estrie, et le plus fort taux de naissances. À 12%, le taux de chômage officiel n'est pas plus élevé que dans la région de l'Estrie et que dans l'ensemble du Québec. Le taux de pauvreté est de 16%, inférieur au taux québécois (19%), mais comparable à ceux des autres MRC rurales de l'Estrie. Ce qui est surtout notable pour la MRC du HSF, ce sont les faibles revenus d'emploi et la forte proportion de personnes travaillant à temps partiel ou de façon saisonnière. Parmi les personnes ayant travaillé en 1990, 48% seulement l'avaient fait à temps plein toute l'année (Statistique Canada, 1991). Mis à part la papetière Cascades et le groupe Shermag, peu d'entreprises sont capables de payer de bons salaires pour leurs employés. Il n'est pas surprenant alors que le revenu familial moyen de 36 394\$ soit parmi les plus bas en Estrie (CRD-Estrie, 1994). Il existe une relation entre la scolarité et les possibilités d'emploi rémunérateur; ceci peut expliquer, en partie, ces faibles revenus puisque, dans la MRC, 55% des personnes de 15 ans et plus n'ont pas de diplôme d'études secondaires, comparativement à 43% en Estrie et 39% au Québec (Statistique Canada).

Il appert aussi que 32% de la main-d'oeuvre de la MRC travaille à l'extérieur de celle-ci, soit le deuxième taux le plus élevé en Estrie, où 19% de la main-d'oeuvre travaille à l'extérieur de leur MRC de résidence. Par ailleurs, 21% des revenus du Haut-Saint-François proviennent de transferts gouvernementaux (Statistique Canada) et un fort pourcentage de ceux-ci représente des revenus de l'assistance sociale. En 1994, 13,5% de la population de la MRC dépendait de revenus de l'aide sociale (RRSSS Estrie, Santé publique, 1996). Ce pourcentage est d'environ 11% pour l'Estrie et le Québec.

Comme ceux des autres milieux ruraux du Québec, les jeunes de la MRC quittent la région. Une étude du CLSC Fleur de Lys réalisée en 1991 et réactualisée en 1996 démontre que les jeunes qui demeurent dans la région sont les moins scolarisés, ce qui laisse croire qu'il y a dans le Haut-Saint-François une concentration de jeunes ayant moins de potentiel pour occuper des emplois rémunérateurs.

Corollaire du phénomène précédent, les personnes âgées de plus de 65 ans sont fortement représentées parmi les autres groupes d'âge dans la MRC. Elles représentent 12% de la population totale et se

concentrent dans certaines villes et villages, comme à East Angus où elles composent 17% de la population. Conséquence de la qualité des emplois qui, dans la région, n'est historiquement pas très élevée, beaucoup de ces personnes âgées ont de très petites pensions ou encore n'ont pour seul revenu que la pension de vieillesse et le supplément de revenu garanti.

Malgré ces statistiques indicatrices d'un processus de désintégration sociale, le nombre et le type de problèmes relevés par les services sociaux et de santé et la demande à l'égard des services sociaux classiques n'indiquent pas l'existence de problèmes sociaux et de santé aigus, notamment en termes de signalements au niveau de la Loi de la protection de la jeunesse et de criminalités juvéniles (PROS enfance-famille, 1995). Doit-on voir là l'effet d'attitudes différentes de la population à l'égard de ces problèmes et du recours aux services sociaux ou la manifestation d'une présence plus faible de ces problèmes?

Il s'agit donc d'une population caractérisée par une forte ruralité, un déclin démographique prononcé, surtout dans les petites localités, une scolarisation faible, l'exode des jeunes, des occasions d'emploi sur place limitées, et présentant, malgré la présence d'entreprises industrielles à hauts salaires, un revenu d'emploi relativement faible et un recours important aux revenus de transferts. On y voit là plusieurs indices d'un phénomène de désintégration sociale en voie de se produire.

LES ORIGINES ET LES OBJECTIFS DU PROJET

LES ORIGINES DE LA DÉMARCHE

En 1990, à la suite du colloque sur la désintégration sociale réunissant plusieurs intervenants socio-économiques de la région, le CLSC avait indiqué clairement dans son énoncé de mission sa volonté de travailler avec les individus, les groupes et les communautés les plus démunis. C'est ce qui fait que la désintégration sociale figure dans les trois cibles prioritaires du plan directeur quinquennal de 1991. En 1994, le plan de développement sociocommunautaire du CLSC identifie spécifiquement la pauvreté comme priorité.

Cette pauvreté et ses effets sont alors perçus de plus en plus comme une réalité quotidienne pour les intervenants du CLSC. Celui-ci avait, depuis 1992, opté pour l'implantation de l'approche communautaire dans ses programmes, l'introduisant à travers plusieurs formations dispensées par des personnes-ressources à l'extérieur. Mais le CLSC demeurerait malgré cela une organisation fonctionnant par programmes dans laquelle les services sont sectorisés. La situation ressemble à peu près à ce tableau: les travailleurs sociaux souhaitent qu'il y ait des fonds de dépannage partout sur le territoire, les infirmières font de leur mieux avec le programme OLO et avec leurs clientèles dans les écoles; d'autres intervenants sociaux sont aux prises avec des familles qui ont des problèmes multiples pendant que les coordonnateurs voient l'alourdissement et l'augmentation des demandes de services au CLSC.

Devant cette réalité, en avril 1994, l'équipe des services communautaires est mandatée afin de documenter le phénomène de la pauvreté sur le territoire du Haut-Saint-François. L'objectif alors retenu est de mieux connaître les situations de pauvreté, de mieux comprendre le vécu des personnes appauvries, leurs aspirations, leurs espoirs et voir comment on pourrait intervenir différemment et mieux agir sur ces déterminants de la santé, de façon plus globale et plus intégrée dans et avec le milieu local.

À l'été 1994, l'équipe des services communautaires (incluant le coordonnateur) s'adjoint la collaboration de trois professeurs et d'un étudiant de l'Université de Sherbrooke et développe un projet de recherche-action qui sera d'abord présenté au CQRS et ensuite soumis et accepté au programme de santé publique de la Régie régionale. En parallèle à cette démarche, le CLSC adopte, en avril 1995, une déclaration de principe qui l'amène à se positionner face à la pauvreté. Étant donné l'importance stratégique de cette déclaration, nous la reproduisons intégralement en annexe.

LES OBJECTIFS DU PROJET

Pour bien cerner la teneur du projet qui a été élaboré au gré des premiers échanges réalisés entre les intervenants et les universitaires,

on peut se référer à l'objectif général et aux objectifs spécifiques qui ont été retenus.

Objectif général

À partir d'une connaissance actualisée des situations de pauvreté (nouvelles et traditionnelles) telles que vécues et assumées dans le milieu, développer au CLSC et dans la MRC des modes d'intervention plus adaptés aux conditions de pauvreté des personnes, groupes et collectivités «pauvres».

Objectifs spécifiques

- Identifier les pratiques développées par les personnes et familles, sous l'angle des difficultés vécues et des effets sur la personne, la famille et le milieu, et sous la forme des stratégies et des modes d'adaptation individuels et collectifs développés pour y faire face.
- Analyser (identifier et comparer) les perceptions et les interventions en regard de la problématique, d'une part du CLSC et des autres acteurs institutionnels et, d'autre part, des personnes et familles en situation de pauvreté.
- Identifier et appliquer de nouvelles stratégies d'intervention qui impliquent les différents acteurs concernés, soit les personnes pauvres ou vivant des difficultés socio-économiques, les intervenants du CLSC et les partenaires du milieu.

Ces objectifs traduisent le choix de l'équipe de bien cibler l'intervention renouvelée et plus adaptée à la pauvreté vécue comme étant le résultat à atteindre, la connaissance actualisée de ces vécus et des interventions actuelles devenant en quelque sorte le canal obligé par lequel passera le renouvellement de la pratique. L'intervention visée par le projet opère à cinq niveaux différents mais fortement inter-reliés:

1. l'intervention individuelle selon l'approche communautaire, telle que conçue et appliquée par les intervenants des différents secteurs et programmes;
2. l'action communautaire assumée par les organisateurs communautaires du CLSC et les ressources communautaires du milieu;
3. la transversalité des programmes, qui vise l'ensemble de l'organisation à travers une approche plus intégrée, c'est-à-dire globale, interdisciplinaire, impliquant les intervenants eux-mêmes et les instances administratives et politiques du CLSC;
4. le partenariat intersectoriel (ou l'intersectorialité) visant à ce que le CLSC et les autres partenaires et ressources du milieu se concertent plus et mieux;
5. les communautés locales et la communauté-MRC, comme cadres de ressources et comme dynamiques à mieux connaître, renforcer et mobiliser.

Ces niveaux de l'intervention ne sont pas tous visés en même temps en tant qu'objets de connaissance mais, dans le choix des projets d'action, ils sont présents comme les diverses composantes interreliées d'une réalité globale à connaître et à changer.

DIMENSIONS THÉORIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES

DE QUELQUES APPROCHES DE LA PAUVRETÉ

La pauvreté est un phénomène complexe qui laisse place à une variété infinie d'explications quant à sa nature et à ses causes. Nous ne pouvons ici rendre compte de cette complexité, mais, pour les besoins de notre propos, il importe de situer brièvement notre approche par rapport aux grands courants théoriques qui la balisent comme champ d'études² et d'intervention.

Signalons d'entrée de jeu que la pauvreté découle d'abord d'une **définition économique** bien représentée maintenant par la notion de **seuil de pauvreté**, par laquelle on détermine le minimum

requis pour combler les besoins de base dans une société donnée ou pour constituer le revenu essentiel y donnant accès. Très discutés³ quant à leurs éléments constitutifs et aux choix qui président à leur détermination, les différents types de seuils qui ont été développés depuis la fin des années 1960 fournissent néanmoins des indicateurs utiles de l'état de pauvreté dans une population donnée, de sa distribution et de son évolution dans le temps et l'espace. Les causes de cet état peuvent être vues comme individuelles, mais elles sont souvent mises en relation avec les politiques économiques, monétaires et fiscales qui définissent la production et la répartition de la richesse, l'accès au marché du travail, le type de mesures de protection sociale et l'accès à l'éducation et à la formation (Fédération des CLSC, 1994).

À cette composante économique répond une **définition sociale** obtenue par l'effet de la reconnaissance sociale associée à l'état de faible revenu, au statut de la personne qui en découle et au pouvoir qu'on lui reconnaît. Nous entrons ici dans l'univers des jugements de valeurs, des sous-cultures et des systèmes de droits, de règles et de normes qui régissent les rapports entre les personnes pauvres, leur entourage et les structures d'assistance, d'intégration et d'exclusion des personnes «à faibles revenus» dans une société donnée. Cette définition sociale de la pauvreté peut trouver sa source dans un courant d'explication associant la pauvreté à des caractéristiques individuelles; à la limite présente sous forme de **pathologie personnelle** autrefois (et parfois encore) exprimée dans un jugement moral, cette explication individuelle est maintenant souvent formulée sur un registre psychosocial ou sociosanitaire⁴. Elle se présente comme le produit d'un déficit créé par une incapacité d'autonomie fonctionnelle (du point de vue d'un revenu d'emploi standard) face à un besoin «spécial» en rapport à des handicaps physiques ou mentaux, à des accidents de la vie ou à des «faiblesses» personnelles (personnalité, âge, situation de vie, qualifications) qui rendent inaptes ou inadaptés face aux exigences de la société «moderne».

Dans sa version la plus anthropologique, cette explication individuelle prend son fondement dans l'approche des **sous-cultures de pauvreté** (Lewis, 1961) où les individus et les groupes pauvres apprennent, par les valeurs, rôles et comportements acquis dans la socialisation primaire, à reproduire les traits constitutifs et les condi-

tions de pauvreté des générations antérieures. La pauvreté devient alors un phénomène intergénérationnel de marginalisation par rapport à la culture dominante qu'il faut, à la limite, pouvoir bien comprendre pour pouvoir en briser le «cercle vicieux» et contrer la culture de dépendance qu'elle tend à développer.

Cette identité collective du pauvre ainsi créée est reprise et mise à jour par l'approche de l'**épidémiologie sociale**. Celle-ci classe les groupes et catégories sociales délimités par les seuils de pauvreté et par l'association à des variables constitutives de la pauvreté ou générées par les conditions de vie associées à la pauvreté. Ainsi, l'incidence de la maladie est fortement liée à la pauvreté, tout comme les comportements de violence ou de négligence parentale. Par delà sa composante culturelle elle-même, la pauvreté est assimilée à la manifestation de comportements-problèmes répertoriés chez des «groupes à risque», définis comme vulnérables à partir d'indicateurs issus de corrélations statistiques. La condition de pauvreté devient ainsi un prédicteur déterminant de l'état de santé en général. La Commission Rochon ainsi que le Conseil des affaires sociales ont largement contribué à développer cette approche; les orientations politiques et les programmes d'intervention actuels en services sociaux et en santé, et même en éducation, y font largement écho.

Sans nier l'intérêt de ces approches, tout au moins quant à leur valeur descriptive et à leur utilité pour l'orientation de l'intervention institutionnelle, d'autres analyses en font voir les limites, de par la vision positiviste, normative et abstraite par laquelle elles abordent la condition de pauvreté, les personnes pauvres et l'intervention à leur endroit. Selon ces approches, que l'on peut qualifier de **structurelles**, la pauvreté dont on parle dans les approches précédentes est un construit social à la fois par l'effet des structures qui créent des situations conduisant aux inégalités de conditions socio-économiques et aussi par la distance créée entre les systèmes normatifs (de la modernité et de la culture de la «réussite» sur lesquels ils se fondent) et les appareils et programmes d'assistance et d'intervention, laquelle distance tend à inférioriser les personnes et groupes de personnes pauvres.

La pauvreté est alors vue comme le produit des rapports sociaux au plan économique et politique et, par ailleurs, n'est pas réductible à

un effet de sous-culture ou à un déterminant spécifique. La situation de pauvreté comporte des trajectoires et des stratégies beaucoup plus complexes et variées qu'il n'y paraît, impossibles à enfermer dans une culture, un milieu ou une condition de vie, et qui les amènent non seulement à survivre, mais aussi à pouvoir désirer et réussir à changer leur condition. Les personnes pauvres vivent des difficultés, certes, dont les plus grandes sont souvent l'absence de pouvoir sur leur situation et la réduction ou même la perte de la citoyenneté; elles développent aussi, comme le commun des mortels, des potentialités et des capacités d'action qui amènent à voir la pauvreté comme un rapport entre des acteurs sociaux et leur milieu, défini par des espaces sociaux d'insertion et d'exclusion et par des stratégies d'action. Si certaines de ces approches se cantonnent dans une lecture parfois mécanique des effets généraux (idéologiques, politiques, économiques) de la structure économique de l'emploi et du revenu, d'autres y voient aussi:

[...] un phénomène qui renvoie à un état des rapports sociaux dans une société, relativement aux questions d'égalité, de rapports entre sexes, races, groupes d'âge, d'acceptation de diverses formes de marginalité» (Leseman, 1994).

Pour appréhender ces réalités, un autre type de recherche est nécessaire, qui permet à la réalité des acteurs pauvres de se nommer telle qu'elle est vécue, en dehors des catégories et normes institutionnelles et de les rendre capables d'agir sur leur situation.

NOTRE MODÈLE DE RÉFÉRENCE

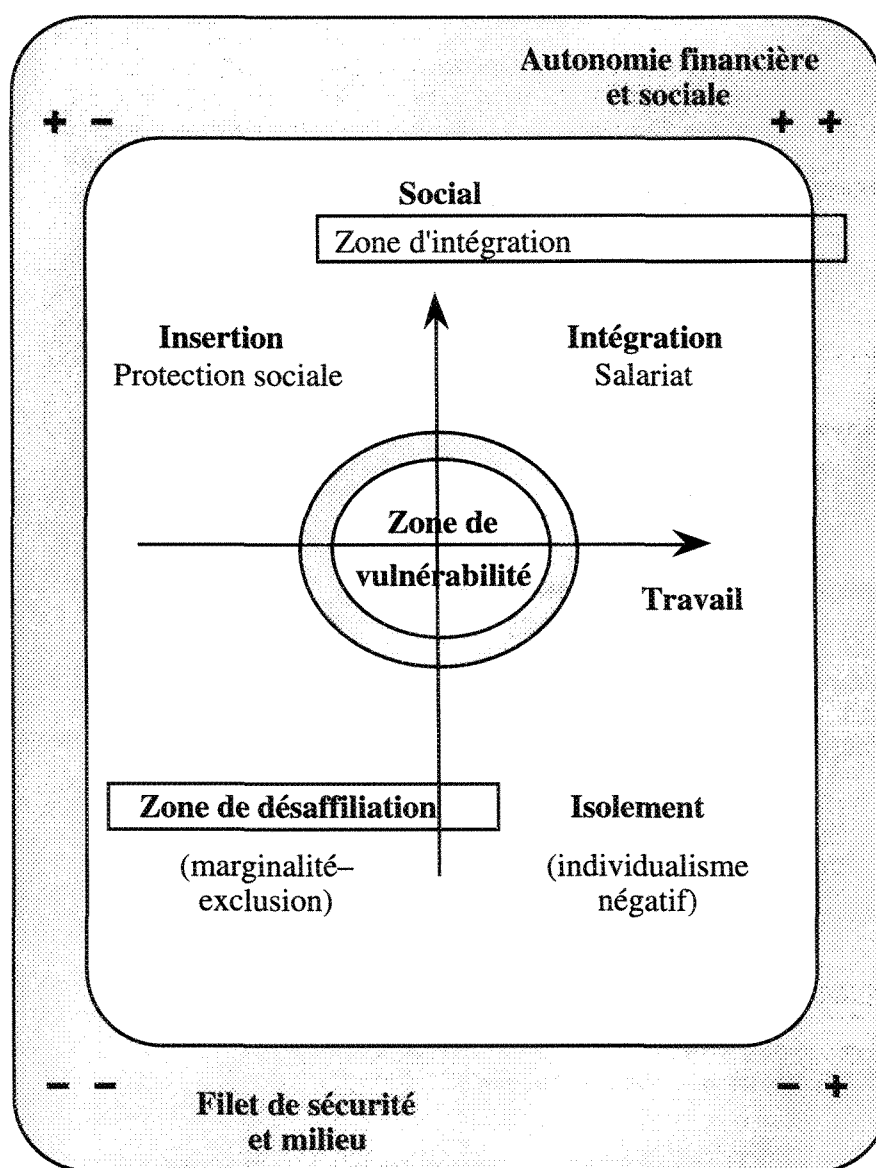
Ces éléments culturels et structurels de la pauvreté nous semblent bien se refléter dans l'approche de Robert Castel (1994) sur l'exclusion sociale. Ce dernier propose de concevoir la pauvreté comme un processus à plusieurs composantes et trajectoires. Ce processus est structuré par la constitution de zones différenciées définies par le rapport au travail salarié et par le réseau de relations sociales des personnes. Le croisement de ces variables permet à Castel de définir des zones de pauvreté caractérisées par l'intégration sociale (travail stable, insertion relationnelle forte), par la vulnérabilité (travail pré-

caire, fragilité relationnelle) et par la marginalité ou la désaffiliation sociale (non-travail, isolement social).

Notre lecture de l'approche de Castel nous a amenés à dégager une typologie des situations de pauvreté à partir du croisement des axes définis par le rapport au travail et par le réseau de relations sociales. Nous voyons alors, à partir du modèle de Castel, quatre espaces potentiels de situations de pauvreté (voir figure 1) que nous présentons ici comme des idéaux types.

Dans les espaces délimités par l'existence d'un réseau social significatif (le social positif), on retrouve, d'une part, des situations de travail rémunéré plus ou moins stables qui inscrivent la personne dans un espace que nous qualifions avec Castel d'**intégration salariale et sociale**, par la combinaison du rapport à un travail plus ou moins stable, à un revenu plus ou moins suffisant et à un réseau social satisfaisant; d'autre part, l'espace du non-travail amène des situations d'absence de revenu du travail et de rapport à l'emploi compensées par des formes institutionnelles de protection sociale, lesquelles sont vécues dans un espace d'**insertion protégée**, dépendant de la reconnaissance sociale accordée à ces formes d'assistance et de la qualité du tissu social et de la forme d'assistance. Dans le premier cas, nous retrouvons, par exemple, des familles admissibles au programme APPORT, des salariés à temps plein rémunérés au salaire minimum ou de personnes à revenus modestes évoluant à temps partiel sur une base de précarité, ou, au total, dont les besoins dépassent plus ou moins régulièrement leurs revenus disponibles. Dans le second espace, nous pouvons y classer les personnes qui, malgré un rapport inexistant définitif ou provisoire au travail, demeurent intégrées par un rapport à un programme reconnu d'assistance ou d'assurance sociales, correspondant aux régimes publics d'assurance ou d'assistance. En plus des personnes assistées sociales déclarées inaptes, des personnes âgées tributaires du supplément de revenu à la pension de vieillesse, des bénéficiaires de régimes publics d'assurance sociale, nous pouvons y inclure les prestataires de l'aide sociale considérés aptes et disponibles au travail, pour qui des mesures de développement de l'employabilité sont disponibles ou effectivement utilisées.

Figure 1
Zones de pauvreté individuelles et de milieu



Il importe ici de rappeler que ces deux espaces délimités par un réseau de relations sociales primaires (famille, amis) et secondaires (Église, école, syndicat, associations, activités et ressources de quartier de proximité), assez fort pour inscrire l'insertion sociale dans la zone positive, sont les deux composantes de l'intégration sociale moderne. Celle-ci opère surtout à partir des cadres du travail salarié, procurant non seulement un revenu assurant une relative autosuffisance, mais aussi un statut social reconnu et souvent la gratification associée à l'exercice du métier; depuis le développement de l'État-providence, elle s'est également déployée à l'intérieur des programmes de soutien au revenu de type assistanciel et assurantiel, reconnus comme des conquêtes du mouvement syndical et des mouvements sociaux, pour garantir des revenus décents aux personnes victimes de mauvaises conjonctures et les inscrire comme sujets de droit dans la société salariale. Malgré les gains enregistrés à travers ces programmes, les personnes ainsi «secourues» par l'État sont malgré tout très souvent reléguées dans les sphères de la pauvreté économique, telle qu'établie par les seuils de revenu ou de besoins⁵.

Dans les espaces sociaux définis par une faible insertion sociale, la zone structurée par l'intégration à l'emploi confine à l'**isolement**, amenant selon nous des situations de **pauvreté salariale et d'individualisme négatif** et qui fragilise par rapport aux difficultés engendrées par le faible revenu et le sentiment de pouvoir affaibli qui peut en résulter. C'est la situation parfois vécue par les personnes immigrantes ou migrantes et les personnes seules ou monoparentales qui occupent un emploi plus ou moins stable. Par contre, dans l'espace structuré par le non-travail, on pourrait retrouver là les situations de **désaffiliation** individuelle et même collective qui confinent soit à la **marginalité** librement assumée, soit à la marginalité imposée par le traitement institutionnel qui en est fait, soit, à la limite, à l'**exclusion** des formes organisées d'assistance institutionnalisée. Ces situations de pauvreté sont souvent partagées par des personnes seules ex-psychiatisées, les personnes itinérantes ou sans abri, la situation de désaffiliation extrême se manifestant dans la clochardisation. Il faut cependant se garder de classer ici de façon générale les sans-abri ou itinérants; la condition sociale de ces personnes reproduit souvent une forme de sociabilité reconstituée dans les réseaux sociaux de la marginalité, tout comme

leur rapport au non-travail et aux systèmes d'assistance procède parfois d'un choix alternatif de mode de vie ou de refus du travail organisé et de toute forme de contrôle et d'obligation associés à l'assistance.

Le schéma ainsi obtenu permet d'illustrer et de nuancer les zones d'intégration et de désaffiliation de Castel. Il fait voir aussi que la zone de vulnérabilité constitue en fait une zone tampon qui chevauche les quatre espaces, s'alimentant, d'une part, de la précarisation de l'emploi, de l'affaiblissement des revenus, de la réduction des couvertures de protection sociale et des droits sociaux et, d'autre part, de la citoyenneté individuelle érigée en système de droits définis sur la base de l'identité ou de l'intérêt, de l'individualisation des modes de vie et des rapports interpersonnels, de la fragilisation du tissu social dans les communautés de base en difficulté ou en voie d'appauvrissement et même de la désintégration sociale qui caractérise les quartiers urbains et localités rurales déjà fortement appauvries. Ces facteurs environnementaux s'ajoutent bien sûr aux facteurs de risque que constituent des conditions personnelles comme la monoparentalité, la maladie mentale, amplifiant la vulnérabilité que présentent les groupes dits à risque selon l'intervention institutionnelle.

La typologie ainsi définie représente en quelque sorte un continuum sur lequel plusieurs positions intermédiaires sont possibles, évoquant par là les trajectoires que peuvent prendre les personnes qui ont en commun cette expérience de la pauvreté. Son intérêt réside également dans l'élargissement du concept de pauvreté, souvent définie et appréhendée par la seule marginalité et par l'extrême pauvreté ou la misère. On peut y voir le jeu des composantes et trajectoires qui la constituent comme phénomène social moderne, associant les formes d'intégration sociale que constituent, d'une part, le salariat et, d'autre part, les programmes de soutien au revenu développés dans les programmes d'assurance et d'assistance de l'État-providence. Dépendant de la fragilisation des réseaux sociaux familiaux et communautaires, de la reconnaissance sociale des personnes pauvres et dépendantes, de l'affaiblissement et de l'insuffisance croissante de l'emploi et des revenus du travail et de l'assistance, les zones d'intégration et d'insertion peuvent être réduites, entraînant un glissement vers la vulnérabilité et de la

vulnérabilité vers la marginalité et éventuellement à l'exclusion. Ce qui était autrefois une zone résiduelle est en voie de devenir une zone centrale, sous l'effet de l'action des transformations socio-économiques en cours.

C'est ce qui est en train de se produire à travers l'appauvrissement généré par les actuelles transformations du marché de l'emploi et des programmes d'assistance. Inversement, la massification de la condition de pauvreté réintègre en quelque sorte celle-ci comme espace social plus central, comme situation partagée par de nouvelles et plus nombreuses catégories d'exclus et, jusqu'à un certain point, aussi bien comme trajectoire définie par le jeu des structures centrales de gestion de l'économie et des rapports sociaux qui les sous-tendent. On semble se résigner à exclure beaucoup de monde dans nos sociétés soumises aux diktats du néo-libéralisme, et ce faisant, on dualise certes la société; mais en même temps, on agrandit et légitimise un espace social qu'on avait voulu réduire par le salariat et l'État-providence, le déclassant en associant une condition de «moins avoir» à un état de «moins être».

Il s'agit là d'un modèle théorique que nous tentons de vérifier empiriquement. Sa valeur est cependant appuyée par des observations et des données-terrain qui nous amènent à constater, par exemple, que certaines personnes, bien que pauvres de revenu et d'emploi, maintiennent des droits de citoyens car elles sont fortement intégrées par leur réseau social. Si la pauvreté est vécue comme une expérience individuelle, les termes de celle-ci sont produits par les cadres sociaux, culturels, économiques et politiques définis par les communautés locales, les communautés d'identité et d'intérêts et la société globale. Elle est la résultante de l'incapacité du milieu environnant et de la société globale de supporter et de respecter les différences individuelles par le travail et le revenu, par la qualité du tissu social et de l'espace démocratique et par l'accès à des services socio-sanitaires et socio-éducatifs assurant non seulement la survie mais aussi le développement humain des personnes. Toute intervention à l'égard de la pauvreté doit alors se concevoir comme une démarche permettant de vaincre le sentiment d'impuissance des personnes, des groupes et des communautés appauvris, dans une stratégie globale d'*empowerment*, de mobilisation et de développement. En ce sens, elle s'inscrit dans les approches et stratégies du

développement local et du développement économique communautaire (Favreau et Fréchette, 1996; Ninacs, 1995; Favreau et Chagnon, 1995; Fontan, 1990).

UN MOT SUR LE CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Notre démarche consiste en une recherche-action qui vise d'abord la résolution de problèmes de pratique par une approche permettant à un collectif de chercheurs et d'acteurs (universitaires et intervenants) d'interagir de façon constante aussi bien au niveau du processus que de l'action-terrain. On vise certes à produire et analyser des connaissances nouvelles, mais bien à partir de et dans l'action, en fonction des besoins de la pratique; ces connaissances devront en même temps être transférables dans d'autres situations semblables. Suivant la typologie de Pilon et Gélinas (1994), nous tentons de réaliser une approche dite de **coopération**, où chercheurs et acteurs ont des rôles distincts et complémentaires définis par leur statut respectif, mais s'associent étroitement dans la définition du problème, des objectifs et des choix de stratégies de recherche. Dépendant de l'évolution de la démarche, on espère pouvoir arriver à une phase **d'autodéveloppement**, alors que les acteurs seront arrivés à s'approprier les résultats et à les intégrer à leur pratique, ayant, par leur participation à la recherche, acquis une capacité d'analyser leur pratique et de l'adapter constamment.

Rappelons qu'il s'agit aussi d'une démarche de type compréhensif qui s'alimente à une tradition de recherche qualitative s'inspirant «d'une conception du social comme produit des interactions, "toujours en train de se faire"». Sans exclure le recours aux enquêtes de type quantitatif, nous privilégions l'entrevue non directive, individuelle et de groupe, l'observation participante et l'analyse de contenu, dans un effort de compréhension des modes de vie, du quotidien, des représentations et des systèmes de sens que les acteurs donnent à leurs conduites, à travers leurs stratégies de survie et d'action.

UN APERÇU DU CHEMINEMENT ET DES RÉSULTATS

UNE DÉMARCHE ÉVOLUTIVE

La première année du projet a surtout consisté en une analyse documentaire, à une mise à jour et à une analyse des données socio-démographiques et économiques connues. Nous avons également mis beaucoup de temps à roder le fonctionnement de l'équipe à travers une mise en commun de l'information ainsi produite et des moments d'autoformation sur des éléments conceptuels de la problématique de pauvreté et de méthodologie de la recherche-action. Chemin faisant, notre cadre de référence et notre méthodologie s'explicitent et commencent à guider l'action: on se donne des références, des outils, des grilles d'entrevues, des indicateurs et critères qui permettront de prioriser des municipalités pour amorcer la recherche-action sur le terrain.

L'année 1995-1996 a été consacrée, dans un premier temps, à des entrevues avec des équipes d'intervenants du CLSC et de partenaires du milieu sur leur perception de la pauvreté dans le milieu et dans leur pratique; par là, on veut utiliser la connaissance du phénomène d'appauvrissement vécu par la clientèle que les intervenants desservent. Qu'est-ce qui serait à faire? Quelles sont les priorités? On leur demande de nous référer et de nous introduire auprès de familles qui vivent des situations de difficultés socio-économiques. À partir de l'analyse de ce contenu, qui a été partagée avec les équipes, et des indicateurs de l'état de pauvreté et de la capacité de mobilisation des 22 municipalités de la MRC, nous retenons cinq milieux représentatifs des communautés de la MRC en voie d'appauvrissement; en même temps, nous choisissons d'orienter en priorité notre attention et nos actions vers les personnes dites intégrées et vulnérables plutôt que vers les personnes marginalisées, comme nous le suggéraient spontanément nos premiers informateurs internes et externes. Ce choix est en lien direct avec notre lecture théorique de la pauvreté. Les zones intégrées et vulnérables nous paraissent en effet les moins connues et reconnues des cadres traditionnels de nos interventions, donc prioritaires dans le renouvellement des connaissances; les personnes qu'on y rencontre nous apparaissent en même temps représenter un potentiel de mobilisation plus grand et une belle opportunité de prévention, compte tenu des risques accrus que le

processus de désintégration sociale en cours dans la localité et la réduction du filet national de protection sociale génèrent.

L'insertion sur le terrain est amorcée par l'étude monographique d'une première communauté réalisée conjointement par l'organisateur communautaire du secteur et l'assistant de recherche auprès d'informateurs clés, tels le maire, une religieuse impliquée dans le dépannage, le curé, des dirigeants d'entreprises, le directeur et une professeure de l'école primaire anglophone, une membre du journal communautaire et l'ex-directrice de la Caisse populaire. Leur connaissance du milieu et des difficultés économiques qui y sont vécues est très importante pour nous. De plus, ces informatrices et informateurs peuvent nous référer des gens qui sont en difficulté et que l'on pourrait rencontrer. Notre insertion dans le milieu se poursuit par une série de rencontres individuelles avec des personnes appauvries, suivies de rencontres en groupe. Le groupe de référence ainsi constitué évolue rapidement vers un groupe d'action.

Les thèmes principaux qui se dégagent des premières rencontres sont le revenu, l'emploi, les problèmes économiques, le budget familial, la qualité de vie familiale, l'organisation familiale, le milieu de vie, la communauté. Nous proposons d'attaquer en priorité les thèmes de portée économique, comme le budget familial et l'emploi, mais les membres du groupe nous ramènent sur l'organisation du milieu, les ressources, les activités; par exemple, le besoin d'organiser des terrains de jeux pour les enfants durant l'été, le besoin d'activités pour les adolescents, les loisirs dans la municipalité, les besoins de ressources et d'équipements. C'est ce qui fait que, durant l'hiver 1996, un sous-groupe travaille avec une conseillère municipale à la présentation d'un projet Carrière, en vue d'aller chercher des ressources pour l'animation d'un terrain de jeu pour l'été 1996. Comme ressource en éducation populaire, le Service éducatif populaire du Haut-Saint-François organise un atelier d'alphabétisation (apprendre avec son enfant) pour des parents qui n'ont pas leur secondaire V. On fait la promotion du projet et on participe au recrutement afin que l'atelier puisse se réaliser dans le village. Malheureusement, les normes ne permettent pas la réalisation du programme dans la municipalité; par contre, trois ou quatre parents participent à l'atelier dans la ville voisine. Un comité d'adolescents et de parents est formé afin de trouver un local pour les jeunes de 12 à

17 ans et réaliser des activités sociales et de loisirs. Enfin, pour l'automne 1996 sont déjà prévus un cours de gardiens avertis dispensé par des bénévoles et un atelier sur les rôles parentaux avec une intervenante du programme enfance-famille du CLSC. Puis, on reprendra aussi le thème de l'économie, l'emploi, le revenu familial, le leadership face au développement du milieu, etc.

DES RETOMBÉES DU PROJET À CE JOUR

Les retombées actuelles du projet peuvent être vues à plusieurs niveaux non seulement au plan de la communauté choisie, mais aussi dans l'ensemble de la MRC et dans les équipes du CLSC.

Dans la municipalité où l'action est mise en oeuvre, les personnes associées au projet prennent (ou reprennent?) confiance en leur pouvoir d'action, (est-ce cela l'*empowerment*?), elles prennent et assument un certain leadership. C'est l'expression d'un nouveau souffle dans la dynamique de la communauté.

Dans le territoire Haut-Saint-François, les curés et les agents de pastorale d'une zone nous invitent à leur parler du projet; le curé d'un autre village a des idées de projets et des représentants d'une autre localité veulent connaître le projet. Des échanges ont lieu avec la commission scolaire pour la formation d'une coopérative de travailleurs, de même que sur un projet de formation en foresterie avec la SADC, la table agro-alimentaire et le CTQ. Un groupe de citoyens veut partir une cuisine collective dans un autre village et des écrits sur l'appauvrissement paraissent dans plusieurs journaux communautaires.

Dans l'équipe enfance-famille, des liens, des échanges d'information ont lieu concernant une même clientèle et leur milieu, et une représentation est faite à la direction du CLSC afin d'influencer le nouveau plan d'organisation dans le sens d'une intervention plus globale, intersectorielle et d'utiliser davantage l'approche communautaire en intervention individuelle.

Dans l'équipe des services communautaires, on pourrait dire que ce n'est pas encore très différent de ce qu'on connaît et fait habituel-

lement. En somme, le projet développé jusqu'à maintenant emprunte pour beaucoup à une démarche d'organisation communautaire classique, hormis les dimensions d'analyse monographique plus élaborée et de cueillette plus systématique de données dans le milieu que le lien avec les professeurs-chercheurs permet d'introduire. Ce qui est par contre nouveau dans l'intervention-terrain, c'est d'être parti des entrevues individuelles avec des personnes appauvries avec un potentiel de mobilisation pouvant amener un effet d'entraînement. Il ne s'agit pas de personnes marginales mais de personnes aux prises avec des difficultés socio-économiques. Avec elles, on peut aborder des problèmes de type clinique pour lesquels on réfère à d'autres intervenants et ressources, ce qui entraîne des échanges avec des intervenants de différentes équipes pour une même clientèle.

EN GUISE DE CONCLUSION: LE PARTENARIAT CLSC-UNIVERSITÉ

Si le projet de recherche-action sur le renouvellement de la pratique à l'égard de la pauvreté a commencé à générer des retombées dans le milieu et dans le CLSC, il est aussi intéressant, pour conclure, de dégager ce qu'il a pu représenter pour les partenaires qui y sont immédiatement engagés.

Il fournit d'abord des occasions multiples de développement de connaissances pour les intervenants communautaires à travers la mise à jour et la formation continue qu'il permet au plan conceptuel (concepts de pauvreté, de communauté locale) et méthodologique (effort constant de systématisation de l'analyse et de l'intervention, développement de l'intervention-territoire).

On remarque également qu'il a des impacts sur la place de l'organisateur communautaire dans le CLSC. L'information qui circule et la présence accrue des organisateurs communautaires auprès des autres équipes concourent à une crédibilité accrue de l'intervention d'organisation communautaire dans le CLSC. Celle-ci se voit de plus en plus comme faisant pression sur le CLSC pour une ouverture vers une pratique plus globale sur la pauvreté et la communauté. On commence à parler d'approche-milieu pour actualiser l'approche

communautaire. On note enfin une plus grande influence réciproque entre les programmes: les organisateurs communautaires s'ouvrent à des problématiques nouvelles à partir des interventions individuelles, et les intervenants sociaux s'intéressent davantage à la pratique communautaire.

Du côté des universitaires, on pourrait parler de transferts technologiques de la pratique vers l'université, le projet servant en quelque sorte pour les professeurs de laboratoire de pratique. En plus de leur permettre de mettre à jour leurs connaissances de la pratique et des problématiques sociales entourant la pauvreté et d'expérimenter un processus original de recherche-action, il constitue un lieu et des occasions les entraînant à réfléchir sur les perspectives et les conditions de renouvellement de la pratique, notamment à travers des interventions intégrant l'individuel et le collectif et entraînant le développement d'une approche-milieu.

NOTES

- ¹ Le présent texte est présenté sous la signature des deux auteurs identifiés, qui en portent la responsabilité première, de ses forces comme de ses faiblesses. Il importe toutefois de signaler qu'il s'agit d'un projet d'équipe, qui plus est d'une démarche de recherche-action, et qu'en conséquence, le contenu avancé dans ce texte appartient beaucoup plus à tous les membres de cette équipe qu'à ses deux signataires.
- ² On nous permettra de présenter ici notre lecture synthétique des grands courants explicatifs de la pauvreté, ce qui ne saurait constituer une revue un tant soit peu complète de la littérature sur le sujet. Beaucoup d'auteurs dont nous nous sommes inspirés l'ont fait avant nous. Mentionnons, entre autres, les textes de Leseman et de Frappier dans le «Traité des problèmes sociaux» (1994), les études de Gauthier et de Paquet, ainsi que l'excellent texte de Lucie Mercier paru tout récemment dans le dernier numéro de la revue *Service Social*, vol. 44, n° 3: «La pauvreté: phénomène complexe et multidimensionnel», pp. 7-27.
- ³ Voir Mercier (op. cit.) ainsi que Gardes et Langlois, «Une nouvelle mesure pour analyser la pauvreté au Québec: l'indice synthétique de pauvreté-richesse», revue *Service Social*, vol. 43, n° 3, pp. 29-53.

- 4 Voir Favreau et Fréchette, *Pauvreté urbaine et exclusion sociale: les nouvelles figures du travail social auprès des personnes et des communautés locales en difficultés*, op. cit. pp. 71-93.
- 5 Selon les indices classiques de seuils de pauvreté, seules les personnes âgées ont réellement vu leur situation s'améliorer grâce aux programmes sociaux. Il reste malgré tout une frange importante de pauvreté chez les personnes de 65 ans et plus, de l'ordre de 14% selon les calculs de Gardes et Langlois (op. cit.).

RÉFÉRENCES

- BOUCHARD, Camil (1989). Lutter contre la pauvreté ou ses effets? Les programmes d'intervention précoce, *Santé mentale au Québec*, vol. 14, n° 2, pp. 138-149.
- BOUCHARD, Camil (prés.) (1991). *Un Québec fou de ses enfants*, Rapport du groupe de travail pour les jeunes, Ministère de la Santé et des Services Sociaux, Québec, 179 p.
- CASTEL, Robert (1994). «La dynamique des processus de marginalisation: de la vulnérabilité à la désaffiliation», *Cahiers de recherche sociologique*, n° 22, 1994, pp. 11-27.
- CLSC des Pays-d'en-Haut (1994). *Approche milieu et intervention proactive*, novembre.
- CLSC Fleur de Lys et al. (1990). *Colloque: Le Haut-Saint-François à l'aube de l'an 2000. Un avenir à travailler*, 20 janvier, 44 p.
- CLSC Fleur de Lys (1991). *Résumé schématique du Plan directeur 91-96*, mai, 1 p.
- CLSC Fleur de Lys (1996). *Plan directeur 96-98*, août, 27 p.
- CONSEIL DES AFFAIRES SOCIALES (1989). *Deux Québec dans un. Rapport sur le développement social et démographique*, Boucherville, Gaëtan Morin éditeur/Gouvernement du Québec, 124 p.

- CONSEIL DES AFFAIRES SOCIALES (1990). *Agir ensemble. Rapport sur le développement*, Boucherville, Gaëtan Morin éditeur/Gouvernement du Québec, 209 p.
- CONSEIL DES AFFAIRES SOCIALES (1992). *Un Québec solidaire. Rapport sur le développement*, Boucherville, Gaëtan Morin éditeur/Gouvernement du Québec, 182p.
- CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'ESTRIE (1994). *La population MRC Haut Saint-François. Principales caractéristiques en 1991*, Sherbrooke, CRD.
- DE GAULEJAC, Vincent (1989). «Honte et pauvreté», *Santé mentale au Québec*, vol. XIV, n° 2, pp. 128-137.
- DUPLANTIE, Jean-Pierre (1992). «La pauvreté: ça nous concerne», *Le partenaire*, vol. 1, n° 3, juin, p. 2.
- FAVREAU, L. et L. CHAGNON (1995). «Organisation communautaire et économie-territoire: les comités de relance de l'économie et de l'emploi et le développement économique communautaire», in Mercier, C. et alii (dir.), *Au coeur des changements sociaux: les communautés et leurs pouvoirs*.
- FAVREAU, Louis et Lucie FRÉCHETTE. «Pauvreté urbaine et exclusion sociale. Les nouvelles figures du travail social auprès des personnes et des communautés locales en difficultés», *Revue Service Social*, vol. 44, n° 3, pp. 71-93.
- FÉDÉRATION DES CLSC DU QUEBEC (1994). *Pratiques d'action communautaire en CLSC*, document de réflexion, février, 92 p.
- FONTAN, J. Marc (1990). «Les corporations de développement économique communautaire: une des avenues du mouvement social dans l'économie», *Revue Coopératives et développement*, vol. 21, n° 2.
- FRAPPIER, Monique (1993). «La pauvreté: facteurs économiques», in Dumont, F.; Langlois, S. et Y. Martin (dir.), *Traité des problèmes sociaux*, Québec, Institut Québécois de recherche sur la culture, pp. 565-580.
- FRIEDMAN, J. (1992). *Empowerment, the Politics of Alternative Development*, Backwell, Oxford.

- GARDES, François et Simon LANGLOIS. «Une nouvelle mesure pour analyser la pauvreté au Québec: l'indice synthétique de pauvreté-richesse», *Revue Service Social*, vol. 43, n° 3, pp. 29-53.
- GODBOUT, Dominique (1995). *Un modèle guidant l'intervention en milieu appauvri. Communication présentée dans le cadre de la conférence internationale sur les centres communautaires de santé*, CLSC de Hull.
- LANGLOIS, Simon (1992). «Inégalités et pauvreté: la fin d'un rêve?», in Daigle G. et G. Rocher (dir.), *Le Québec en jeu*, PUM.
- LAPOINTE, Yolaine et Denis CHABOT (avec la collaboration de R. Langlois) (1989). *Expérimentation d'une démarche pour rejoindre les clientèles à risque en milieu rural et semi-rural*, CLSC Fleur de Lys, février, 104 p. et annexes.
- LAVOIE, Jocelyne et Jean PANET-RAYMOND (1996). *L'action communautaire*, Centre de formation populaire.
- LESEMANN, Frédéric (1993). «La pauvreté: aspects sociaux», in Dumont, Fernand; Langlois, Simon et Yves Martin (dir.), *Traité des problèmes sociaux*, Québec, Institut Québécois de recherche sur la culture, pp. 581-604.
- MERCIER, Lucie. «La pauvreté: phénomène complexe et multidimensionnel», *Revue Service Social*, vol. 44, n° 3, pp. 7-27.
- MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (1992). *Politique de la santé et du bien-être (PSBE)*, Québec, Gouvernement du Québec, 192 p.
- NINACS, William A. (1995). «Initiatives de développement économique communautaire au Québec: typologie et pratiques», in Mercier, C. et alii (dir.), *Au coeur des changements sociaux: les communautés et leurs pouvoirs*.
- PAQUET, Ginette (1989). *Santé et inégalités sociales. Un problème de distance culturelle*, Institut Québécois de Recherche sur la Culture, Québec, 131 p.
- RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'ESTRIE (1995). *Plan régional d'organisation des services «Les jeunes et leur famille»*, document de travail, novembre.

- ROY, Jacques (1991). *Les voies de la désintégration des communautés. Une étude de cas: la MRC du Haut Saint-François*, Québec, Centre de recherche sur les services communautaires (Université Laval), mars, 83 p. et annexes.
- SANTÉ PUBLIQUE (1996). *Personnes bénéficiaires de l'aide sociale selon le groupe d'âge, par CLSC, Estrie et Québec, 1994*, Sherbrooke, Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Estrie.
- SANTÉ QUÉBEC (1995). *Rapport de l'enquête sociale et de santé, vol 3, Variation géographique de la santé*, Québec, Gouvernement du Québec.
- STATISTIQUE CANADA (1992). *Profil des divisions et subdivisions de recensement du Québec-1991*, (Partie A-B), Ottawa, Approvisionnement et Services Canada (Catal. 95-325 et 95-326).

ANNEXE

LE CLSC FLEUR DE LYS ET LA PAUVRETÉ

Déclaration de principe

Contexte

Au CLSC Fleur de Lys, on constate que, chez la population, de plus en plus de gens ont de la misère... à se nourrir, se vêtir, se loger convenablement.

Au CLSC Fleur de Lys, on constate de plus en plus les conséquences directes de la pauvreté sur la santé des individus, des familles et des communautés.

Au CLSC Fleur de Lys, on reconnaît que la pauvreté est un phénomène complexe dont la solution définitive ne peut se retrouver que dans le choix d'un nouveau projet de société.

Au CLSC Fleur de Lys, on croit aussi que chacun a une part de responsabilité face à l'appauvrissement de la population.

Au CLSC Fleur de Lys, on croit que la population peut se mobiliser et participer activement à la mise en place de solutions pour ce type de problèmes.

Dans les dernières années, au CLSC Fleur de Lys, un consensus s'est dégagé sur la nécessité et la priorité d'agir sur la pauvreté.

En 1990, le CLSC indiquait clairement dans son énoncé de mission sa volonté de travailler avec les individus, les groupes et les communautés les plus démunis.

Le plan directeur 1991-1996 précisait trois cibles prioritaires: la désintégration sociale, les familles à risque et les rôles parentaux.

En 1994, la consultation interne sur le plan de développement sociocommunautaire identifiait la pauvreté comme la priorité numéro un.

L'engagement

Le CLSC Fleur de Lys s'engage à lutter contre la pauvreté en rassemblant les individus, organismes et communautés concernés par le problème. RASSEMBLER VEUT DIRE:

- documenter les besoins de la population;
- sensibiliser et informer la population;
- proposer des pistes d'action;
- supporter les ressources existantes;
- concerter les actions de nos partenaires;
- intervenir au plan politique.

Les conditions de succès

Choisir d'intervenir sur la pauvreté, c'est aussi accepter de modifier nos pratiques, approches et modes d'intervention.

Quand on choisit d'intervenir sur la pauvreté et qu'on veut avoir une action efficace et une amélioration permanente du sort des populations appauvries, il est essentiel d'avoir les éléments suivants:

1. d'abord, un engagement du personnel du CLSC ainsi que celui de l'organisation;
2. de la formation pour habilitier les intervenants à agir dans des milieux de pauvreté;
3. une vision commune des actions à mener au plan individuel, de groupe et communautaire;
4. la concertation et la coordination des actions des intervenants dans divers organismes locaux et régionaux dans le cadre commun convenu avec nos partenaires;
5. l'appel à la solidarité de tous, individus et communautés.

SECTION 4

ÉCONOMIE SOCIALE: PRATIQUES ET QUESTIONNEMENT

**«LE RÊVE DE DIANE ET LES BESOINS
D'ALBERTINE»: PROJET PORTÉ PAR AIDE
COMMUNAUTAIRE LIMOILOU**

Michel BÉDARD
Marc De KONINCK
CLSC-Basse-Ville – Limoilou

Les services à domicile du type entretien ménager, accompagnement et, dans une certaine mesure, gardiennage ont été de plus en plus délestés par les CLSC. C'est le cas à Limoilou depuis 1988. À plusieurs endroits, des organismes communautaires gérant la mesure EXTRA ont pris la relève, parfois sous l'initiative des CLSC comme dans le cas d'Aide communautaire Limoilou. Les CLSC gèrent également des allocations directes, lesquelles, épluchées de leur couverture administrative ou légale, sont surtout du travail au noir financé par l'État. Ce champ de services est aussi occupé en partie par des agences privées, par du travail au noir non subventionné par les allocations directes et par les Corporations intermédiaires de travail (CIT) basées sur le programme PAIE du ministère de la Sécurité du revenu.

1988 À 1994

Aide communautaire Limoilou était alors un organisme EXTRA mis sur pied avec l'aide du CLSC de Limoilou. Après plusieurs années d'effort, nous faisons le constat qu'il faut assurer une durabilité de l'emploi si nous voulons être en mesure d'offrir un service de qualité pour les personnes âgées. En 1993-1994, l'idée du projet-pilote «Le rêve de Diane et les besoins d'Albertine» fait son chemin et les fonds nécessaires sont rassemblés pour concrétiser le tout.

Par ce projet, nous visons l'expérimentation d'un nouveau type d'emplois durables pour les prestataires de la Sécurité du revenu qui, en raison de leur âge et de leur faible niveau de scolarité, sont exclus du marché du travail. Ces emplois doivent être incitatifs par

rapport aux prestations de la sécurité du revenu, intégrant de la formation, associant les employés-es dans la gestion et impliquant un défi de production lié à une part d'autofinancement.

Le projet a pris pour nom: Le rêve de Diane et les besoins d'Albertine. Diane est prestataire d'aide sociale et veut sortir du cercle vicieux des programmes d'employabilité pour occuper un emploi durable au service des personnes âgées; Albertine est une personne âgée de Limoilou, elle a peu de revenus mais veut recevoir des services de qualité sans changer de travailleuse au gré des mesures EXTRA.

Il s'agit d'un projet-pilote de trois ans pouvant s'inscrire dans le développement de l'économie sociale actuellement en discussion. Cette économie mixte associe des subventions gouvernementales et des contributions des usagers, à l'exemple des garderies sans but lucratif.

Les emplois créés visent principalement les personnes sans espoir d'emplois «réguliers» à cause de leur âge et de leur faible scolarité. Ces emplois, non spécialisés, tentent de récupérer le travail au noir fréquent en aide domestique. Chaque travailleuse et chaque travailleur doit rapporter en revenus de services environ la moitié de son salaire (autofinancement). L'organisme est très soucieux de la qualité des emplois et des services et mise donc sur la formation. La ligne centrale du projet est la création d'emplois durables.

Le projet est issu d'un «tricotage» complexe de divers fonds de création d'emplois et visait la création de 15 emplois assurés jusqu'en mars 1997.

L'employé-e fait d'abord son apprentissage via la mesure EXTRA pour quelques mois, après quoi, il-elle devient employé-e régulier. Son salaire est actuellement de 7.50\$/heure. Il-elle fait de l'entretien ménager et parfois du gardiennage chez les personnes âgées qui paient 6\$/heure pour ses services.

Les employés-es du projet font un bilan très positif quant à la sécurité financière acquise, la reprise de dignité et de fierté. Les personnes âgées desservies (environ 400 en avril 1996) sont

également très satisfaites des services rendus ainsi que du lien stable créé avec l'employé-e, ce qui n'est pas possible avec les mesures d'employabilité ou les emplois temporaires.

L'objectif initial était la création de 15 emplois. Cet objectif est déjà dépassé et pourra atteindre la vingtaine à la fin du projet-pilote, soit en mars 1997.

La continuité des emplois déjà créés, au-delà de cette échéance, repose sur des discussions en cours, autour entre autres du concept d'économie sociale. Indépendamment du programme éventuel qui pourra en découler, nous misons sur la volonté gouvernementale de compléter la part d'autofinancement de l'organisme en transformant en base salariale les budgets déjà investis en aide sociale. Un autre enjeu central de ces programmes éventuels est la durabilité de l'emploi à la base même de la qualité des services. La viabilité du projet dépend donc des orientations gouvernementales en ce sens. En ce qui concerne la continuité du projet «Le rêve de Diane et les besoins d'Albertine», la réponse est attendue d'ici mars 1997.

Ce programme suscite certaines questions. En voici quelques-unes:

LE PROJET POURRAIT-IL S'AUTOFINANCER ENTIÈREMENT?

Dans les conditions actuelles, on ne peut envisager un autofinancement complet. Pour y arriver, il faudrait doubler le tarif horaire de 6\$ demandé aux clients. Dans un milieu peu fortuné comme le nôtre, les usagers n'ont pas cette capacité de payer. Et même les usagers plus riches pourraient recourir à nouveau au travail au noir moins coûteux, si nos tarifs augmentaient trop.

Les subventions gouvernementales qui complètent l'autofinancement de l'organisme n'impliquent pas de coûts additionnels pour l'État et représentent même des avantages pour lui. Ce sont des budgets déjà consentis en aide sociale pour des gens sans espoir d'emplois à cause de leur âge et de leur faible scolarité. Nous proposons que ces budgets soient transformés en base salariale, complétée par la tarification aux usagers. Il y a là une façon de créer de l'emploi, de blanchir le travail au noir et ainsi d'augmenter les revenus de l'État.

D'autres études démontrent que les services domestiques génèrent des économies parce qu'ils limitent les coûts d'hospitalisation.

En fait, cette question d'une partie de financement gouvernemental est reliée à sa conception globale du développement économique et social et de la lutte au déficit. L'autre défi est que le partenariat exigé de projets comme le nôtre s'articule aussi en partenariat interministériel. Les budgets respectifs de chaque ministère sont difficilement interchangeables bien que le coût total reste le même pour le gouvernement.

CRÉEZ-VOUS UNE COMPÉTITION AU SECTEUR PRIVÉ OU DE LA SUBSTITUTION D'EMPLOIS DANS LES CLSC?

Les services d'aide domestique sont de moins en moins dispensés par des auxiliaires familiales de CLSC (ils ne le sont plus à Limoilou). Les auxiliaires familiales sont de plus en plus affectées à des tâches plus spécialisées, comme les soins d'hygiène. Ces changements peuvent ouvrir la porte à du travail au noir ou à la création de nouveaux emplois.

D'autre part, le projet centré sur l'entretien ménager ne concurrence pas le secteur privé dans un territoire comme le nôtre. La faible capacité de payer des usagers ne permet pas que des entreprises y deviennent rentables. Nous sommes davantage en compétition avec le travail au noir.

Enfin, nous voulons développer une alternative à des ressources de production de services basée sur l'employabilité seulement.

POURQUOI LES SALAIRES NE SONT-ILS PAS PLUS ÉLEVÉS?

Les salaires actuellement donnés permettent, pour la majorité des travailleuses et des travailleurs, de doubler les revenus de l'aide sociale. Nous devons cependant les améliorer encore. Nous sommes tout à fait d'accord avec les réclamations de la marche des femmes demandant un salaire dépassant la barrière des 8\$. Il en va

de la dignité des travailleuses et des travailleurs et de la **durabilité** de ces emplois.

Il faut d'autre part rappeler qu'il n'y a pas que le salaire et que l'organisme a négocié avec ses employés-es un contrat de travail comprenant des clauses normatives intéressantes, supérieures aux normes minimales du travail.

VOS TARIFS SONT TROP CHERS POUR CERTAINS CLIENTS ET PAS ASSEZ POUR D'AUTRES

Notre tarif est actuellement de 6\$ de l'heure. Il correspond à peu près au tarif du travail au noir. Pour une durabilité du lien client-employé, pour une qualité de service accru et une meilleure protection, les usagers préfèrent de plus en plus nos services. Par contre, si nous demandons trop aux clients mieux nantis, ils pourraient de nouveau recourir à l'économie souterraine. Il y a là un dilemme.

Une formule de chèques-services est en discussion au gouvernement. Elle pourrait, à certaines conditions, permettre une tarification tenant compte de la capacité de payer des usagers.

ÊTES-VOUS PRÊTS À OFFRIR D'AUTRES SERVICES ET À COUVRIR PLUS DE TERRITOIRES?

Avec l'expérience acquise, nous pourrions offrir d'autres services. Nous faisons des expériences en gardiennage léger et pourrions tenter le transport-accompagnement lié au virage ambulatoire. Nous pourrions également couvrir d'autres territoires, à moins que des projets semblables y soient implantés.

Cette ouverture à plus de services et plus de territoires est liée à notre mission de créer des emplois durables. Toutefois, nous n'envisageons pas de services concurrençant des emplois déjà créés.

VOUS DÉNONCEZ LES PROGRAMMES DE TYPE EXTRA, PAIE ET LES CIT ET VOUS LES UTILISEZ QUAND MÊME

Notre critique vis-à-vis ces programmes porte sur le fait que, le plus souvent, ils ne débouchent pas sur des emplois réels ou sur des emplois reliés à la formation et à l'expérience acquise. Notre projet utilise ces mesures de façon différente. Une période EXTRA sert de court stage d'apprentissage débouchant sur un emploi durable dans l'organisme même. Dans ce contexte, la mesure CIT permet un financement pour la première année d'emploi de l'employé-e, qui demeure toutefois à l'emploi de l'organisme par la suite.

LES CLSC UTILISENT DES TRAVAILLEURS DITS AUTONOMES PAR DES ALLOCATIONS DIRECTES AUX USAGERS. PENSEZ-VOUS OCCUPER CE SECTEUR?

Ce secteur d'allocations directes est reconnu comme favorisant le travail au noir. À des conditions précises, nous pourrions tenter de transformer ce secteur en véritables emplois. Une condition est liée à la viabilité financière de l'organisme. Une autre est de se limiter à des champs de services n'entrant pas en compétition avec d'autres emplois.

LE PROJET A-T-IL DES BONNES CHANCES DE CONTINUER APRÈS MARS 1997?

En mars 1997, nous aurons créé plus d'emplois que nous l'avions prévu. La satisfaction de la clientèle est déjà établie, de même que la crédibilité de l'organisme. Ces acquis nous permettent beaucoup d'espoirs. Nous sommes en attente de programmes gouvernementaux adaptés à ce type d'entreprise. Nous devons cependant espérer que ces programmes seront disponibles avant mars 1997.

Le bilan que nous faisons à cette étape est globalement positif. Nous avons près d'une vingtaine d'employés-es dont une coordonnatrice et deux employés de bureau, alors qu'on en prévoyait 15 au début. Nous avons offert plus de 12 000 heures de service à la clientèle pour l'année 1995-1996.

On ne reprendra pas ici tout le contenu du rapport annuel qui traite du détail en financement, des heures de service, du plan de formation etc.¹ Nous soulignerons toutefois la satisfaction de la clientèle dans le fait d'avoir maintenant accès à des services assurant une certaine intimité et la grande satisfaction des travailleuses et des travailleurs dans ce qui est un sérieux pas en avant pour retrouver leur dignité.

Il reste encore une année au projet-pilote. Il ne faudra pas chômer si nous voulons maintenir les emplois au-delà de mars 1997. Voici en résumé le plan d'action pour l'année à venir.

PLAN D'ACTION 1996-1997

BUTS

- Maintenir à l'emploi les travailleuses et les travailleurs actuels et continuer la création d'emplois durables.
- Poursuivre l'offre de services de qualité à un prix raisonnable.

OBJECTIFS

- Assurer la pérennité du projet en démontrant sa rentabilité sociale et économique.
 - Convaincre les décideurs locaux de l'importance de notre projet.
 - Développer nos liens avec les comités local et régional d'économie sociale et le chantier sur le développement de l'économie sociale présidée par Madame Nancy Neamtan.
 - Accroître nos alliances avec d'autres bailleurs de fonds, par exemple le Mouvement Desjardins.

- Entreprendre toutes les démarches politiques ou autres, si nécessaire, pour s'assurer du financement au-delà du 30 mars 1997.
- Augmenter notre autonomie vis-à-vis de nos partenaires.
 - Devenir de plus en plus autosuffisant, en particulier sur le plan de la gestion interne, surtout vis-à-vis du CLSC.
 - Faire en sorte que les travailleuses et les travailleurs soient de plus en plus partie prenante de la gestion de l'entreprise.
- Accroître la part d'autofinancement, notamment par le développement de services.
 - Se questionner dans le cadre du virage ambulatoire sur:
 - ♦ l'élargissement du territoire;
 - ♦ la diversification des services, par exemple: transport-accompagnement, gardiennage léger...;
 - ♦ l'extension de la clientèle: clientèle plus favorisée non âgée.

EN GUISE DE CONCLUSION

Dans le contexte social actuel, il est bon de rappeler qu'il y a beaucoup de mouvement et parfois même beaucoup de confusion. La réflexion sur l'économie sociale est bousculante. L'agenda politique étant serré, le champ de l'économie sociale est à la fois porteur d'avenir et d'inquiétude. Veut-on réellement créer de l'emploi ou veut-on simplement faire les mêmes choses avec moins de moyens?

Le virage ambulatoire aussi bouscule: coupures par-ci, renforcement du maintien à domicile par-là, MSSS, RRSSQ, CLSC, etc. Tous sont concernés, tous ont des attentes vis-à-vis du communautaire. Leurs attentes sont-elles raisonnables? Sont-ils prêts à donner au communautaire les moyens d'y répondre?

Enfin, devant les pressions à mettre sur pied des ressources alternatives en maintien à domicile, toutes sortes d'expériences voient le jour: passerelle d'emploi, coopératives d'usagers, coopératives de travailleurs, entreprises de création d'emploi durables. Alors que ces expériences devraient se solidariser, elles peuvent être portées à se concurrencer.

Dans tout ce contexte, l'avenir peut paraître aléatoire. Sommes-nous pessimistes? Non, plutôt lucides.

Aide communautaire Limoilou veut d'abord créer de l'emploi durable pour des personnes pour qui il est plus difficile de s'en trouver; elle ne veut enlever de travail à personne. De plus, elle veut donner des services de qualité à des personnes à faibles revenus, elle ne veut pas être le prétexte au désengagement de l'État. Aide communautaire Limoilou ne veut que cela, mais veut tout cela.

NOTE

- 1 Vous pourrez le faire venir en appelant l'organisme au (418) 648-8665.

ARRIMER SYNDICATS ET ENTREPRISES COMMUNAUTAIRES

René LACHAPELLE
CLSC du Havre

À quelques jours de l'anniversaire de la marche des femmes pour *Du pain et des roses* et à la veille de la conférence sur le devenir social et économique du Québec, l'économie sociale se trouve sous les feux de la rampe. Les intervenantes et intervenants communautaires en CLSC sont au coeur du débat entre les organisations communautaires et syndicales porteuses d'un paradigme social en émergence et celles qui craignent que l'économie solidaire porte atteinte aux intérêts de leurs membres. Il devient impératif de préciser les conditions pour que ce débat de société ne mette pas en contradiction solidarités syndicales et solidarités communautaires. Plus encore, le mouvement syndical et les entreprises communautaires en émergence doivent faire alliance et se présenter en partenaires si l'on veut que l'économie sociale repose sur la solidarité plutôt que sur le contrôle, sur l'inclusion plutôt que sur le *workfare*.

Les choix de l'État québécois seront déterminants et se feront en fonction de l'équilibre des rapports entre les diverses forces en présence. Si les syndicats et les organismes communautaires ne réussissent pas à constituer une véritable alliance pour supporter le rapport de forces en faveur d'une approche démocratique et populaire de l'économie sociale, les courants néo-libéraux, qui sont en bonne position dans le gouvernement actuel, risquent de mettre en place des politiques capables de pervertir le meilleur des initiatives communautaires des dernières années.

D'autres avant moi ont bien précisé ces enjeux¹ et c'est en toute modestie que je me propose de contribuer au débat en rendant compte, dans un premier temps, d'expériences concrètes en cours à Sorel. Je proposerai par la suite une analyse des positions en présence dans le camp syndical et populaire pour enfin dégager

quelques critères d'action susceptibles de favoriser de nouvelles alliances syndicales-communautaires.

DEUX EXPÉRIENCES COMMUNAUTAIRES EN MARGE DU SYNDICALISME

Deux expériences me permettront d'illustrer les rapports entre syndicats et entreprises communautaires en mettant en évidence les rationalités différentes qui expliquent la complexité d'un arrimage solide des uns avec les autres.

L'ATELIER DU CHÔMEUR DU BAS-RICHELIEU

À la suite des mises à pied massives dans les chantiers navals en 1981-1982, les travailleurs sorelois ont contribué à l'émergence d'organismes communautaires en mettant à profit les programmes d'emplois temporaires². Les syndicats et le Conseil central ont, entre autres, favorisé et soutenu la formation d'un regroupement de chômeurs dont l'un des projets est devenu l'Atelier du chômeur du Bas-Richelieu.

Cet organisme communautaire a franchi, depuis, quelques paliers de croissance pour devenir une entreprise d'insertion en emploi active dans le créneau de l'environnement. Dans le prolongement des vestiaires paroissiaux qui récupéraient des vêtements au profit des personnes dans le besoin, elle oeuvre dans la récupération-réutilisation-recyclage-valorisation de vêtements, de mobilier domestique et de fibres textiles. Son originalité est d'allier récupération matérielle, utilisation des programmes d'employabilité — l'Atelier a un statut de corporation intermédiaire de travail — et création d'emplois. Les personnes qui y travaillent dans le cadre de programmes de réinsertion vivent une expérience valorisante: elles sont traitées à l'Atelier comme des travailleuses et des travailleurs et elles sont conscientes de leur contribution au développement de l'entreprise. Les témoignages sont unanimes quant à l'intensité de la vie sociale et il y a toujours plus de candidats aux mesures d'employabilité à l'Atelier que celui-ci ne peut offrir de postes de réinsertion.

L'Atelier occupe actuellement 36 personnes. Au cours des deux dernières années, six postes créés dans le cadre des programmes d'employabilité sont devenus permanents et un établissement commercial de 775 mètres carrés a été acquis avec l'aide de la Caisse d'économie des travailleurs de Québec³ pour loger les différents projets: un magasin dont le chiffre d'affaires a atteint 125 000\$ en 1995, un atelier de couture qui réutilise des tissus pour fabriquer des articles mis en vente au magasin et un atelier de remise à neuf d'appareils domestiques. L'atelier de couture offre aussi de la formation aux personnes désireuses de développer un savoir-faire en confection et il met ses équipements à la disposition de celles qui n'ont pas les moyens de s'en procurer. En outre, l'entreprise fournit près de 250 tonnes de fibres textiles par année à une usine qui les recycle. La diminution qui résulte du volume de déchets vaut à l'Atelier le statut de partenaire dans le domaine de la gestion des déchets.

Aux premiers rangs des entreprises communautaires soreloises, l'Atelier siège à la Table entrepreneuriale coopérative⁴ dont il est le représentant au conseil d'administration de la Société d'aide au développement de la collectivité du Bas-Richelieu (SADC). Il est aussi membre du Conseil régional en environnement (CRE) de la Montérégie et du réseau des entreprises d'insertion actuellement en formation.

Les relations de l'Atelier au mouvement syndical sont significatives. Né de la recherche syndicale d'une solution pour des travailleurs victimes d'une mise à pied massive, l'organisme s'est développé par lui-même sur la base d'efforts militants, le plus souvent bénévoles. Dans cette démarche, il a reçu ponctuellement des appuis du Conseil central et de certains syndicats. Ces efforts lui ont permis de prendre une place dans la filière environnementale et d'obtenir les ressources requises pour devenir une petite entreprise créatrice de nouveaux emplois. Du point de vue des syndicats sorelois habitués à traiter avec de grandes entreprises, six nouveaux emplois représentent une goutte d'eau en regard de l'ampleur du problème de l'emploi, surtout quand on compare les niveaux de rémunération avec ce qui se verse dans les grandes entreprises. Comme le disait le président d'un syndicat aux prises avec la perte de centaines d'emplois, «c'est bien beau une petite coopérative, mais ça ne règle

pas le problème». Le développement coopératif fait partie de l'histoire syndicale soreloise⁵, mais sa valeur stratégique n'est pas toujours reconnue par les membres des syndicats.

L'expérience de l'Atelier du chômeur illustre les rapports de non-indifférence et le type d'appuis provenant du mouvement syndical: une contribution militante et une sympathie bienveillante de la part des membres, en même temps que le sentiment qu'il s'agit d'une solution qui demeure en deçà des besoins.

LA COOPÉRATIVE DE TRAVAIL EN SERVICES DE SOUTIEN À DOMICILE DU BAS-RICHELIEU (AIDE-PLUS)

La coopérative Aide-plus a été constituée par un groupe de travailleuses et travailleurs bénéficiaires de l'aide sociale fraîchement issus de formations professionnelles en gérontologie ou en aide à domicile. Confrontées à l'absence d'emplois disponibles dans le secteur public et plus intéressées à la formule coopérative qu'aux propositions de travail au noir qui leur étaient faites, quelques personnes se sont efforcées, en mai 1992, de développer un projet d'entreprise qui leur permette d'exercer le métier pour lequel elles avaient été formées: l'aide personnelle aux personnes en perte d'autonomie qui souhaitent demeurer chez elles le plus longtemps possible. Le défi de la coopérative, c'est de s'imposer sur ce marché par la qualité de ses services, de façon à faire reculer le plus possible le travail au noir qui se développe en réponse à un besoin social croissant dans une population vieillissante.

Dans la pratique, cette coopérative de travail se heurte au problème du financement des services personnels. Elle aurait besoin que les ressources étatiques lui permettent de rentabiliser l'entreprise: l'addition des prestations d'aide sociale dont dépendent la plupart des membres de la coopérative et des allocations que l'État verse à certaines personnes en perte d'autonomie pour acheter des services d'aide à domicile pourrait faire en sorte que la coopérative devienne immédiatement rentable et en mesure de créer plus de 25 emplois permanents. Mais les programmes de sécurité du revenu, le financement des services aux personnes en perte d'autonomie et la création d'emplois relèvent de ministères différents dont les règles sont

souvent contradictoires⁶. Aide-plus attend encore le coup de pouce qui lui permettrait de franchir le seuil de la rentabilité.

Le conseil d'administration du CLSC du Havre a décidé de s'engager dans un projet de partenariat avec la coopérative pour faire débloquer cette situation. On espérait inscrire cette initiative parmi les projets-pilotes du Défi-autonomie, mais la soumission de la coopérative n'a pas été retenue. L'espérance, c'est que la prochaine réforme de l'aide sociale favorise des objectifs semblables.

Le syndicat CSN du CLSC est, pour sa part, réticent: une partie de ses membres fournit de l'aide à domicile et considère que la coopérative constitue une forme de sous-traitance de nature à compromettre le maintien ou le développement de leurs emplois dans le réseau de la santé et des services sociaux. Ces craintes sont compréhensibles, en particulier dans le contexte des compressions budgétaires que connaît actuellement le réseau de la santé et des services sociaux. Il n'est pas mauvais que le syndicat agisse comme chien de garde quant à la qualité des emplois à créer: jusqu'ici, beaucoup de projets d'insertion au travail, dans le cadre de la sécurité du revenu, justifient ces craintes.

Cependant, la position syndicale ne tient pas suffisamment compte du contexte budgétaire dans lequel l'État québécois évolue actuellement. Au moment où l'on sabre dans tous les services, il y a une certaine urgence à faire un débat dans les rangs syndicaux pour mettre en perspective les projets d'économie sociale. Il y a beaucoup d'indications que le maintien du rôle de l'État dans le domaine des services publics passera probablement de moins en moins par l'ajout de services intégrés à un réseau centralisé et universel. Se pourrait-il que l'alternative communautaire rende possible l'organisation de services mieux adaptés aux besoins et caractéristiques des communautés locales? Se pourrait-il que, mieux contrôlés par la population bénéficiaire, ils puissent requérir des modes de financement différents du financement public qui a prévalu au cours des dernières décennies?

LES ARGUMENTS SYNDICAUX: APPUIS ET RÉSISTANCES

Le mouvement syndical est un acteur incontournable dans la mise en place d'un nouveau contrat social basé sur la justice et l'équité pour la population québécoise. Dans le contexte de coupures qui prévaut actuellement, il est difficile, mais néanmoins possible, de transformer en emplois de qualité et socialement reconnus des besoins qui ne sont pas solvables pour le secteur privé et qui ne sont pas pris en charge par l'État.

La CSN a une longue histoire d'engagement dans l'émergence de nouvelles manières de prendre en charge les besoins socio-communautaires: l'histoire des CLSC et celle des garderies sans but lucratif en sont de bonnes illustrations. Chaque fois, il y a eu des débats vigoureux dans les rangs des syndicats aussi bien que dans les organismes en question. L'émergence d'entreprises communautaires et coopératives dans le maintien en milieu naturel des personnes en perte d'autonomie n'y échappe pas. C'est sain pour prévenir toute solution qui reposerait sur l'exploitation de la main-d'oeuvre et, en même temps, pour illustrer le défi d'élaborer un modèle différent de l'intégration pure et simple à un réseau de services publics.

Le débat syndical est traversé par des considérations qui appuient le développement de l'économie solidaire: explorer de nouveaux gisements d'emploi pour faire reculer l'exclusion, prendre le virage socio-sanitaire et celui du développement durable, démocratiser le travail et favoriser le développement endogène. Mais il fait aussi surgir des résistances, des réflexes de défense de ceux dont l'emploi est menacé: sauvegarder les services publics et refuser la soustraction, résister aux compressions dans le secteur public et à la décroissance de l'emploi manufacturier, refuser la précarisation des emplois et la mise à contribution bénévole des femmes.

Dans le débat de l'économie solidaire, appuis et résistances se présentent comme les deux faces d'une même réalité et manifestent le jeu des intérêts particuliers et de l'intérêt collectif.

EXPLORER DE NOUVEAUX GISEMENTS D'EMPLOI POUR UNE
ÉCONOMIE SOLIDAIRE OU BIEN SAUVEGARDER LES SERVICES
PUBLICS ET REFUSER LA SOUS-TRAITANCE

La CSN considère que le développement de l'économie solidaire recèle des possibilités de création d'emplois. Le rapport de l'exécutif lors du congrès de 1994 identifiait comme telle la satisfaction de nombreux besoins socio-économiques qui ne sont actuellement pris en charge directement ni par le secteur de l'économie marchande, ni par l'État, mais qui sont partiellement assumés par un secteur qui se situe entre ces deux pôles et qu'on associe généralement aux milieux communautaire et coopératif. Le congrès de 1994 a souhaité qu'on explore les gisements d'emplois d'utilité sociale dans les domaines de la culture, de l'environnement et des services aux personnes et qu'on ouvre la voie à la recherche pratique sur cet espace important dans la vie des individus et pour le dynamisme des communautés locales.

Le congrès de 1996 a confirmé cette orientation en adoptant une proposition sur l'économie solidaire *pour développer de nouveaux emplois répondant à de nouveaux besoins économiques et sociaux issus des communautés en travaillant à faire reconnaître la contribution du secteur communautaire, coopératif et sans but lucratif au développement économique et social du milieu.*

Ces arguments soulèvent la méfiance de certains syndicats, particulièrement dans le réseau de la santé, qui y soupçonnent une stratégie de sous-traitance et de privatisation des services. Un courant très structuré a mis de l'avant durant le congrès des amendements réaffirmant la nécessité d'agir en parallèle pour maintenir et développer les emplois dans les secteurs public et parapublic, et précisant que le soutien aux projets des communautés locales devra être conditionnel au fait qu'ils *ne viennent pas souscrire à la démarche de privatisation du secteur public.* Ces amendements sont significatifs des appréhensions des gens qui travaillent dans le réseau: l'économie solidaire ne doit pas servir d'alternative aux services coupés à cause des compressions budgétaires. Le secteur communautaire ne doit pas contribuer à la privatisation en «sortant» des services du réseau ni permettre que le *cheap labor* se substitue aux emplois publics. Les amendements ont

alourdi le texte de la proposition, mais cette lourdeur correspond tout à fait au poids des débats dans la réalité quotidienne.

PRENDRE LE VIRAGE SOCIO-SANITAIRE ET CELUI DU
DÉVELOPPEMENT DURABLE OU BIEN RÉSISTER AUX COUPURES
DANS LE SECTEUR PUBLIC ET À LA DÉCROISSANCE DE L'EMPLOI
MANUFACTURIER

La CSN a été du nombre des acteurs sociaux à favoriser une réorganisation en profondeur des services de santé et des services sociaux. Le rapport Rochon et les principes de la réforme correspondent à ces revendications. Développer des services de première ligne et des ressources légères orientées vers la santé plutôt que vers le traitement de la maladie, cela entraîne qu'on allège l'actuel système centralisé trop peu flexible pour répondre à de tels impératifs. Les pressions exercées par le virage ambulatoire favorisent l'émergence de services en milieu naturel et ouvrent un espace de débats sur leur financement. L'entreprise privée, appuyée par l'idéologie néolibérale dominante, y voit évidemment un nouvel espace de profits, moyennant qu'on laisse au secteur communautaire — dont certaines composantes, il faut le dire, tout à fait disposées à le faire — la responsabilité de fournir le bénévolat nécessaire pour les services non rentables. C'est cette vision de l'économie sociale qui justifie un discours de résistance aux coupures dans les établissements publics, aussi bien que dans les entreprises manufacturières.

Mais ce n'est pas la seule possibilité. Le secteur communautaire n'est pas un réseau d'emplois au rabais en concurrence déloyale avec le réseau public. Il est aussi une manifestation de la prise en charge des communautés par elles-mêmes (*empowerment*) et il dispose d'une réelle légitimité dans ses initiatives pour prendre en charge des problèmes. La créativité dispose certainement d'un espace plus considérable dans de telles organisations que dans un système centralisé. C'est particulièrement évident sur le plan de l'environnement. Sans nier qu'il faille des normes nationales et des interventions sur de grands ensembles, il est indéniable que les communautés locales sont les premières à avoir intérêt à assainir et à préserver leur propre espace vital. La prise en charge communautaire n'est pas seulement une mesure de substitution d'emplois,

elle peut ouvrir les règles du marché à la solidarité dans le cadre de nouvelles activités socialement utiles. La crise de l'emploi est une occasion pour revoir le partage de la richesse collective.

DÉMOCRATISER LE TRAVAIL ET FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT ENDOGÈNE

La démocratisation des milieux de travail, tout comme le développement endogène, suppose qu'on sorte du discours défensif pour prendre des initiatives. Depuis une décennie, la CSN exprime la volonté de *prendre les devants dans l'organisation du travail* et d'être présente dans les lieux où l'on oriente le développement. L'expérience des groupes communautaires est riche en termes de démocratie au travail et leur enracinement est un atout.

REFUSER LA PRÉCARISATION DES EMPLOIS ET LA MISE À CONTRIBUTION BÉNÉVOLE DES FEMMES

Le discours néo-libéral n'offre que des perspectives limitées pour les femmes, comme le montre la réponse du gouvernement aux revendications de la Fédération des femmes du Québec quant à l'équité salariale, au relèvement du salaire minimum, à l'arrêt des coupures dans l'aide sociale... L'intervention syndicale devra permettre de consolider un secteur dont l'existence est maintenant établie de telle sorte qu'on puisse améliorer sensiblement les conditions de vie et de travail des personnes qui y oeuvrent *en soumettant les emplois du secteur de l'économie solidaire aux lois du travail*. Cela est essentiel pour que les services aux personnes dans le besoin ne demeurent pas confinés dans une sphère charitable et bénévole qu'on abandonne volontiers aux femmes: le débat de l'économie solidaire en est aussi un d'équité.

L'URGENCE D'ARRIMER SYNDICATS ET ENTREPRISES COMMUNAUTAIRES

Il faut sortir du dilemme entre l'ouverture et la résistance. La seule façon d'y arriver, c'est de développer des consensus clairs sur nos

principes de base. C'est sur ce terrain que syndicats et organismes communautaires ont rendez-vous. Le congrès de la CSN a assorti sa décision de s'engager dans le développement de l'économie solidaire du mandat d'initier une démarche de concertation:

[...] que la CSN initie une consultation large des milieux syndicaux, des principaux acteurs socio-communautaires et populaires dans toutes les régions du Québec menant à une déclaration conjointe de principes qui orientera nos actions et réflexions dans la promotion et le développement de l'économie solidaire.

Le débat de l'économie sociale n'en sera pas pour autant vidé, mais une telle démarche devrait favoriser la mise en place de consensus de base pour le mener à terme.

DES JALONS POUR ARRIMER SYNDICATS ET ENTREPRISES COMMUNAUTAIRES

La grande difficulté de la solidarité, c'est d'arriver à faire converger des intérêts particuliers autour d'objectifs communément reconnus comme satisfaisants. Quelques jalons s'imposent déjà pour que syndicats et entreprises communautaires acceptent de s'associer à cette démarche. Ils devront orienter la préparation du forum de la solidarité sociale prévu en septembre 1996 afin de mettre en place le rapport de force syndical et populaire pour le rendez-vous de la conférence sur le devenir social et économique du Québec en octobre 1996.

CLARIFIER L'ENJEU

Sans rêver d'unanimité quant à la définition d'un enjeu central, il est urgent de comprendre et de faire comprendre qu'un nouveau paradigme social est en voie de définition au Québec. Nous vivons une phase probablement aussi déterminante que la Révolution tranquille: le nouveau contrat social qui se concrétisera petit à petit devra nous permettre de répondre à la décroissance de l'emploi en préservant nos grands acquis de solidarité sociale. Les formes

concrètes vont changer, il faut nous assurer que le projet de société soit en continuité.

COMPLÉMENTARISER LES INTERVENTIONS

Le réseau et la communauté doivent avoir leur place respective et complémentaire dans l'exercice de la solidarité, et cela doit être reconnu de part et d'autre. Entre l'étatisation tous azimuts et la privatisation de la solidarité sur le dos des femmes, il faut développer un espace communautaire qui repose sur la complémentarité entre le réseau de la santé et des services sociaux et les initiatives des milieux; allier la proximité et la souplesse des organismes communautaires avec la mise en réseau et les garanties de qualité du secteur public; encourager la démocratie au travail des organismes communautaires et la multidisciplinarité des CLSC.

Il faut bien voir aussi que, toutes choses égales par ailleurs en termes de création d'emplois, l'enjeu pour les entreprises communautaires est de permettre une insertion en emploi de travailleuses exclues ou confinées à la précarité du marché au noir alors que dans le réseau public, c'est le maintien d'emplois qui prime. Ces deux objectifs sont valables et nécessaires.

IMPOSER LA PERSPECTIVE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Au plan politique, le nouveau contrat social est en négociation et les forces syndicales et populaires ont intérêt à ce qu'il favorise des pratiques axées sur la solidarité sociale. Nous devons établir ensemble nos revendications pour être en mesure d'y arriver.

NOTES

- ¹ Voir en particulier Lévesque, Benoît et Yves Vaillancourt (1996), «L'économie plurielle», in *Le Devoir*, 16 et 17 mai; Vaillancourt, Yves (1994), «Éléments de problématique concernant l'arrimage entre le communautaire et le public dans le domaine de la santé et des services sociaux», in *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n° 2, automne, pp. 227-248.

- 2 Voir Lachapelle, René (1995) , «Syndicats, organismes communautaires et développement économique: l'expérience soreloise», in *Coopératives et développement*, vol. 26, n° 2, pp. 41-60; Lachapelle, René (1996), «Approches syndicales de la crise de l'emploi: l'action des syndicats CSN de la région de Sorel», in *Économie et solidarités*, vol. 28, n° 1, pp. 83-100.
- 3 Il est intéressant de souligner que les Caisses d'économie des travailleurs sont un exemple dans le secteur financier des interventions économiques qui ont été développées dans la mouvance du syndicalisme CSN. Il faut leur ajouter le Fonds de retraite Bâtirente et le Groupe de consultation pour la création et le maintien d'emplois. Le dernier-né de cette série est Fondation, un fonds de capital de risque dédié aux projets contrôlés par les travailleurs et aux coopératives de travail.
- 4 La Table entrepreneuriale coopérative regroupe six entreprises communautaires et trois organismes de soutien. On trouvera, en annexe, la déclaration de principe sur la base de laquelle les organismes signataires unissent leurs efforts.
- 5 Dès les origines du Conseil central en 1946, dix militants syndicaux ont suscité des coopératives domiciliaires. Au cours des années 70, des caisses d'économie et des coopératives de consommation ont été créées grâce aux efforts d'autres militantes et militants issus et soutenus par le milieu syndical.
- 6 Une partie de ces contradictions tient à la façon dont Québec conçoit ses propres politiques de main-d'oeuvre. Il faut toutefois constater que s'ajoute à cette difficulté le dédoublement des juridictions entre le gouvernement canadien et celui du Québec. Les politiques de sécurité du revenu et celles qui concernent les besoins sociaux sont régies par ce qui reste des règles du Régime d'assistance publique du Canada. Quant aux politiques d'emploi, elles sont très significativement marquées par les orientations de Développement et ressources humaines Canada. Les ressources financières contrôlées par le gouvernement canadien sont allouées en fonction de normes contraignantes déterminées au niveau fédéral. Le règlement de la question nationale au Québec, quoiqu'insuffisant à lui seul, fait partie des moyens dont nous avons besoin pour venir à bout de ces cloisonnements.

ANNEXE

DÉCLARATION DE PRINCIPES DE LA TABLE ENTREPRENEURIALE COOPÉRATIVE

6 MARS 1995

Notre coalition est née pour faire connaître et reconnaître l'entrepreneuriat collectif comme moyen de création d'emplois.

L'entrepreneuriat collectif se définit comme la capacité que se donnent des groupes de personnes d'entreprendre la production de biens ou de services pour répondre à des besoins identifiés collectivement. Les tâches socialement utiles peuvent couvrir n'importe quel domaine d'activités socio-économiques.

Dans le cadre des activités de la Table, l'entrepreneuriat collectif est l'outil que nous nous donnons pour faire reculer l'exclusion du travail de trop de personnes de notre région.

Objectifs de la coalition

- Véhiculer l'entrepreneuriat collectif comme moyen efficace de prise en main du milieu pour améliorer la situation socio-économique des travailleuses et travailleurs de la région du Bas-Richelieu.
- Proposer comme mode d'organisation des entreprises les formules où la démocratie est privilégiée.
- Encourager le développement de la formule des coopératives de travail.
- Militer pour la reconnaissance active du modèle coopératif par l'ensemble des intervenants économiques, sociaux et politiques de la région.
- Mettre en commun nos pratiques de coopération et d'organisation démocratique pour faire circuler les idées et les valeurs que nous partageons.
- La Table est un rassemblement ouvert aux coopératives et organismes qui partagent ses fins. Elle vise à établir des rapprochements avec le plus de secteurs possible.

Organisation de notre démocratie

Notre Table est un réseau d'organismes dont le statut juridique est varié et qui partagent les objectifs de la présente déclaration. La Table fonctionne par consensus.

Chaque organisme conserve son autonomie quant au choix de ses actions et de ses moyens d'intervention dans la mesure où ces choix ne portent pas atteinte aux principes de la coalition. Un organisme peut se retirer de l'une ou l'autre des actions de la coalition sans cesser pour autant d'en être membre.

Pour adhérer à notre regroupement, chaque organisme doit en faire la demande. La Table accepte l'adhésion d'un nouveau groupe par consensus.

Tout organisme membre de la Table peut proposer la candidature d'un nouvel organisme.

Chaque année, en septembre, un organisme est désigné pour assumer le secrétariat et la coordination de la Table.

Adopté le 6 mars 1995.

| | |
|----------------------------------|--|
| Aide-plus | L'Atelier du chômeur du Bas-Richelieu |
| COFTEC | Conseil central des syndicats nationaux de Sorel (CSN) |
| Coopérative jeunesse de services | Coop de travail multi-ressources du Bas-Richelieu |
| CDC du Bas-Richelieu | Groupe-entrepreneur SERTRA Groupe-entrepreneur Action du Bas-Richelieu |

LES SERVICES DE SUPPORT AUX PARENTS DE JEUNES ENFANTS: UN BASSIN D'EMPLOIS D'UTILITÉ SOCIALE?

Michelle DUVAL
Département de travail social
Université du Québec à Montréal

Les services de support aux parents de jeunes enfants représentent-ils un bassin d'emplois d'utilité sociale? Pour répondre à cette question, il faudrait examiner les résultats de l'expérience-pilote menée à Pointe-Calumet, dans la région de Saint-Eustache au nord de Montréal. Malheureusement, cette expérience en est encore à l'état de projet, les démarches pour la financer n'ayant pas encore porté fruit.

Nous partagerons plutôt les réflexions qui nous ont menés à la conviction que le besoin des parents de jeunes enfants d'avoir une aide matérielle pouvait, à certaines conditions, donner lieu à la création d'emplois d'utilité sociale.

Quand j'écris «nous», je fais référence au groupe promoteur du projet ainsi composé:

1. la Petite Maison de Pointe-Calumet, maison de la famille qui a formé un comité de travail composé de parents et de représentants de groupes communautaires impliqués auprès des parents de jeunes enfants;
2. Linda Vallée, organisatrice communautaire au CLSC Jean-Olivier-Chénier;
3. des membres du groupe EMPLUS, groupe de recherche pour le développement et le soutien d'entreprises créatrices d'emplois d'utilité sociale, composé d'universitaires de l'École des HEC et du Département de travail social de l'UQAM dont je fais partie.

Pour mener notre réflexion, plus précisément pour identifier les besoins des parents et définir de quelle façon les services pour y répondre pourraient être structurés, nous avons procédé à une revue de la littérature, à des séances de travail avec le comité promoteur ainsi qu'à des entrevues avec des intervenants institutionnels et communautaires de la région impliqués auprès des parents de jeunes enfants. Nous avons également rencontré trois organismes communautaires du Saguenay—Lac-Saint-Jean offrant des services d'aide matérielle aux parents de jeunes enfants afin de tirer des enseignements de leur expérience.

Nous voulions donc explorer d'autres secteurs d'activités susceptibles de créer des emplois d'utilité sociale. Dans le secteur des services aux personnes, appelés services de proximité (Laville, 1992), le champ des services d'aide domestique aux personnes en perte d'autonomie a été largement exploré. Par contre, le champ des services de support matériel aux parents de jeunes enfants, comme des services de répit-gardiennage ou de répit-ménage, a été peu touché. Or, de tels services pourraient être dispensés par une main-d'oeuvre non professionnelle et ainsi créer des emplois accessibles à des personnes pour qui le marché actuel d'emplois est fermé. Entendons-nous: il ne s'agit pas de personnes sans qualifications, mais plutôt dont les compétences ne sont pas reconnues par le marché conventionnel d'emplois.

Il nous apparaissait, par ailleurs, que de tels services de support matériel aux parents de jeunes enfants pouvaient avantageusement être offerts par des organismes communautaires qui constituent ce qu'on appelle le tiers-secteur, ce troisième secteur de dispensation de services à côté, d'une part, des secteurs public et parapublic et, d'autre part, du secteur marchand (Defourny et al., 1992).

En confiant une telle responsabilité au secteur communautaire, nous ne voulions nullement cautionner le désengagement de l'État et adopter la perspective néo-libérale. C'est plutôt parce que le tiers-secteur est celui qui peut le mieux développer de tels emplois d'utilité sociale, d'une part, parce qu'il est déjà présent dans le champ des services de proximité et, d'autre part, parce qu'il a développé des pratiques et une analyse très pertinente des problèmes (Enjolras, 1995). Une telle expertise est tributaire de l'enracinement

dans leur milieu des organismes communautaires qui ont développé des façons de voir et de faire qui sont nouvelles et qui répondent autrement aux problèmes sociaux. Grâce à cette originalité de point de vue et de pratique, les organismes communautaires ont déjà commencé à définir ce projet de société que tous réclament à grands cris. Inutile, à mon avis, d'attendre un tel projet des idéologues, des politiciens ou même des universitaires. Examinons plutôt les réponses que les organismes communautaires inventent au fil de leur pratique et de leur réflexion.

C'est la démarche que je suivrai. Dans un premier temps, nous regarderons sommairement le besoin qu'ont les parents de jeunes enfants d'avoir une aide matérielle. Par la suite, nous examinerons l'expérience menée par trois organismes communautaires du Saguenay—Lac-Saint-Jean.

LE BESOIN DES PARENTS DE JEUNES ENFANTS D'AVOIR UNE AIDE MATÉRIELLE

Depuis les années 60, le paysage des familles québécoises s'est profondément transformé: baisse de la natalité et de la nuptialité, augmentation des divorces et de la monoparentalité, entrée massive des femmes sur le marché du travail et éclatement des rôles sexuels traditionnels, affaiblissement des réseaux de soutien familial et communautaire (Langlois et al. 1990). Ces transformations sociales ont rendu la vie familiale de plus en plus difficile (Darveau-Fournier, L.; Home, A., 1990), notamment pour les mères de jeunes enfants dont le fardeau des tâches est très lourd (Duval, 1985).

Aussi, le besoin des parents de jeunes enfants d'être supportés dans l'exercice de leur fonction est-il largement reconnu, tant par les intervenants professionnels que par les parents eux-mêmes. Toutefois, alors que les professionnels insistent davantage sur les besoins d'apprentissage, de connaissance, d'information, d'encadrement, les parents eux-mêmes expriment surtout des besoins d'assistance physique et d'aide matérielle, notamment au niveau du gardiennage, ainsi que des besoins de loisirs et de soutien social (Centre hospitalier de Beauceville et Département de santé communautaire, 1993). On retrouve une différence analogue de point de vue quant

aux causes des problèmes rencontrés par les parents; les intervenants des milieux institutionnels ont tendance à interpréter ces problèmes en termes personnels tandis que ceux des milieux communautaires, plus proches des parents, font davantage référence aux conditions de vie, aux valeurs sociales et à l'isolement comme facteurs de risque (Chamberland, 1995).

Il est par ailleurs reconnu que des services de support aux parents contribueraient à prévenir les problèmes de négligence envers les enfants (Bouchard, 1991; Conseil des affaires sociales, 1990). Visant à renforcer les capacités des parents, misant sur les «facteurs de robustesse» (Chamberland, 1995), on agirait alors sur des éléments de la santé mentale positive dans le sens où le recommande le Comité de la santé mentale (Blanchet et coll., 1993).

La mise en place de services de halte-garderie et d'aide domestique viendrait répondre à ce besoin de soutien très concret exprimé par les parents. Or, de tels services peuvent être dispensés par une main-d'oeuvre non professionnelle, comme le prouve l'expérience de certains organismes communautaires offrant du support aux parents de jeunes enfants (Guay et al., 1995). Notons toutefois que les organismes dispensant de tels services sont rares, d'une part, parce qu'il est difficile de recruter des bénévoles pour faire ce travail, d'autre part, parce que le sous-financement des organismes limite fortement l'embauche de travailleurs salariés. Il serait donc réaliste et justifié de développer des entreprises d'économie sociale dans ce secteur.

Forts de cette conclusion, nous avons élaboré un prototype d'entreprise qui offrirait, d'une part, des services de répit-gardiennage de jour en halte-garderie, d'autre part, des services de répit-gardiennage et d'aide domestique à domicile. Nous inscrivant dans une optique de promotion de la santé plutôt que de prévention de problèmes spécifiques, nous visons à améliorer les conditions d'exercice de la parentalité en offrant des services d'aide matérielle. Nous postulons qu'une telle amélioration de ces conditions contribuera à diminuer les facteurs de négligence envers les enfants. Nous visons alors la population générale de parents de jeunes enfants sans cibler de catégories dites «à risque». Bien sûr, si la demande de services excède l'offre, certains critères permettront de limiter la fréquence et

l'intensité des services. Ces critères concernent d'abord l'intensité du besoin d'aide, intensité déterminée en fonction du nombre et de l'âge des enfants, de la composition familiale (monoparentalité), de l'état de santé de la mère (maladie, accouchement, dépression, situation de crise comme un divorce...). Puis, l'autre critère sera la capacité financière du ménage à s'offrir des services d'aide maternelle.

L'avantage d'offrir des services à l'ensemble de la population des parents est double: d'une part, ces services ont plus de chance d'avoir un effet préventif puisqu'ils sont dispensés avant que la situation ne se détériore et qu'apparaissent les problèmes engendrés par le surmenage; d'autre part, ils évitent l'étiquetage d'une clientèle «à risque».

Toutefois, le fait que les services s'adressent à tous les parents ne signifie pas nécessairement qu'ils rejoindront tous les parents. Il pourrait exister des freins à leur utilisation, notamment de la part des parents de milieux socio-économiquement défavorisés qui sont justement ceux qu'on qualifie de parents «à risque». Prenons, entre autres exemples, celui des services de périnatalité qui se rapprochent davantage de notre secteur. Montreuil et Colin (1987, p. 19) rapportent que

[...] les femmes et familles décrites comme étant défavorisées ou encore à risque élevé se recrutent parmi les bénéficiaires de l'aide sociale ou de l'assurance-chômage ou sont de petits salariés. Elles sont caractérisées par l'ampleur et l'acuité des problèmes qu'elles vivent au moment de leur grossesse.

Or, notent ces auteures (1987, p. 5), ces femmes «ont peu ou pas recours aux soins prénatals et leur suivi de grossesse est plus tardif, insuffisant en nombre de visites ou même absent». La même constatation s'applique dans le cas de la fréquentation des cours prénatals (Duguay, 1989, p. 63). Pourtant, la gratuité de tels soins les rend théoriquement accessibles à toutes. Bien sûr, certains obstacles financiers demeurent: frais de transport, frais de garde des enfants durant la consultation, etc. Mais comme le soulignent Montreuil et Colin (1987, p. 5), «d'autres facteurs sont plus importants. Ils sont

liés aux valeurs et comportements des personnes démunies elles-mêmes».

Quels sont ces valeurs et comportements particuliers? Pour le savoir, voyons ce que nous apprend la littérature au sujet de la culture des milieux socio-économiquement défavorisés, milieux dits «populaires».

LES MILIEUX POPULAIRES ET L'UTILISATION DES SERVICES SOCIAUX ET DE SANTÉ

Quel est ce mode de vie propre au milieu populaire? Et parmi ces traits culturels, lesquels constituent des facteurs limitant l'accès à la santé pour les gens de ce milieu? Pour identifier ces facteurs, Paquet (1989) s'appuie sur les recherches de Hoggart (1970). Retenons ici les facteurs susceptibles d'influencer le recours à d'éventuels services de support aux parents de jeunes enfants:

- valeur primordiale accordée au quotidien et au présent; préoccupations davantage orientées vers les problèmes vitaux liés aux conditions de vie;
- faible intérêt à se préoccuper de l'avenir et à prévoir parce qu'on ne croit pas à sa capacité de changer le cours des choses;
- sentiment général d'impuissance et d'incapacité face à un environnement souvent hostile;
- importance des plus petites manifestations de la liberté de choisir;
- doute quant à la valeur de l'instruction;
- difficulté à manier des idées générales et abstraites;
- les rapports directs et personnels sont les seuls que l'on sache maîtriser;

- attachement au groupe local; importance conférée aux liens domestiques et aux relations de voisinage;
- le fait d'être ensemble est plus important que la finalité spécifique d'une activité de regroupement; résistance même à s'inscrire à des groupes ou activités reliés directement à un problème particulier¹;
- degré élevé de fermeture du milieu; rapports difficiles avec les autres classes sociales dictés:
 - d'une part, par la méfiance (on doute de la capacité des autres à intervenir dans son univers, on veut «se protéger contre le caractère inaccoutumé du monde des autres» [Paquet, 1989, p. 63], contre un ordre établi et imposé de l'extérieur)²;
 - d'autre part, par le sentiment de dignité qui «porte à refuser la reconnaissance d'une quelconque infériorité» (Paquet, 1989, p. 57), à refuser de se faire dicter sa conduite par des experts qui se considèrent supérieurs et aux yeux de qui on est persuadé de ne pas compter. Paquet (1989, p. 62) note à cet effet:

Règle générale, les classes populaires n'ont recours aux «autres» qu'en dernier ressort [...] Cette attitude dénote l'idée de respectabilité, l'amour-propre, c'est-à-dire la volonté de ne compter que sur les forces du milieu populaire.

Tels sont donc, brièvement résumés, les principaux facteurs culturels qui limiteraient l'accès à la santé pour les gens de milieu populaire. Or, souligne Paquet (1989, pp. 103-105), la façon dont les services préventifs sont conçus et dispensés ne tient pas compte de ces facteurs; notons, entre autres, l'utilisation d'un langage abstrait, la professionnalisation qui valorise le rôle des experts, la définition et la planification de services à partir de valeurs culturelles qui appartiennent aux intervenants convaincus de leur supériorité culturelle, la réduction de l'affectif et de la subjectivité dans les relations intervenant/client. Bref, conclut-elle, les intervenants et les

services qu'ils dispensent jouent un grand rôle dans l'accès qu'ont les gens du milieu populaire à la santé. La sous-utilisation des services proviendrait dès lors des carences des services eux-mêmes, tant dans leur nature que dans la façon dont ils sont dispensés, plutôt que de celles des utilisateurs qui seraient en quelque sorte exclus des services. Pour prévenir une telle exclusion, il importe donc d'adapter les services aux gens à rejoindre et non l'inverse.

Dans les organismes communautaires du Saguenay—Lac-Saint-Jean, les services d'aide matérielle aux parents de jeunes enfants et les intervenantes qui les dispensent tiennent-ils davantage compte des facteurs liés à la culture du milieu populaire?

L'EXPÉRIENCE DE TROIS ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

La Cigogne à Alma, Aide Maman Plus à Jonquière et L'Oiselle à Chicoutimi, qui sont les trois organismes rencontrés³, offrent deux types de services qui nous intéressent:

- du répit-gardiennage: garde des enfants à domicile pendant que la mère sort, une à deux demi-journées par semaine pour un contrat d'une durée moyenne de trois mois;
- des services de relevailles: entretien domestique léger et soin des enfants dans les cas d'accouchement, d'opération ou de repos complet pour une durée moyenne de trois semaines, à raison de trois à cinq demi-journées par semaine.

L'objectif des services est de donner un répit à la mère afin de prévenir son épuisement. On vise les familles monoparentales ou à faible revenu, avec un ou plusieurs enfants d'âge préscolaire à la maison, et dont la mère ne travaille pas à l'extérieur du foyer et a besoin d'un répit (maladie, surmenage, dépression, accouchement, difficulté particulière comme un divorce). Les services, gratuits ou à coût minime (pour défrayer le transport de la gardienne), sont dispensés par des travailleuses participant au programme EXTRA, donc elles-mêmes bénéficiaires de l'aide de dernier recours.

Ces services, très concrets, répondent aux besoins des mères qui sont davantage préoccupées par des problèmes vitaux liés aux conditions de vie, comme l'explique une informatrice:

Quand les femmes appellent, elles disent qu'elles ne peuvent avoir d'aide de personne. Nous, c'est vraiment un service de dernier recours parce que normalement, si la soeur ou la mère peut y aller (pour les relevailles), si elles peuvent s'organiser, les femmes ne nous appellent pas. On répond à un besoin, la demande est là. Quand tu vois du monde dans la misère de même, avec des enfants, c'est l'enfer. Quand tu vois quelqu'un vraiment dans le trou...

Pour recevoir les services, ce sont les mères elles-mêmes qui doivent les demander. Pour les coordonnatrices, ce point est capital, d'une part, pour s'assurer que les services soient vraiment désirés, d'autre part, pour inciter les mères à faire elles-mêmes la démarche⁴:

Je me suis rendu compte qu'il faut que la mère se donne la peine de se déplacer pour venir demander de l'aide. Si on y va, on leur donne tout. Il est important que les femmes fassent la démarche de venir au bureau. Quand elles viennent, c'est parce qu'elles en ont vraiment besoin.

Or, nous l'avons vu, les femmes des classes populaires accordent de l'importance aux plus petites manifestations de la liberté de choisir (comme n'importe qui d'autres d'ailleurs, à mon avis). Dans le même ordre d'idées, ce sont les mères elles-mêmes qui décident avec la travailleuse du moment de la fréquence des visites; une fois établi, cet horaire doit toutefois être régulier.

Les services sont dispensés par des femmes issues elles-mêmes de la classe populaire et résidant dans le même quartier ou le même village, donc appartenant au groupe local. Une des coordonnatrices (les autres ne l'ont pas précisé) est elle-même une ex-assistée sociale. Le problème de fermeture du milieu populaire aux autres classes sociales ne se pose dès lors pas. Le fait que le recrutement de la clientèle se fasse surtout par le bouche à oreille témoigne de la popularité des services dans le milieu.

Dès le premier contact avec les mères, on vise à établir une relation personnalisée:

C'est utile qu'elles viennent au bureau parce qu'en plus de faire elles-mêmes la démarche, ça leur permet de nous rencontrer, de rencontrer la gardienne à l'avance, de voir le bureau et le personnel de bureau. C'est là que le lien de confiance se crée.

Les rapports qui s'établissent entre les travailleuses et les mères sont des rapports directs et personnels. Lors de l'attribution des dossiers, on tient compte des personnalités de la travailleuse et de la mère afin de favoriser une bonne relation:

Quand les femmes viennent nous rencontrer, la gardienne vient pour leur être présentée. Des fois, ça ne «fitte» pas entre les deux, alors on change. Il faut que les deux soient d'accord, que ça «clique» au départ. Sinon, ça ne donne rien d'envoyer la gardienne, ça ne fera pas.

Au fil des rencontres, des liens se créent: «Les mères s'attachent aux travailleuses qui deviennent des confidentes» (La Cigogne). Les travailleuses se définissent comme des aides (donner du répit à la mère) et non comme des expertes (dire à la mère quoi faire). Toutefois, dans cette relation de pair à pair, la travailleuse est appelée à jouer un rôle plus large d'information, de référence et même de conseil:

Les travailleuses s'engagent dans une sorte de relation d'aide informelle. Beaucoup de mères disent que ça les soulage de savoir que la travailleuse est là. Celle-ci peut aider pour le développement des compétences parentales même si formellement, c'est le YAPP⁵. Les travailleuses sont avisées de ça en commençant: elles font une sorte de travail social même si elles ne sont pas professionnelles.

Un lien de confiance s'établit même entre les mères et la coordonnatrice. Celle-ci leur téléphone régulièrement afin de savoir si elles sont satisfaites, mais pas trop souvent, précise-t-on, «parce que c'est rentrer dans l'intimité» (Aide Maman Plus). On se soucie donc autant de respecter la vie privée des gens que de connaître leur

évaluation des services qu'ils reçoivent. Et avec la coordonnatrice également, les mères débordent le cadre strict des services de répit:

Souvent même, les femmes appellent spontanément si elles ont des problèmes. Je leur dis alors de téléphoner au CLSC. Elles répondent: «Je viens d'appeler et ils m'ont dit d'appeler chez vous». Alors je cherche les ressources et je donne la référence.

Selon nos informatrices, les mères font beaucoup plus facilement affaire avec leur organisme qu'avec ceux du réseau institutionnel. D'une part, parce que les procédures administratives sont moins lourdes et plus simples: «Pour les clientes, c'est plus facile de faire affaire avec nous; elles n'ont pas 25 papiers à remplir et 25 bureaux à faire».

D'autre part, parce que les contacts sont moins formels et davantage personnalisés:

C'est peut-être moins formel qu'au CLSC. Quand les femmes viennent, on les met bien à l'aise. Tandis qu'au CLSC, ça passe par trop de personnes, il faut des rendez-vous.

Populaires, les services sont très utilisés; ainsi, à La Cigogne, 345 mères ont bénéficié du service de gardiennage en 1993. Par ailleurs, le taux de rétention est très fort; aucun abandon n'est relevé à La Cigogne depuis son ouverture en 1984, alors que les très rares abandons qui se sont produits à L'Oiselle et à Aide Maman Plus sont circonstanciels (par exemple, retour à l'emploi de la mère).

Quels effets les services ont-ils chez les mères? D'abord, celui pour lesquels ils ont été mis sur pied, à savoir leur procurer du répit: «C'est sûr que ça leur donne une chance de sortir, de ventiler», affirme-t-on. Un tel répit procuré aux femmes en période difficile leur permet de traverser cette période et de se remettre sur pied:

Trois mois, ça donne un bon coup de main. Ce sont toutes des femmes qui sont dans le besoin, en situation de crise; elles vivent un divorce, elles sont en dépression, elles viennent d'accoucher. Il ne faut pas créer de dépendance. Trois

mois, c'est normalement suffisant pour aider les femmes à s'en sortir.

En améliorant les conditions matérielles d'exercice de la maternité, les services permettent aux mères de sortir victorieuses de situations difficiles et contribuent à augmenter leur confiance dans leur capacité et leur pouvoir face à un environnement hostile. Par ailleurs, comme la relation de confiance qui s'établit entre la mère et la travailleuse amène souvent, nous l'avons vu, les services à déborder le cadre du répit, des changements peuvent intervenir dans les comportements parentaux:

La gardienne voit les changements. La mère leur apparaît plus responsable, les enfants moins négligés [...] Souvent, la mère ne pense pas à faire le dîner, à préparer des menus, à laver les enfants. Les enfants n'ont pas d'horaire, il n'y a rien de fixe dans le foyer. La gardienne voit des changements en cours de route. Ces changements arrivent parce que la femme jase avec la gardienne et lui pose des questions. La gardienne lui laisse des documents; elle a des trucs pour intéresser la femme à se prendre en mains. Elles parlent de tous les sujets: alimentation, argent, budget, violence, éducation des enfants.

Pour de simples services d'aide matérielle dispensés par des travailleuses bénéficiaires de l'aide sociale, quel succès! De quoi faire rougir les intervenantes professionnelles...

CONCLUSION

L'examen de l'expérience menée par les trois organismes communautaires démontre la capacité du tiers-secteur à répondre autrement aux besoins sociaux, à rejoindre les exclus des services.

Par contre, à cause de leur sous-financement, ces organismes ne réussissent pas vraiment à favoriser l'inclusion en emploi des exclus du travail. Embauchées dans le cadre de programmes EXTRA, les travailleuses n'occupent pas de vrais emplois, des emplois stables, permanents, avec un salaire décent et des avantages sociaux. Pourtant, elles accomplissent un vrai travail, socialement très utile. Il

y a donc, dans le champ des services de support aux parents de jeunes enfants, place pour le développement d'emplois mais des emplois de qualité. C'est ce que nous espérons instaurer à Pointe-Calumet, si jamais l'expérience-pilote parvient à démarrer.

NOTES

- 1 Duguay (1989, p. 68) note que «la raison majeure qui justifie le choix des femmes de ne pas s'intégrer aux cours prénatals, c'est l'aversion ou le malaise face à toute démarche formelle de groupe». Darveau-Fournier et Home (1990, p. 85) observent également le faible intérêt des familles pauvres pour le travail de groupe et même leur crainte envers les groupes.
- 2 C'est ce même trait culturel qui est relevé par Saint-Amant et al. (1996, p. 33) lorsqu'ils observent que «le prix à payer pour recevoir un service institutionnel se présente souvent en termes de dépendance et de perte de contrôle sur sa situation».
- 3 Les entrevues avec les coordonnatrices se sont déroulées dans les bureaux des organismes le 11 juillet 1995 et ont duré de 1 heure à 1 heure et demie.
- 4 En insistant sur le fait que les femmes demandent elles-mêmes le service, on veut aussi éviter le «dumping» des cas par le CLSC ou l'hôpital qui «veut se débarrasser, se sauver d'un cas» (Aide Maman Plus).
- 5 YAPP: «Y'a personne de parfait». Programme de développement des compétences parentales offert par La Cigogne et Aide Maman Plus en plus des services de relevailles et de répit-gardiennage.

RÉFÉRENCES

- BLANCHET, L., M.C. LAURENDEAU, D. PAUL et J.F. SAUCIER (1993). *La prévention et la promotion en santé mentale: préparer l'avenir*, Boucherville, Gaétan Morin.
- BOUCHARD, C. (1991). *Un Québec fou de ses enfants*, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux, Groupe de travail pour les jeunes.

- CENTRE HOSPITALIER DE BEAUCEVILLE et DÉPARTEMENT DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE (1993). *Support au rôle des parents*, Beauceville, rapport de recherche, 99 pages.
- CHAMBERLAND, C. (1995). «Plaidoyer sans équivoque en faveur des interventions communautaires auprès des jeunes et de leurs familles», *PRISME*, vol. 5 n° 1, pp. 52-61.
- CONSEIL DES AFFAIRES SOCIALES (1990). *De la protection des enfants au soutien des parents*, Québec, Gouvernement du Québec, 23 pages.
- DARVEAU-FOURNIER, L. et A. HOME. (1990) «Le groupe au service des familles. Analyse comparative de deux types d'intervention complémentaires», *Service social*, vol. 39 n° 1, pp. 75-96.
- DEFOURNY, J. et J. L. MONZON CAMPOS (Éds) (1992), *Économie sociale. Entre économie capitaliste et économie publique*, Bruxelles, CIRIEC – De Boeck Université, 459 p.
- DUGUAY, C. (1989). *La mère nourricière ou le partage nourricier. Évaluation d'une brochure sur l'alimentation des femmes enceintes*, CRSSS 09, Baie Comeau.
- DUVAL, M., «L'aide domestique au domicile des personnes âgées, une passerelle d'insertion performante dans les Hautes-Laurentides», *Coopératives et développement*, vol. 27 n° 2, à paraître.
- DUVAL, M. (1985). *Les tâches liées au soin des enfants*, Ottawa, ICREF/CRIAW, Perspectives féministes n° 2, 50 p.
- ENJOLRAS, B. (1995), *Le marché providence. Aide à domicile, politique sociale et création d'emploi*, Paris, Desclée de Brouwer, 251 p.
- GUAY, D., L. BROUSSEAU et al. (1995). *Prévention de l'abus et de la négligence envers les enfants. Répertoire des activités et programmes offerts au Québec*, Montréal, Direction de la santé publique, Régie régionale de Montréal-Centre.
- HOGGART, R. (1970). *La culture du pauvre*, Paris, Éditions de Minuit, Le sens commun.
- LANGLOIS, S. et al. (1990). *La société québécoise en tendances, 1960-1990*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

- LAVILLE, J.-L. et al. (1992), *Les services de proximité en Europe. Pour une économie solidaire*, Paris, Syros Alternatives, 247 p.
- MONTREUIL, S. et C. COLLIN (1987). *Le défi de l'intervention prénatale en milieu défavorisé*, MSSS et DSC Hôpital Saint-Luc, Montréal.
- PAQUET, G. (1989). *Santé et inégalités sociales. Un problème de distance culturelle*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, Documents de recherche n° 21.
- SAINT-AMANT, N., M. KÉRISIT, L. MARTINEAU, G. CLOUTIER et B. MALENFANT (1996). *Ici, c'est chez nous, Ressources alternatives pour familles démunies*, Ottawa, Université d'Ottawa, 258 p.

L'INSERTION SOCIALE PAR L'ENTREPRENEURSHIP COLLECTIF: DES DÉFIS POUR LES INTERVENANTS

Yvan COMEAU
Faculté des sciences de l'éducation
Université Laval

INTRODUCTION

L'entrepreneurship collectif constitue pour plusieurs une des réponses à la «désaffiliation» qui désigne «l'absence de participation à toute activité productive et l'isolement relationnel» (Castel, 1995, p. 13). Les coopératives de travail et les entreprises d'insertion, par exemple, favorisent l'insertion socioprofessionnelle dans la mesure où le travail fait office de «grand intégrateur» (Castel, 1995, p. 413). Les groupes de citoyennes et de citoyens acquièrent certaines habiletés entrepreneuriales dans des activités éducatives (Comeau, 1993) visant la «conquête d'un pouvoir d'entrepreneur» (Vienney, 1994, p. 86) et «l'accès à la personnalité civile» (Vienney, 1994, p. 96).

L'éducation à l'entrepreneurship collectif est une des approches éducatives d'insertion professionnelle avec le développement de l'employabilité et la formation générale ou professionnelle (Leclerc, Comeau et Maranda, 1996). L'entrepreneurship collectif peut créer directement des emplois, ce qui comble une des lacunes importantes des autres approches. Cependant, il ne peut pas remplacer les politiques économiques et sociales favorables à l'insertion (réaménagement du temps et partage du travail, recherche et développement dans les entreprises, révision de la politique fiscale, démocratisation de l'organisation du travail) (Paquette, 1995).

L'entrepreneurship collectif comporte non seulement des limites en matière d'insertion socioprofessionnelle quant à sa généralisation possible (Castel, 1995, p. 426), mais il pose également des défis aux intervenantes et aux intervenants. Pour les identifier, nous nous

sommes intéressés au point de vue des personnes intervenant et conseillant ceux et celles qu'on peut désigner comme étant des entrepreneurs collectifs ou encore des entrepreneurs sociaux. N'ayant pas tout à fait terminé nos travaux, nous pouvons tout de même présenter une typologie de l'éducation coopérative visant le développement de l'entrepreneurship collectif, faire part de la pratique des entrepreneurs sociaux, c'est-à-dire les formateurs en entrepreneurship collectif, notamment en ce qui a trait aux contraintes rencontrées, et situer les possibilités et les limites d'insertion de l'entrepreneurship collectif. Voilà qui constitue l'essentiel de la présente contribution.

PROBLÉMATIQUE DE L'ÉDUCATION À L'ENTREPRENEURSHIP COLLECTIF

L'éducation est un point de vue sur l'intervention visant le développement de l'économie sociale, qui est l'ensemble des activités économiques dirigées principalement par les coopératives, les mutuelles et les organisations à but non lucratif qui souscrivent aux principes suivants: services à la collectivité plutôt que strictement le profit, gestion autonome, processus de décision démocratique, priorité aux usagers et aux travailleurs plutôt que le capital pour la redistribution des revenus (Defourny, 1992, p. 36). Nous nous attardons particulièrement aux coopératives, car le mouvement coopératif présente un intérêt considérable en économie sociale. En effet, les coopératives possèdent une longue histoire, elles adoptent une forme juridique reconnue et elles sont théoriquement caractéristiques de l'économie sociale. Elles sont animées par des valeurs typiques de l'économie sociale — la primauté de l'humain sur le capital, la solidarité, l'intégrité et la responsabilité, l'éducation, l'égalité et l'engagement (Beauchamp et Côté, 1991) — et des principes qui lui sont apparentés — adhésion volontaire et ouverte à tous, pouvoir démocratique exercé par les membres, participation économique des membres, autonomie et indépendance, éducation-information et information, coopération entre les coopératives et engagement envers la communauté (adoptés en septembre 1995 par l'Alliance Coopérative Internationale).

L'éducation à l'entrepreneurship collectif dont il est question ici concerne l'ensemble des initiatives éducatives visant à accroître les

capacités d'entreprendre collectivement. L'entrepreneurship collectif est une activité humaine et son étude, à l'instar de toute autre activité entrepreneuriale, nécessite une approche multidisciplinaire (Shapero et Sokol, 1982, p. 74).

Notre problématique insiste sur trois éléments de l'éducation à l'entrepreneurship collectif. Premièrement, nous donnons des contours plus précis à la notion d'éducation à l'entrepreneurship collectif. Deuxièmement, nous identifions les phénomènes actuels qui rendent nécessaire l'éducation à l'entrepreneurship collectif. Troisièmement, nous catégorisons cette éducation en trois modèles d'éducation: l'éducation du public, l'éducation à la mise sur pied et la consolidation.

DÉLIMITATION DU CHAMP DE L'ÉDUCATION À L'ENTREPRENEURSHIP COLLECTIF

La notion d'éducation coopérative ou d'éducation à l'entrepreneurship collectif désigne un éventail de pratiques visant à développer, dans les activités de l'économie sociale, les savoirs, savoir-être et savoir-faire (Humérez-Comtois, 1981-1982, p. 118) favorables à une vie associative démocratique et à une activité économique rentable (Defourny, 1990). L'éducation coopérative constitue une composante fondamentale de l'éducation permanente, car elle cherche à développer chez les personnes le désir de s'informer, de prendre une décision et d'agir face aux problèmes sociaux et économiques.

Puisqu'une entreprise de l'économie sociale se distingue d'une entreprise capitaliste par la présence d'une association de personnes qui gèrent collectivement une entreprise, l'éducation coopérative cherche à favoriser la combinaison harmonieuse des dimensions associative et entrepreneuriale des activités de l'économie sociale (Vienney, 1994, p. 89). Autrement dit, l'éducation coopérative, c'est «l'ensemble des efforts de perfectionnement, ainsi que le progrès de l'individu, par l'acquisition de connaissances et la modification de son comportement, qui le rendent capable d'une action coopérative efficace et, partant, d'une action sociale plus éclairée» (Béruré, 1981, p. 37).

L'éducation à l'entrepreneurship collectif regroupe un éventail d'activités assez large. On doit d'abord distinguer les apprentissages non intentionnels des apprentissages délibérés (Petersen dans Blais, 1983, p. 12). Les apprentissages non intentionnels désignent l'acquisition de savoirs dans les interactions quotidiennes. En elle-même, la coopération est un puissant moyen de formation culturelle, sociale et économique. Quant à eux, les apprentissages délibérés ont lieu au cours de pratiques structurées comportant des objectifs explicites, un contenu plus ou moins déterminé et des méthodes d'enseignement et d'animation appropriées.

En outre, différents courants de pensée traversent l'éducation coopérative: gestionnaire, doctrinaire ou philosophique, et humaniste ou développemental (Comtois, Beaulieu et Humérez-Comtois, 1981-1982, pp. 2-4). Le courant gestionnaire prend pour cible les cadres et les employés et considère l'éducation coopérative comme une «fonction de l'entreprise, un simple appendice de l'administration». Il s'agit essentiellement du perfectionnement des gestionnaires et des producteurs afin qu'ils soient le plus efficaces possible et qu'ils contribuent à la productivité. En ce qui concerne le contenu, on aborde des éléments de gestion, de comptabilité, de marketing, d'informatique et on fait souvent référence au secteur d'activités. Le courant philosophique cherche à promouvoir la coopération comme «formule originale d'organisation économique et sociale». En cherchant à rejoindre surtout les dirigeants et les sociétaires, elle met l'accent sur la connaissance des principes coopératifs et les valeurs. Le courant humaniste voit l'éducation coopérative comme «un moyen en vue de réaliser une société différente encore à définir». Elle insiste sur les valeurs et principes coopératifs, tout en élucidant les fondements de l'entraide, de la solidarité et de la participation.

Une dernière distinction s'impose entre l'éducation coopérative et la formation professionnelle (Jacob, Durand et Picard, 1980, p. 3; Aubry, 1990, pp. 233-236) dans les activités de l'économie sociale. Spécifique et spécialisée, la formation professionnelle concerne principalement les cadres, les spécialistes et le personnel des coopératives. Plus générale que la précédente, l'éducation coopérative désigne l'intégration des méthodes et principes coopératifs, la diffusion des réalités du mouvement coopératif et l'engagement social. Il s'agit là d'une démarcation théorique puisque, dans la pratique,

nombre d'activités d'éducation comportent à la fois un contenu associatif et un contenu entrepreneurial. L'éducation coopérative et la formation professionnelle font en sorte que tous les acteurs des coopératives — sociétaires, employés, gestionnaires ou cadres, dirigeants ou administrateurs (Desroches, 1969, p. 35) — sont visés par l'éducation.

En somme, les activités d'éducation dont il est question ici désignent des pratiques organisées, structurées et visant délibérément des apprentissages clairement identifiés. Ces pratiques s'inscrivent dans les courants doctrinaire et humaniste de la pensée éducative, car elles mettent l'accent sur la dimension associative des entreprises de l'économie sociale, et ce à l'intention du public, des acteurs dans les coopératives ou des divers agents susceptibles de transiger avec elles, notamment les employés de l'État.

LA NÉCESSITÉ D'ÉDUIQUER POUR ENTREPRENDRE COLLECTIVEMENT

Pour établir en quoi le contexte actuel rend important l'éducation en économie sociale, nous nous inspirons largement de Claude Vienney (1994). L'éducation coopérative prend beaucoup d'importance à cause du contexte de crise, du caractère de plus en plus entrepreneurial des associations, des exigences de plus en plus grandes demandées aux entrepreneurs collectifs et de l'appauvrissement du caractère social des associations et des coopératives.

La situation actuelle de crise rend favorable le contexte à l'éducation coopérative. La vague actuelle d'intérêt pour l'entrepreneurship n'est pas la première, si on en juge par la production scientifique des années 40, quelques années après la grande crise. Pour favoriser la croissance économique, on se disait à l'époque que la connaissance des entrepreneurs devrait permettre le développement économique (Greenfield et Strickon, 1981, p. 468). Ce qui rend aussi le contexte favorable à l'entrepreneurship, ce sont les changements profonds qui entraînent la fin de certaines organisations et la naissance de nouvelles, et l'intervention de l'État qui, par ses programmes de soutien à l'entrepreneurship et ses politiques favorables aux petites

entreprises, peut contribuer à la naissance de nouvelles organisations (Reynolds, 1991).

Les activités de l'économie sociale sont devenues de plus en plus exigeantes à l'égard des associés, et ce pour plusieurs raisons. Une première raison concerne l'accroissement de la fonction entrepreneuriale des associés et des usagers des associations. D'après Vienney (1994, pp. 97, 99), les associations de patronage se sont graduellement rapprochées des entreprises de l'économie sociale depuis le début du siècle. Les «travailleurs sociaux», entendus ici au sens large d'intervenants, se sont laïcisés et professionnalisés, ce qui suppose une évolution technique de leur intervention. Les usagers ont progressivement accédé aux fonctions de contrôle et de gestion. Les relations marchandes se sont développées avec des tiers (salariés, fournisseurs, banquiers), ce qui apparente de plus en plus les usagers à des entrepreneurs collectifs.

Une deuxième raison concerne la concurrence capitaliste qui oblige les associés dans les entreprises de l'économie à être efficaces, ce qui rend exigeante la tâche d'entrepreneur collectif. Alors que les entreprises de l'économie sociale prenaient en charge des activités délaissées par le capitalisme, elles sont de plus en plus en concurrence avec elles (Vienney, 1994, p. 101). Il faut aussi considérer la contrainte de se procurer des ressources sur les marchés financiers, ce qui crée une pression à la rentabilité et la réduction des marges excédentaires, empêchant ainsi d'autofinancer leur croissance, de contribuer à des oeuvres sociales et de redistribuer des excédents (Vienney, 1994, p. 106).

L'appauvrissement du caractère social des associés signifie une plus grande hétérogénéité des acteurs dans les activités de l'économie sociale et le besoin d'éduquer à des valeurs communes. Ceci se produit parce que «l'activité de l'entreprise devient plus complexe, entraînant la participation directe ou indirecte d'acteurs plus hétérogènes» (Vienney, 1994, p. 111). Premièrement, cette complexité vient de ce que le financement des activités repose sur des prêteurs non participants; les règles propres aux entreprises de l'économie sociale sont combinées à celles du partenaire en quête de placements rentables. Deuxièmement, dans un contexte de compétition, les entreprises collectives sont amenées à sélectionner des associés

pouvant relever les défis de son développement. On assiste à un «appauvrissement relatif des caractères sociaux» des acteurs, dans le sens où les personnes sont choisies en raison de leur pouvoir de «réaliser les performances requises plus que de leur appartenance à un groupe social déterminé» (Vienney, 1994, p. 114). Voilà pourquoi s'impose une sensibilisation permanente aux valeurs de l'économie sociale.

En plus de ces nécessités nouvelles, d'autres raisons expliquent pourquoi, avant de devenir entrepreneurs collectifs, les producteurs et les usagers doivent bénéficier d'une véritable socialisation secondaire:

- la coopération n'est pas connue du public. Notre mode de vie est essentiellement individualiste, ce qui fait que l'entrepreneuriat collectif est une idéologie dominée (Baldacchino, 1990; Cornforth, Thomas, Lewis et Spear, 1988, p. 211);
- la socialisation primaire est orientée vers la réussite individuelle;
- les personnes qui veulent entreprendre collectivement manquent de connaissances du travail en groupe, des exigences de la vie associative et certaines habiletés de gestion.

UNE TYPOLOGIE DE L'INTERVENTION ÉDUCATIVE À LA COOPÉRATION

Il existe plusieurs typologies en éducation à l'entrepreneurship ayant comme critères de catégorisation les intervenants, les contenus, les méthodes d'enseignement, le design des objectifs et les objectifs eux-mêmes (Bécharde et Toulouse, 1992). La typologie de l'éducation à l'entrepreneurship collectif présentée ici a d'abord été une construction intuitive à partir de l'analyse de 27 activités d'éducation coopérative (Comeau, 1996). Puis, nos lectures nous ont permis de constater qu'Interman (International Management Development Network) (1992), dans un document coproduit avec les Nations Unies et le Bureau international du travail, considère qu'il existe trois objectifs dans les programmes de formation à l'entrepreneurship: les programmes de sensibilisation, les programmes de création

d'entreprises et les programmes de développement d'entreprises existantes (Bécharde et Toulouse, 1992, pp. 9-10). Cette typologie a l'avantage de combiner à la fois objectifs et temporalité et d'être relativement simple. Nous retrouvons donc les pratiques d'éducation du public, d'éducation à la mise sur pied d'une entreprise collective et de consolidation.

L'éducation du public

L'éducation du public désigne un ensemble de pratiques éducatives visant à susciter dans une population cible l'adhésion à des valeurs collectives et le réflexe de l'entrepreneurship collectif. Le tableau 1 présente les pratiques qui ont été analysées et désignées comme appartenant au type «éducation du public». Quant au tableau 2, il présente les principales caractéristiques de ce qu'est l'éducation du public.

Tableau 1
Liste des pratiques d'éducation du public étudiées

- | |
|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Défi coop citrouille de Saint-Pamphile (1994) 2. Les communautés culturelles et les coopératives de travail (1994) 3. Jean-Marc Chaput (1994) 4. Sommet sur l'éducation coopérative (1993) 5. Projet de la Semaine de la coopération — Semaine Desjardins (1995) 6. Caisses étudiantes (1985 à ...) 7. Éducation coopérative dans les classes |
|--|

Source: Comeau, 1996.

Certaines situations sociales sont susceptibles de conduire à la formation de l'événement entrepreneurial (Shapero et Sokol, 1982, p. 83). Il faut distinguer ce qui amène à l'action entrepreneuriale, ce qui la rend désirable et ce qui la rend faisable. Pour amener à l'action, il existe des événements négatifs (émigration forcée, congédiement, insatisfaction au travail, divorce, etc.), le fait d'être

entre deux situations (sortie de l'armée, de l'école, de prison) ou un attrait positif (un partenaire, un mentor, un investisseur, des consommateurs). Ce qui rend désirable l'entrepreneurship est la culture, la famille, les pairs, les collègues ou le mentor. Ce qui rend faisable l'entrepreneurship sont les supports financier et autres, les modèles, les mentors et les partenaires.

Tableau 2
Éducation du public

| | |
|--------------------------------|--|
| Pratiques associées | Développement local Animation sociale Promotion coopérative |
| Organisation(s) responsable(s) | Partenaires nombreux (envergure des activités) |
| Participants | Public en général Membres d'associations Segments de la population |
| Éléments clés | La nécessité du partenariat La contribution nécessaire d'un éventail de spécialistes Objectifs limités Publics segmentés Contenu et andragogie adaptés à la communication de masse Difficulté de mesurer l'impact |

On peut ajouter qu'en éducation du public, certaines cultures et traits religieux sont plus ouverts à l'entrepreneurship, nous dit Max Weber. D'après le sociologue Everett Hagen, les groupes ayant moins de statut cherchent à surmonter leurs difficultés économiques par la créativité économique (Juteau et Paré, 1996).

L'espace manque pour traiter en détail de l'éducation du public, mais il serait possible de s'inspirer de pratiques touchant la sensibilisation du public concernant d'autres questions que l'entrepreneurship. Ainsi, à partir des expériences *Partnership for a Drug-Free America*

et *Hands Across America*, trois caractéristiques s'avèrent centrales pour les «entrepreneurs publics», à savoir (Waddock et Post, 1991, pp. 393-401):

- la capacité des entrepreneurs publics d'offrir une vision d'une situation complexe capable de modifier les attitudes de la population;
- la crédibilité suffisante pour capter les ressources et construire un réseau d'organisations;
- les habiletés à susciter l'implication d'entrepreneurs sociaux autour de valeurs sociales et d'un but collectif.

L'éducation à la création d'une entreprise collective

Les pratiques éducatives correspondant à l'éducation à la mise sur pied d'une coopérative concernent les individus et les groupes préoccupés par la création d'une coopérative originale, par la reprise ou la transformation d'une entreprise en coopérative ou en association. Le tableau 3 présente des pratiques associées à ce modèle, alors que le tableau 4 désigne à grand traits ce qu'est ce modèle.

Tableau 3

Liste des pratiques d'éducation à la mise sur pied d'une coopérative

- | |
|--|
| <ol style="list-style-type: none">1. Comité local de la CJS de Granby (1993-1994)2. Éducation populaire et coopérative de travail (Bisson, 1994)3. Contenu des manuels et guides des CDR (Verreault, 1994)4. Guide de projet pour le développement local des SADC (Papin et Boyer, 1995)5. Transformation de Promo-Plastik en coopérative de travail (Bhérier, 1995)6. Transformation de Rôtisserie Saint-Hubert à Brossard en coopérative de travail |
|--|

Source: Comeau, 1996.

Tableau 4
Éducation à la mise sur pied

| | |
|--------------------------------|---|
| Pratiques associées | Création originale Reprise d'une entreprise privée Transformation d'une entreprise |
| Organisation(s) responsable(s) | Organismes spécialisés (CDR, SADC, RQCCT, etc.) |
| Participants | Classes populaire et moyenne Employés d'une entreprise privée |
| Éléments clés | Partenariat entre un petit groupe et un organisme spécialisé Création d'une association et d'une entreprise Participantes et participants tenaces et engagés à long terme Objectifs de formation nombreux et complexes Contenu et méthodes d'éducation diversifiés Incidents critiques: <ul style="list-style-type: none"> – caractéristiques sociales – qualités entrepreneuriales – potentiel économique |

Si nous nous arrêtons aux fondateurs d'entreprises collectives, une recherche récente sur les entreprises sociales en Belgique montre que ceux-ci ont des «expériences fort variées mais qui s'inscrivent toutes dans une dynamique entrepreneuriale combinant ressources marchandes et non marchandes en vue d'une insertion de travailleurs faiblement qualifiés» (Defourny, 1994, p. 14). Ces personnes possèdent les caractéristiques suivantes:

- ces personnes sont âgées de 30 à 40 ans, sans formation de gestionnaire;
- en cours de développement de leur activité, elles ont complété une formation en économie ou gestion;
- elles possèdent un sens naturel du leadership, des capacités entrepreneuriales et des préoccupations sociales;

- leur perception des problèmes sociaux est aiguë et elles manifestent une volonté de contribuer à un projet de société;
- les facteurs pouvant les encourager à la création d'entreprises sociales sont l'inspiration donnée par un projet semblable et la possibilité de saisir un marché local.

Du côté des fondateurs d'entreprises privées, nous savons qu'il s'agit de personnes ayant:

- déjà travaillé dans le secteur de production (Fitzhugh, 1981, p. 104);
- huit habiletés fondamentales: contrôle interne, sens de l'innovation, capacité de prendre des décisions, habiletés dans les relations humaines, facilité à planifier, sens de la réalité, écoute des réactions et capacité de prendre des risques (Scanlan et al., 1980, cité par Flexman, 1981, p. 154);
- des caractéristiques psychologiques: besoin d'accomplissement, locus de contrôle interne, une certaine tolérance du risque, insatisfaction des expériences de travail précédentes (Brockhaus, 1982, pp. 40-53);
- des caractéristiques personnelles: âge (entre 25 et 40 ans, donc des personnes ayant déjà une expérience, une compétence, une confiance en soi, sans trop de responsabilités personnelles) et une certaine scolarité (Brockhaus, 1982, pp. 53-55).

Les éléments favorables au développement des entreprises sociales (Defourny, 1994, pp. 199-200) sont de l'ordre des parrainages (soutiens financiers et autres donnant le coup de pouce nécessaire pour lancer le projet), l'évolution des mentalités et la mise au point d'outils encourageant l'émergence et le développement d'entreprises sociales. Malheureusement, il semble que le choix du secteur de production résulte du hasard des circonstances et des opportunités (Defourny, 1994, p. 199) et que les entreprises sociales manquent de reconnaissance (Defourny, 1994, p. 181).

Pour ce qui est des conseillers à la création d'une entreprise — un groupe auquel nous nous intéressons plus particulièrement dans cette présentation —, ils formulent un diagnostic des capacités entrepreneuriales à partir de trois dimensions (Orion, 1994, pp. 7-8):

- le potentiel économique du projet d'entreprise;
- le potentiel psychologique du candidat entrepreneur;
- le potentiel social, c'est-à-dire la capacité des entrepreneurs collectifs d'aller chercher des ressources humaines, financières et techniques nécessaires à la réalisation de leur projet.

Le conseiller en création d'entreprises a cinq rôles: aidant, conseiller, formateur, agent de liaison et méthodologue (Orion, 1994, p. 18). Il possède en outre trois fonctions: récepteur, expert et facilitateur (Orion, 1994, p. 19).

Plusieurs recherches se sont intéressées à la formation à l'entrepreneurship. Apparemment, certaines attitudes ne s'enseignent pas. Ce sont les habiletés techniques de production, la santé, l'énergie, l'optimisme, la confiance en soi et un milieu supportant (Fitzhugh, 1981, p. 102). On peut maintenant préciser les domaines possibles de formation à l'entrepreneurship. La formation à la création d'entreprises touche les domaines des connaissances, de l'expérience et des aptitudes, alors que la formation de créateurs d'entreprises concerne les attitudes et la personnalité (Neunreuther, 1979, p. 8).

Plusieurs recherches ont été consacrées à la formation académique à l'entrepreneurship. Une recherche portant sur 445 cours d'entrepreneurship dans 177 collèges et universités aux États-Unis (Gartner et Vesper, 1994) a montré que les enseignants surestimaient les connaissances de base en affaires des participants. Au plan pédagogique, les invités comportent un risque lorsqu'ils s'écartent du sujet ou qu'ils ont peu d'habiletés pour présenter un sujet. Aussi, les activités qui engagent les participants dans de l'introspection sont un échec. Il est souhaitable d'exercer les étudiants sur des plans d'affaires de produits et non de services. Les apprenants préfèrent un mode d'apprentissage actif (jeu de rôles, simulations) aux sémi-

naires et aux analyses. La lecture et la théorie sont acceptées si les sujets sont pertinents (Holoviak, Ulrich et Cole, 1990).

La consolidation d'une entreprise collective

Ce type regroupe les pratiques éducatives ayant cours dans les activités de l'économie sociale qui sont en opération afin de développer la participation, accroître la performance économique et améliorer le fonctionnement. Le tableau 5 désigne quelques activités propres à ce modèle; le tableau 6 suggère certains caractères qui le distinguent.

Tableau 5
Liste des pratiques éducatives de consolidation étudiées

- | |
|--|
| 1. Session de formation et de planification de la FCQMS |
| 2. Code civil et bail de la FéCHaM |
| 3. Aspects juridiques de la FéCHaM |
| 4. Zoom-coop à la FMO |
| 5. Introduction à la coopération (Coopérative agricole du Pré-Vert) |
| 6. Formation des nouveaux membres de la FRECHAQC |
| 7. Formation des nouveaux membres à la Coopérative d'habitation Le Renouveau (FéCHaM) |
| 8. Assemblées générales conjointes de la FQCT et la FCCT |
| 9. Éducation coopérative dans les caisses populaires Desjardins (Giroux et Dubreuil, 1994) |
| 10. Coopérative forestière des Hautes-Laurentides (Côté, Carré et Vézina, 1993) |
| 11. Valeurs et principes de la FéCHaM |
| 12. Sélection des membres de la FéCHaM |
| 13. Secrétariat de la FRECHAQC |
| 14. Introduction à la coopération de la Coopérative fédérée de Québec |

Source: Comeau, 1996.

Dans le domaine des coopératives, la consolidation correspond *grosso modo* à la «fonction de relation avec les membres», fonction

le plus souvent assumée par un conseiller lorsque la coopérative atteint les stades avancés de développement. Il s'agit «des activités de relations avec les membres destinées à accroître leur place dans les activités du secteur [...] pour améliorer leur participation» (Malo, 1982, p. 18). Cette fonction recouvre deux catégories d'activités: les activités d'éducation, de formation et de développement des membres et les activités d'information, de communication et de consultation (Malo, 1983, p. 14).

Tableau 6
Consolidation de l'entreprise collective

| | Consolidation |
|--------------------------------|--|
| Pratiques associées | Développement de la participation et de la satisfaction Éducation coopérative Formation dans les coopératives |
| Organisation(s) responsable(s) | Fédération Partenariat avec un établissement d'enseignement |
| Participants | Acteurs du quadrilatère de Desroches (sociétaires, employés, administrateurs, cadres) |
| Éléments clés | Ressources fort variées Expérience des formatrices et formateurs Connaissances préalables des participantes et participants Objectifs de formation complexes Apprentissages délibérés (savoir et savoir-faire) et non intentionnels (savoir-faire et savoir-être) |

L'éducation rencontre alors plusieurs difficultés, tant en ce qui a trait à la dimension associative qu'à la dimension entreprise. Au plan associatif, la présence de nouveaux et d'anciens membres, entre autres, entretient des perceptions pouvant désolidariser le groupe: les fondateurs ont fourni un effort considérable, alors que les nouveaux ont tendance à ne voir dans la coopérative qu'une réponse à un besoin économique (Bristow cité par Bouchard, 1982, p. 15).

En tant qu'entreprise, plusieurs phénomènes peuvent poser des difficultés (Cornforth, Thomas, Lewis et Spear, 1988, p. 82):

- le financement: la sous-capitalisation exacerbe d'autres problèmes et rend la coopérative vulnérable aux écueils de liquidité, en particulier pendant les premières années;
- le secteur de production: il affecte les coopératives comme les petites entreprises;
- les habiletés et l'implication des travailleurs;
- le management et l'organisation;
- le support et l'assistance extérieurs.

Les organismes de soutien ont un rôle essentiel à jouer. Ils exercent leurs fonctions de support (Cornforth, Thomas, Lewis et Spear, 1988, pp. 224-225) par:

- la médiation entre les coopératives et l'environnement plus large pour s'assurer que l'État et le marché privé répondent au mieux aux besoins des coopératives;
- l'offre de services particuliers aux coopératives qui ne peuvent pas être disponibles autrement;
- la mise sur pied d'infrastructures utiles aux coopératives, par exemple un fonds.

REPÈRES MÉTHODOLOGIQUES

Nous avons procédé à des entrevues semi-ouvertes avec 17 intervenants professionnels auprès des coopératives. Dans ces entrevues, les personnes qui interviennent en éducation à l'entrepreneurschip collectif étaient invitées à parler des difficultés qu'elles rencontrent dans leur travail et des solutions qu'elles trouvent pour les résoudre.

Le portrait de ces personnes est le suivant. Il s'agit de 11 hommes et de six femmes. Nous avons analysé 12 entrevues jusqu'à présent. Ces personnes ont une formation académique fort variée, comme le montre le tableau 7.

Tableau 7
Formation académique des intervenantes et
intervenants interviewés

| Formation | Nombre |
|--------------------------|---------------|
| Administration | 1 |
| Économie | 1 |
| Génagogie | 1 |
| Gestion des coopératives | 2 |
| Psychopédagogie | 1 |
| Récréologie | 1 |
| Service social | 1 |
| Urbanisme | 1 |
| Autodidacte | 3 |
| TOTAL | 12 |

En moyenne, ces personnes ont acquis 15 années d'expérience de vie ou d'intervention dans des entreprises collectives. Il s'agit d'une période leur ayant permis de cumuler plusieurs expériences de vie et de travail dans des activités de l'économie sociale. Le tableau 8 rend compte du nombre d'expériences de travail significatives qu'ont ces personnes.

Tableau 8

Nombre d'expériences de travail des intervenantes et intervenants interviewés en économie sociale

| Nombre d'expériences de travail cumulées | Nombre de personnes |
|---|------------------------|
| 1 | 2 |
| 2 | 4 |
| 3 | 2 |
| 4 | 2 |
| 6 | 1 |
| 7 | 1 |
| TOTAL | 12 |

LES PRINCIPAUX DÉFIS

Au cours des entrevues, les intervenants nous ont parlé de plusieurs aspects de leur pratique que nous n'avons pas encore terminé d'analyser. Par exemple, nous avons noté qu'ils partagent des valeurs touchant la démocratie, la solidarité, le partage de la richesse et l'importance de l'engagement. En outre, ils ont acquis un savoir qui leur est propre; certaines personnes peuvent exposer des principes sur lesquels elles s'appuient dans leur pratique. Par exemple, une femme nous dit comment elle procède pour l'étude des besoins de formation. Elle commence par vérifier si les associés possèdent les compétences nécessaires, car les acquis sont trop souvent ignorés en formation, d'après elle; elle s'assure ensuite que les associés ont suffisamment confiance en eux pour utiliser leurs compétences, ce qui fait que le développement de la confiance en soi peut constituer le principal objectif de formation. Par ailleurs, les intervenants nous ont parlé de leurs sources d'inspiration: ce sont des personnes avec qui ils entreprennent et d'autres intervenants proches d'eux; les séminaires, les colloques et les congrès et autres activités de ressourcement s'avèrent également des sources d'in-

formation; parfois, des ouvrages et des revues développent de nouvelles façons d'envisager les situations.

Tableau 9
Synthèse des défis rencontrés par les intervenants

| Modèles d'éducation | Dimensions | Défis |
|------------------------------|---------------------------------|--|
| Éducation du public | Associative et entrepreneuriale | Préjugés dans la population à l'égard des entreprises collectives |
| Éducation à la mise sur pied | Associative | Hétérogénéité des fondateurs Base commune difficile à établir Intérêt des fondateurs limité aux bénéfices Manque de capital culturel |
| | Entrepreneuriale | Qualités entrepreneuriales déficientes Pas de capital financier de démarrage Trouver une bonne idée d'affaires avec un marché Atteindre le stade de l'entreprise Modifications des programmes gouvernementaux Méconnaissance de la formule coopérative par les fonctionnaires |
| Consolidation | Associative | Peu d'appropriation par les membres, les nouveaux et la communauté Rapport aux fondateurs qui s'approprient l'entreprise Difficulté à partager le pouvoir, à travailler en équipe et à pratiquer la démocratie |
| | Entrepreneuriale | Bas niveau des salaires Démonstration difficile de l'avantage comparatif de l'entreprise collective Isolement des initiatives |

Comme il a été annoncé, nous nous préoccupons des défis du travail d'éducation à l'entrepreneurship collectif à partir des modèles définis dans la problématique et des dimensions associatives et entrepreneuriales des activités de l'économie sociale.

Les solutions envisagées par les intervenants pour surmonter ces défis sont de plusieurs ordres:

- adoption d'une perspective à long terme, en prenant le temps;
- constitution d'un noyau fort à partir des leaders naturels;
- construction de procédures et d'outils facilitants;
- constitution de réseaux d'échange et de soutien;
- mise sur pied d'une formation spécifique;
- demande de conseil et recours à une ressource extérieure pour intervenir dans le groupe;
- documentation sur différents aspects de l'entrepreneurship collectif.

CONCLUSION

Nous avons fait part des résultats préliminaires d'une recherche visant à connaître les obstacles à l'éducation à l'entrepreneurship collectif. Nous avons identifié ces défis en considérant à la fois les dimensions associative et relative à l'entreprise, et trois types de pratiques éducatives pour le développement de l'économie sociale: l'éducation du public, la mise sur pied de telles activités et leur consolidation. Il ressort d'une première analyse des entrevues réalisées avec 12 conseillères et conseillers à l'entrepreneurship collectif que celui-ci et la coopération forment une idéologie dominée dans la société par l'entrepreneurship de type privé. En outre, les personnes ayant peu de capital culturel (scolarité et connaissance des ressources pour les entreprises) et de capital financier constituent un groupe cible à privilégier par l'éducation coopérative, mais par

ailleurs, il présente, des difficultés considérables dans la mise sur pied d'activités de l'économie sociale, d'après les personnes interviewées. Dans la poursuite de nos travaux, nous devons explorer davantage cette question. Nous avons également noté l'appauvrissement du caractère social des associés qui rend problématique l'adhésion à des valeurs communes par des personnes ayant des caractéristiques sociales et un rapport différent à l'entreprise collective. Il a aussi été question du manque de bonnes idées d'affaires, pourtant si nécessaires à la performance économique des entreprises de l'économie sociale et, partant, à des retombées économiques profitables aux sociétaires et à la communauté.

Nous l'avons dit précédemment, l'entrepreneurship collectif ne constitue pas une panacée à la question de l'insertion sociale et professionnelle. Les qualités exigées par les personnes qui entreprennent ne semblent partagées que par un petit nombre: compétence et expérience professionnelles, culture organisationnelle, capital financier minimal et confiance en soi. Étant donné la nature de l'entreprise collective à mettre sur pied, l'éducation doit permettre à la fois de constituer une association démocratique et participative et mettre sur pied une entreprise économiquement rentable. Voilà qui n'est pas une mince affaire.

Plusieurs questions demeurent ouvertes sur l'éducation à l'entrepreneurship collectif: y a-t-il des expériences significatives de créations d'entreprises avec des personnes ayant peu de capital culturel? Pourquoi ont-elles réussi? De quelle manière évoluent les représentations des fondateurs d'entreprises collectives? Y a-t-il des démarches éducatives plus efficaces que d'autres? Ces questions nous invitent à poursuivre nos recherches.

RÉFÉRENCES

- AUBRY, Gérard (1990). *Pour une éducation des adultes*, Cap-Rouge, Université Coopérative Internationale, 480 p.
- BALDACCHINO, Godfrey (1990). «A War of Position: Ideas on a Strategy for Worker Cooperative Development», *Economic and Industrial Democracy*, n° 11, pp. 463-482.

- BEAUCHAMP, Michel et Madeleine CÔTÉ (1991). *Valeurs coopératives et communication: l'apport de M. René Croteau*, Chaire de coopération Guy-Bernier de l'UQAM, 38 p.
- BÉCHARD, Jean-Pierre et Jean-Marie TOULOUSE (1992). *Essai de classification des programmes de formation à l'entrepreneurship*, Chaire d'entrepreneurship, Maclean Hunter, École des Hautes études commerciales, 24 p.
- BÉRUBÉ, Léo (1981). «Cette éducation qu'on nomme coopérative...», *Revue Desjardins*, vol. 47, n° 4, pp. 34-37.
- BHÉRER, Josée (1995). *Étude exploratoire du processus transitionnel des travailleurs lors du passage d'une entreprise privée à une entreprise collective*, essai présenté pour l'obtention du grade de maître ès arts, Département d'orientation, d'administration et d'évaluation, Université Laval, 67 p.
- BISSON, François (1994). *Éducation populaire et coopératives de travail*, essai présenté à l'École de service social de l'Université Laval pour l'obtention de la maîtrise en service social, 87 p.
- BLAIS, Madeleine (1983). *Les typologies en éducation des adultes: reflets d'une réalité en évolution*, Montréal, Université de Montréal, 62 p.
- BOUCHARD, Marie (1982). *Une revue de la littérature sur les relations avec les membres dans les coopératives (et les fédérations de coopératives)*, Centre de gestion des coopératives, École des HEC, 52 p.
- BROCKHAUS, Robert H. (1982). In Calvin A. Kent, Donald L. Sexton et Karl H. Vesper, *Encyclopedia of Entrepreneurship*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, pp. 39-57.
- CASTEL, Robert (1995). *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 490 p.
- COMEAU, Yvan (1996). *Un point de vue andragogique sur des pratiques d'éducation coopérative*, Chaire de coopération Guy-Bernier de l'UQAM.
- COMEAU, Yvan (1993). *L'éducation coopérative au Québec. Répertoire*, Conseil de la Coopération du Québec et Chaire de coopération Guy-Bernier de l'UQAM, 259 p.
- COMTOIS, Gilles, Rémy BEAULIEU et Norah HUMÉREZ-COMTOIS (1981-1982). «Réflexion liminaire sur le thème de cette publication: l'éducation coopérative», *Revue du CIRIEC*, vol. 14, n° 1, pp. 1-6.

- CORNFORTH, Chris, Alan THOMAS, Alan, Jenny LEWIS et Roger SPEAR (1988). *Developing Successful Worker Co-operatives*, London, Sage Publications, 245 p.
- CÔTÉ, Daniel, Ginette CARRÉ et Martine VÉZINA (1993), *Formation ponctuelle et intégrée: le cas de la Coopérative forestière des Hautes-Laurentides*, Université de Montréal, École des HEC, Centre de gestion des coopératives, cahier de recherche n° 93-6, 45 p.
- DEFOURNY, Jacques (1994). *Développer l'entreprise sociale*, Fondation du Roi Baudouin, 214 p.
- DEFOURNY, Jacques (1992). Dans Jacques Defourny et José L. Monzon Campos, *Économie sociale/The Third Sector*, CIRIEC/De Boeck University, 459 p.
- DEFOURNY, Jacques (1990). *Démocratie coopérative et efficacité économique*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 234 p.
- DESROCHES, Henri (1969). *Le modèle intercoopératif. Ses modèles et ses combinaisons*, Sherbrooke, Librairie de la cité universitaire, 173 p.
- FITZHUGH, N. Naylor (1981). «Private-Sector Interest in Entrepreneurship Training», *Journal of Career Education*, vol. 8, n° 2, pp. 101-108.
- FLEXMAN, Nancy A. «Entrepreneurship for Career Changers», *Journal of Career Education*, vol. 8, n° 2, pp. 153-160.
- GARTNER, William B. et Karl H. VESPER (1994). «Experiments in Entrepreneurship Education: Successes and Failures», *Journal of Business Venturing*, n° 9, pp. 179-187.
- GIROUX, Nicole et Louise DUBREUIL (1994). *L'éducation coopérative au Mouvement Desjardins: de la pratique à la théorie*, Montréal, École des HEC, Centre de gestion des coopératives, 34 p.
- GREENFIELD, Sidney M. et Arnold STRICKON (1981). «A New Paradigm for the Study of Entrepreneurship and Social Change», *Economic Development and Cultural Change*, vol. 29, n° 3, pp. 467-499.
- HOLOVIAK, Stephen, Thomas A. ULRICH et George S. COLE (1990). «Training Entrepreneurs», *Performance and Instruction*, vol. 29, n° 10, pp. 27-31.

- JACOB, Lise, Yves DURAND et Jean PICARD (1980). *Recherche sur les activités de formation et d'éducation coopérative*, Conseil de la Coopération du Québec, 271 p.
- JUTEAU, Danielle et Sylvie PARÉ (1996). «L'entrepreneurship ethnique», *Interface*, janvier-février, pp. 18-28.
- LECLERC, Chantal, Yvan COMEAU et Marie-France MARANDA (1996). «Espoirs et impasses des pratiques de groupe d'insertion à l'emploi», *Cahiers de la recherche en éducation*, vol. 3, n° 1, pp. 1-27.
- MALO, Marie-Claire (1983). *La fonction de relations avec les membres: champ d'activités et structuration*, Centre de gestion des coopératives, École des HEC, 39 p.
- MALO, Marie-Claire (1982). *Texte théorique et à caractère exploratoire sur la fonction de relations avec les membres dans les organisations coopératives*, Centre de gestion des coopératives, École des HEC, 25 p.
- NEUNREUTHER, Bruno (1979). «Les possibilités et les limites de la formation dans le domaine de la création d'entreprise», *Enseignement et Gestion*, n° 11, pp. 7-13.
- ORION, Coopérative de recherche et de conseil (1994). *Le conseil en création d'entreprises*, Sillery, 85 p.
- PAPIN, Claudine et Michel BOYER (1995). *Partir en formation. Cahier de l'accompagnateur*, 91 p. et *Cahier du randonneur*, 46 p., Réseau des SADC du Québec.
- PAQUETTE, Pierre (1995). *Un Québec pour l'emploi*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 143 p.
- REYNOLDS, Paul D. (1991). «Sociology and Entrepreneurship: Concepts and Contributions», *Entrepreneurship Theory and Practice*, vol. 16 n° 2, pp. 47-70.
- SHAPERO, Albert et Lisa SOKOL (1982). «The Social Dimensions of Entrepreneurship», dans Calvin A. KENT, Donald L. SEXTON et Karl H. VESPER (1982), *Encyclopedia of Entrepreneurship*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, pp. 72-90.

- VERREAULT, Lisa (1994). *Analyse de contenu des manuels et des guides de formation utilisés par les coopératives de développement régional du Québec pour de la formation coopérative offerte aux nouveaux coopérateurs et nouvelles coopératrices du travail*, Université Laval, thèse de maîtrise en service social, 127 p.
- VIENNEY, Claude (1994). *L'économie sociale*, Paris, Éditions La Découverte, 126 p.
- WADDOCK, Sandra A. et James E. POST (1991). «Social Entrepreneurs and Catalytic Change», *Public Administration Review*, vol. 51, n° 5, pp. 393-401.

PENSÉE CRITIQUE ET ÉCONOMIE SOCIALE

Jean-Pierre DESLAURIERS
Université du Québec à Hull

Yves HURTUBISE
Université Laval

INTRODUCTION

Aux yeux d'une certaine gauche québécoise des années 70, tout était sujet à dénonciation, voire même à rejet pur et simple. Évidemment, dans un tel mouvement de protestation, il était difficile de penser à établir des alliances: l'organisateur communautaire du temps vivait entouré d'ennemis et l'heure n'était pas à la confiance. Après quelques années, les promoteurs du changement social réalisent que, sur le terrain, les résultats concrets passent souvent par des alliances stratégiques et des complicités dans l'ordre des moyens, à défaut de partager les mêmes objectifs. Car la conjoncture actuelle, toute difficile qu'elle soit, ouvre la porte à un réaménagement du pouvoir. Cependant, cette souplesse dans l'action appelle une pensée critique qui sert de balise.

Dans un premier temps, les auteurs présentent une définition de la pensée critique en se basant sur les travaux d'un des auteurs québécois les plus réputés sur la question, le regretté Marcel Rioux. Ensuite, il sera question des deux principaux courants ayant marqué la pensée critique québécoise dans le mouvement populaire, soit le marxisme et le courant autogestionnaire. Dans un troisième temps, les auteurs présenteront un point de vue critique d'une question au centre de l'actualité, celle de l'économie sociale.

TROIS FAÇONS DE COMPRENDRE LA RÉALITÉ SOCIALE

Reprenant la classification proposée par Habermas, Marcel Rioux (1978, pp. 9-12) propose trois points de vue à partir desquels il est possible de décrire et de comprendre la réalité sociale.

LE POINT DE VUE POSITIF

Dans cette optique, la réalité sociale s'impose comme une contrainte qui exercerait sur les humains une influence semblable à celle des forces de la nature. Marx lui-même, malgré ses prétentions de changement, participait de ce mouvement: ne se donnait-il pas comme tâche de découvrir les lois du développement social qui s'appliqueraient aux sociétés avec autant de rigueur que celle de la gravité?

Le courant néo-libéral actuel fait son beurre de cette prise de position en prétendant obéir à un mouvement irréversible. Désormais, on parle de mondialisation, de globalisation des marchés (de la pensée?) comme autant d'éléments qui revêtent maintenant la même immuabilité que jadis la volonté divine. Le nouvel ordre mondial ferait-il partie du plan de Dieu révisé? Allez savoir. Quoi qu'il en soit, ce point de vue présume que le développement social suit une trajectoire inexorable à laquelle il ne reste plus qu'à s'adapter.

LE POINT DE VUE HERMÉNEUTIQUE

Selon Max Weber (1947), le concepteur du courant herméneutique dans la sociologie contemporaine, il faut retrouver d'abord le sens et les significations que les acteurs donnent à leurs actions pour comprendre la réalité sociale.

À partir de cas individuels, le chercheur conceptualise une définition de la réalité qui ne se retrouve pas toujours telle quelle dans les faits mais qui attire notre attention sur des éléments qui nous auraient autrement échappé. Le but de cette démarche est de dégager une construction théorique (un type idéal) basée sur les observations individuelles mais dont le caractère plus général peut être soumis à la

vérification empirique. Ce courant a été et demeure très présent dans le courant de la recherche qualitative américaine où l'influence de Weber a été très forte.

LE POINT DE VUE CRITIQUE

Cette compréhension du devenir de la société privilégie deux aspects de la destinée humaine. Tout d'abord, les hommes sont dotés d'imagination: au contraire des autres espèces dont le destin semble prédéterminé *ad unum*, l'espèce humaine s'avère d'une très grande plasticité. À témoin la très grande variété des cultures les unes par rapport aux autres, sinon la très grande variation observée à l'intérieur de chacune d'elles et qui explique leur changement et leur évolution. En corollaire, si les peuples et les sociétés sont capables d'imaginer leur avenir, ils sont aussi capables de création: ils sont à même de créer leur avenir et de dépasser les conditions actuelles qui entravent leur liberté. Dans cette conception, la réalité sociale n'est pas fixe mais historique: une société est le fruit des conditions sociales, tant antérieures qu'actuelles, qu'il est possible de modifier (Rioux, 1978, p. 16).

Naturellement, ces trois courants ne sont pas hermétiques mais s'influencent. La conception positiviste de la réalité sociale n'a pas que des défauts: elle démontre que le changement social est tributaire de conditions et de contraintes qu'il faut identifier pour entreprendre une action efficace. De son côté, à force de mettre l'accent sur les acteurs, le courant herméneutique a parfois négligé la structure sociale et dérivé vers la psychologie sociale. Par contre, il a apporté de l'eau au moulin du courant critique: les pratiques ne sont pas toujours évidentes et il faut les dépister à travers les pratiques des acteurs. Dans ces conditions, il faut utiliser des méthodes de recherche plus fines pour entrer dans un milieu, l'étudier et saisir les possibilités de son action. De ce point de vue, le développement de la méthodologie de la recherche qualitative a donné des outils pratiques à ce courant pour connaître des mouvements qui, sous le seul oeil de la statistique, n'auraient pu être étudiés (Comeau, 1987).

Pour donner une illustration de leur point de vue et de leur démarche, Marcel Rioux et ses collaborateurs ont lancé un vaste projet de recherche portant sur les pratiques émancipatoires en milieux populaires. Les chercheurs ont étudié les milieux de travail et de consommation; ils s'y sont insérés, ils ont interrogé les acteurs pour saisir comment ils comprenaient la réalité et ce qu'ils entendaient faire. De ce point de vue, leur démarche de recherche a emprunté à l'herméneutique. Par ailleurs, ils ont tenté de relier ces actions éparses à un projet de transformation sociale. C'est ainsi que dans cette recherche, l'herméneutique a appuyé le point de vue critique (Gagnon et Rioux, 1988; Dupuis et al., 1982).

DEUX EXEMPLES DE PENSÉE CRITIQUE

Au cours des années 70 et 80, la pensée critique a revêtu deux formes au Québec: le courant marxiste et le courant autogestionnaire.

LE COURANT MARXISTE

Au cours des années 70, le marxisme a suscité un grand intérêt, non seulement au Québec mais aussi dans la plupart des pays industrialisés. Pourtant, cette théorie sociale se présentait comme une alternative au capitalisme dans un temps où elle semblait s'appliquer le moins, soit dans un temps de relative prospérité. Cependant, à cause de sa cohérence interne et de la vraisemblance de son explication, le courant marxiste plaisait aux intellectuels des universités et des collèges, et surtout en sciences sociales. C'est peut-être pour cette raison, à tout le moins dans le milieu québécois, que le marxisme est apparu davantage comme un courant intellectuel que comme un courant politique et populaire.

Paradoxalement, le mouvement ouvrier n'a pas été très sensible au marxisme alors qu'il devait pourtant constituer son auditoire privilégié. Au contraire, le marxisme a été influent dans les milieux de l'éducation et des services sociaux, davantage dans le secteur public que dans le secteur privé, plutôt parmi les employés de l'État que ceux de l'industrie. C'est dans ces milieux que les groupes d'ex-

trême gauche ont réalisé leurs plus grands gains. Pendant un temps, le marxisme a représenté la théorie critique la plus importante, parfois même la seule.

Comme plusieurs, les organisateurs communautaires ont été sensibles au marxisme. Dans un temps où la défense des droits était une stratégie d'organisation communautaire très courue, le marxisme offrait une grille simple, peut-être trop simple mais efficace, qui permettait d'identifier l'adversaire à combattre. Cependant, le marxisme correspondait mal à une pratique diversifiée de l'organisation communautaire en raison de son caractère même. D'une part, le marxisme proposait une grille générale qui permettait de comprendre le capitalisme; or, cette grille, qui avait été développée au temps du capitalisme libéral, se trouvait en porte-à-faux avec l'évolution de l'État-providence. D'autre part, comme toute théorie générale, le marxisme s'appliquait difficilement aux cas particuliers. Car une théorie trop claire et trop englobante est menteuse: elle dissimule ce qu'elle laisse dans l'ombre, surtout si elle se prétend universelle et entend indiquer la direction de l'histoire. La clarté des notions se concilie mal avec les zones d'ombre, d'incertitude et d'expérimentation, là où pourtant les changements s'élaborent. (Alors que le Québec découvrait le marxisme, l'Europe le délaissait...)

Or, l'organisation communautaire se déploie au niveau local, précisément là où les grandes théories ont besoin d'être relativisées. L'exploitant de la station-service du coin, qui travaille avec son employé et qui ne vit pas différemment de lui, a peu en commun avec les riches capitalistes, même s'il est propriétaire. Le propriétaire du magasin d'alimentation d'un petit village ne partage pas grand-chose avec les grands actionnaires de Provigo. Au niveau local, les liens d'amitié, de bon voisinage, de parenté teintent la dynamique du milieu. Transportée dans le village, la théorie de la lutte des classes a mis en danger sinon ruiné plusieurs bons projets d'intervention communautaire, quand elle ne leur a pas mis une fin abrupte, tout simplement parce qu'elle ne s'appliquait pas en modèle réduit.

L'épuisement du marxisme devint plus évident devant la montée de théories adverses plus adaptées comme celles des mouvements sociaux, de la régulation et de l'écologie sociale. Enfin, la crise du

début des années 80, aussi soudaine que féroce, a bouleversé les conditions sans que le mouvement puisse présenter des revendications concrètes et plausibles.

LE COURANT AUTOGESTIONNAIRE

À la fin des années 60, le courant de l'animation sociale présentait un modèle de société basée sur la participation des citoyens. S'abreuvant à plusieurs sources, ce mouvement visait la participation la plus large à la vie politique. Cependant, sa plasticité fit sa vulnérabilité et une grande partie de ses militants furent absorbés par les groupes d'extrême gauche. Après un temps de flottement surgit un autre courant qui prétendait se situer dans le courant de la pensée critique: certains de ses adeptes provenaient des rangs marxistes, d'autres non. Marcel Rioux, cité au début de ce texte, fut un important penseur de ce mouvement. Regroupés autour de la revue *Possibles*¹, des chercheurs et des sociologues se réunirent pour envisager une alternative basée sur deux notions fondamentales qui étaient celles des possibles et des pratiques émancipatoires.

Le courant autogestionnaire québécois se posait en rupture avec une pratique trop intellectuelle en postulant qu'il fallait au contraire étudier sur le terrain les possibilités réelles de changement de la société québécoise. Ernst Bloch avait placé la notion de possible au coeur du processus de changement et les autogestionnaires s'en sont inspirés. Cet auteur (cité par Rioux, 1984, p. 14) avait défini trois sortes de possibles:

- le possible abstrait: ici, l'imagination se déchaîne et se déploie sans obstacle. Ce genre de possible s'apparente à l'utopie-chimère proposée par Henri Desroches dans laquelle un auteur invente un scénario de changement et où la fiction se confond avec la réalité;
- le possible probable: «C'est celui qui émerge au fur et à mesure que se découvrent les conditions d'existence de la réalité» (Rioux, idem);

- le possible objectif: il s'agit ici du possible poussé à l'existence par une intervention concrète et par l'engagement d'un acteur historique: ce possible est un objectif que l'on poursuit et que l'on cherche à atteindre. Toujours dans la foulée de Desroches, cette notion est proche de l'utopie-programme, un plan d'action sur lequel l'acteur n'a pas encore éprouvé ses forces.

Outre la notion de possible, celle de pratique émancipatoire était au coeur du courant autogestionnaire. Alors que les marxistes orthodoxes mettaient l'accent sur l'aliénation au travail, les autogestionnaires attiraient l'attention sur les multiples lieux d'opposition au capitalisme que recelait la société civile. L'originalité du mouvement autogestionnaire, dans la foulée de la Nouvelle gauche américaine et britannique, a été de démontrer que la praxis ne se limitait pas au domaine du travail mais pouvait s'étendre à l'ensemble des activités humaines, que ce soit la culture, le loisir, la santé, l'école, etc. De plus, différence capitale, ce courant mettait l'accent sur la pratique et les changements concrets qui se faisaient dans la vie quotidienne, en dehors des partis politiques. La citation suivante décrit bien l'orientation de ce courant:

Quant à nous, nous demeurons optimistes et nous interrogeons la société capitaliste avancée pour nous demander quelles sont ses contradictions et quels sont les groupes qui sont porteurs de projets d'émancipation, c'est-à-dire qui luttent pour l'abolition de l'exploitation, de l'aliénation et de la domination. Parce que nous croyons que la praxis, c'est-à-dire les pratiques de dépassement et de création, n'est pas limitée à la théorie ni au travail ni à la révolution, nous cherchons à déceler parmi toutes les pratiques celles qui combattent les processus que la tradition critique a décelés dans la société capitaliste... En d'autres termes, notre cheminement comprend une critique de la société contemporaine mais aussi la recherche des possibles émancipatoires de cette société (Rioux, 1978, p. 61).

La recherche de possibilités émancipatoires, voilà ce qui différenciait le plus les autogestionnaires de leurs opposants. Ils prétendaient avec force que le changement n'était pas le fait des politiciens, fussent-ils de gauche, ni celui des révolutionnaires qui prétendaient le provoquer, ni des théoriciens qui présumaient qu'il fallait penser

le changement d'abord pour qu'il se réalise ensuite. Au contraire, les tenants du courant autogestionnaire réaffirmaient que le peuple pouvait faire preuve de créativité, que la pratique pouvait devancer la théorie et qu'à tout prendre, valait mieux une pratique créative qu'une théorie qui tourne à vide faute d'enracinement. De plus, ces chercheurs se préoccupaient de la transférabilité des pratiques, c'est-à-dire leur capacité de se propager à d'autres secteurs de la vie individuelle et collective.

Pour clore cette partie plus théorique sur la compréhension de la réalité et la pensée critique, ajoutons une dernière précision. De notre point de vue, la pensée critique ne se limite pas à l'analyse ni au discours ni à la condamnation sans appel de la réalité actuelle. En accord avec Jacques Fournier (1995), il ne faut pas confondre pensée critique et paranoïa. Si elle doit dénoncer, la pensée critique ne doit pas s'arrêter en si bon chemin: il faut passer à l'autre étape qui est celle de l'identification de solutions plausibles et de l'expérimentation prometteuse. Ainsi, la pensée critique ne donne pas seulement une orientation à la connaissance mais aussi une direction à l'action. Elle appelle une activité qui donne une forme concrète aux idéaux de justice et de liberté.

Les organisateurs communautaires ne peuvent se payer le luxe de se cantonner dans la théorie, fut-elle critique, car ils sont confrontés à une tâche autrement plus délicate et redoutable entre toutes: on leur demande de traduire en action des idées que d'autres ne font qu'esquisser; on leur demande d'éviter les pratiques mimétiques et d'appuyer la praxis inventive, de conclure des alliances sans y laisser leur âme. Ils sont jugés à leurs gestes qui ont des conséquences beaucoup plus sérieuses que les écrits des théoriciens!

De ce point de vue, le retour de l'économie sociale pose de nouvelles exigences, car une fois de plus, les organisateurs communautaires doivent faire preuve non seulement de *sens critique*, c'est-à-dire comprendre ce phénomène et le situer dans un contexte qui l'explique, mais aussi de *sens pratique*, c'est-à-dire développer une pratique professionnelle qui aille dans le sens de leurs convictions. Ceci dit, malgré les obstacles, nous sommes d'avis que l'économie sociale présente un possible qu'il faut explorer.

L'ÉCONOMIE SOCIALE À L'ÉPREUVE DU SENS CRITIQUE

Le Québec n'est pas le seul ni le premier à avoir démontré de l'intérêt pour l'économie sociale; au contraire, il a même été précédé par plusieurs pays européens dont la France (Laville, 1990, 1992 et 1994). Cependant, des revues québécoises comme *Interaction communautaire* (1996) et *Nouvelles pratiques sociales* (1995) ont déjà publié plusieurs articles sur la question. De plus, l'économie sociale a suscité un débat intéressant dont les pages du quotidien *Le Devoir* ont fait écho (lire entre autres Drapeau, 1996; Lamoureux, 1996; Lévesque et Vaillancourt, 1996; Neamtam, 1996; Sévigny, 1996).

La Marche des femmes contre la pauvreté en 1995 a été l'événement déclencheur qui a poussé la notion d'économie sociale à l'avant-scène politique québécoise. À cette occasion, les participantes avaient présenté neuf revendications dont l'une portait sur le développement d'une économie sociale qui constituerait une alternative à l'économie de marché. Le comité d'organisation y voyait un moyen par lequel les femmes pouvaient s'intégrer au marché de l'emploi. À la suite de cette démarche, le gouvernement du Québec a mis sur pied un Comité d'orientation et de concertation sur l'économie sociale dont le rapport doit éclairer les travaux du Sommet socio-économique prévu à l'automne 1996².

Déjà, des patrons de CLSC ont flairé le vent et certains ne jurent que par l'économie sociale, l'économie solidaire, les emplois d'utilité sociale, etc. Pourtant, l'intervention communautaire dans le domaine économique a déjà fait l'objet de nombreux débats à la Fédération des CLSC. Au milieu des années 80, les uns prétendaient que, dans la foulée du rapport Brunet, il fallait abandonner ce domaine d'intervention à d'autres acteurs, tels les municipalités et leurs commissaires industriels, et que les CLSC devaient concentrer leur action dans le domaine socio-sanitaire. D'autres pensaient au contraire que ce type d'intervention était au coeur de l'action des CLSC pour lutter contre la pauvreté. Beaucoup n'avaient pas d'idée et attendaient de voir de quel côté le vent allait souffler! Une sorte de valse hésitation, à rythme variable et varié.

Depuis la tenue de la conférence sur le devenir social et économique du Québec, en mars 1996, l'économie sociale resurgit, mais l'intérêt soudain que l'État y prête n'y serait pas étranger.

DE L'EXPÉRIENCE DE L'ÉTAT

L'émergence de l'économie sociale pose une question fondamentale aux organisateurs communautaires ainsi qu'au mouvement communautaire: quelle attitude adopter lorsque l'État semble réagir favorablement aux demandes populaires? Car dans ce cas-ci, l'État réagit aux demandes faites par le mouvement des femmes. Est-ce une victoire et comment distinguer une victoire à la Pyrrhus (dont la victoire fut si chèrement acquise qu'elle causa sa perte ultérieure) d'une autre à la Hannibal (qui remporta d'éclatantes victoires mais perdit la guerre parce qu'il ne sut profiter de son momentum)?

De fait, la question est cruciale parce que l'État occupe une place centrale dans la réflexion et la pratique des organisateurs communautaires: dès qu'il est question de pouvoir et de revendications, l'État n'est jamais loin et les organisateurs communautaires doivent prendre position, tant théoriquement que pratiquement. Il existe plusieurs façons de concevoir l'État et qui appellent autant de stratégies différentes. Pour les uns, l'État est le gardien du bien commun et le point central vers lequel converge les pressions des acteurs. C'est ainsi que le politologue Dahl a avancé que la démocratie fonctionnait à la polyarchie, soit de simples coalitions qui se font la lutte pour le pouvoir (Dahl, 1956)³. Cette vision optimiste a fait long feu et ne leurre plus personne.

D'autres considèrent l'État comme une citadelle qu'il faut conquérir: après en avoir pris le contrôle, il s'agirait de mettre au service du peuple la force dont on se sert pour l'opprimer. Ici encore, l'histoire est retorse et les exemples ne manquent pas où les libérateurs d'hier sont devenus les maîtres d'aujourd'hui. De fait, ces deux conceptions négligent le fait capital que l'État représente la condensation d'un rapport de forces (Poulantzas, 1978, p. 141). Or, qui dit rapport de forces dit tiraillement, opposition, avancées, reculs, gains, victoires, alliances, bref, un jeu politique recommencé. De plus, l'État lui-même n'est pas exempt de luttes en son sein: des

secteurs sont plus touchés que d'autres par les forces de changement, plus vulnérables que d'autres aux pressions populaires; tous les ministres ne partagent pas la même opinion. Ainsi, tout n'est pas joué d'avance et si la pensée critique est faite d'opposition, elle ne s'oppose pas à tout *per se*: au contraire, elle saisit les possibilités d'une situation.

Ceci dit, le jeu politique possible ne doit pas nous porter à sous-estimer la dynamique étatique. On connaît tous la tendance de l'État à hiérarchiser, bureaucratiser. D'ores et déjà, on peut facilement prédire que les promoteurs de l'économie sociale se heurteront aux mêmes obstacles qu'ont rencontrés les représentants des groupes communautaires lorsqu'ils ont été appelés à s'intégrer dans le fonctionnement de la nouvelle structure mise en place à l'occasion de la réforme des services de santé et des services sociaux.

D'une part, la réorganisation a donné plus d'influence qu'avant aux groupes communautaires dans le fonctionnement de la Régie régionale de la santé et des services sociaux. Par contre, cette invitation n'est pas sans comporter quelques avatars. Qu'on pense, par exemple, aux grosses briques qu'il faut décortiquer à quelques jours d'avis, sans avoir eu le temps de réunir les membres, quand ce ne sont pas des documents qu'il faut approuver séance tenante, déposés sans préavis. Au nom de la concertation, on rassemble autour d'une même table des acteurs de force inégale et d'intérêts fort diversifiés, sinon divergents, et où la raison du plus fort est souvent la meilleure. Cette façon d'agir ne correspond certainement pas au fonctionnement des organismes communautaires dignes de ce nom où les intervenants agissent et décident collégialement, où il y a une polyvalence des rôles et partage de l'influence.

Le résultat de cette coexistence forcée est non seulement que la pratique de certains groupes s'en trouve entravée: certains se laissent séduire à leur tour par la tentation hiérarchique. Petite bureaucratie deviendra grande si Dieu lui prête vie.

On peut noter que certaines orientations favorisant le «partenariat» et la «concertation» avec le pouvoir établi viennent à renforcer les tendances à la hiérarchisation au sein des groupes. La culture des «spécialistes» ou des «experts»

accentue les clivages qui sont en train de s'instituer entre les «interlocuteurs» privilégiés des groupes et leur «clientèle» (Lagacé, 1995a, p. 20)⁴.

Après avoir expérimenté le fonctionnement de cette nouvelle structure, la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles dresse le bilan suivant de la participation de ses représentants:

Le premier constat qui ressort du bilan est que cette participation a été extrêmement exigeante en temps et en énergie pour les organismes communautaires et bénévoles, autant du côté des tables régionales que du côté des élus, et autant dans les régions qui étaient mieux préparées pour y faire face que dans celles qui l'étaient moins (1995, p. 42)⁵.

La même remarque vaut pour le financement des groupes communautaires: alors que la formule devait être simplifiée et améliorée, la bureaucratie continue de multiplier les étapes, voire les traquenards, les contrôles, etc. (Gagné, 1995, p. B-2). Et pourtant, malgré les obstacles et les ennuis, les représentants du mouvement communautaire ne songent pas à se retirer des instances de participation: au contraire, à la suite de leurs réflexions, ils entendent profiter de la tendance à la décentralisation pour agrandir la sphère de leur influence; ils veulent se donner une direction commune plus claire et consolider leur liens. Ils demandent en outre un meilleur financement pour remplir plus efficacement le rôle qu'on leur demande de jouer (Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles, 1995, pp. 43-45). Les promoteurs de l'économie sociale pourront ainsi profiter des leçons des groupes communautaires qui oeuvrent dans le domaine sociosanitaire. Occuper sa place dans les appareils d'État, conserver une distance critique, développer la démocratie et l'autonomie du mouvement populaire, voilà une stratégie que n'eût pas rejetée Poulantzas (1978, p. 169).

ET L'ÉCONOMIE SOCIALE?

À notre avis, l'apparition de l'économie sociale correspond au stade actuel de développement du secteur communautaire: après avoir

démontré qu'il pouvait rendre des services de façon plus efficace que l'État, le secteur communautaire est en train de démontrer qu'il peut rivaliser avec le secteur privé dans la création de l'emploi. Évidemment, il ne faut pas se cacher le cynisme des politiciens pour qui l'économie sociale est la digue temporaire au chômage qui monte et que l'intérêt soudain de l'État québécois pour l'économie sociale pourrait n'être qu'un simple calcul politique (Sévigny, 1996). Il ne faut pas non plus ignorer que le secteur privé tolère le secteur communautaire parce que ses intérêts ne sont pas (encore) en cause.

La notion même d'économie sociale mérite d'être critiquée, car elle comporte sa part d'ambiguïté. En effet, après avoir lutté contre la droite qui voulait faire de l'économie l'équivalent social universel, voici qu'on met de l'avant l'idée d'économie solidaire qui réunit économie marchande, don, troc, entraide, entreprises communautaires, etc. La gauche réussira-t-elle à intégrer ces différents éléments dans une synthèse contre nature que la droite n'a pas réussi à imposer? Si l'économie est en voie de se diversifier, ce en quoi tous sont d'accord, est-ce justifié d'essayer de réconcilier des secteurs qui se sont développés de façon divergente? Pour se développer, le secteur communautaire n'a-t-il pas dû s'opposer au secteur public? Albert Jacquard dénonce à juste titre à l'économie qu'on veut imposer comme l'équivalent nécessaire de la société. «La mondialisation, c'est le cheval de Troie qui permet de réduire le monde en un immense marché», déclare à son tour Riccardo Petrella dans une entrevue accordée à Jean Pichette (1996). Ainsi, à défaut d'être soumise au sens critique, l'économie sociale risque d'être happée dans cette conception où l'économie devient la principale catégorie de la pensée sociale.

Heureusement, l'économie sociale peut revêtir plusieurs définitions et celle qu'en donne la présidente du Chantier de l'économie sociale est intéressante pour les organisateurs communautaires. Pour les besoins de la cause, nous la citons *in extenso*:

[...] L'économie sociale, pour nous, désigne les activités et organismes issus de l'entrepreneuriat collectif et qui s'organise autour des cinq valeurs suivantes:

- l'entreprise de l'économie sociale a pour finalité de servir ses membres ou la collectivité plutôt que de simplement engendrer des profits et viser le rendement financier;
- l'entreprise de l'économie sociale a une autonomie de gestion et se distingue de la production de biens et de services des pouvoirs publics;
- l'entreprise de l'économie sociale intègre dans ses statuts et ses façons de faire un processus de décision démocratique;
- l'entreprise de l'économie sociale défend la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition de ses surplus et revenus;
- l'entreprise de l'économie sociale fonde ses activités sur les principes de participation, de la prise en charge et de la responsabilité individuelles et collectives, plutôt que de la dépendance (Neamtam, 1996).

D'un point de vue critique, les auteurs de ce chapitre sont d'avis qu'il faut appuyer cette vision de l'économie sociale et s'en inspirer dans la pratique quotidienne, car elle s'intègre dans les valeurs et l'histoire de l'organisation communautaire qui doit agir avec, par et pour la communauté. Tel que défini par la présidente du Chantier de l'économie sociale, le développement de telles entreprises va dans le sens de la démocratie et s'insère dans le combat contre la pauvreté, le chômage et le désespoir.

Si l'impuissance paranoïaque est un écueil à éviter, l'emballlement en est un autre. Par exemple, il nous semble risqué pour le mouvement communautaire et les organisateurs communautaires de prendre un virage de 90° en direction de l'économie sociale: mettre tous ses oeufs dans le même panier n'est pas une bonne stratégie. Il nous semble tout aussi prématuré de penser que la bataille pour l'économie sociale est gagnée: au contraire, à mesure que l'idée prendra de la force, surtout dans la forme souhaitée, elle sera combattue avec vigueur. (Qui pense que la démocratie passe comme une lettre à la poste?) De ce point de vue, il semble prématuré d'abandonner le front de la création d'emplois pour en ouvrir un autre, soit celui de l'insertion au sein des groupes communautaires (Fournier, 1996a,

1996b). À côté d'un secteur d'économie sociale qui arrache de peine et de misère le droit d'être payé pour le travail fait prendrait place un autre mode d'insertion qui, dans ce cas-ci, n'offrirait pas d'emploi comme tel mais plutôt un mode d'insertion à partir d'une activité communautaire. N'est-ce pas fournir aux politiciens en mal d'équilibre budgétaire le prétexte tout trouvé pour privilégier les vertus du civisme, de la gratuité et du dévouement au détriment d'un emploi? Il apparaît un peu tôt pour ouvrir un deuxième front alors que le premier n'est pas consolidé. Comme le rappelle réalistement Neamtam: «Le Chantier de l'économie sociale ne promet pas — et n'espère pas — tout régler au Sommet de la fin d'octobre [1996]. Mais il veillera à ce que des résultats tangibles et durables donnent au Québec solidaire des raisons d'espérer» (1996).

Rien n'empêche que malgré ses limites, l'économie sociale peut offrir aux organisateurs communautaires l'occasion de créer des alliances stratégiques. À l'intérieur des CLSC d'abord, c'est le temps d'avancer des projets d'économie sociale et de développer l'intervention dans le domaine économique. La tendance se maintient, les gestionnaires des CLSC verront ces initiatives d'un bon oeil et les organisateurs communautaires pourront agrandir leur marge de manoeuvre. Ensuite, une nouvelle sensibilité est en voie d'émergence au niveau local. Comme les communautés s'appauvrissent et les problèmes sociaux s'amplifient, les conseils municipaux sont plus intéressés qu'avant à l'action communautaire et il y a parfois moyen de tisser de nouvelles alliances.

C'est évident que le développement de ce type d'intervention ne va pas sans susciter des problèmes. Par exemple, on peut penser que certaines tâches dont s'acquitteront ces nouveaux employés entreront en contradiction avec celles des employés du secteur public: les uns travailleront pour un salaire moindre, exerçant une pression vers la baisse de salaire des autres. C'est un vrai problème auquel les mouvement syndical et communautaire devront s'attaquer: cependant, chose certaine, il ne pourra pas trouver solution dans le cadre restreint du corporatisme syndical.

D'un point de vue stratégique, la prise de position du Conseil du statut de la femme sur l'économie sociale est intéressante:

Malgré tous les risques et les obstacles soulevés, il ne semble pas vain de poursuivre l'idée d'une économie qui se fonde davantage sur la solidarité et qui favorise la cohésion sociale. Dans cette optique, le Conseil du statut de la femme considère qu'il est opportun de pousser plus avant la réflexion sur le développement de l'économie sociale, tout en conservant un regard critique sur les effets moins souhaitables pour l'amélioration de la condition féminine (1996, p. 34).

Voilà un exemple de pensée critique qui prend parti, discrimine, appuie et encourage.

CONCLUSION

Au fond, la reconstruction réelle de la société est une tâche beaucoup plus ardue que nous ne le pensions. En effet, la contestation virulente des années 70 se faisait quand même sur fond de prospérité, mais ce n'est plus le cas maintenant: le Canada et le Québec font face à des problèmes sociaux dont toute une génération avait sous-estimé l'ampleur. Cependant, devant l'appauvrissement de la société, la reconstruction sociale est à l'ordre du jour de façon concrète, inévitable, nécessaire et non plus comme une simple alternative entre plusieurs autres (Bookchin, 1993).

Pour développer une pensée critique, point n'est besoin d'une théorie de référence bâtie de pied en cap: les symboles n'ont pas la force déterminante qu'on leur accorde, même si les représentations peuvent à l'occasion s'avérer de redoutables obstacles à la compréhension du changement (Bourdet, 1974, pp. 23-47). Par contre, pas de changement sans projet et pas de changement sans modification des conditions où ce projet se déroule. Il s'ensuit donc que le changement doit être détecté, analysé et supporté, et c'est le rôle de la pensée critique.

À l'heure des expédients et du sauve qui peut, la pensée critique est plus que jamais importante. Pas la pensée qui renvoie tout le monde dos à dos pour mieux dissimuler sa propre impuissance mais celle qui s'engage dans l'avenir, en pratique comme en théorie. Comme Rioux concluait dans les dernières pages de son livre sur la pensée critique:

S'il est une certitude qui surnage, c'est qu'aujourd'hui les hommes sont condamnés à inventer leur avenir et que le temps n'est plus où ceux qui critiquaient l'ordre établi croyaient que la solution de rechange existait toute faite dans les traités des maîtres-penseurs (1977, p. 182).

Dans cette démarche, moins que jamais, l'organisation communautaire ne peut se dissocier de l'éthique (Lamoureux, 1995). Enfin, sans sombrer dans l'héroïsme, les conditions actuelles exigent des citoyens d'être à la hauteur des exigences de leur temps:

Rien n'est devenu plus rationnel aujourd'hui que de vouloir lutter contre les injustices et les exclusions sans cesse galopantes, tout en effectuant, en lien avec d'autres dans une diversité rassemblée autour de perspectives communes, un travail de fond qui permette au mouvement social de prendre pleinement sa place dans l'espace politique. L'audace, l'imagination et le courage sont plus que jamais des qualités essentielles et souhaitables, tant sur le plan individuel que collectif, et particulièrement le courage, celui de nommer les choses pour ce qu'elles sont en abordant la réalité bien en face, de prendre parti, d'être honnête avec soi-même et de s'efforcer d'être cohérent par rapport à ses convictions (Lagacé, 1995b, p. 18).

NOTES

- ¹ Est-il besoin de rappeler une autre publication qui eut de l'influence en son temps, malgré la faiblesse de ses moyens: ce fut le *Q-Lotté*, que la parution irrégulière rendait d'autant plus intéressant.
- ² Ce comité a déposé son rapport au printemps. Cf. Comité de concertation et de concertation sur l'économie sociale (1996). *Entre l'espoir et le doute*, mai, 87 pages et annexes.
- ³ Pour une critique sévère de ce point de vue, voir Bachrach (1967).
- ⁴ Laville (1996) tirera semblable conclusion de l'expérience française de la politique de la ville. Reconnaisant que le partenariat a permis une meilleure coordination des institutions, il déplore que «...ce partenariat, qui était censé être au service des habitants, a généré une couche d'experts qui discutent entre eux des problèmes des habitants».

- 5 Un résumé de cette recherche a été publié dans *Interaction communautaire* (1996), nos 36-37.

RÉFÉRENCES

- BACHRACH, P. (1967). *The Theory of Democratic Elitism. A Critique*, Boston, Little Brown.
- BOOKCHIN, M. (1993). *Une société à refaire*, Montréal, Écosociété.
- BOURDET, Y. (1974). *Pour l'autogestion*, Paris, Anthropos, pp. 23-47.
- COMEAU Y. (1987). *Sociologie et sociétés*, vol. 19, n° 2, octobre, pp. 115-123.
- COMITÉ D'ORIENTATION ET DE CONCERTATION SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE (1996). *Entre le doute et l'espoir*, rapport, 87 pages et annexes, mai.
- CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (1996). *L'économie sociale et les femmes: garder l'oeil ouvert*, Québec, février.
- DAHL, R. (1956). *A Preface to Democratic Theory*, Chicago, University of Chicago Press.
- DRAPEAU, G. (1996). «L'économie sociale», *Le Devoir*, 15 juillet, p. A-7.
- DUPUIS, J.-P., A. FORTIN, G. GAGNON, R. LAPLANTE et M. RIOUX (1982). *Les pratiques émancipatoires en milieux populaires*, Sillery, Institut québécois de recherche sur la culture.
- FOURNIER, J. (1996a). «Pour combattre l'exclusion: proposition d'un nouveau programme "Insertion dans un organisme communautaire"» *Interaction communautaire*, n° 38, été, pp. 16-18.
- FOURNIER, J. (1996b). «Pour combattre l'exclusion et la désespérance», *Le Devoir*, 7 août, p. A-7.
- FOURNIER, J. (1995). «Bonjour la confusion», *Interaction communautaire*, n° 35, automne, p. 24.

- GAGNÉ, C. (1995). «Organismes communautaires: un financement bien difficile», *La Presse*, 22 janvier, p. B-2.
- GAGNON, G. et M. RIOUX (1988). *À propos d'autogestion et d'émancipation: deux essais*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- INTERACTION COMMUNAUTAIRE (1996). «L'économie solidaire: dossier France-Québec», n^{os} 36-37, hiver, pp. 7-49; le n^o 38 (été 1996) compte aussi six textes sur l'économie solidaire.
- LAGACÉ, D. (1995a). «Pour une reconstruction du lien social», *Virtualités*, vol. 3, n^o 1, novembre-décembre, pp. 20-23.
- LAGACÉ, D. (1995b). «Les fondements individuels du lien social», *Virtualités*, vol. 3, n^o 1, novembre-décembre, pp. 15-18.
- LAMOUREUX, H. (1996). «De l'économie sociale à l'économisme social», *Le Devoir*, 23 mai, p. A-7.
- LAMOUREUX, H. (1995). «Éthique et action communautaire: de la cohérence à l'acte», *Virtualités*, vol. 2, n^{os} 3-4, avril, pp. 35-37.
- LAVILLE, J.-L. (1996). «La place du citoyen ordinaire», *Interaction communautaire*, n^{os} 36-37, hiver, p. 14.
- LAVILLE, J.-L. [sous la direction] (1994). *L'économie solidaire, une perspective internationale*, Paris, Desclée de Brouwer.
- LAVILLE, J.-L. (1992). *Les services de proximité en Europe*, Paris, Syros/Alternatives.
- LAVILLE, J.-L. (1990). «L'insertion par l'économie en France», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 3, n^o 1, printemps, pp. 129-137.
- LÉVESQUE, B. et Y. Vaillancourt (1996). «Une économie plurielle (1)», *Le Devoir*, 16 mai, p. A-7; «Une économie plurielle (2)», *Le Devoir*, 17 mai, p. A-7.
- NEAMTAM, N. (1996). «Pour oser vraiment», *Le Devoir*, 11 juin, p. A-7.
- NOUVELLES PRATIQUES SOCIALES (1995). «Les régions», vol. 8, n^o 1, pp. 29-119. (Ce dossier comprend plusieurs articles portant sur le développement local.)

- PICHETTE, J. (1996). «Le globe-trotter de la pensée critique», *Le Devoir*, 10 juin, p. B-1.
- POULANTZAS, N. (1978). *L'État, le socialisme, le pouvoir*, Paris, Presses universitaires de France.
- RIOUX, M. (1984). *Le besoin et le désir*, Montréal, Hexagone.
- RIOUX, M. (1978). *Essai de sociologie critique*, Montréal, Hurtubise HMH.
- SÉVIGNY, M. (1996). «Entre l'espoir et le cauchemar», *Le Devoir*, 25 juillet, p. A-7.
- TABLE DES REGROUPEMENTS PROVINCIAUX D'ORGANISMES COMMUNAUTAIRES ET BÉNÉVOLES (1995). *Les épreuves et les défis du partenariat*, octobre, 50 pages; *Interaction communautaire* (1996). nos 36-37, hiver, pp. 4-6.
- WEBER, M. (1947). *Theory of Social and Economic Organization*, New York, Free Press.

SECTION 5

D'HIER À AUJOURD'HUI, DES ENJEUX SOCIAUX

MISE EN CONTEXTE DU PROJET DE RECHERCHE «30 ANS DE DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES EN TRAVAIL SOCIAL AU QUÉBEC (1960-1990)»¹

Yves VAILLANCOURT
Département de travail social
Université du Québec à Montréal

INTRODUCTION

Le projet de recherche «30 ans de développement des pratiques en travail social au Québec (1960-1990)» a démarré à l'automne 1992 et s'est poursuivi au cours des quatre années qui ont suivi. Il a été réalisé par une équipe d'une vingtaine de personnes dont une douzaine de professeurs appartenant à une dizaine d'institutions universitaires québécoises différentes². La diffusion des résultats a commencé en 1995 et se prolongera en 1996 et en 1997³.

Pour cerner l'évolution des pratiques sociales des 30 années identifiées dans le titre du projet, nous avons distingué trois sous-périodes, soit celle des années 60, celle des années 70 et celle des années 80. Dans cette recherche, nous nous sommes intéressés à l'évolution des pratiques sociales dans l'ensemble du Québec, mais nous avons voulu faire oeuvre originale en poussant l'analyse des pratiques sociales de façon plus approfondie dans neuf régions administratives du Québec, soit les régions suivantes: Montréal métropolitain, la Montérégie, l'Estrie, Lanaudière, l'Outaouais, l'Abitibi, Québec, le Saguenay—Lac-Saint-Jean et le Bas-Saint-Laurent.

Dans cet article, nous comptons livrer quelques informations de base sur ce projet en nous arrêtant sur la perspective théorique, les objectifs, la méthodologie et la production anticipée.

LA PERSPECTIVE THÉORIQUE DE LA RECHERCHE

La vision des pratiques sociales, des services sociaux et des politiques sociales véhiculée par notre équipe de recherche en est une qui se caractérise de la façon suivante: il s'agit d'une vision critique et progressiste qui tend à se démarquer à la fois de la vision néo-libérale qui préconise le désengagement de l'État et le retour aux lois du marché sous toutes ses formes et de la vision progressiste «fordiste» dont les analyses sont traversées par la nostalgie des formes de services sociaux et de pratiques sociales connues lors de la période d'âge d'or de l'État-providence, soit les années 60 à 80 au Québec (Vaillancourt, 1995).

En nous alimentant théoriquement à partir de certains acquis de la théorie de la régulation, nous prenons acte du fait que nous assistons, depuis la fin des années 70, à une crise du modèle de développement économique et social, qualifié de «fordiste» dans la mouvance théorique de la régulation (ou de keynésien, ou d'État-providence par d'autres auteurs). Nous prenons pour acquis que le modèle qui remplacera le modèle fordiste en crise n'a pas encore émergé de façon claire. Dans la période de transition qui s'intercale entre l'ancien modèle en crise et le modèle nouveau à définir, le courant néo-libéral, certes, fait ses propositions. Mais, en dépit de la recrudescence de sa popularité, ce courant ne doit pas être surestimé; il n'est pas le seul à avancer des propositions et à préparer des scénarios pour l'an 2000. Avec Alain Lipietz (1990), nous constatons qu'il y a aussi des courants critiques et démocratiques qui proposent une «alternative démocratique» susceptible d'influencer le contour et le contenu d'un nouveau modèle de développement. En somme, le modèle qui sortira de la crise du fordisme sera un «compromis» qui émergera des négociations en cours, ces années-ci, au Québec et ailleurs, entre les courants néo-libéraux et les courants progressistes de «l'alternative». Par exemple, la réforme Côté du début des années 90, dans sa gestation (notamment depuis la création de la Commission Rochon) et sa mise en application, peut être interprétée comme un compromis mouvant issu d'affrontements entre diverses tendances à l'intérieur de la société civile.

Dans une telle perspective, nous comprenons que le retour critique sur l'histoire des 30 dernières années peut s'avérer fécond, dans le

domaine des pratiques sociales, pour mieux comprendre le présent et planifier l'avenir. Dans des temps de mutations sociétales profondes, la définition des orientations prometteuses pour l'avenir doit absolument s'appuyer sur l'évaluation minutieuse de l'héritage des dernières décennies. Les néo-libéraux ont leur relecture du passé. Les tenants de l'alternative démocratique doivent aussi faire la leur.

À cet égard, les recherches à la fois théoriques et appliquées faites dans la mouvance de la théorie de la régulation en Europe, en Amérique du Nord, au Canada et au Québec nous permettent entre autres de mettre en relief deux types de lacunes majeures du modèle de développement fordiste.

Le premier type de lacunes renvoie à **l'organisation du travail tayloriste** que l'on a appliquée dans le secteur privé mais aussi dans le secteur public. Ces traits négatifs de l'organisation tayloriste du travail ont été relevés par la majorité des auteurs se réclamant de la théorie de la régulation et par d'autres. Mais ils ont moins fréquemment été utilisés dans des analyses touchant l'organisation du travail dans les services sociosanitaires relevant des secteurs privé, public et communautaire. Certaines analyses récentes au Québec ont montré la possibilité de renouveler l'analyse et les stratégies dans cette direction.

Le deuxième type de lacunes renvoie à **l'organisation «providentialiste» des politiques sociales et des services** issus de l'État-providence. Le qualificatif de providentialiste suggère ici que le rapport entre l'État et les usagers des services se caractérise par une accessibilité plus grande des services liée à l'universalité et par une consommation passive de ces services. Il évoque le problème de l'organisation bureaucratique des services et des politiques.

En somme, sur un point central, les deux lacunes se rejoignent: les salariés dans l'organisation du travail tayloriste, tout comme les citoyennes et citoyens dans les politiques sociales et les services sociosanitaires providentialistes propres au modèle fordiste, vivent l'accès à une plus grande **inclusion économique** (augmentation du pouvoir d'achat par l'extension du salariat, de la syndicalisation, des conventions collectives, des politiques sociales sous forme de sécurité du revenu ou de services) en retour de l'acceptation d'une

plus grande **exclusion politique et culturelle** (en raison de l'exclusion des salariés aux droits de gérance et des citoyens à la planification, à la gestion et à l'évaluation des politiques sociales et des services sociosanitaires). L'exclusion politique et culturelle a alimenté chez les salariés et les citoyens dans le modèle fordiste des attitudes et comportements marqués au coin de la dépendance et de la déresponsabilisation. Cette déresponsabilisation a touché les personnes, les communautés locales et les régions qui bénéficient économiquement des programmes tout en étant politiquement exclus de leur gestion. Évidemment, une fois que les néo-libéraux ont réussi, à leur manière, à parler des limites de l'État-providence pour justifier leurs agendas, les analystes critiques ont de la difficulté à se situer. Ils se contentent trop souvent de réagir défensivement en s'employant à nier les lacunes du contrat social fordiste attaqué. C'est ce qui se passe dans les débats publics et les recherches qui s'y greffent sur des questions comme le plein emploi, le partage du travail, la privatisation, la communautarisation, la désinstitutionnalisation, la régionalisation, le virage ambulatoire et l'avenir des pratiques en travail social.

Nos remarques sur les deux lacunes centrales du modèle fordiste permettent de comprendre que la problématique de notre recherche nous amène, sur un registre plus constructif, à donner beaucoup d'attention, dans notre relecture du développement des pratiques en travail social, à une **double participation**. Nous faisons référence ici à la participation des salariés et des intervenants sociaux qui font les pratiques sociales à l'organisation du travail et à la participation des usagers et des citoyens touchés par l'organisation des services à leur programmation, gestion et évaluation. Il s'agit donc de favoriser un double *empowerment* qui permettrait de contrer les effets pervers du taylorisme en conférant plus de pouvoir au personnel dans l'organisation du travail et de contrer le providentialisme en conférant plus de pouvoir aux citoyens dans l'organisation des services.

En préconisant ce double *empowerment*, nous reconnaissons l'existence de conflits d'intérêts entre usagers et praticiens; mais nous ne voyons pas ces conflits comme insurmontables. D'où l'espace possible pour des alliances susceptibles de devenir des leviers pour le renouvellement des pratiques sociales.

Concernant les 30 années de développement des pratiques examinées dans notre recherche, nous faisons l'hypothèse que les 20 premières (1960-1980) se situent à l'intérieur d'une phase de développement du modèle fordiste, tandis que les dix dernières (1980-1990), tout comme les années 90, se situent à l'intérieur d'une phase de crise de ce modèle fordiste.

TROIS OBJECTIFS

À travers notre recherche sur «30 ans de développement des pratiques sociales au Québec (1960-1990)» nous poursuivons les trois objectifs suivants:

1. Construire une analyse originale du développement des pratiques en travail social au Québec en dégagant les déterminants de la pratique propres à la fois à l'ensemble du Québec et aux singularités régionales, de façon à ne pas nous en tenir à une simple juxtaposition de monographies.

Nous avons privilégié l'étude du développement des pratiques en travail social dans les neuf régions administratives du Québec mentionnées plus haut. Comme équipe de recherche, nous nous sommes appliqués à cerner les différences et les ressemblances d'une région à l'autre, sans pour autant renoncer à dégager une synthèse québécoise.

2. Construire une analyse originale du développement des pratiques en travail social au Québec au cours des années 80 en surveillant particulièrement les passerelles entre les pratiques en travail social prises au sens plus restreint et celles prises au sens plus large.
 - a) Par **pratiques en travail social prises au sens plus restreint**, nous faisons référence à celles relevant d'intervenantes et d'intervenants ayant une formation collégiale ou universitaire en travail social professionnel. Elles se retrouvent dans certains lieux plus que d'autres qui peuvent varier selon les périodes: par exemple, dans les

années 60, on les retrouve dans les agences de service social plus que dans les comités de citoyens; dans les années 70 et 80, on les retrouve plus intensément dans les CSS que dans les CLSC et les organismes communautaires et bénévoles.

- b) Par **pratiques en travail social prises au sens plus large**, nous faisons référence aux pratiques sociales relevant d'intervenantes et d'intervenants non dotés d'une formation collégiale ou universitaire en travail social professionnel. Ces personnes peuvent avoir une formation professionnelle dans un autre domaine que le travail social (criminologie, sexologie, psychologie, sociologie, etc.). Elles peuvent aussi avoir une formation acquise à partir de l'expérience. Ces pratiques se retrouvent principalement dans les organismes sociaux reliés aux Églises et aux diverses composantes de l'économie sociale (dont les organismes communautaires et coopératifs) et de l'économie informelle (ex.: aidants naturels, groupes bénévoles, groupes d'entraide).
3. Construire une analyse originale du développement des pratiques en travail social au Québec au cours des années 60 à 90 en tenant compte du rôle de l'État fédéral et du développement des pratiques en travail social dans d'autres régions du Canada. Nous tenons compte des recherches déjà faites ou en cours concernant les pratiques sociales dans le reste du Canada, de façon à nous donner des paramètres pour jauger la spécificité des pratiques sociales au Québec. Nous prenons en compte les déterminants des pratiques sociales québécoises issus des politiques sociales du gouvernement fédéral.

NOTRE MÉTHODOLOGIE

La méthodologie mise sur le recours à deux stratégies de collecte des données. Une première compte sur l'utilisation d'entrevues semi-dirigées menées auprès d'informateurs clés pouvant témoigner à la fois des pratiques de travail social au sens plus restreint et au sens

plus large. La seconde se fonde sur l'utilisation de sources documentaires.

LES ENTREVUES

Nous distinguons deux sortes d'entrevues. D'une part, il y a 30 **entrevues nationales** (ou provinciales) avec des informateurs clés susceptibles de fournir des informations et des pistes d'analyse concernant le développement des pratiques en travail social au cours des années 60 à 90 dans l'ensemble du Québec. D'autre part, il y a les **entrevues régionales** avec des informateurs clés susceptibles de nous fournir des informations et des pistes d'analyse concernant le développement des pratiques en travail social au cours des mêmes années dans chacune des neuf régions retenues dans l'échantillon. Ces entrevues sont au nombre de 20 par décennie pour la région de Montréal et de 15 par décennie pour chacune des huit autres régions concernées.

Au total, nous disposons d'un éventail de plus de 350 entrevues dûment transcrites, validées et codifiées.

LES SOURCES DOCUMENTAIRES

Quant aux sources documentaires, elles ont été privilégiées tant pour les études régionales que pour la synthèse touchant le développement des pratiques dans l'ensemble du Québec. Elles touchent des pièces de documentation première ou secondaire pertinentes par rapport à l'objet étudié, aux objectifs poursuivis et à la problématique mise à contribution. La relation très soignée qui a été développée avec chacune des personnes interviewées nous a permis de maximiser la contribution de ces dernières dans l'identification, voire le partage, de sources de documentation rares et inédites (notamment des pièces de «littérature grise» que les acteurs sociaux ont conservées à la manière d'archives personnelles).

Les pièces de documentation recueillies ont été codifiées et classifiées en utilisant la même méthode que celle mise au point pour codifier les entrevues.

LA PRODUCTION DE RECHERCHE ANTICIPÉE

Notre production de recherche a commencé à sortir, au cours des années 95 et 96, avec la production d'un dossier d'une centaine de pages publié dans la revue *Nouvelles pratiques sociales.*, volume 8, n°2 avec la réalisation de diverses communications dans un certain nombre de colloques et avec la publication d'articles dans des revues académiques professionnelles et militantes.

La diffusion des résultats de notre recherche s'intensifiera au cours de l'année civile 1997. Elle prendra la forme d'un livre synthèse qui sera publié aux Presses de l'Université du Québec concernant le développement des pratiques en travail social au cours des années 60 à 90 dans l'ensemble du Québec. Elle amènera également la publication de neuf monographies concernant le développement des pratiques en travail social de 1960 à 1990 dans les neuf régions étudiées dans la recherche et, éventuellement, de quelques documents thématiques. Elle passera également par la présentation de diverses communications et publications centrées sur certaines dimensions privilégiées dans nos analyses. Nous pensons entre autres à l'impact sur les pratiques sociales des dimensions professionnelle, communautaire, syndicale, religieuse, etc. Avec ces diverses formes de diffusion, nous espérons contribuer au développement d'un matériel pédagogique pertinent pour alimenter les cours dispensés dans les cégeps et les universités en rapport avec l'histoire récente du travail social au Québec, pour soutenir la réflexion critique des praticiens et pour relancer la recherche⁴.

NOTES

- ¹ Le projet de recherche «30 ans de développement des pratiques en travail social au Québec (1960-1990)» dont nous communiquons certains résultats dans les trois articles qui suivent a été rendu possible grâce à des subventions du Conseil de la recherche en sciences humaines du Canada (CRSHC) et du Fonds de développement académique du réseau de l'Université du Québec (FODAR). Le présent texte est une version condensée, révisée et mise à jour d'un article publié dans la *Revue canadienne de service social* (Vaillancourt, 1994).

- 2 Parmi les personnes qui assument des responsabilités spécifiques dans ce projet, il y a les responsables de neuf démarches régionales et les responsables de trois démarches thématiques. Pour les opérations régionales, les responsables sont: Réjean Mathieu de l'Université du Québec à Montréal (région de Montréal), Jacqueline Oxman-Martinez du CPEJ de la Montérégie (région de la Montérégie), Robert Mayer de l'Université de Montréal (région de Lanaudière), Léa Diotte et Louis Favreau de l'Université du Québec à Hull (région de l'Outaouais), Jean-Pierre Marquis de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (région de l'Abitibi-Témiscamingue), Clément Mercier de l'Université de Sherbrooke (région de l'Estrie), Yves Hurtubise de l'Université Laval (région de Québec), Jean-Marc Pilon et Serge Lapointe (région du Bas-Saint-Laurent), Jacques Saint-Onge et Martine Duperré (région du Saguenay—Lac-Saint-Jean). Pour les opérations thématiques, les responsables sont: Suzanne Lamont de l'Université du Québec à Montréal (dynamique professionnelle), Jacques Boucher et Christian Jetté de l'Université du Québec à Montréal (dynamique syndicale) et Louis Favreau de l'Université du Québec à Hull (dynamique communautaire).
- 3 Voir entre autres le dossier publié dans la revue *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 8, n° 2, automne 1995.
- 4 L' article de Yves Hurtubise, celui de Jacques Boucher et Christian Jetté qui suivent, ainsi que mon texte sur le virage ambulatoire, dans ces Actes du colloque du RQIAC, permettront aux lectrices et lecteurs intéressés d'avoir une petite idée de certaines voies analytiques parmi d'autres que nous comptons explorer plus à fond dans la diffusion à venir des résultats de notre recherche.

RÉFÉRENCES

- LIPIETZ, Alain (1990). «Après-fordisme et démocratie», *Les temps modernes*, n° 524, mars, pp. 97-121.
- VAILLANCOURT, Yves (1994). «Le projet de recherche “30 ans de développement des pratiques en travail social au Québec (1960-1990)”», *Canadian Social Work Review/Revue canadienne de service social*, vol. 11, n° 2, été 1994, pp. 265-273.
- VAILLANCOURT, Yves (1995). «Vers un nouveau contrat social», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 8, n° 2, automne 1995, pp. 1-13.

LA SYNDICALISATION DES ORGANISATEURS COMMUNAUTAIRES DES CLSC: UN RENDEZ-VOUS MANQUÉ ENTRE EXIGENCES PROFESSIONNELLES ET SOLIDARITÉS SALARIALES ET SOCIALES

Jacques L. BOUCHER
Université du Québec à Hull

Christian JETTÉ
Université du Québec à Montréal

INTRODUCTION

La syndicalisation des employés des CLSC allait de soi dans le contexte de l'émergence de ces établissements au milieu des années 70. La pleine reconnaissance syndicale dans le secteur public était acquise depuis 10 ans (Levasseur, 1980; Boucher, 1992). De plus, l'époque était au radicalisme des revendications tant syndicales (Rouillard, 1989; Grant, 1990; Boucher, 1992) que sociales comme en fait foi le développement des organisations populaires, dont les groupes de défense des droits sociaux et les cliniques populaires de santé, les ancêtres des Centres locaux de services communautaires (CLSC) (Bélanger et Lévesque, 1988).

Mais la syndicalisation des travailleurs sociaux s'est mise en route bien avant l'ouverture des CLSC, dans les hôpitaux d'abord, à partir de 1963, puis dans les agences de service social, à partir de 1967. L'organisation syndicale des intervenants sociaux a donc suivi l'histoire du développement du syndicalisme dans le secteur public. Elle s'inscrit dans le cadre de l'arrangement fordiste des rapports de travail et du providentialisme sur le plan de la consommation des services publics. À l'image du fordisme, l'aménagement providentialiste (Bélanger et Lévesque, 1988 et 1990) donnait accès aux services de santé et d'éducation à l'ensemble de la population avec l'État-providence. Par contre, tout comme les salariés, la population avait bien peu à dire sur l'orientation, la gestion et l'organisation de ces services.

Nous pouvons donc dire que l'action syndicale dans le secteur public ne s'est guère démarquée de l'action typique des syndicats des entreprises fordistes en donnant la priorité à la reconnaissance syndicale, à la négociation collective des conditions surtout économiques du travail et à la sécurité d'emploi (*job control*) par un découpage assez serré des tâches et par la règle de l'ancienneté. Toutefois, nous pourrions nous attendre à ce que les salariés des CLSC aient développé une stratégie syndicale quelque peu différente. En effet, ces établissements constituent un modèle particulier en ce qu'ils impliquent, dans le compromis social qui les a vu naître, une plus grande participation de la population et des salariés (Bélanger et Lévesque, 1988). Entre autres, on pourrait penser qu'avec le développement des équipes multidisciplinaires et l'insertion des intervenants dans le milieu, les syndicats des CLSC se seraient intéressés de près à l'organisation du travail et à la négociation d'une plus grande participation des salariés et de la population à l'orientation des services.

Or, il semble bien que les choses ne se soient pas passées de cette façon. Dès le départ, les syndicats des CSLC ont plutôt orienté leurs priorités sur la revendication économique à portée sociale plutôt qu'«affairiste», comme nous le montre la phase de recherche que nous avons réalisée sur la syndicalisation des travailleurs sociaux. De plus, leur action politique s'est engagée avec la communauté environnante, notamment avec les conseils centraux de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), plutôt que sur le lieu même du travail en vue d'un nouveau partage du pouvoir. Sur ce plan, l'action syndicale en CLSC devait suivre l'évolution du syndicalisme chez les employés des agences de service social.

Ce texte cherche donc à approfondir cette hypothèse. Pour ce faire, nous allons d'abord rendre compte des pratiques syndicales des travailleurs sociaux qui ont précédé ceux des CLSC, plus précisément dans les hôpitaux et dans les établissements de service social, et montrer comment s'y sont développés deux modèles différents de syndicalisme. Ce regard permet, pensons-nous, de jeter un éclairage significatif sur le type d'action syndicale développée dans les CLSC, ce qui fera l'objet de notre deuxième point. Cette partie du texte s'appuie sur une recherche que nous avons menée (Boucher et Jetté, 1995) dans le cadre du projet plus large sur *30 ans de dévelop-*

*pement des pratiques en travail social au Québec (1960-1990)*¹. Enfin, nous terminons avec un certain nombre de questions que nous avons lancées aux intervenantes et intervenants présents au colloque du RQIIAC et, avant de conclure, nous rendons compte d'un certain nombre de réactions et d'informations dont ils ont bien voulu nous faire bénéficier. Nous les en remercions très «communautairement» et solidairement.

LES PREMIERS SYNDICATS DE TRAVAILLEURS SOCIAUX

Bien avant que nous ne parlions d'action ou d'organisation communautaire, des travailleurs sociaux avaient entrepris des actions collectives, entre autres en s'organisant non seulement sur le plan professionnel mais aussi sur le plan syndical. Le premier syndicat en travail social a été organisé vers 1963² à l'hôpital Sainte-Justine de Montréal. Il était affilié à la Fédération nationale des services (FNS)³ de la CSN et regroupait une quinzaine d'intervenantes qui détenaient un diplôme universitaire de premier ou deuxième cycle en service social. Ce syndicat regroupait ainsi les premières professionnelles et les premiers professionnels du milieu de la santé et des services sociaux sur une base syndicale (Martin, 1994, p. 3).

Cette première expérience a constitué le catalyseur de la syndicalisation des professionnels du secteur de la santé sur le plan national. L'émergence des syndicats dans le secteur des services sociaux, plus spécifiquement dans les agences, a suivi d'assez près en recevant le support de leurs collègues du milieu hospitalier. C'est en 1967 que s'y est organisé le premier syndicat, non pas sur une base professionnelle comme chez les travailleuses sociales de Sainte-Justine mais sur une base industrielle en s'affiliant également à la FNS. Cette différenciation organisationnelle n'était pas neutre et dénotait, au départ, une orientation différenciée de l'action syndicale.

Pour comprendre ces différenciations, il faut bien voir que l'on se trouvait devant deux compositions différentes du salariat selon les deux milieux. En effet, peu d'intervenants sociaux des agences disposaient, comme aujourd'hui, d'une formation académique en travail social de niveau universitaire ou même de niveau collégial.

Un certain nombre d'entre eux bénéficiait cependant d'un cours d'aide sociale dispensé par les Soeurs du Bon-Conseil. À l'inverse, les travailleuses sociales des hôpitaux munies d'un diplôme universitaire de deuxième cycle⁴ pouvaient souvent se mesurer, jusqu'à un certain point, aux professionnels traditionnellement reconnus du milieu de la santé, y compris les médecins.

C'est ainsi que la reconnaissance sociale en milieu hospitalier passait en grande partie par la reconnaissance professionnelle. À l'inverse, du côté des agences, cette même reconnaissance s'appuyait plutôt sur la sanction économique ou plus précisément le rehaussement salarial généralisé pour tous les corps d'emploi des établissements.

C'est que le problème salarial était particulièrement aigu dans les agences. «Dans le fond, le problème, c'était l'argent», affirmait en entrevue un ancien salarié d'une agence de service social. «Les gens n'étaient pas payés. Mais pour le reste, personne ne se plaignait de rien» (Boucher et Jetté, 1994a, p. 4). Il semble, en effet, que les employés des agences profitaient de certains avantages compensatoires sur le plan des conditions de travail si on les compare avec celles des salariés du secteur public. À titre d'exemple, mentionnons que la semaine normale de travail était fixée à 32,5 heures plutôt qu'à 35 heures, alors que les salariés profitaient d'une douzaine de jours de congé par année comme dans le secteur public. D'autres avantages discrétionnaires étaient accordés selon le bon vouloir des directions⁵. Toutefois, ces privilèges ne suffisaient pas à faire oublier aux employés les maigres salaires qui leur étaient versés. En 1967, le salaire moyen d'un travailleur dans une agence atteignait tout au plus 90\$ par semaine. Ceci faisait dire à un négociateur syndical de l'époque qu'«au lieu de payer les gens en argent, on les payait en temps» (Boucher et Jetté, 1994a, p. 4).

D'un autre côté, il ne faut pas omettre que la négociation salariale avait aussi été un motif important dans la démarche de syndicalisation des professionnels des hôpitaux, car un écart tangible existait entre eux et d'autres professionnels à l'emploi du gouvernement comme les ingénieurs et les diplômés en Sciences de la gestion ou même des travailleurs sociaux du milieu scolaire (Dauphinais, 1994; Martin, 1994, J.-G. Rodrigue, 1994). Mais la reconnaissance salariale était étroitement associée à la reconnaissance professionnelle,

car la classe supplémentaire que ces travailleuses sociales réclamaient était rattachée à du travail de supervision en milieu de pratique et à d'autres activités professionnelles hautement qualifiées, comme la recherche et le travail clinique.

Nous le voyons bien, des différenciations se précisent entre les orientations syndicales des deux secteurs. Mais ces différences ne tiennent pas à la question salariale car, dans un cas comme dans l'autre, il y avait une remontée importante à faire. Du côté des agences, il s'agissait en quelque sorte d'un rattrapage absolu de façon à répondre aux besoins normaux d'une famille. Quant aux travailleurs sociaux des hôpitaux, on peut juger ce rattrapage comme une mise à jour relative, en comparaison avec d'autres professionnels de formation équivalente. Ces différences ne tiennent pas non plus au régime institutionnel des relations de travail de l'un et l'autre milieu. En effet, dans chaque cas, on retrouvait un fonctionnement organisationnel fortement hiérarchique et paternaliste, où le pouvoir s'exerçait de façon souvent autoritaire et discrétionnaire sinon arbitraire (Dauphinais, 1994; Martin, 1994; Saint-Onge et Boudreault, 1994, p. 8; Diotte et Favreau, 1994, p. 21-22). Même que les travailleurs sociaux des agences auraient été tout aussi justifiés, sinon plus, de revendiquer une meilleure position professionnelle et plus d'autonomie au travail que leurs collègues des hôpitaux. Mais cette préoccupation semble bien avoir été inexistante chez eux au cours des années 60 et 70, du moins chez les militants syndicaux.

Nous nous retrouvons donc devant deux modèles de syndicalisme, devant deux cultures ou logiques syndicales distinctes. D'un côté, nous avons affaire à un modèle de syndicalisme professionnel que nous pouvons apparenter étroitement au syndicalisme de métier (Bélanger et al., 1986). On y recherchait le contrôle sur le travail et l'orientation des services, par le truchement de sa position professionnelle dans les «équipes multidisciplinaires». On s'appuyait sur l'action syndicale et on ne recherchait pas seulement la protection corporative (Dauphinais, 1994; Martin, 1994).

D'un autre côté, nous sommes placés devant un syndicalisme de type industriel qui regroupait indifféremment dans un même syndicat des gens aux tâches et aux formations très différenciées, et qui tendait à uniformiser les conditions salariales et de travail plutôt que

de favoriser l'identité professionnelle. Ce modèle de syndicalisme rappelle évidemment les syndicats industriels typiques des grandes entreprises fordistes de l'après-guerre dont certains ont développé une stratégie moins « affairiste » au profit d'une solidarité de classe ou d'un syndicalisme « de combat » comme l'a qualifié Jean-Marc Piotte (1977). Le radicalisme syndical du secteur public québécois a emprunté cette voie au cours des années 70, entre autres avec la revendication du 100\$ de salaire hebdomadaire minimal, ce qui impliquait la solidarité des salariés professionnels qui tiraient un salaire plus élevé. Cette forme bien connue de revendications et de pressions a dominé le paysage syndical québécois au cours des années 70.

C'est aussi ce deuxième type de syndicalisme qui s'est développé à la FNS et à la FAS. Il n'est donc pas surprenant que les travailleurs sociaux des hôpitaux se soient sentis mal à l'aise dans cette fédération et soient passés à la Fédération des ingénieurs et cadres du Québec (FICQ)⁶ en 1968, à la suggestion même du président de la FNS (J.-G. Rodrigue, 1994). Mais on ne peut pas conclure qu'il s'agit là d'une attitude « corporatiste » ou d'un repli professionnel. En effet, ces syndiqués ont démontré un militantisme syndical et social tout aussi important que leurs collègues des agences mais selon une logique qui correspondait au modèle de syndicalisme qu'ils soutenaient.

En exemple, mentionnons les travailleuses sociales de Sainte-Justine qui se sont montrées particulièrement audacieuses en organisant leur syndicat en 1963 alors que la Loi des relations de travail de 1964 n'existait pas encore pour leur faciliter la tâche. On peut imaginer les résistances sociales et culturelles qu'elles ont dû rencontrer dans leur entourage, au début des années 60, encore marqué par l'idéal du dévouement dans le milieu hospitalier et par le modèle professionnel traditionnel de la médecine.

Si l'on se replace dans le contexte, on remarque aussi que leur militantisme sur le plan social faisait preuve d'une sensibilité et d'une politisation assez élevées. En effet, elles étaient particulièrement influencées par le désarroi d'une partie de la population qui n'avait pas les moyens de se payer les soins requis. Comme l'avouait l'une d'elles, « c'était terrible quand les parents étaient

obligés de payer de leur poche les frais médicaux de leurs enfants. Moi, j'ai vu beaucoup de choses très douloureuses et très difficiles» (Dauphinais, 1994, pp. 7-8). Aussi le syndicat s'est-il impliqué dans des pressions en faveur de l'établissement d'un régime d'assurance-maladie universel.

Sur le plan de la solidarité syndicale, les travailleurs sociaux des hôpitaux ont cherché à harmoniser leurs revendications et leurs stratégies avec celles de leurs collègues des agences de service social lors des négociations de 1968 à 1970. Ils leur ont également assuré leur soutien au moment du *lock-out* décrété par les directions d'agences en réaction aux débrayages de certains syndicats. En 1972, les travailleurs sociaux des hôpitaux sont entrés dans la mouvance de la lutte du Front commun en votant pour la grève. Cependant, à cause d'un vote trop serré et de fortes tensions dans leurs rangs (Dauphinais, 1994, pp. 12-13), «les gens ont préféré verser au moins 50% du salaire qu'ils recevaient, les journées de grève, au fonds syndical» (Martin, 1994, p. 18) plutôt que de débrayer. Il s'agit là d'un geste qui fut très apprécié par certains leaders de la CSN (N. Rodrigue, 1994).

Ces deux logiques de l'action syndicale ne se sont donc pas différenciées sur la base du degré d'intensité du militantisme tant sur le plan de la revendication économique que sur celui de la solidarité syndicale et sociale. Il s'agit plutôt de deux modèles de syndicalisme, avec leurs logiques distinctes sur les plans organisationnel, professionnel, du militantisme et de la solidarité sociale. Étant donné la particularité des CLSC, les équipes d'intervention multidisciplinaires qui s'y sont implantées et les provisions pour la participation de la population, ce à quoi étaient particulièrement associés les organisatrices et organisateurs communautaires, on peut se demander si le syndicalisme qui s'y est développé n'aurait pas établi la jonction de ces deux perspectives syndicales.

L'ACTION SYNDICALE DANS LES CLSC

Dans les CLSC, le processus de syndicalisation s'est amorcé dès la création des premiers établissements, celui de Hochelaga-Maisonneuve d'abord et de trois autres établissements également

issus de cliniques populaires de santé. La formation de ces syndicats s'est réalisée sans véritable résistance, tant du côté des salariés que du côté des directions et de l'environnement externe. En effet, le Québec des années 70 constituait un contexte où la «syndicalisation faisait partie de la culture populaire» (Boucher et Jetté, 1994b, p. 3). Par ailleurs, avec le mouvement de centralisation et de standardisation en vigueur à l'époque, la syndicalisation facilitait jusqu'à un certain point l'intégration des salariés dans les règles administratives de l'ensemble du secteur (Bélanger et Lévesque, 1988; Boucher et Jetté, 1996). Enfin, les premiers centres ont été organisés à partir de l'institutionnalisation de cliniques populaires de santé, donc dans des milieux où le militantisme tant syndical que populaire était fortement développé.

Ce contexte plutôt favorable à la syndicalisation n'a cependant pas empêché quelques hésitations. En effet, à cause des racines populaires des premiers CLSC et de leur projet d'institutionnaliser la participation de la population et des salariés (Bélanger et al., 1986; Bélanger et Lévesque, 1988 et 1990), certains ne voyaient ni la nécessité ni la pertinence de se syndiquer, surtout là où la direction était plus ouverte, démocratique, progressiste même (Boucher et Jetté, 1994a). On aurait pu s'attendre à ce que cette compréhension de la particularité des CLSC entraîne des pratiques syndicales différentes de celles que nous venons de décrire. En effet, l'action syndicale aurait pu s'arrimer avec l'action du mouvement populaire et communautaire de façon à faire avancer la démocratisation tant sur le plan de l'organisation du travail que de la participation des salariés et de la population environnante en vue de l'orientation des services. Mais, en dépit de rapports très étroits entre la population et plusieurs intervenants des CLSC, dont les organisateurs communautaires, et une organisation du travail ouverte au fonctionnement d'équipes multidisciplinaires et à la participation (Bélanger et al., 1986), les salariés de ces établissements n'ont pas innové sur le plan de l'action syndicale.

D'une part, il semble bien que la syndicalisation ait contribué à la technocratisation⁷ des rapports dans les établissements en provoquant l'augmentation du nombre de cadres, alors qu'au début, l'encadrement se résumait à la direction générale. D'autre part, comme le souligne un témoin,

[...] la nouvelle institution du CLSC, qui venait chapeauter des expériences accumulées sur le terrain populaire [...] a été vite remodelée par la direction très centralisée de Québec, et avec une approche aussi centralisée au plan syndical (Larose, 1994, p. 10).

De plus, la convention collective n'a pas, dès le départ, «permis d'inclure l'originalité et le caractère novateur de cette institution» (*ibid.*, p. 10).

Il ressort d'ailleurs clairement des témoignages recueillis que les artisans de la syndicalisation des CLSC étaient plus orientés, à l'époque, vers des objectifs politiques et idéologiques que vers l'amélioration des conditions d'exercice de la profession en travail social. Là aussi, on a formé des syndicats de type industriel, affiliés à la Fédération des affaires sociales, où les travailleurs sociaux étaient minoritaires et qui visaient le relèvement salarial des plus défavorisés, souvent des femmes, les auxiliaires familiales et les secrétaires en l'occurrence. Les travailleurs sociaux de CLSC ont été ou se sont eux-mêmes intégrés dans ce type de militantisme particulier qui laissait peu de place à la défense de la profession, contrairement à ce qui s'était produit dans les hôpitaux.

Enfin, cette phase de syndicalisation s'est opérée dans la période la plus poussée du radicalisme syndical et politique. Ce radicalisme s'alimentait principalement à deux sources. D'une part, il puisait à même le radicalisme des cliniques populaires de santé, les ancêtres des CLSC, où l'on pratiquait une rigoureuse égalité salariale entre employés, quel que soit leur statut professionnel⁸. D'autre part, certains militants adhéraient aux organisations politiques de gauche qui se sont développées au Québec au cours de cette période.

Le syndicalisme devenait ainsi une plate-forme pour mener des luttes sociales et politiques. Dans les cas de radicalisme plus poussé, il n'était pas question d'accepter un partage du pouvoir avec la direction en participant au conseil d'administration, par exemple, à moins de pouvoir prendre le contrôle de l'organisation⁹ comme nous l'a souligné clairement un ancien président de syndicat (Boucher et Jetté, 1994b). Sinon toute forme de cogestion apparaissait comme de la collaboration de classe. Mais cette perspective ne faisait pas

l'unanimité. Certains syndiqués avaient des réticences face à cette stratégie à laquelle ils reprochaient de décoller «du réel possible de la transformation» (Larose, 1994, p. 8) et il arrivait même que les débats à ce sujet se prolongeaient jusque dans les instances syndicales de la CSN.

Comme nous avons pu le voir, différents types de militantisme syndical se sont développés chez les travailleurs sociaux au cours des années 60 et 70. Ces différenciations ont pour beaucoup suivi les étapes de la syndicalisation en plus de prendre une couleur particulière en fonction des milieux d'où elle a émergé. D'un côté, la profession de travailleur social s'identifiait au militantisme social et politique, et le syndicat devenait alors un tremplin à cette fin. De l'autre, on a cherché à s'appuyer sur le syndicalisme pour faire progresser la représentation qu'on se faisait de l'intervention professionnelle. Compte tenu des deux visions en présence, on peut donc se demander quel a été le rapport entre syndicalisme et professionnalisme dans l'expérience des travailleurs sociaux des années 60 et 70.

Les syndicats des agences de services sociaux et des CLSC auraient pu, de leur côté aussi, contribuer à cet élargissement et à cette réorientation professionnelle. Apparemment, ils voulaient pousser à bout la critique de la conception traditionnelle de l'intervention professionnelle en favorisant la création de postes «d'agents de relations humaines» (ARH) pour éviter l'appartenance obligatoire à la Corporation des travailleurs sociaux. Mais ce faisant, ils ont contourné la contrainte corporative sans nécessairement tendre à développer un autre modèle d'intervention professionnelle¹⁰. Ils ont plutôt recherché une certaine indifférenciation professionnelle et ont accordé leur priorité à la lutte économique pour les catégories d'emplois les moins bien payées, une pratique déjà établie dans les cliniques populaires. Aussi ont-ils, en général, porté peu d'intérêt à des questions telles que l'organisation du travail, l'autonomie professionnelle, la participation dans la gestion et la conduite de l'établissement. Ils n'ont guère associé la lutte syndicale à la transformation de l'intervention professionnelle ni proposé un modèle de remplacement tant au modèle paternaliste que technocratique. De plus, bien que des intervenants, surtout les organisateurs communautaires, entretenaient des rapports privilégiés avec la population et

ses organisations communautaires, la participation de celle-ci à l'orientation des services n'a pas été intégrée dans l'action des syndicats des affaires sociales.

En se centrant sur la revendication économique sur les lieux du travail et la lutte politique en dehors de l'exercice comme tel du travail professionnel, le radicalisme syndical des années 70 aura certes été progressiste sur le plan social en tentant de diminuer les écarts salariaux en faveur des bas salariés. Mais ce faisant, il demeurait dans la mouvance du compromis fordiste, les luttes syndicales continuant à se concentrer sur la dimension économique et relativisant ainsi la participation à la gestion et à l'organisation du travail. Il n'aura pas contribué non plus au dépassement de l'organisation technocratique des services.

On peut avancer qu'au cours des années 70, les syndicats du secteur public auraient pu endosser et prolonger les luttes syndicales entreprises par les travailleurs sociaux des hôpitaux pour lier le renouvellement des pratiques professionnelles et la transformation sociale. Comme nous l'avons souligné, ils avaient l'occasion de le faire en s'appuyant sur la demande sociale de participation qui passait par le mouvement populaire et communautaire. L'occasion était propice à la négociation de garanties d'une meilleure protection de l'autonomie professionnelle en favorisant la participation à l'organisation du travail et l'implication de la population dans l'orientation et l'organisation des services.

Une telle stratégie aurait pu contribuer au dépassement des limites non seulement du cadre fordiste des rapports de travail mais aussi de la dépendance du cadre providentialiste de la consommation des services publics. De plus, elle aurait légitimé, à moyen terme aussi bien qu'à court terme, le radicalisme de l'action syndicale de cette décennie. Mais dans les représentations syndicales des années 70 (Boucher, 1992 et 1994), tout comme dans celles des directions d'établissements et de la technocratie étatique, un réaménagement du pouvoir et la négociation de nouvelles règles du jeu semblaient inconcevables.

Depuis les années 70, le décor du travail et des stratégies syndicales s'est considérablement modifié. D'un côté, les stratégies patronales

dans le contexte de la crise actuelle ne sont pas homogènes. Les uns tiennent la ligne plutôt dure d'un néo-taylorisme arrimé au néo-libéralisme par l'utilisation du travail précaire. D'autres se modernisent en adoptant les nouvelles recettes propres à la culture d'entreprise en s'adressant aux salariés individuellement et en évitant à tout prix les syndicats. D'autres enfin tiennent compte des aspirations des salariés à la participation et acceptent de négocier avec leurs syndicats des modes de démocratisation du travail. D'un autre côté, les centrales syndicales ont progressivement mis de côté leur stratégie d'affrontement, défensive pour une bonne part, et ont adopté des positions beaucoup plus offensives, avançant des propositions de participation, de changement de l'organisation du travail et plus généralement de pratiques alternatives dans les rapports de travail (Boucher, 1992 et 1994; Boucher et Favreau, 1994). Sur le plan local, des expérimentations valables de participation et de démocratisation du travail sont négociées par des syndicats, tant des services publics que des entreprises privées, et sont portées à la connaissance des travailleurs syndiqués et de la population. Nous pouvons donc nous demander à quelle enseigne se positionnent les organisateurs et les organisatrices communautaires.

OÙ EN SOMMES-NOUS?

La question des stratégies syndicales et du modèle de syndicalisme à privilégier reste donc d'une grande actualité pour les travailleurs sociaux et entre autres pour les intervenantes et les intervenants en action communautaire. Pour pousser un peu plus loin notre réflexion, nous avons présenté aux membres de notre atelier du colloque de Jonquière le tableau 1 qui résume les propos précédents et leur avons proposé un certain nombre de questions dans le but de susciter une discussion et de recueillir leurs réactions.

Les syndicats des CLSC ne semblent pas, jusqu'à maintenant, avoir trouvé une alternative au fordisme et au providentialisme. Ils ne semblent d'ailleurs pas l'avoir recherchée. Pourtant, le compromis qui a été à l'origine des CLSC constitue une tentative de dépassement des limites du providentialisme. Nous pouvons laisser aller notre imagination et nous mettre à rêver à ce qu'auraient pu devenir les établissements de services et le travail d'organisation communau-

taire si le modèle professionnel s'était imposé et s'était importé dans les CLSC. Mais on ne peut refaire l'histoire. De plus, il ne faut pas surestimer le modèle de syndicalisme de métier que représente la vision professionnelle.

Il faut plutôt s'attaquer aux nouveaux défis que représentent entre autres la démocratisation du travail et des services, la recomposition du salariat en même temps que son effritement, le niveau élevé du chômage et la précarisation des emplois, l'émergence et la montée en force de nouveaux acteurs qui sont en voie d'être de plus en plus reconnus et institutionnalisés comme le mouvement communautaire et celui des femmes. À ce moment-ci de notre démarche de recherche, cinq questions surgissent de cette analyse.

1. Cette hypothèse de l'existence d'une tension entre deux modèles de syndicalisme qui a traversé l'organisation des syndicats de travailleurs sociaux au cours des années 60 et 70 apparaît-elle encore valable pour les années 80-90, même si le modèle industriel semble l'avoir emporté?
2. Vers quel type de syndicalisme, d'action syndicale et de militantisme s'en va-t-on?
3. Si nous regardons le travail d'organisation communautaire sur le plan professionnel, nous constatons qu'il s'y vit un lien étroit entre ce type d'intervention et la population. Ce rapport avec la population apparaît-il complètement étranger à l'action syndicale ou est-il intégré dans la réflexion stratégique des syndicats?
4. Deux visions syndicales différentes ne se côtoient-elles pas dans le secteur de la santé et des services sociaux? L'une, qui semble rattachée à la structure et au discours officiel, reste plutôt défensive. L'autre, que l'on repère chez des militants à la base, des syndicats locaux et qui ne cherche pas à s'afficher trop ouvertement face à la structure, expérimente de nouvelles façons de faire du syndicalisme, propose des projets de participation et d'implication négociée dans les établissements.

Tableau 1
Travailleurs sociaux de CLSC et syndicalisation

| | Hôpitaux | Agences | CLSC |
|---------------------------------|--|---|--|
| Type d'organisation | Hiérarchie, paternalisme Professionnels, haut niveau de qualification | Paternalisme Formation académique peu poussée, formation sur le terrain | Modèle innovant: travail en équipe, participation de la population Résultat d'un compromis social |
| Contexte | À partir de 1963... Révolution tranquille Luttes pour la reconnaissance syndicale dans le secteur public | À partir de 1967... Ralentissement de la Révolution tranquille Début de rationalisation et de technocratisation | À partir de 1975... Radicalisme syndical et populaire Rationalisation et technocratie |
| Motif de syndicalisation | Salarial et professionnel | Salarial | Sociopolitique et salarial Environnement favorable |

| | Hôpitaux | Agences | CLSC |
|------------------------------|---|---|--|
| Structure syndicale | Syndicat professionnel Affiliation à la FNS, puis à la FICQ | Syndicat industriel Affiliation à la FNS et à la FAS | Syndicat industriel Affiliation à la FNS et à la FAS |
| Stratégies syndicales | Reconnaissance professionnelle sur les lieux du travail Participation et contrôle sur le travail Équité salariale comparative Solidarité: soutien à d'autres syndicats | Rattrapage absolu sur le plan salarial Tendance vers l'égalitarisme salarial entre corps d'emploi Syndicalisme de classe, radicalisme | Travail et syndicat comme tremplin pour l'action sociopolitique Égalitarisme salarial basé sur le rattrapage des plus bas salariés Syndicalisme de classe, radicalisme |
| Action sociale | Interrelation entre action syndicale, action professionnelle et action sociale sur les lieux du travail | Action sociale syndicale passe par la négociation dans la perspective de l'égalité salariale | Action syndicale sociopolitique en lien avec le milieu hors travail Syndicat comme tremplin pour l'action sociopolitique |

| | Hôpitaux | Agences | CLSC |
|-------------------------------|---|--|----------------------------------|
| Modèle de syndicalisme | Syndicalisme professionnel ou de métier | Syndicalisme industriel, typique du fordisme | Syndicalisme industriel fordiste |
| | Participatif | Syndicalisme de classe | Syndicalisme de classe |

5. Enfin, comme il apparaît difficile, sinon impossible, pour les organisateurs communautaires d'établir et de vivre un lien entre action professionnelle et action syndicale à l'intérieur même de leur regroupement syndical, le RQIIAC ne constituerait-il pas une alternative pour échanger, discuter et débattre autour de ce rapport?

Ces questions ont suscité un échange riche en information et réflexions de la part des intervenantes et intervenants présents à l'atelier où nous avons fait cette présentation. Nous avons donc recueilli ces réactions pour les intégrer à notre analyse. Nous leur sommes redevables pour la poursuite de ce travail et nous les en remercions.

Il ressort de cet exercice que le tableau que nous avons présenté est juste, mais que certains éléments importants en sont absents. Des données sur ce qui se passe au plan local ne se retrouvent pas dans l'analyse. Sur le terrain, on peut voir que les rapports entre les syndicats et les directions des établissements diffèrent d'un endroit à l'autre. On relève que, dans certains endroits, il se négocie des articles en dehors de la convention nationale. Ailleurs, un président de syndicat et un directeur général s'entendent pour donner, devant l'assemblée syndicale, de l'information dans le cadre d'un projet de fusion d'établissements. C'est ainsi qu'il se crée des tables de travail intersyndicales et que fonctionnent des «alliances stratégiques» avec des directions, sur la gestion participative entre autres, mais toujours en passant par le syndicat, donc dans une forme de négociation

collective. Des différenciations sont également notées dans les rapports avec la Fédération des affaires sociales (FAS) d'un côté et le Conseil central de la CSN de l'autre. On fait ainsi valoir les multiples facettes de la vie et de l'organisation syndicales.

En même temps, il existe toujours des formes de repli¹¹ dans les syndicats locaux comme ailleurs. Quelqu'un ajoute que son syndicat vit une sorte d'«éclatement corporatiste», qu'il est traversé par l'individualisme. Ceci se comprend du fait des compressions, diagnostique-t-on. C'est qu'avec les coupures, les personnels sont fragilisés et il s'ensuit toujours une perte de pouvoir également. Or, pour soutenir des négociations valables et des alliances sécurisantes au niveau local, les syndicats ont besoin d'un pouvoir suffisant. En même temps, les interventions recueillies font valoir que ce problème ne constitue pas une excuse pour leur fédération syndicale de demeurer autant sur la défensive quant à la négociation d'alliances.

On souligne que les relations entre les syndicats de CLSC et la FAS ne sont pas toujours faciles, particulièrement sur le dossier de l'économie sociale ou solidaire, alors que plusieurs intervenantes et intervenants en organisation communautaire sont impliqués sur ce terrain. Ainsi, on déplore que la Fédération soit toujours en retard, comme en fait foi son attitude par rapport à cette question. On avance qu'à force de s'accrocher à l'État-providence, on fait le jeu du néo-libéralisme. Or, la FAS tiendrait beaucoup à cette position. Pourtant, les travailleurs sociaux, à cause de leurs rapports privilégiés avec la population, connaissent bien les besoins de celle-ci. Même si le rôle du mouvement syndical demeure toujours de voir au maintien de services et d'emplois de qualité, il doit s'ouvrir à de nouvelles questions. Mais la «FAS apparaît comme un syndicat dans le syndicat», avance un participant.

Dans une telle situation, il n'est donc pas surprenant que le RQIAC constitue un lieu où l'on peut parler de ces questions nouvelles qui traversent la société. Il est en quelque sorte porteur de «mouvement», alors qu'à la FAS, ce n'est pas possible. Un participant rappelle que le Regroupement a été constitué en réponse au rapport Brunet qui voulait baliser l'organisation communautaire en CLSC. Peut-être vient-il combler une carence syndicale dans ce domaine, mais nous n'avons pas trop de «deux pieds» pour faire avancer nos

projets. Aussi est-il important de nous impliquer plus dans nos syndicats.

À écouter ces intervenantes et ces intervenants, nous voyons qu'il existe toujours un hiatus important entre l'implication professionnelle en intervention communautaire et l'implication syndicale. Cette distance semble devoir se combler dans un certain nombre de syndicats locaux. Mais comme nous l'avions avancé, un écart important est maintenu entre cette action à la base et la structure syndicale. En conséquence, il faut bien comprendre que tout n'est pas dit et qu'un important processus de renouvellement des pratiques syndicales pourrait émerger des syndicats locaux dans le secteur des services sociaux. Sans doute les organisateurs communautaires sont-ils bien placés pour alimenter ce besoin d'innovation.

CONCLUSION

Cette excursion dans le temps nous permet de voir à quel point le syndicalisme dans le secteur du travail social s'est modelé, à partir de la fin des années 60, sur une vision dominante de l'action syndicale dans la période qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale. Il s'agit du modèle du syndicalisme industriel typique de la grande entreprise fordiste et qui, après avoir endossé le compromis fordiste, a utilisé à fond l'espace de négociation et de démocratisation économique qui lui était concédé. De plus, il a adopté le radicalisme tant populaire que syndical typique des années 70, ce qui fut appelé le syndicalisme de «combat» ou plus justement de classe, plus particulièrement par la réduction des écarts salariaux. Or, la poursuite de cette stratégie aurait poussé la FAS et certains syndicats de CLSC à se retrancher dans la défensive et le repli sur les acquis et les positions traditionnelles. Cette attitude les empêche d'aborder positivement de nouvelles questions et demandes sociales, dont l'économie sociale, bien que certains syndicats locaux développent une perspective beaucoup plus offensive et participative dans les rapports de travail.

Pourtant, un autre modèle avait motivé l'organisation des premiers syndicats de travailleurs sociaux, un modèle plus centré sur la place de la profession et de l'exercice du travail social parmi d'autres

professions, tout en soignant les solidarités sociales et syndicales. Certes, il ne sert à rien de chercher à reproduire ce même modèle dans un autre contexte. D'ailleurs, il est bien possible que certains syndicats locaux dans le secteur de la santé et des services sociaux poussent beaucoup plus loin leur action et leur lutte de démocratisation du travail et des services. Il y a là tout un champ d'investigation pour les chercheurs et de réflexion pour les militants syndicaux comme pour les organisateurs communautaires.

NOTES

- 1 Voir le texte de Yves Vaillancourt qui précède.
- 2 Malgré les efforts des témoins que nous avons interrogés pour replonger dans leur mémoire et une incursion dans certaines archives de la CSN, nous n'avons pu, jusqu'à maintenant, retracer la date exacte de la fondation de ce syndicat. Nous n'avons pas encore communiqué avec le bureau du Commissaire du travail pour vérifier dans les archives du ministère.
- 3 Qui allait devenir l'actuelle Fédération des affaires sociales (FAS).
- 4 Ce diplôme s'obtenait dans les Écoles de service social des universités Laval et de Montréal après le baccalauréat ès art du cours classique attribué par les Facultés des arts de ces mêmes universités.
- 5 Ce salarié rapportait également que, dans certains cas, les véhicules appartenant à l'agence étaient mis à la disposition des employés en dehors des heures de travail.
- 6 L'actuelle Fédération des professionnelles et professionnels salariés et cadres du Québec (FPPSCQ).
- 7 Dans les interviews que nous avons en main, les intervenants parlent d'«institutionnalisation».
- 8 Cet égalitarisme se traduisait aussi, sur le plan professionnel et institutionnel (politique), dans les équipes multidisciplinaires des CLSC qui contribuaient à la «déhiérarchisation» et à la «déprofessionnalisation» (au sens positif d'abolition de l'élitisme professionnel). Voir Bélanger et Lévesque, 1988.

- 9 Autrement dit, l'autogestion par les employés. Un examen du discours officiel de la CSN de cette période montre que celle-ci prônait l'autogestion dans les entreprises privées mais la cogestion dans les services publics et les entreprises étatiques (Boucher, 1994; Boucher et Favreau, 1994).
- 10 Ceci n'a cependant pas empêché certains travailleurs sociaux de développer de nouvelles pratiques sociales, comme l'organisation communautaire (Favreau et Hurtubise, 1993).
- 11 À ce sujet, voir Bélanger, 1990; Boucher, 1992; Dagenais, 1982; Demers, 1982.

RÉFÉRENCES

- AGLIETTA, Michel (1976). *Régulation et crises du capitalisme. L'expérience des États-Unis*, Paris, Calmann-Lévy, 334 p.
- BÉLANGER, Paul R. (1990). *Néo-fordisme et néo-étatisme: la convergence anti-démocratique*, Montréal, UQAM, Département de sociologie, cahiers du CRISES, n° 9002, 40 p.
- BÉLANGER, Paul R. (1991). «La gestion des ressources humaines dans les établissements de santé et de services sociaux: une impasse», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 4, n° 1, pp. 133-140.
- BÉLANGER, Paul R. et Benoît LÉVESQUE (1988). «Une forme mouvementée de gestion du social: les CLSC», *Revue internationale d'action communautaire*, n° 19/59, pp. 49-64.
- BÉLANGER, Paul R. et Benoît LÉVESQUE (1990). «Le système de santé et de services sociaux au Québec: crise des relations de travail et du mode de consommation», *Sociologie du travail*, n° 2/90, pp. 231-244.
- BÉLANGER, Paul R., Benoît LÉVESQUE, Yves BERTRAND et Francine LEBEL (1986). *La bureaucratie contre la participation. Le CLSC de Berthier*, Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, 172 p.

- BOUCHER, Jacques (1992). «Les syndicats: de la lutte pour la reconnaissance à la concertation conflictuelle», dans Gérard Daigle et Guy Rocher (sous la direction de), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, pp. 107-136.
- BOUCHER, Jacques (1994). *Transformation du discours de la Confédération des syndicats nationaux sur la modernisation sociale des entreprises (1970-1992)*, Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de sociologie, Thèse de doctorat, 387 p.
- BOUCHER, Jacques et Louis FAVREAU (1994). «L'évolution du discours de la CSN sur les stratégies syndicales (1970-1990)», dans Paul R. Bélanger, Benoît Lévesque et Michel Grant (sous la direction de), *La modernisation des entreprises*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, pp. 259-278.
- BOUCHER, Jacques et Christian JETTÉ (1994a). *Entrevue avec un salarié d'une agence de service social*, réalisée le 11 octobre 1994, Montréal, UQAM, Département de travail social, 17 p.
- BOUCHER, Jacques et Christian JETTÉ (1994b). *Entrevue avec un salarié de CLSC*, réalisée le 18 novembre 1994 et validée le 6 février 1995, Montréal, UQAM, Département de travail social, 17 p.
- BOUCHER, Jacques et Christian JETTÉ (1995). «Développement du syndicalisme en travail social au Québec au cours des années 60 et 70», *Nouvelles pratiques sociales*, vol 8, n° 2, pp. 105-121.
- BOUCHER, Jacques et Christian JETTÉ (1996). *Les stratégies syndicales dans les secteurs de la santé et des services sociaux au Québec: de la difficulté de passer à l'offensive*, communication au congrès de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF) tenu à Évora (Portugal) du 8 au 12 juillet, texte ronéotypé, 27 p.
- BOYER, Robert (1979). «La crise actuelle: une mise en perspective historique», *Critiques de l'économie politique*, n°s 7-8, pp. 5-113.
- CORIAT, Benjamin (1979). *L'atelier et le chronomètre*, Paris, Christian Bourgeois, 299 p.
- DAGENAIS, Vincent (1982). «Crise et stratégie syndicale», dans Gilles Dostaler (éditeur), *La crise économique et sa gestion*, Montréal, Boréal Express, pp. 155-162.

- DAUPHINAIS, Renée (1994). *Entrevue avec Renée Dauphinais*, réalisée à Montréal par Christian Jetté et Jacques Boucher le 4 novembre 1994 et validée le 31 mars 1995, Montréal, UQAM, Département de travail social, 15 p.
- DEMERS, François (1982). *Chroniques impertinentes du 3^e Front commun syndical*, Montréal, Nouvelle optique, 173 p.
- DIOTTE, Léa et Louis FAVREAU (1994). *Rapport d'étape de la région de l'Outaouais pour le projet 30 ans de développement des pratiques en travail social au Québec (1960-1970)*, Université du Québec à Hull, Département de travail social, janvier, 25 p.
- FAVREAU, Louis et Yves HURTUBISE (1993). *CLSC et communautés locales. La contribution de l'organisation communautaire*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 211 p.
- FAVREAU, Louis et Pierre L'HEUREUX (1984). *Le projet de société de la CSN*, Montréal, Centre de formation populaire/Vie ouvrière, 269 p.
- GAGNON, Mona-Josée (1991). «La participation institutionnelle du syndicalisme québécois: variations sur les formes du rapport à l'État», dans Jacques T. Godbout (sous la direction de), *La participation politique*, Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, pp. 173-204.
- GODBOUT, Jacques T. (1983). *La participation contre la démocratie*, Montréal, Saint-Martin, 190 p.
- GODBOUT, Jacques T. (1987). *La démocratie des usagers*, Montréal, Boréal, 192 p.
- GRANT, Michel (1990). «Vers la segmentation du syndicalisme au Québec (de la radicalisation au ressac: 1964-1989)», dans Rodrigue Blouin (sous la direction de), *Vingt-cinq ans de pratique en relations industrielles au Québec*, Cowansville (Qué.), Yvon Blais, pp. 309-341.
- LAROSE, Gérald (1994). *Entrevue avec Gérald Larose*, réalisée à Montréal par Christian Jetté et Jacques Boucher le 6 décembre 1994 et validée le 30 mars 1995, Montréal, UQAM, Département de travail social, 25 p.
- LESEMANN, Frédéric (1981). *Du pain et des services. La réforme de la santé et des services sociaux au Québec*, Montréal, Saint-Martin, 232 p.

- LEVASSEUR, Carol (1980). «De l'État-providence à l'État-disciplinaire», dans Gérard Bergeron et Réjean Pelletier (sous la direction de), *L'État du Québec en devenir*, Montréal, Boréal Express, pp. 285-328.
- LIPIETZ, Alain (1979). *Crise et inflation, pourquoi?*, Paris Maspero, 384 p.
- LIPIETZ, Alain (1989). *Choisir l'audace. Une alternative pour le XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 156 pages.
- MARTIN, Élizabéth (1994). *Entrevue avec Élizabéth Martin*, réalisée à Montréal par Christian Jetté et Jacques Boucher le 23 novembre 1994 et validée le 17 mars 1995, Montréal, UQAM, Département de travail social, 15 p.
- MESSINE, Philippe (1987). *Les saturniens. Quand les patrons réinventent la société*, Paris, La Découverte, 220 p.
- PIOTTE, Jean-Marc (1977). *Le syndicalisme de combat*, Montréal, Saint-Martin, 268 p.
- RODRIGUE, Jean-Guy (1994). *Entrevue avec Jean-Guy Rodrigue*, réalisée à Laval par Christian Jetté et Jacques Boucher le 1^{er} décembre 1994 et validée le 17 février 1995, Montréal, UQAM, Département de travail social, 17 p.
- RODRIGUE, Norbert (1994). *Entrevue avec Norbert Rodrigue*, réalisée à Montréal par Christian Jetté et Jacques Boucher le 28 octobre 1994 et validée le 12 janvier 1995, Montréal, UQAM, Département de travail social, 30 p.
- ROUILLARD, Jacques (1989). *Histoire du syndicalisme québécois*, Montréal, Boréal, 535 p.
- SAINT-ONGE, Jacques et Doris BOUDREAULT (1994). *Rapport d'étape de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean pour le projet 30 ans de développement des pratiques en travail social au Québec (1960-1970)*, Université du Québec à Chicoutimi, janvier, 31 p.

GROUPE COMMUNAUTAIRES ET AGENCES DE SERVICE SOCIAL: UNE PARTIE DE NOTRE HISTOIRE

Yves HURTUBISE
École de service social
Université Laval

L'histoire du service social québécois reste encore à écrire. Le projet de recherche «Trente ans de pratiques sociales au Québec», dont on trouvera les principales intentions dans l'article de Vaillancourt ailleurs dans ces pages, a permis à un groupe de chercheurs de contribuer à éclairer une partie de cette histoire. En compagnie de Jacques Caillouette (chercheur et étudiant au doctorat en service social à l'Université Laval), nous avons eu la chance au cours des dernières années de mener une série d'entrevues auprès d'intervenants sociaux de la grande région de Québec (dont certains en vertu de la loi peuvent s'appeler «travailleurs sociaux») au sujet de leurs pratiques dans les années 60 et 70. La consultation de documents internes aux différentes institutions qui fournissaient des services à la population durant ces périodes a également fourni un matériel très révélateur sur ces pratiques; nous avons complété notre analyse en ayant recours à des sources secondaires d'information comme des thèses et mémoires d'étudiants ainsi que des articles de revues professionnelles.

Cette analyse a stimulé notre réflexion sur la présente période de remise en cause de l'État-providence et sur les analogies qu'on peut faire entre ce qui est en train de se mettre en place maintenant et ce qui existait avant la réforme des services sociaux des années 70. Ces analogies permettent-elles d'affirmer, comme certains le soutiennent, que nous sommes devant un risque de voir réapparaître le genre d'agences de service social que le Québec a connu durant les années 50-60? Les groupes communautaires d'aujourd'hui seraient-ils assimilables aux agences privées d'hier? La question a de quoi surprendre tant les différences sont importantes, non seulement entre les deux types d'organisation mais aussi entre les deux conjonctures

dans lesquelles elles se déploient. Affirmer que les groupes d'aujourd'hui sont la version moderne des agences d'hier, c'est méconnaître l'une et l'autre période.

Il n'en demeure pas moins nécessaire de discuter les orientations qui sont prises par les gouvernements et notamment de nous demander quelles formes de structures sociales et politiques sont désirables pour notre système de services sociaux. Notre angle d'approche consiste à explorer les liens entre les pratiques des organismes communautaires d'aujourd'hui et celles des agences de service social des années 60. En faisant cette réflexion, nous espérons être capables de mieux saisir les enjeux de la présente période et d'éviter l'analyse simpliste qui consisterait à confondre le questionnement actuel sur le rôle des groupes communautaires avec une volonté de retour aux années antérieures à la Révolution tranquille.

Pour engager la discussion sur la question, nous procéderons par opposition entre les deux périodes en posant quelques éléments significatifs de ressemblances et de différences entre les agences de service social des années 60 (que nous nommerons «agences») et les groupes communautaires des années 90 (que nous nommerons «groupes»). En parlant des agences, nous nous inspirerons du travail réalisé avec Caillouette dans le cadre du projet «30 ans...»¹ et en parlant des groupes d'aujourd'hui, nous nous inspirerons de la recherche avec Favreau² et de la réflexion de Guberman, Fournier et al.³.

LÀ OÙ LES AGENCES ET LES GROUPES SE RESSEMBLENT

Quatre ressemblances sont à signaler entre les agences et les groupes. La première est la profonde ambiguïté des rapports que les unes et les autres entretiennent avec l'État. Tout comme les groupes d'aujourd'hui, les agences de l'époque tiraient leur financement de plusieurs sources, dont l'état. Elles revendiquaient un meilleur financement de leurs activités tout en souhaitant maintenir leur autonomie face à un État dont on craignait moins l'appareil bureaucratique que les tentacules politiques. Les groupes communautaires sont également dans un rapport difficile avec l'État, souhaitant un appui financier important dans le respect de leur autonomie d'orien-

tation. Le pouvoir politique est certes présent, mais c'est surtout l'appareil bureaucratique et technocratique qui est craint.

La question financière rapproche les agences et les groupes d'une autre façon, soit, dans les deux cas, l'utilisation de financement en provenance de donateurs privés pour boucler le budget. Les fonds publics, même lorsqu'ils sont relativement généreux, ne suffisaient pas à fournir les outils dont les agences estimaient avoir besoin pour mener à bien leur tâche. Ces donations provenaient de congrégations religieuses, de campagnes de charité publique (Fédération des oeuvres de charité et Conseil des oeuvres) et de dons privés d'entreprises ou d'individus. Pour les groupes, la situation financière est toujours très difficile malgré des gains importants depuis la réforme Côté, tant en termes d'argent sonnante que de récurrence du financement. Pour plusieurs, la recherche d'un financement complémentaire à celui de l'État est une nécessité vitale et entraîne une dépense d'énergie très importante. L'utilisation des mêmes sources de financement, tant privées que religieuses, s'avère toujours actuelle.

La troisième ressemblance concerne les conditions de travail, y compris les salaires. Les travailleurs sociaux des années 60 étaient aux prises avec une reconnaissance sociale peu élevée alors qu'ils avaient le sentiment de répondre à des urgences sociales; de plus, leur rémunération était peu élevée et était fonction des capacités individuelles de négociation auprès de la direction locale de l'agence. Les conditions de travail n'étaient pas mauvaises même si elles étaient décrites comme paternalistes. Ce sont surtout ces conditions financières qui ont poussé à la syndicalisation (voir, sur cette question, l'article de Jacques Boucher ailleurs dans ces pages). Certaines de ces caractéristiques se retrouvent dans les groupes communautaires des années 90. Chacun pourra y mettre les exemples qu'il affectionne particulièrement. Il faut toutefois rappeler les cris du coeur entendus fréquemment concernant la lourdeur des tâches à accomplir compte tenu de la hausse des demandes d'aide et de l'incapacité du système public d'y répondre correctement. Il faut aussi noter la réflexion suscitée par le rapport de Dumais et Côté⁴ sur les conditions de travail et les conditions financières dans les groupes pour comprendre qu'il y a là un problème important. Fournier et al. (1995, p. 1) y font également référence en notant:

Selon cette enquête auprès de 265 intervenantes et intervenants des organismes communautaires, 60% des répondantes et des répondants s'estimaient satisfaits de leur travail. Voilà des chiffres intéressants en eux-mêmes, mais ils le deviennent davantage quand on sait que les salaires dans le milieu communautaire sont bien inférieurs à ceux du réseau public, que souvent les conditions de travail ne respectent pas les normes minimales du travail et qu'enfin le travail lui-même est de plus en plus précaire.

Il y a un autre aspect du travail des intervenants sociaux qui fait penser à la situation des agences des années 60. Il s'agit de la présence de personnel détenant un diplôme universitaire à côté de d'autres intervenants non diplômés embauchés à cause de leur connaissance des problématiques ou de leur engagement social en faveur des populations visées par le groupe. La littérature des années 60 est très explicite sur l'insuffisance des diplômés en service social; celles et ceux qui étaient embauchés étaient souvent aux postes de commande des agences sinon superviseurs des intervenants non diplômés. Il n'était pas rare qu'un nouveau diplômé se voit offrir un poste de cadre au moment où il terminait ses études universitaires. Les offres d'emploi sont moins nombreuses dans les années 90 et surtout moins généreuses, mais il arrive qu'un diplômé universitaire occupe un poste de direction ou de coordination dans un groupe et qu'il ait à diriger et à superviser un personnel non diplômé.

LES DIFFÉRENCES SONT POURTANT TRÈS IMPORTANTES

Dans les années 50-60, les agences de service social étaient dirigées par des conseils d'administration où les élites locales étaient très présentes. Leur nomination par une assemblée générale relevait d'une cooptation entre pairs; le personnel et les clients avaient peu ou pas de place dans les décisions. Dans les années 80-90, les groupes sont dirigés par des membres qui ont une préoccupation d'éducation populaire et dont l'engagement est motivé par une recherche de justice sociale ou de participation à l'élaboration de nouveaux modèles de vie en société. La place proposée aux usagers des services aux postes de direction des groupes marque une caractéristique importante du mouvement communautaire issu des

mouvements sociaux des années 70. Pour Fournier et al. (1995, p. 25), cela va plus loin:

Généralement, dans les organismes communautaires, on questionne les rapports d'expertise au profit de rapports plus égalitaires. La simplicité dans les rapports est privilégiée à travers la communication directe dans un langage clair.

L'organisation du travail des agences de service social était fondamentalement paternaliste. Des travailleurs sociaux ont encore le souvenir de la présence du président du conseil d'administration dans les bureaux des employés... Par contre, cette proximité permettait une influence directe sur les preneurs de décision; leur satisfaction au travail était grande malgré, comme on l'a dit plus haut, des conditions de travail difficiles. Dans les années 80-90, l'organisation du travail dans les groupes communautaires est plus autonome et le pouvoir des permanents s'exerce directement et quotidiennement sur les activités. Le nombre restreint d'employés est propice aux rapports directs entre la direction du groupe, les travailleurs et les usagers. Le caractère expérimental et exploratoire des activités du groupe invite également à une organisation démocratique du travail. Il n'y a pas beaucoup de tradition et peu de groupes sont encadrés par des prescriptions légales.

La différence la plus importante réside dans le contexte social dont la mise en perspective nous permet de prendre la mesure des progrès accomplis en matière de démocratie. Dans un premier temps, soulignons que les intervenants des années 80-90 ont un niveau de formation académique nettement supérieur à celui des années 60. La Révolution tranquille a fait son oeuvre et les connaissances scientifiques acquises durant 30 ans ont trouvé, dans les années 90, plusieurs canaux de diffusion en plus des milieux académiques. Dans un second temps, il faut mentionner que le contexte de travail des années 60 fut marqué par la rupture avec le cléricalisme et par le développement de la pensée rationnelle qui conduisit à la professionnalisation du travail social. Les années 70 à 90 ont été marquées par l'apparition et la montée de groupes qui contestent l'univers bureaucratique et technocratique. Le caractère innovateur de la pratique des groupes a été formellement reconnu par la réforme Côté en particulier. Dans un troisième temps, il faut noter le contexte de

constitution de l'État-providence et le développement de systèmes de gestion dont on souhaitait qu'ils accordent à tous les citoyens des chances égales et des moyens égaux devant la pauvreté. Pour cela, il fallait développer l'appareil d'État et centraliser les décisions pour qu'elles soient non seulement équitables pour les citoyens usagers, mais «raisonnables» pour le citoyen payeur de taxes. L'une de ces décisions a été de retirer aux agences — donc aux travailleurs sociaux — le soin de distribuer, après enquête, les allocations de sécurité sociale pour confier ce rôle à un ministère et à ses agents. En 1990, la situation globale est inversée et l'État tente de trouver des solutions du côté de la décentralisation et de la «responsabilisation»⁵ des citoyens, mais en gardant toujours pour lui le pouvoir de distribuer les allocations sociales.

L'appel au communautaire et au bénévolat peut être compris comme une reconnaissance des capacités autonomes de la société, ce qui représente une perspective positive qui invite à la créativité pour éviter le piège du contrôle de la société civile par l'État.

UNE SOCIÉTÉ NE REVIENT PAS EN ARRIÈRE MÊME SI ELLE NE SAIT PAS TOUJOURS OÙ ELLE S'EN VA

Les années 90 sont très difficiles à vivre dans les secteurs public et communautaire. Les intervenants sont à la fois interpellés par une réforme qui implique de nouvelles façons de rendre des services et une nouvelle organisation du réseau de services qui fait une place importante aux groupes communautaires. Ils sont aussi appelés à supporter une stratégie financière de l'État qui ne souffre pas de nuances: effacer le déficit des comptes courants est la première priorité. Les quelques éléments que nous avons fait ressortir visent à montrer que la présente période n'est pas un retour aux conditions qui prévalaient dans les années 60. S'il faut regarder les ressemblances entre les deux périodes, il faut aussi accepter de voir des différences extrêmement importantes et notamment le fait que nous sommes dans une dynamique de décentralisation qui accorde des pouvoirs à des communautés locales et régionales. La période des années 60 était au contraire marquée par la nécessaire centralisation qui allait assurer tant de bénéfices concrets aux citoyens. Celle-ci était fondée sur la rationalité des systèmes et la domination des

technocrates. C'est contre la rationalité technocratique que les premiers comités de citoyens se sont battus. Un nouveau gain démocratique important pourrait être la création ou le renforcement de sphères d'influence du communautaire vers le secteur public et le développement de passerelles entre intervenants communautaires et intervenants des réseaux publics et parapublics.

NOTES

- 1 *Trente ans de service social dans la région de Québec*, titre provisoire, à paraître.
- 2 Favreau Louis et Yves Hurtubise (1993). *CLSC et communautés locales: la contribution de l'organisation communautaire*, PUQ, 211 p.
- 3 Fournier Danielle, Nancy Guberman, Jennifer Beeman et Lise Gervais (1995). *Regards sur la culture organisationnelle communautaire: deux études de cas*, Service aux collectivités, UQAM, 75 p. Voir aussi Guberman Nancy, Danielle Fournier, Josée Belleau, Jennifer Beeman et Lise Gervais (1994). «Des questions sur la culture organisationnelle des organismes communautaires», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n° 1, pp. 45-62.
- 4 Dumais S. et R. Côté (1990). *Enquête sur les conditions de salaire et les conditions de travail des travailleuses et travailleurs au sein des groupes populaires*, Service aux collectivités, UQAM, 40 p.
- 5 Concept douteux qui apparaît de plus en plus dans le discours des politiciens et technocrates; il signifie qu'on considère les citoyens «irresponsables». Beau vocabulaire quand on compte sur ces citoyens pour opérer des changements importants.

ÉLÉMENTS DE CONTEXTUALISATION HISTORIQUE DU VIRAGE AMBULATOIRE AU QUÉBEC¹

Yves VAILLANCOURT
Département de travail social
Université du Québec à Montréal

REMARQUE PRÉLIMINAIRE

Pour lancer les débats dans l'atelier exploratoire sur «le virage ambulatoire» au colloque du RQIIAC, deux interventions complémentaires ont été faites. La première, présentée ci-dessous, se présente comme une relecture historique de l'héritage des 30 dernières années dans le domaine sociosanitaire, relecture qui vise à faire ressortir certaines lacunes — notamment le penchant pour l'institutionnalisation et l'hospitalocentrisme — ayant rendu nécessaire le virage ambulatoire de la deuxième moitié des années 90. La deuxième intervention, faite par Jacques Fournier du CLSC Longueuil-Ouest, a porté sur les enjeux actuels du virage ambulatoire. Pour faire cette intervention, Jacques Fournier, à la demande de Yves Vaillancourt, s'est inspiré de son article «Splendeurs et misères du virage ambulatoire» publié dans la revue *Possibles* (Fournier, 1996). Comme le texte de la deuxième intervention a déjà été publié ailleurs, il ne sera pas reproduit dans les actes du colloque du RQIIAC. La prise en compte de l'intervention de Jacques Fournier permet de comprendre pourquoi Yves Vaillancourt, dans le texte qui suit, s'est permis, dans un style sténographique, de mettre l'accent sur les racines historiques du virage ambulatoire.

INTRODUCTION

Pour saisir la signification du retour historique qui suit, il faut rappeler que le virage ambulatoire des années 90, replacé sur la toile de fond historique des 30 dernières années, représente un phénomène de désinstitutionnalisation dans le domaine spécifique des

services hospitaliers, médicaux et chirurgicaux, parmi plusieurs autres phénomènes de désinstitutionnalisation. Pensons notamment aux épisodes de désinstitutionnalisation connus dans les domaines de la santé mentale (cf. diverses phases depuis 1962), des services aux jeunes (cf. la sortie des orphelinats du début des années 60), des services aux personnes âgées (depuis la fin des années 70), des services aux personnes déficientes intellectuelles et handicapées physiques (1975-1985), etc. Il faut rappeler en outre que la désinstitutionnalisation, dans un champ particulier, prend tout son sens si elle peut être reliée à un épisode historique antérieur caractérisé par un mouvement d'institutionnalisation. À cet égard, je fais l'hypothèse que notre héritage historique des dernières décennies dans le domaine de la santé et des services sociaux, au Québec, a été marqué par un recours intensif à des politiques sociales de services marquées au coin de l'institutionnalisation. Ce fort penchant pour l'institutionnalisation, comme plusieurs analystes l'ont souligné, plonge des racines longtemps avant la mise en oeuvre de la réforme Castonguay-Nepveu dans le domaine de la santé et des services sociaux. Mais paradoxalement, même si peu d'analystes l'ont souligné, la réforme Castonguay est demeurée complice à plusieurs égards d'un fort penchant pour l'institutionnalisation. C'est précisément ce que veulent faire ressortir les notes schématiques qui suivent.

PRÉSENTATION DU SCHÉMA SUR LES QUATRE SECTEURS UTILISÉS DANS LE TEXTE

Dans mes pratiques de recherche récentes sur la privatisation des services sociosanitaires et sur l'histoire des pratiques et des politiques sociales, j'ai été amené à développer deux distinctions que je mettrai à contribution dans ce texte. Je me dois donc de les introduire ici succinctement².

D'une part, pour cerner l'évolution de l'engagement ou du désengagement de l'État dans le domaine de la santé et des services sociaux, je trouve utile, à la manière de certains spécialistes des politiques sociales du Royaume-Uni, de distinguer trois types d'évolution ou de dévolution du rôle de l'État, soit sur le plan du financement des services, de leur régulation et de leur dispensation.

Ainsi, si l'on parle de désengagement de l'État dans la conjoncture actuelle, il importe de préciser si ce désengagement se fait en même temps sur le plan du financement, de la régulation et de la dispensation des services. La prise en compte de cette distinction peut aider à prendre en considération différents cas de figures.

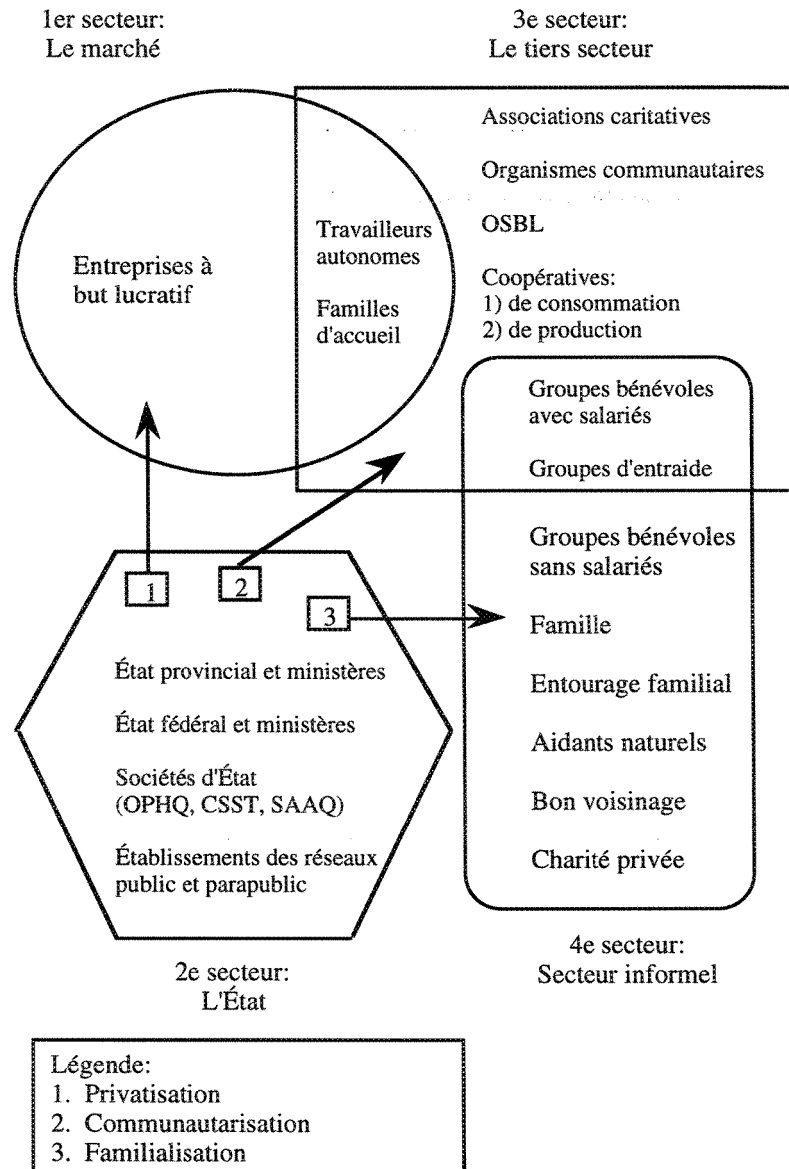
D'autre part, concernant la dispensation des services, il est intéressant de distinguer les transactions qui peuvent se produire entre quatre grands réseaux ou secteurs de ressources humaines. En effet, les services sociosanitaires (ou autres) peuvent être plus ou moins dispensés soit, premièrement, par des ressources du secteur privé (le marché), soit, deuxièmement, par des ressources du secteur public et parapublic (l'État), soit, troisièmement, par des ressources du tiers secteur de l'économie sociale (des organismes communautaires, des coopératives, des organismes à but non lucratif), soit, quatrièmement, par des ressources du secteur informel (entourage familial, aidants naturels, bénévoles, groupes d'entraide). Le schéma 1 permet de se représenter ces quatre secteurs de ressources.

L'ORGANISATION DES SERVICES DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX QUI PRÉVALAIT AVANT LA RÉFORME CASTONGUAY

1. L'assurance-hospitalisation est entrée en vigueur au Québec depuis janvier 1961 en interface avec la loi fédérale qui permet un partage des frais en retour de l'imposition de certaines conditions.
2. La Loi québécoise d'assistance publique de 1921 (amendée à quelques reprises depuis) permet d'aider les personnes «nécessiteuses» qui reçoivent des services de santé ou de bien-être à l'intérieur des institutions de santé et de bien-être ou à partir des agences de service social.

Schéma 1

Les quatre secteurs dans la distribution des services



3. La propriété des établissements de santé et de bien-être est massivement privée, à but non lucratif ou à but lucratif (cf. le schéma sur les quatre secteurs pour expliquer ce qui caractérise la distribution des services de santé et de services sociaux au cours des années 60):
 - absence du secteur public;
 - présence du secteur marchand (notamment en déficience intellectuelle: le réseau des établissements privés Anbar);
 - présence du tiers secteur avec influence de la culture religieuse (cf. les agences et les institutions de bien-être et les nouveaux comités de citoyens);
 - présence du secteur informel (entraide de l'entourage familial et réseau des organismes de bien-être relevant de l'Église catholique, des paroisses et des communautés religieuses masculines et féminines).
4. Le financement et la régulation des services de santé et des services sociaux deviennent de plus en plus étatiques et publics au cours des années 60.
5. L'apparition du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC) en 1966 et la signature d'une entente Ottawa-Québec dans le cadre du RAPC en 1967 permettent un partage des coûts fédéral et provincial qui stimule le développement des services sociaux et l'élargissement des programmes d'assistance sociale au Québec (Vaillancourt, 1992).

LA PREMIÈRE ÉTAPE DE LA MISE EN OEUVRE DE LA RÉFORME CASTONGUAY-NEPVEU

Au cours des années 1970, les réformes sont impulsées d'une manière propre à l'ère «fordiste» (Vaillancourt, 1995) et l'on assiste à un élan collectif pour développer un dispositif d'État-providence dans le domaine de la santé et des services sociaux au Québec.

1. Quelques données descriptives témoignant du démarrage et du développement de la réforme au cours des années 70: apparition des premiers CLSC, des CSS, des Conseils régionaux de la santé et des services sociaux (CRSSS), Loi sur la protection de la jeunesse (1977), Loi sur les services de garde et création de l'Office des personnes handicapées (1979), construction de centres d'accueil publics pour personnes âgées représentant 5 000 nouvelles places à la fin des années 70, etc.
2. Quelques éléments de bilan concernant le déploiement de la réforme au cours des années 70.

AU CHAPITRE DES POINTS PLUS POSITIFS

1. Offre de nouveaux services de santé et de nouveaux services sociaux gratuits devant s'inscrire dans une perspective d'universalité.
2. Progrès de l'accessibilité des services, progrès qui est plus net dans le domaine de la santé et plus timide et limité dans le domaine des services sociaux en raison notamment des contraintes imposées par les paramètres du RAPC (Vaillancourt, 1992).
3. Progrès de l'équité territoriale et interrégionale. Nous reconnaissons ici les côtés positifs de la rationalité technocratique qui permet d'imposer les mêmes standards dans l'ensemble des régions du Québec et des quartiers des grandes villes comme Québec et Montréal (réponse plus universelle et moins singulière aux besoins).
4. Le concept de CLSC représente un type d'institution publique original qui s'avère particulièrement perméable à des éléments de la culture associative (liens de confiance intervenants-usagers, enracinement dans la communauté locale, approche intégrée santé et bien-être, prise en compte des déterminants de la santé et du bien-être, etc.).

5. Le vecteur principal dans l'organisation des services de santé et des services sociaux est le secteur public, ce qui permet de relever la barre concernant la qualité des services dispensés par le secteur public et, par effet d'entraînement, dans les secteurs marchand et privé à but non lucratif.

AU CHAPITRE DES POINTS MOINS POSITIFS (SUR LESQUELS IL FAUT RÉFLÉCHIR POUR SAISIR LES ORIGINES LOINTAINES DU VIRAGE AMBULATOIRE ET DE LA TRANSFORMATION DU SYSTÈME DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX APPELÉE EN CETTE FIN DES ANNÉES 90)

1. La régionalisation demeure timide et de façade en raison des mandats très limités qui sont confiés aux CRSSS jusqu'à la fin des années 70, soit jusqu'à ce qu'on commence à leur confier des responsabilités nouvelles, par exemple, dans le domaine des services à domicile.
2. La sous-utilisation du potentiel des CLSC qui sont tenus en suspicion et se développent au compte-gouttes dans la deuxième moitié des années 70, ce qui incite les centres hospitaliers à faire de la première ligne dans les services de santé (cf. l'utilisation abusive des urgences d'hôpitaux) et les CSS à faire de la suppléance sur le plan des services sociaux dans les territoires dépourvus de CLSC (Bélanger, 1992, pp. 53 et 58).
3. La réforme est marquée par un recours fréquent à l'État québécois central et au dispositif public et parapublic dans la distribution des services, autant que dans leur financement et leur régulation. Le marché, le tiers secteur communautaire et le secteur informel et bénévole continuent de jouer un rôle dans la dispensation des services; mais, pendant quelques années, on les oublie et l'attention est centrée sur ce qui se passe dans le secteur public. Le syndicalisme dans le domaine de la santé et des services sociaux est lui-même marqué par les lacunes de la réforme, dans la mesure où il reprend à son compte des réflexes étatiques, centralisateurs et bureaucratiques (cf. le texte de Jacques Boucher et Christian Jetté de la présente section).

4. La politique du gouvernement favorise l'institutionnalisation plutôt que la désinstitutionnalisation et le maintien dans le milieu de vie naturel.

En effet, la priorité est donnée:

- a) aux politiques d'hébergement plutôt que de maintien à domicile concernant les personnes âgées et d'autres catégories de citoyens ayant des fragilités sociales (personnes handicapées physiques, déficientes intellectuelles, etc.);
 - b) aux services d'hospitalisation gratuits à condition qu'ils soient dispensés dans les hôpitaux et aux services médicaux gratuits à condition qu'ils soient dispensés par certains professionnels de la santé, soit les médecins, plutôt que par d'autres professionnels. La rémunération à l'acte des médecins constitue un choix qui engendre jusqu'à aujourd'hui des effets pervers. Le biais pour l'hospitalocentrisme s'en trouve favorisé d'autant (Bélanger, 1992, pp. 51-52; Conseil de la santé et du bien-être, 1995).
5. La réforme Castonguay établit une équation questionnable entre le développement de l'accessibilité des services curatifs et l'amélioration de la santé et du bien-être de la population québécoise. Elle ne se préoccupe pas assez des déterminants de la santé et du bien-être, soit des facteurs environnementaux et préventifs sur lesquels le Rapport Lalonde en 1974 (cf. influence de l'OMS) devait attirer l'attention (Bélanger, 1992, pp. 54-55). On retrouve là une caractéristique du fordisme: le progrès est censé aller de pair avec l'augmentation de la consommation des services accessibles.
 6. Les dispositions du chapitre 48 devant favoriser la démocratisation de la gestion des établissements du réseau public sont opérationnalisées faiblement et inégalement d'un établissement à l'autre. Les usagers et les citoyens ont un rôle marginal dans les mécanismes décisionnels et consultatifs. Les intervenants ont un peu plus de place mais éprouvent de la difficulté à les utiliser. Les gestionnaires et les mandataires du ministère

conservent le haut du pavé. La gestion dans les établissements du réseau peut être qualifiée d'autoritaire et l'organisation du travail, de quasi tayloriste.

LA DEUXIÈME ÉTAPE DE LA MISE EN OEUVRE DE LA RÉFORME CASTONGUAY-NEPVEU

Au cours des années 80 et 90, les réformes connaissent un certain essoufflement, ce qui témoigne de la crise du modèle fordiste, de la remise en question du dispositif de l'État-providence et de la recherche de réajustements importants avec la commission Rochon et la réforme Côté (Vaillancourt, 1995).

1. Quelques données descriptives témoignant de l'essoufflement de la réforme et de la recherche de certains ajustements au cours des années 80. Parmi ces données, mentionnons, au premier titre, les compressions budgétaires qui, à partir de l'année 1981-1982, deviennent plus sévères qu'au cours des années antérieures et se prolongent pendant toute la décennie des années 80 et s'intensifieront encore davantage au cours des années 90.
2. Pistes d'analyse: au cours des années 80, sous la contrainte des limites des ressources budgétaires, on assiste à la recherche à tâtons de réajustements de parcours et d'une nouvelle stratégie dans le domaine de la santé et du bien-être. Cette recherche traversera les nouvelles politiques développées par le MSSS à partir de 1981 surtout, les travaux de la commission Rochon (1985-1988), les travaux effectués au temps de la ministre Lavoie-Roux, la réforme Côté-Robillard (1990-1994) et la reconfiguration du réseau impulsée par le ministre Jean Rochon dans le contexte du virage ambulatoire. Au cours de ces années, le gouvernement du Québec et le MAS/MSSS sont tenus sous tension en étant exposés à la fois aux pressions des propositions néo-libérales (pour aller dans le sens de la logique marchande, de la privatisation, etc.) et aux pressions de plus en plus diversifiées des acteurs progressistes, allant tantôt dans le sens de l'étatisation (gauche fordiste), tantôt dans le sens de la solidarisation et de la communautarisation (gauche post-

fordiste). Dans le moment actuel de reconfiguration du réseau et d'application de pressions budgétaires, ces tensions continuent à s'exercer plus que jamais. Ainsi, certaines politiques sont prises par le MAS/MSSS pour corriger certains points négatifs de la réforme amorcée au cours des années 70.

- a) Décision de favoriser les services à domicile et de faire appel aux CLSC comme maîtres d'oeuvre de cette politique annoncée à l'automne 1979 et appliquée avec plus ou moins de cohérence d'une année à l'autre depuis les années 80. Cette redécouverte des services à domicile et, plus largement, des politiques de maintien à domicile, représente un réajustement officiel important par rapport à la politique d'hébergement des personnes âgées et handicapées suivie pendant les années 70. On assiste au cours des années 80 à un retour du pendule en direction de la désinstitutionnalisation.
- b) Décision de parachever le réseau des CLSC annoncée en 1981, remise en question à nouveau en 1986-1987 et reconfirmée à partir de 1988-1989. Cette décision s'inscrit également dans une perspective de désinstitutionnalisation et de recherche d'une nouvelle approche qui mise sur le maintien des personnes dans leur milieu de vie naturel en faisant davantage appel à la contribution de ressources légères dont celles relevant des CLSC.
- c) Redécouverte de l'existence des organismes communautaires et bénévoles qu'on avait pratiquement oubliés au cours des années 70 et politique du MAS/ MSSS pour soutenir ces organismes. Voir le dossier sur les organismes communautaire dans *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n° 1, printemps 1994 et mon article sur «La problématique de l'arrimage» dans lequel je présente «trois thèses» pour interpréter les transformations en cours (Vaillancourt, 1994).
- d) Politique de désinstitutionnalisation appliquée plus vigoureusement dans le domaine de la déficience physique et intellectuelle et plus mollement dans le domaine de la santé

mentale. À cet égard, mentionnons que la désinstitutionnalisation dans le domaine de la déficience intellectuelle est une opération à toutes fins pratiques menée à terme au cours des années 80.

- e) Politique de désengorgement des salles d'urgence d'hôpitaux (impliquant entre autres le recours aux services intensifs à domicile), impulsée par la ministre Lavoie-Roux depuis l'automne 1986 et complétée par la reconfirmation du rôle stratégique des CLSC dans le domaine des services à domicile qu'on retrouve dans la réforme Côté annoncée en décembre 1990 et mise en application plus systématiquement à partir de 1991-1992.
- f) Découverte encore timide de l'importance des déterminants de la santé et du bien-être dans la *Politique de la santé et du bien-être* adoptée en 1992.
- g) Politique de démocratisation (en affirmant vouloir renforcer le poids des usagers et des citoyens) et de régionalisation avec ses possibilités et ses ambiguïtés. Les voies multiples expérimentées présentement par les établissements et par les régies régionales nous sensibilisent à la possibilité du meilleur et du pire en matière de poursuite officielle des objectifs louables de la démocratisation et de la régionalisation.

CONCLUSION

À l'heure du virage ambulatoire et, plus largement, de la reconfiguration du réseau de la santé et du bien-être, les paris demeurent ouverts sur le nouveau contrat social qui émergera au cours des prochaines années. L'histoire est en train de se faire sur ces enjeux dans plusieurs régions du monde, y compris au Québec. Tout n'est pas encore écrit dans le ciel! Trois scénarios s'entremêlent. Je reprends ces scénarios constamment ces mois-ci dans mes écritures et mes participations à toutes sortes de colloques et d'assemblées concernant le virage ambulatoire, «ses splendeurs et ses misères», pour reprendre l'expression de Jacques Fournier (1996).

1. Le scénario néo-libéral: la privatisation accompagnée de formes ambiguës de «communautarisation» et de «familialisation». Dans ce scénario, on observe un désengagement de l'État sur le plan du financement, de la régulation et de la dispensation des services. Les responsabilités non assumées par l'État ou le secteur public sont transférées en direction du secteur privé, de même qu'en direction du tiers secteur et des aidants naturels sans que les ressources financières suivent.
2. Le scénario de la gauche fordiste: la défense du statu quo social-étatique. Cette position consiste à contrer le développement du tiers secteur tout autant que celui du secteur privé. Il signifie, en fait, une non-reconnaissance de la crise du modèle fordiste et un appel à la fidélité aux positions développées par la gauche au temps des Trente glorieuses.
3. Le scénario de la gauche alternative et post-fordiste: le recours bien dosé et bien balisé aux ressources du tiers secteur, notamment pour répondre à de nouveaux besoins ou des besoins auxquels le secteur public ne répond pas, représente ici une avenue qui permet à la fois de freiner la privatisation et les transferts de responsabilités en direction du secteur informel ou des femmes dans bien des cas.

Personnellement, je considère que le troisième scénario est le plus pertinent pour les progressistes qui veulent infléchir — et non pas bloquer — le virage ambulatoire dans la conjoncture actuelle. En effet, ce scénario permet à la fois de prendre acte de la crise du fordisme et de contrer de façon plus efficace le danger des transferts de responsabilités en direction du secteur privé (privatisation) et du secteur informel (familialisation). En outre, je considère que la consolidation du tiers secteur d'économie sociale, faite en tenant compte de certaines conditions et modalités, est susceptible de contribuer à la démocratisation de l'ensemble du système. C'est la position que j'ai commencé à argumenter ailleurs (Vaillancourt, 1996; Vaillancourt et Lévesque, 1996) et que j'ai défendue dans l'atelier en prenant l'exemple des services à domicile et en faisant référence notamment aux services d'entretien ménager et de gardiennage.

NOTES

- ¹ La production de ce texte doit beaucoup aux échanges et réflexions théoriques poursuivis en équipe dans le cadre de la démarche de recherche «30 ans de développement des pratiques en travail social au Québec (1960-1990)», subventionnée à la fois par le Conseil de la recherche en sciences humaines du Canada (CRSHC) et le Fonds de développement académique du réseau de l'Université du Québec (FODAR).
- ² Pour une présentation plus minutieuse de ces distinctions, les lecteurs pourront se reporter à un texte théorique plus exhaustif (Vaillancourt, 1996).

RÉFÉRENCES

- BÉLANGER, Jean-Pierre (1992). «De la Commission Castonguay à la Commission Rochon... Vingt ans d'histoire de l'évolution des services de santé et des services sociaux au Québec», *Service social*, vol. 41, n° 2, pp. 49-70.
- CONSEIL DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE (1995). *Un juste prix pour les services de santé*, avis au ministre de la Santé et des Services sociaux, Québec, Gouvernement du Québec, 52 p.
- FOURNIER, Jacques (1996). «Splendeurs et misères du virage ambulatoire», *Possibles*, vol. 20, n° 3, été, pp. 66-83.
- VAILLANCOURT, Yves (1992). «Un bilan québécois des quinze premières années du Régime d'assistance publique du Canada (1966-1981): la dimension sociale», *Service social*, vol. 41, n° 2, mai, pp. 19-48.
- VAILLANCOURT, Yves (1994c). «Éléments de problématique concernant l'arrimage entre le communautaire et le public dans le domaine de la santé et des services sociaux», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n° 2, pp. 227-248.
- VAILLANCOURT, Yves (1995). «Vers un nouveau contrat social», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 8, n° 2, automne, pp. 1-13.

VAILLANCOURT, Yves (1996). «Sortir de l'alternative entre privatisation et étatisation dans la santé et les services sociaux», dans Eme, B., J.-L. Laville, L. Favreau et Y. Vaillancourt (sous la direction de), *Société civile, État et économie plurielle*, Paris et Montréal, CNRS et CRISES, pp. 148-224.

VAILLANCOURT, Yves et Benoît LÉVESQUE (1996). «Économie sociale et reconfiguration de l'État-providence», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 9, n° 1, printemps, pp. 1-13.

L'ABANDON SCOLAIRE AU SECONDAIRE, AU COLLÉGIAL ET À L'UNIVERSITÉ: DES ENJEUX POUR LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Michel PERRON
Suzanne VEILLETTE¹
Groupe ECOBES
Cégep de Jonquière

INTRODUCTION

Depuis quelques années, l'abandon scolaire est devenu une vive source d'inquiétude dans la plupart des milieux au Québec. D'ailleurs, l'*Exposé de la situation* proposé par la Commission des États généraux sur l'éducation y accorde une attention particulière en qualifiant le phénomène de «lourde hypothèque québécoise» (MEQ, 1996a, pp. 25-27). Pour sa part, la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean (SLSJ) a reconnu l'urgence d'actions concertées sur la problématique du décrochage scolaire lors des récents États généraux sur l'avenir de la région (CRCD-02, 1995). Des représentants des trois ordres d'enseignement (commissions scolaires, cégeps et l'UQAC) se sont engagés à agir en ce sens.

Pour favoriser la persévérance scolaire au SLSJ et lutter contre son contraire, l'abandon, on doit éviter le plus possible des gestes trop précipités et agir plutôt de manière concertée. Le présent texte s'inscrit dans cette perspective et se veut un outil de réflexion et d'aide à la décision pour le milieu. À cette fin, il est apparu nécessaire de faire d'abord le point sur la problématique de l'abandon scolaire. Qu'en est-il vraiment au Québec et au Saguenay—Lac-Saint-Jean? Comment définir l'abandon scolaire pour pouvoir parler de façon réaliste de l'ampleur du phénomène à chacun des ordres d'enseignement, soit au secondaire, au collégial et à l'université? Après avoir exposé la situation de l'abandon des études à chaque ordre d'enseignement, nous analyserons sommairement le projet de partenariat mis en place dans la région pour travailler à prévenir l'abandon scolaire. Nous nous attacherons plus particulièrement

ensuite à dégager un certain nombre de défis à relever pour favoriser une scolarisation accrue des jeunes du SLSJ et contribuer ainsi au développement du milieu.

LA PROBLÉMATIQUE DE L'ABANDON SCOLAIRE

LA DÉFINITION

Avant de discuter de l'ampleur du décrochage scolaire dans notre milieu, quelques précisions s'imposent quant à la définition des termes «décrochage scolaire» et «abandon scolaire». Le terme «décrochage scolaire» est souvent employé pour parler du phénomène de l'abandon des études au secondaire. Le sens commun donné au terme «décrocheur» est fort simple: «personne qui quitte en cours d'études, sans terminer le cycle commencé» (Legendre, 1993, p. 305). Au collégial et à l'université, le terme «abandon scolaire» est plus souvent entendu. Compte tenu que le vocable «abandon scolaire» semble plus approprié pour traiter du phénomène à chacun des ordres d'enseignement, nous y recourrons plus fréquemment dans la suite du présent texte.

Dans l'ensemble des sources consultées, un «décrocheur» est celui qui interrompt ses études pour une durée d'une année et plus, sans obtenir un diplôme officiel, un certificat ou une attestation reconnue confirmant la fin des études. Cela signifie donc que l'abandon doit être continu et prolongé et qu'il se traduit par un retrait ou une sortie du système scolaire (Aumond et Beaulieu, 1994, p. 34).

LA MESURE DU PHÉNOMÈNE

Les données administratives

Des probabilités d'abandonner l'école peuvent être estimées en recourant à des fichiers administratifs constitués à partir des données transmises par les institutions scolaires. Ces fichiers fournissent, pour chaque année académique, de précieuses informations sur les caractéristiques personnelles de l'élève, sur son cheminement scolaire, de même que sur son environnement scolaire. Au secondaire,

il s'agit, d'une part, de la probabilité d'obtenir un diplôme d'études secondaires, tant au secteur des jeunes qu'au secteur des adultes, avant l'âge de 20 ans et, d'autre part, de la diplomation après sept ans. Précisons que pour le calcul de ces deux indicateurs, les diplômes suivants sont pris en considération: DES, DEP, CEP et ASP² (MEQ, 1994, p. 108). Pour le collégial, nous retenons le taux de diplomation après quatre ans (et son complément, la non-diplomation), alors qu'à l'université, on réfère au taux d'abandon cumulé après cinq ans.

En 1988-1989, la probabilité de quitter sans diplôme au secteur des jeunes était au Québec de 35,7%. Pour un groupe de 1 000 élèves, 357 risquaient de ne pas obtenir leur diplôme d'études secondaires au secteur des jeunes avant l'âge de 20 ans. Or, parmi ces 357 élèves, on trouve:

- 15 élèves qui, en raison de handicaps graves, ne peuvent se rendre jusqu'à l'obtention d'un diplôme ou d'une attestation de capacité;
- 17 élèves qui se sont inscrits dans un cheminement particulier de formation menant non pas à un diplôme, mais à une attestation de capacité d'insertion sociale et professionnelle;
- 29 élèves qui s'inscrivent au collégial sans avoir obtenu un diplôme du secondaire;
- 13 élèves qui obtiendront avant l'âge de 20 ans leur diplôme du secondaire au secteur des adultes;
- 77 élèves, âgés de 20 ans et plus, qui obtiendront plus tard leur diplôme du secondaire au secteur des adultes;
- 206 élèves qui, tout en ayant le potentiel suffisant pour réussir des études secondaires, décident de ne pas le faire (MEQ, 1991, p. 4).

En réalité, l'étiquette de «décrocheur» ou de «décrocheuse» doit incontestablement s'appliquer aux 206 élèves (c'est-à-dire 20,6% de

l'ensemble) qui, malgré le fait qu'ils en aient le potentiel, décident de ne pas compléter leurs études secondaires.

Les enquêtes auprès des décrocheurs

En plus des données administratives, on peut recourir aux différentes enquêtes qui fournissent des données sur l'abandon scolaire. En 1991, de telles enquêtes ont tendance à établir, pour le Québec, «le taux de départ du secondaire» (sans diplôme) entre 19% et 23% (Gilbert et al., 1993, p. 75). Même si l'année de référence n'est pas exactement la même d'une source de données à l'autre, on constate que ces estimations convergent plutôt avec le taux observé d'élèves décrocheurs au sens strict, établi à 20,6% dans l'exemple ci-haut. Que ce soit à partir des données administratives ou des données d'enquêtes, on peut donc évaluer que le taux de décrochage (au sens strict) se situait, au Québec, entre 19% et 23% à la fin de la décennie 80.

L'AMPLEUR DU PHÉNOMÈNE AU QUÉBEC ET AU SAGUENAY—
LAC-SAINT-JEAN

La diplomation et l'abandon scolaire au secondaire

De nombreux indicateurs permettent de juger de la situation du Québec, de l'ensemble d'une région ou de différentes commissions scolaires au regard du cheminement scolaire des jeunes au secondaire. Au Québec, la proportion d'élèves qui n'obtiendront pas leur diplôme au secteur des jeunes a légèrement fléchi par rapport aux années précédentes pour s'établir à 33,0% en 1993-1994 (MEQ, 1996b, p. 53). Pour la même année scolaire, un autre indicateur fixe à 18,6% au Québec la proportion de jeunes d'une génération qui n'obtiendront jamais le diplôme secondaire. À cet égard, le fossé demeure considérable entre les filles (11,9%) et les garçons (25,2%).

Tableau 1
Le cheminement scolaire des jeunes de la décennie 80:
la position du Saguenay—Lac-Saint-Jean

| Pôle | Retard en 3 ^e secondaire | Obtention du DES ¹ | Abandon au secondaire ² | Passage au collégial |
|-------------|--|----------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|
| — | Nord-du-Québec | Nord-du-Québec | Nord-du-Québec | Nord-du-Québec |
| | Outaouais | Laurentides | Abitibi Témiscamingue | Outaouais |
| | Abitibi Témiscamingue | Abitibi Témiscamingue | Laurentides | Abitibi Témiscamingue |
| | Saguenay Lac-St-Jean | Outaouais | Gaspésie—Îles de la Madeleine | Laurentides |
| | Côte-Nord | Côte-Nord | Outaouais | Côte-Nord |
| | Laurentides | Bas-St-Laurent | Lanaudière | Bas-St-Laurent |
| | Bas-St-Laurent | Gaspésie—Îles de la Madeleine | Montréal | Chaudière Appalaches |
| | Gaspésie—Îles de la Madeleine | Saguenay—Lac St-Jean | Estrée | Estrée |
| | Mauricie | Chaudière Appalaches | Côte-Nord | Gaspésie—Îles de la Madeleine |
| | <i>Ensemble du Québec</i> | Laval | Mauricie | Mauricie |
| | Chaudière Appalaches | Mauricie | <i>Ensemble du Québec</i> | <i>Ensemble du Québec</i> |
| | Montréal | <i>Ensemble du Québec</i> | Montréal | Montréal |
| | Québec | Montréal | Bas-St-Laurent | Saguenay Lac-St-Jean |

...suite

| | Retard en 3 ^e secondaire | Obtention du DES ¹ | Abandon au secondaire ² | Passage au collégial |
|-------------------|--|----------------------------------|---------------------------------------|-------------------------|
| Pôle + | Laval | Lanaudière | Chaudière Appalaches | Lanaudière |
| | Montréal | Estrie | Laval | Laval |
| | Lanaudière | Montréal | Saguenay Lac-St-Jean | Québec |
| | Estrie | Québec | Québec | Montréal |

Tiré et adapté de Larue, A. et Chenard, P., 1992, p. 8.

1. Il s'agit du diplôme d'enseignement général ou professionnel de 5^e ou 6^e secondaire. Au cours de la même décennie, les taux de diplomation au secondaire (tous diplômes confondus) sont cependant supérieurs au SLSJ qu'au Québec. Ce phénomène est relié à la bonne performance de la région quant à l'enseignement professionnel. Pour l'année 1995, le SLSJ maintient son avance à ce chapitre, le taux de diplomation se situant à 72,0% comparativement à 67,7% au Québec (compilations spéciales effectuées par le MEQ).
2. Les données sont déduites de travaux effectués par Brais (1992: 19-20).

À la demande de la Direction régionale du MEQ, nous venons de faire le point sur cette question pour les années récentes au Saguenay—Lac-Saint-Jean (Veillette et al., 1995; Thivierge et al., 1995a; Thivierge et al., 1995b). Nous proposons quatre grands indicateurs pour positionner notre région par rapport à l'ensemble du Québec (tableau 1). On se rend compte que le taux de retard scolaire en 3^e secondaire est plus élevé dans la région que la moyenne québécoise et que la proportion des élèves du SLSJ qui obtiennent un diplôme d'études de 5^e ou 6^e secondaire est moindre que pour l'ensemble du Québec. Toutefois, le SLSJ occupe une position avantageuse par rapport à l'ensemble des régions québécoises en ce qui a trait au taux d'abandon au secondaire et au taux de passage au collégial.

Ainsi, le profil scolaire des élèves fréquentant les écoles secondaires du SLSJ laisse entrevoir une situation assez paradoxale. En effet, bien que les élèves de la région aient tendance à cumuler davantage

de retard scolaire au secondaire et à être proportionnellement moins nombreux à obtenir un DES que ceux de l'ensemble des régions du Québec, leur taux d'abandon au secondaire est nettement moindre et leur taux de passage au collégial est supérieur aux moyennes provinciales.

En fait, force est de reconnaître que les indicateurs scolaires traduisent tout simplement le contexte social, géographique et socio-économique du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Ainsi, le tissu social «serré» et la qualité de l'encadrement scolaire que l'on retrouve dans la région concourent sans doute à expliquer la plus forte persévérance scolaire des élèves, laquelle se traduit dans plusieurs cas par un cheminement scolaire prolongé. Le manque d'emplois sur le marché du travail régional au cours des années 80 peut également avoir contribué sensiblement à l'allongement de la durée des études. Mais pareille persévérance n'a pas entraîné un accroissement significatif de la diplomation chez l'ensemble des jeunes du SLSJ.

De plus, le contexte socio-économique défavorable du Saguenay—Lac-Saint-Jean incite une proportion importante de jeunes à quitter tout simplement la région. L'exode massif des jeunes de moins de 30 ans vers les grands centres urbains du Québec, lequel est d'ailleurs en bonne partie responsable du fait que le pourcentage de la population régionale ayant fréquenté l'université soit nettement moindre que celui du Québec, est sans doute le phénomène démographique le plus dramatique que connaît actuellement le SLSJ.

Les études collégiales: accessibilité, diplomation et abandon

Le phénomène de l'abandon scolaire au collégial n'est pas nouveau. Les données récentes permettent de comparer le taux de non-diplomation selon que l'étudiant est inscrit en formation pré-universitaire ou technique. Au Québec, le taux de non-diplômés s'élève à 24,4% après quatre ans pour la cohorte de 1988 en formation pré-universitaire. Pour la même année, ce taux est de 39,6% en formation technique (MEQ, 1995, pp. 61-63). On sait par ailleurs qu'une proportion relativement importante de réinscrits après

quatre ans (11,7% en formation pré-universitaire et 15,7% en formation technique) n'obtiendront jamais leur diplôme.

Nous avons réalisé une étude longitudinale rétrospective (Veillette et al., 1993) permettant de retracer, entre 1981 et 1991, les étapes du cheminement scolaire d'une cohorte de 4 405 élèves du SLSJ, à partir du début de leurs études secondaires jusqu'à la fin, le cas échéant, de leurs études collégiales. Il a été possible de repérer le quartier de résidence des élèves en 1^{re} secondaire et ensuite leur origine sociale. Ainsi, les analyses sont basées sur les caractéristiques du milieu d'origine de l'élève en 1981, soit au moment où il entreprend ses études secondaires. On se trouve alors à cerner le décor sociogéographique et culturel dans lequel ont commencé à se préciser ses aspirations scolaires et ses choix professionnels.

Le sexe, l'âge et le réseau d'enseignement fréquenté

Au total, parmi les 4 405 jeunes inscrits en 1^{re} secondaire, 2 659 élèves (60,4%) ont accédé aux études collégiales et 1 538 élèves (34,9%) y ont obtenu une sanction d'études au cours de la période d'observation. Ces taux sont fort comparables aux taux québécois. Au SLSJ, le taux d'accès des filles au collégial (66,1%) est supérieur à celui des garçons (54,9%) et leur taux d'accès à une sanction d'études collégiales y est 1,4 fois plus élevé (soit 40,9% comparativement à 29,2%).

On observe aussi que plus les élèves sont âgés à leur arrivée au secondaire, moins ils accèdent au collégial. Ainsi, le taux d'accès au collégial des élèves âgés de 13 ans en 1^{re} secondaire (30,1%) est 2,5 fois moins élevé que celui des élèves âgés de 12 ans en 1^{re} secondaire (74,2%). Le taux d'accès à une sanction d'études collégiales des premiers est quatre fois moins élevé que celui observé chez les seconds (soit 10,6% comparativement à 46,0%).

Les facteurs géographiques et socio-économiques

Au Saguenay—Lac-Saint-Jean, il appert que d'importantes disparités géographiques persistent quant aux chances des élèves de 1^{re}

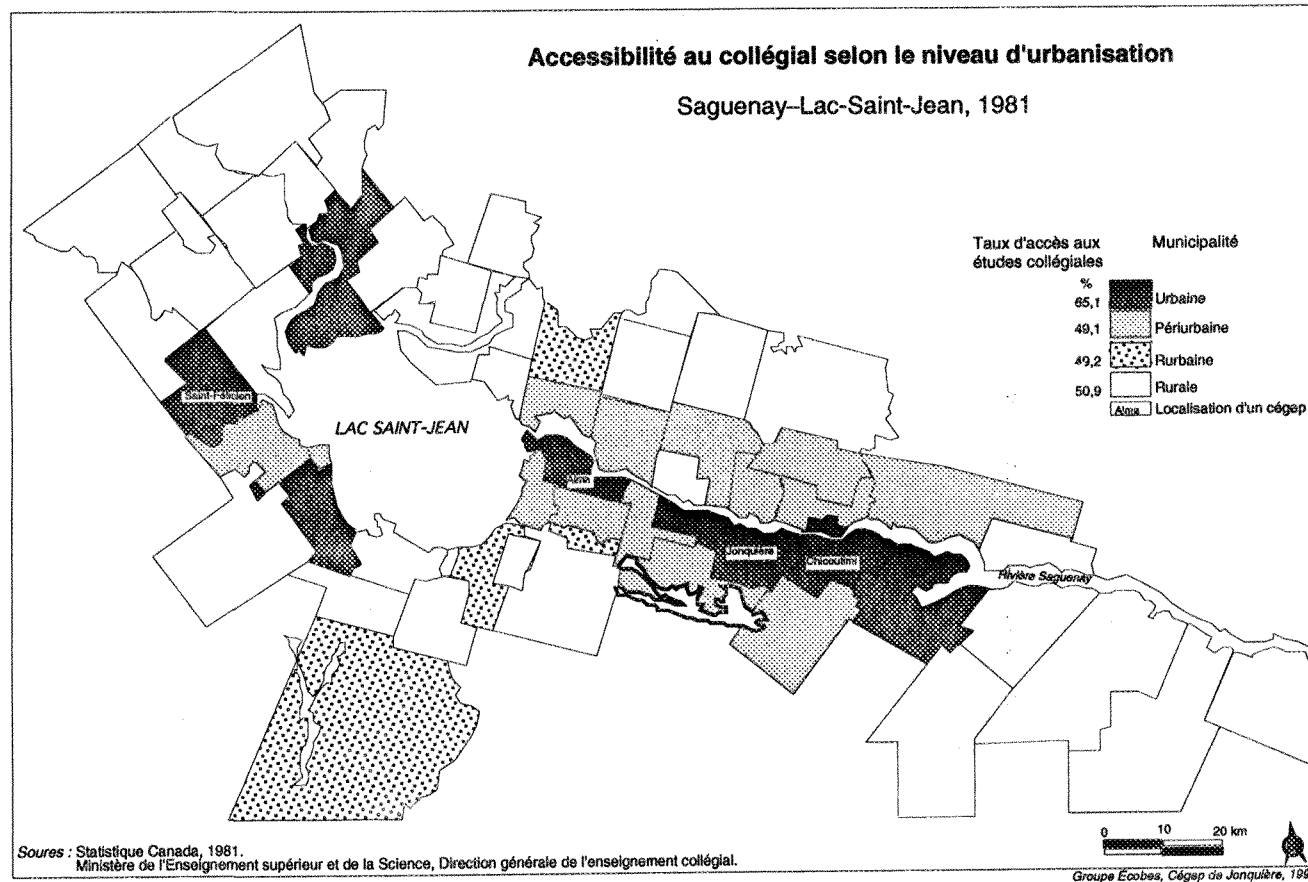
secondaire d'accéder au collégial et d'y obtenir une sanction d'études. Les élèves qui résidaient dans l'une des quatre municipalités où sont situées les institutions d'enseignement collégial se trouvent, dix ans plus tard, surreprésentés dans l'effectif ayant accédé au collégial et encore davantage dans celui ayant obtenu une sanction d'études collégiales (carte 1).

Le fait qu'une municipalité soit située à proximité d'un ou de plusieurs cégeps contribue à favoriser l'accès au collégial. La distance à parcourir est l'un des facteurs explicatifs des différences observées entre les taux d'accès au collégial dans chaque municipalité. L'un des clivages observés les plus significatifs est sans contredit celui touchant les différences d'accès aux études collégiales selon que l'élève réside en milieu urbain ou non.

Afin de rendre compte des liens existant entre l'origine socio-économique et le cheminement scolaire, une analyse approfondie de la cohorte de 1981 a été réalisée à l'échelle des quartiers de l'agglomération de Chicoutimi-Jonquière pour les 1 748 élèves concernés. Alors que seulement 50,3% des élèves originaires de la zone socio-économique défavorisée accèdent au collégial au cours de la période de dix ans, plus de 84,1% des jeunes résidant dans la zone aisée y parviennent. Pour leur part, les étudiants de la classe moyenne ont un taux d'accès intermédiaire de 64,9%.

La réussite au secondaire et l'accès à un diplôme collégial

Les données sur la réussite scolaire permettent également de s'interroger sur les politiques d'admission aux études postsecondaires et fournissent des informations utiles pour le dépistage des élèves à risque. Si les élèves plus performants au secondaire réussissent à obtenir en très grand nombre un diplôme du collégial (85,4%), il en va bien autrement pour les élèves ayant eu des résultats plus modestes. Ainsi, on constate que parmi les élèves ayant eu des résultats moyens au secondaire, seulement 60,0% obtiennent un diplôme au collégial. Par contre, la persévérance jusqu'à la diplomation collégiale est particulièrement faible (inférieur à 30%) chez les élèves ayant obtenu au secondaire une moyenne inférieure à 65.



L'interruption des études à l'université

On dispose de données administratives moins explicites sur l'interruption des études à l'université. D'ailleurs, comme l'affirme Chenard (1987), on doit prendre certaines précautions pour bien circonscrire le terme «abandon» à l'université. Un abandon est défini comme un départ sans diplôme déclaré après six sessions d'absence. Le taux d'abandon cumulé après cinq ans s'élève, pour le Québec, à 26,1% chez les étudiants inscrits à temps complet et à 57,7% chez ceux inscrits à temps partiel. Les taux observés à l'UQAC sont légèrement supérieurs pour les deux groupes d'étudiants, s'établissant respectivement à 28,6% et 58,8%.

À l'UQAC, près de la moitié des étudiants qui entreprennent un baccalauréat ne le termineraient pas, si l'on projette sur trois années le taux d'abandon obtenu (environ 15%) au cours de la première année (Privé et Thériault, 1995, p. 43). On constate également qu'à l'automne 1994, les garçons sont surreprésentés dans l'effectif ayant interrompu leurs études; ils représentent 54,2% de l'effectif alors qu'ils constituent 43,6% de la clientèle totale inscrite à neuf crédits et plus à l'UQAC (Idem, p. 11).

L'ABANDON SCOLAIRE: UN PROBLÈME SOCIAL

Les données récentes sur l'abandon scolaire au secondaire, au collégial et à l'université sont explicites et convaincantes: il reste beaucoup de travail à faire pour améliorer les taux de diplomation à tous les ordres d'enseignement. De plus, une culture de formation continue n'est pas encore solidement enracinée dans notre société. Pourtant, il y a un fort consensus qui se dégage quant aux exigences actuelles et futures du marché du travail: une formation de plus en plus poussée est requise. Comment expliquer ces situations paradoxales, alors que les jeunes ne sont sans doute pas les seuls en cause? Au contraire, n'est-ce pas la société entière qui a décroché de l'école?

Au cours de la décennie 80, le phénomène du travail rémunéré chez les étudiants est devenu de plus en plus omniprésent. Il s'ensuit une possible dévalorisation de la période qu'un jeune consacre à sa

formation. Les parents et le système d'éducation tolèrent que bon nombre de jeunes fassent deux choses à la fois. Si les parents ne perçoivent pas toujours les conséquences néfastes du travail rémunéré sur la motivation et l'engagement dans le projet d'études de leurs jeunes, les établissements de formation se voient souvent contraints de diminuer leurs exigences (temps d'études, envergure des travaux et examens), ce qui peut entraîner une baisse de la qualité de la formation. Il faut ajouter à cela le climat de morosité engendré par l'opération d'assainissement des finances publiques. Nous sommes loin du leitmotiv combien plus stimulant «Qui s'instruit, s'enrichit!» véhiculé par les artisans de la Révolution tranquille.

Le décrochage et la pauvreté: deux facettes de l'exclusion sociale

Pauvreté et décrochage font partie de la même spirale de l'exclusion sociale. Une étude récente sur les aires sociales et les conditions de vie au Saguenay démontre jusqu'à quel point les taux de scolarisation de la population de 15 ans et plus opposent les quartiers aisés aux quartiers défavorisés (Perron et al., 1995). Pourquoi le lien est-il si étroit entre la scolarisation et le niveau socio-économique à l'échelle des individus et des populations?

Premièrement, si le chômage touche davantage les jeunes, il affecte également davantage les moins scolarisés (Moreau, 1995, p. 27). Deuxièmement, la corrélation entre le degré de scolarité et le niveau de revenu n'est plus à démontrer, telle qu'elle a été établie par de nombreux auteurs (Gauthier, 1993; Moisset et Toussaint, 1992; Demers, 1991). Troisièmement, le degré de scolarité et les habitudes de vie étant étroitement liés, il en résulte que la scolarité et le revenu constituent des déterminants très importants de l'état de santé. De nombreuses recherches ont clairement établi un lien étroit entre le niveau socio-économique, l'état de santé et l'espérance de vie (Wilkins et al., 1990; Veillette et al., 1992). Quatrièmement, aux problèmes de santé que risquent de connaître les personnes à faible revenu et les personnes sous-scolarisées s'ajoutent des problèmes de délinquance et de criminalité. En effet, près de 70% des individus

contrevenants seraient des décrocheurs et 41% d'entre eux auraient décroché avant l'âge de 16 ans (Montégiani et Souci, 1994).

Un coût social considérable

Le phénomène du décrochage scolaire constitue une problématique très préoccupante qui touche non seulement l'ordre d'enseignement secondaire mais également, comme on l'a vu, les ordres collégial et universitaire. Dans une recension des écrits réalisée pour le compte du ministère de la Sécurité du revenu, Moreau fait état d'une étude récente portant sur les coûts sociaux du décrochage scolaire au Canada pour une année donnée:

Pour le Québec, les auteurs [Moisset et Toussaint, 1992] ont appliqué un ratio de 30% des pertes du Canada, ce qui correspond à un manque à gagner fiscal de 4 à 5 milliards de dollars, soit les deux tiers des dépenses globales pour l'enseignement primaire et secondaire au Québec en 1989» (1995, p. 33).

Si l'on applique un ratio pour représenter le poids démographique du SLSJ (soit environ 5% du Québec), on en arrive à un coût social de l'ordre de 200 millions de dollars pour la région. Moreau retient aussi cette conclusion: «Le coût du décrochage scolaire au Québec est particulièrement élevé quand on calcule la perte de revenu national et le manque à gagner fiscal qu'il entraîne».

LA SCOLARISATION DES JEUNES ET LE DÉVELOPPEMENT DU MILIEU

Plusieurs auteurs appuient la thèse voulant que l'éducation ait un rôle central à jouer en matière de développement local ou régional. D'autres chercheurs, en particulier des économistes, tentent d'évaluer la rentabilité économique de l'éducation. Si la rentabilité individuelle a été maintes fois confirmée, qu'en est-il, encore une fois, de l'avancement d'une collectivité?

D'après la théorie du capital humain de Schultz (1961), la croissance économique d'une société est, toutes choses étant égales par ailleurs,

proportionnelle à l'accroissement du niveau d'instruction des membres qui la composent. L'employeur fait appel à une main-d'oeuvre qualifiée et compétente pour maximiser ses profits. Par ailleurs, la décision de poursuivre ou non des études est prise par un jeune en estimant les avantages à en retirer par rapport aux coûts occasionnés et au manque à gagner (Lemieux, 1993, p. 32). Pour sa part, Weale réaffirme que «l'influence de l'éducation sur la fécondité et la santé est très importante» (1993, p. 6.) Or, la fécondité et la santé dont parle Weale constituent, à notre avis, d'autres déterminants majeurs du développement régional et c'est, en ce sens, un autre angle permettant de saisir l'éducation comme un rouage essentiel du développement.

Les rapports entre l'exode des jeunes et leur niveau de formation sont maintenant mieux connus. En 1991, au SLSJ, 12,6% de la population âgée de 15 ans et plus a fréquenté l'université (avec obtention d'un grade ou non), ce qui représente une progression de 30% en dix ans. Pour la même période (1981-1991), le Québec affiche une progression légèrement supérieure (35%), le taux de fréquentation universitaire se situant à 18,2% en 1991. Pour expliquer l'écart entre le SLSJ et le Québec à ce chapitre, on doit absolument considérer l'impact de l'exode massif des jeunes de moins de 30 ans, phénomène qui fait en sorte que plusieurs milliers de jeunes de la région saguenéenne, détenant un grade universitaire, sont comptabilisés dans d'autres régions du Québec.

Pour que la formation devienne un outil de développement régional, il faut que les jeunes les mieux formés puissent y faire valoir leurs compétences. Compte tenu de la rareté des emplois disponibles, il est nécessaire que la formation soit au coeur du nouveau processus de création d'emplois. La formation doit alors mettre l'accent sur l'acquisition de connaissances nouvelles qui stimulent la mise en valeur du potentiel du milieu (Bergeron, 1990) et sur la création d'entreprises qui génèrent des activités nouvelles (Prévost, 1993).

DE NÉCESSAIRES ALLIANCES

Lors de l'élaboration du Plan stratégique de développement du SLSJ, adopté par le Conseil régional de concertation et de

développement (CRCD) au cours de l'année 1994-1995, le groupe d'experts en éducation (composé de représentants des trois ordres d'enseignement) a retenu l'abandon scolaire et la réussite éducative comme enjeux cruciaux et prioritaires ayant des impacts déterminants sur le développement économique et sur l'émergence de nombreux problèmes sociaux (pauvreté, criminalité, drogues...).

Il fut donc convenu de déposer une stratégie d'intervention dont le libellé était le suivant: «Réduire le décrochage scolaire par une action concertée des intervenants de tous les niveaux scolaires, des employeurs et de l'ensemble des acteurs régionaux». Les participants aux États généraux sur l'avenir du Saguenay—Lac-Saint-Jean ont accepté d'emblée cette proposition et les maîtres d'oeuvre conjoints (université, cégeps, commissions scolaires) ont formé un groupe de travail visant à y donner suite dans le milieu.

Le 15 décembre 1995, un plan d'action régional sur l'abandon scolaire était adopté par le CRCD. Il contient les résultats attendus suivants: a) susciter un débat public sur les mesures à prendre pour contrer l'abandon scolaire; b) réduire de dix points le taux de décrochage à chaque ordre d'enseignement d'ici cinq ans; c) mettre en place dans le milieu des mesures de dépistage précoce des élèves à risque; d) implanter dans chaque institution un programme de prévention de l'abandon scolaire.

La situation apparaissait à ce point urgente qu'il fallait viser des actions concrètes au cours de l'année 1996-1997, en tenant compte d'un calendrier étalé sur cinq ans. Nous estimions également pouvoir profiter de ressources financières importantes pour réaliser le plan d'action, soit environ 300 000\$ par année, somme provenant à la fois du secteur public et du secteur privé.

Il est intéressant de constater que, moins de six mois après l'acceptation de cette stratégie d'action, les étapes suivantes ont été franchies. Une rencontre avec les représentants de tous les partenaires (plus de 75 participants), tenue le 25 avril, a permis de mettre en place le Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire (CREPAS) et mandaté le groupe ECOBES du Cégep de Jonquière à titre de chargé de projet pour réaliser le plan d'action.

Le nouveau conseil d'administration s'est déjà réuni à trois reprises et a accepté officiellement le plan préliminaire visant quatre catégories d'actions: a) projets à caractère régional; b) projets sectoriels; c) projets de recherche appliquée; d) projets de support aux actions locales. On discute présentement de la possibilité d'une entente spécifique sur l'abandon scolaire entre le CRCD et le gouvernement du Québec pour supporter nos actions.

Depuis la tenue des assises du RQIIAC, des décisions importantes ont été prises par le milieu pour assurer le succès des actions du CREPAS. D'abord, le CRCD a accepté de financer le démarrage des opérations à même le Fonds d'interventions régionales (FIR) pour un montant substantiel. Cet organisme a aussi accepté de prioriser l'abandon scolaire et de négocier une entente spécifique, à titre d'annexe à l'entente cadre qui devrait être signée avec le gouvernement du Québec. Puis, le conseil d'administration du CREPAS a accepté officiellement le plan d'action pour 1996-1997 et formé six comités aviseurs composés de membres du CA et de représentants du chargé de projets (Groupe ECOBES) pour chaque volet du plan d'action, à savoir: un plan de sensibilisation et de communications; un bilan des projets réalisés par les institutions; le support à la réalisation de projets concrets; un volet «éducation» à l'Exposciences régionale; un atlas informatisé de l'éducation; le financement.

Tous les éléments de ce plan d'action sont déjà en opération et les médias d'information ont été invités à prendre connaissance du dossier global lors d'une conférence de presse. Il n'est pas vain de rappeler également que le Conseil supérieur de l'éducation a publié en juin dernier un avis sur l'abandon scolaire et qu'il insiste justement sur le partenariat affirmant que «s'entourer de partenaires externes constitue un incontournable pour l'école» (CSE 1996, pp.: 65-67). Enfin, le rapport final des États généraux sur l'éducation déposé en octobre 1996 propose de «rénewer notre système d'éducation en dix chantiers» (MEQ, 1996). Sans le partenariat, il est inutile de penser aboutir à des résultats concrets pour un bon nombre de chantiers.

LES PRINCIPAUX DÉFIS À RELEVER

Dans l'effort de réflexion et de mobilisation que nous amorçons, six défis semblent particulièrement importants et incontournables. Le premier défi est celui de la consolidation des acquis de la démocratisation tout en maintenant un niveau élevé d'exigences. On doit admettre que l'égalité des chances en matière d'accès à l'éducation supérieure n'est pas encore acquise pour tous les segments de la population. Les élèves issus des milieux défavorisés sont exposés à une culture qui valorise l'action, une culture centrée sur le temps présent et, enfin, une culture qui valorise la coopération.

Dans le contexte économique actuel, il sera difficile par exemple de poursuivre la lutte au décrochage scolaire en milieu défavorisé tout en gardant le cap sur un rehaussement des exigences académiques. Pour rester au rang des sociétés avancées et prospères, nous devons pourtant faire face à cette double exigence.

Le second défi renvoie à la nécessité de «raccrocher» l'école aux besoins des jeunes. Il faut tenir compte davantage de la diversité des intérêts, des aptitudes et des valeurs des jeunes par opposition à une formation de base commune pour tous. C'est le défi de la situation plurielle et de la personnalisation des cheminements scolaires auquel l'école doit être plus sensible.

Le troisième défi concerne l'imputabilité des enseignants, des professionnels et des cadres scolaires. Nous sommes frappés par la dichotomie entre l'univers de la classe, d'une part, et celui de l'école ou du système éducatif, d'autre part. La relève qui entre dans le système scolaire doit incarner une volonté de professionnalisme collectif basé sur le partenariat et la concertation entre les parents, les enseignants et les cadres. Nous croyons que cet engagement des enseignants va de pair avec une plus grande imputabilité des écoles, des maisons d'enseignement et des individus qui y travaillent. Comme le constate le Conseil supérieur de l'éducation:

[...] l'obligation de l'évaluation et de l'imputabilité dans le système est une question de justice et d'équité vis-à-vis des élèves et de la population. Le système doit pouvoir témoigner de son produit [...] et rendre compte de l'efficacité des

actions tout autant que des coûts qu'elles ont générés (1992, p. 37).

Il est clair que toute volonté de renforcer l'imputabilité devra s'accompagner de mesures pour rapprocher l'école et le citoyen dans le contexte d'une décentralisation des pouvoirs et d'une véritable régionalisation de l'action de l'État.

Le quatrième défi réfère à la responsabilisation des jeunes au regard de leur projet d'études. Car, faut-il le souligner: «L'éducation est une oeuvre collective et, sans l'engagement des élèves, aucune réussite n'est possible». Les points de vue des étudiants (au collégial) sont assez explicites quant aux conditions de réussite qui doivent prévaloir: il faut favoriser une culture d'entraide entre pairs et privilégier une approche intégrée des apprentissages où l'articulation scolaire-parascolaire est assurée. C'est dans cette dernière perspective que le Conseil permanent de la jeunesse a déjà recommandé la mise en place dans chaque municipalité d'un comité aviseur jeunesse et la création d'un bureau de services communautaires-jeunesse dans chaque municipalité régionale de comté (MRC).

Le cinquième défi touche la nécessité de maîtriser le changement en éducation et de privilégier la recherche comme outil de développement. S'inspirant du concept de «veille technologique», le Conseil supérieur de l'éducation recommande la «veille éducative» et prône la voie du changement continu. Dans ce contexte, il devient nécessaire de «se garder des temps forts pour faire le point ou le bilan de l'évolution du système». Il faut pouvoir disposer de portrait de l'éducation et de données précises sur l'évolution du système.

Le sixième défi réfère à la nécessité d'une concertation régionale sans précédent. On se doit de réitérer les consensus obtenus lors des États généraux sur l'éducation quant à «la nécessité d'un effort collectif et d'un engagement de toutes les forces vives de la société» pour la recherche des solutions au décrochage scolaire et pour une opération de revalorisation de l'école. D'ailleurs, considérant que le niveau de scolarisation est un déterminant majeur de l'état de la santé et du bien-être, la Régie régionale de la santé et des services sociaux et les CLSC ont adopté, dans le plan d'action régional, diverses stratégies d'action visant à réduire le décrochage scolaire, notam-

ment en milieu défavorisé. «En éducation, il serait peut-être temps de cesser d'être solitaires pour devenir solidaires», comme le suggère le Conseil supérieur de l'éducation en reprenant les termes de l'écrivain Albert Camus.

CONCLUSION

Plusieurs observateurs en conviennent: le niveau de scolarisation n'a cessé de croître au Québec depuis le Rapport Parent. Par contre, il est généralement admis aussi que l'égalité des chances en matière d'accès à l'éducation supérieure n'est pas encore acquise pour tous les segments de la population. Comme le démontre nos études, au plan scolaire, le SLSJ présente un bilan acceptable par rapport au Québec et les deux sous-régions considérées globalement, soit le Saguenay et le Lac-Saint-Jean, offrent peu de contrastes quant aux indicateurs des cheminements scolaires des jeunes.

Par ailleurs, un regard plus approfondi montre que l'éloignement des cégeps, le caractère périurbain ou rural de la municipalité de résidence de l'élève en 1^{re} secondaire de même que l'absence d'un transport organisé apparaissent des facteurs contribuant à abaisser de façon significative les possibilités d'accès aux études postsecondaires.

On constate, en outre, que les clivages socio-économiques ont des effets plus prononcés sur la persévérance scolaire au niveau secondaire qu'au niveau collégial, si bien qu'une proportion importante d'élèves moins bien nantis se trouvent déjà exclus du système scolaire au moment du passage aux études collégiales. On saisit alors comment les stratégies individuelles peuvent, elles aussi, influencer sur la mobilité sociale, engendrant ou perpétuant des inégalités. De telles inégalités de scolarisation sont directement reliées au renforcement des disparités socio-économiques, du moins à l'échelle locale, et on a toutes les raisons de croire qu'elles ne sont pas profitables au développement régional.

D'autre part, la concertation régionale amorcée par la création du CREPAS et l'adoption du plan d'action pour l'année en cours s'inscrivent essentiellement dans la foulée des États généraux sur

l'éducation qui souhaitent que telle concertation des différents intervenants socio-économiques soit amorcée si l'on veut trouver des moyens plus efficaces pour prévenir et contrer l'abandon scolaire. Qui plus est, on constate que les différents acteurs régionaux ont déjà la certitude que la prévention de l'abandon scolaire est un moyen essentiel pour favoriser le développement régional.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, le SLSJ est entré dans une ère de fréquentation de masse qui, normalement, devrait être profitable à son développement social et économique, à la condition cependant que la situation de l'emploi s'améliore chez les jeunes diplômés pour éventuellement freiner leur exode. Les douze commissions scolaires, les quatre cégeps et l'UQAC constituent un bassin d'emploi qui est déjà un puissant moteur de développement. Mais, à l'image de l'entreprise privée, les institutions scolaires devront de plus en plus composer avec de nouvelles clientèles et des modèles diversifiés de fréquentation scolaire (Lessard, 1994). Les élèves de la cohorte de 1981 dont nous avons examiné le cheminement scolaire incarnent déjà ces nouvelles réalités: allongement de la durée des études, études à temps partiel, travail rémunéré à temps partiel, abandons temporaires des études, changements de programme de formation. C'est le défi de la situation plurielle et de la personnalisation des cheminements scolaires auquel l'école doit être plus sensible. Comme le soulignait Paul Inchauspé (1993):

On a mis en place des systèmes qui sont des systèmes pour tous. Mais cela ne marche pas, cela pose des problèmes particuliers. Pour les résoudre, il faut mettre à distance le paradigme sur lequel nous vivons.

NOTES

- ¹ Les auteurs expriment leurs remerciements à Laurent Richard et Fernand Palin qui ont fourni des renseignements utiles à la rédaction de cet article. La réflexion proposée ici s'appuie sur un document plus substantiel que les auteurs ont produit à l'occasion de la mise sur pied du Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire (CREPAS) en avril 1996. Notons que le Groupe ECOBES est mandaté par le CREPAS à titre de chargé de projet.

- ² Il s'agit des diplômes suivants: DES (diplôme d'enseignement général ou professionnel de 5^e ou 6^e secondaire), DEP (diplôme d'études professionnelles), CEP (certificat d'études professionnelles), ASP (attestation de spécialité professionnelle).

RÉFÉRENCES

- AUMOND, M. et F. BEAULIEU (1994). «En Ontario, on raccroche», *Éducation et francophonie*, vol. XXII, n°2, pp. 32-39.
- BERGERON, G. (1990). «La création de réseaux d'innovation technologique territorialisés: une stratégie de maîtrise des transformations technologiques», dans *Technologie et territoire*, UQAC, GRIR, pp. 51-67.
- CHENARD, P. (1987). *L'abandon des études et les mesures favorisant la rétention. Le point de vue américain*, Université du Québec, Service de la planification et de la recherche institutionnelle, 21 p.
- CONSEIL PERMANENT DE LA JEUNESSE (1992). *Élèves au travail*, Québec, Gouvernement du Québec, 56 p.
- CONSEIL RÉGIONAL DE CONCERTATION ET DE DÉVELOPPEMENT-02 (1995). *Planification stratégique régionale du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Donnons-nous les moyens de construire notre avenir*, Jonquière, 92 p.
- CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION (1996). *Contrer l'abandon scolaire au secondaire: rétablir l'appartenance scolaire*, Québec, Gouvernement du Québec, 112 p.
- CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION (1995a). *Des conditions de réussite au collégial.*, Québec, 124 p.
- CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION (1995b). *Vers la maîtrise du changement en éducation*, Québec, Gouvernement du Québec, 91 p.
- CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION (1992). *L'enseignement supérieur: pour une entrée réussie dans le XXI^e siècle*, Québec, Gouvernement du Québec, 201 p.

- DEMERS, M. (1991). *La rentabilité du diplôme*, Québec, ministère de l'Éducation.
- DROLET, M. (1992). «L'enseignement en milieu socio-économiquement faible: des pratiques pédagogiques ajustées aux caractéristiques socioculturelles», dans *Pour favoriser la réussite scolaire. Réflexions et pratiques*, éditions Saint-Martin, pp. 104-119.
- GAUTHIER, M. (1993). *La pauvreté, le cas des jeunes*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- GILBERT, S., L. BARR, W. CLARK, M. BLUE et D. SUNTER (1993). *Après l'école. Résultats d'une enquête nationale comparant les sortants de l'école aux diplômés d'études secondaires âgés de 18 à 20 ans*, Ottawa, Ministère des Approvisionnements et Services, 76 p.
- INCHAUSPÉ, P. (1993). «On peut toujours», *Cégepropos*, vol. 22, n° 3, pp. 4-7.
- LARUE, A. et P. CHENARD (1992). *L'état de la scolarisation en Abitibi-Témiscamingue. Rapport explicatif*, Université du Québec, Vice-présidence à la planification, Service de la recherche institutionnelle, 61 p.
- LEGENDRE, R. (1993). *Dictionnaire actuel de l'éducation*, Montréal, Guérin éditeur.
- LEMIEUX, N. (1993). *Stages, alternance école-travail et insertion professionnelle de jeunes employées de bureau*, Québec, Université Laval, 324 p.
- LESSARD, C. (1994). «L'école de l'an 2000: quatre défis à relever sans tarder!», *Revue des sciences de l'éducation*, vol. XX, n° 3, pp. 547-561.
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION (1996a). *Les États généraux sur l'éducation 1995-1996. Exposé de la situation*, Québec, Ministère de l'Éducation, 132 p.
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION (1996b). *Indicateurs de l'éducation 1995*, Québec, Ministère de l'Éducation, 127 p.
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION (1996c). *Les États généraux sur l'éducation 1995-96. Rapport final*, Québec, Ministère de l'Éducation, 90 p.
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION (1995). *Indicateurs de l'éducation, édition 1994*, Québec, Ministère de l'Éducation, 111 p.

- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION (1994). *Diplomation par commission scolaire et résultats aux épreuves uniques de juin 1993 par commission scolaire et par école*, Québec, Ministère de l'Éducation, 146 p.
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION (1991). *La réussite scolaire et la question de l'abandon scolaire*, Québec, Ministère de l'Éducation, 55 p.
- MOISSET, J. et P. TOUSSAINT (1992). «Pourquoi faut-il combattre l'abandon scolaire? Une perspective socio-économique», dans CRIRES - FECS, *Pour favoriser la réussite scolaire. Réflexions et pratiques*, Québec, CEQ et éditions Saint-Martin, 347 p.
- MONTÉGIANI, M. et N. SOUCI (1994). *Portrait de la clientèle correctionnelle du Québec*, Québec, Ministère de la Sécurité publique.
- MOREAU, L. (1995). *La pauvreté et le décrochage scolaire. La spirale de l'exclusion*, Québec, Ministère de la Sécurité du revenu, 46 p.
- PERRON, M., L. RICHARD et S. VEILLETTE (1995). *Aires sociales et conditions de vie au Saguenay — Un outil de développement régional*, Jonquière, Groupe ECOBES, Cégep de Jonquière, 96 p.
- PRÉVOST, P. (1993). *Entrepreneurship et développement local. Quand la population se prend en main*, Charlesbourg, Fondation de l'entrepreneurship, 198 p.
- PRIVÉ, M. et R. THÉRIAULT (1995). *Enquête sur l'interruption des études à l'UQAC*, Chicoutimi, UQAC, 51 p.
- SCHULTZ, W. (1961). «Investment in Human Capital», *American Economic Review*, mars.
- THIVIERGE, J., S. VEILLETTE et M. PERRON (1995a). *Le cheminement scolaire des garçons et des filles au secondaire. Un résumé des plus récentes données disponibles sur la diplomation et l'abandon scolaire*, Jonquière, Cégep de Jonquière, Groupe ECOBES, 58 p.
- THIVIERGE, J., S. VEILLETTE et M. PERRON (1995b). *La scolarisation des garçons et des filles dans les commissions scolaires Baie-des-Ha! Ha!, du Lac-Saint-Jean et de Normandin. Une analyse des données récentes sur la diplomation et les sorties sans diplôme*, Jonquière, Groupe ECOBES, Cégep de Jonquière, 47 p.

- VEILLETTE, S., M. PERRON et D. LESSARD (1995). *La scolarisation des garçons et des filles dans les commissions scolaires Baie-des-Ha! Ha!, du Lac-Saint-Jean et de Normandin*, Jonquière, Groupe ECOBES, Cégep de Jonquière, 65 p.
- VEILLETTE, S., M. PERRON et G. HÉBERT (1993). *Les disparités géographiques et sociales de l'accessibilité au collégial. Étude longitudinale au Saguenay—Lac-Saint-Jean*, Jonquière, Groupe ECOBES, Cégep de Jonquière, 163 p.
- VEILLETTE, S., M. PERRON et G. HÉBERT (1992). *La mortalité dans les aires sociales de l'agglomération de Chicoutimi-Jonquière*, Jonquière, Groupe ECOBES, Cégep de Jonquière, 88 p.
- WEALE, M. (1993). «Rentabilité et externalités positives de l'éducation». *Problèmes économiques*, vol. 2.352-2.353, pp. 6-10.
- WILKINS, R., O. ADAMS et A. BRANKER (1990). «Faits saillants d'une nouvelle étude sur l'évolution de la mortalité selon le revenu dans les régions urbaines du Canada entre 1971 et 1986», *Maladies chroniques au Canada*, vol. 11, n°3, pp. 42-44.

SECTION 6

DES PROMESSES DE DÉVELOPPEMENT

REGARDS SUR UNE UTOPIE: LE REPEUPLEMENT RURAL

Laval DOUCET
Université Laval

J'ai passé les 20 premières années de ma vie en milieu rural, à Aston-Jonction, petit village de 400 personnes, et à Nicolet, petite ville de 5 000 habitants. Même si depuis, j'ai vécu à Québec, Montréal, Sherbrooke et Toronto, je vois que la campagne n'est pas sortie de moi, et c'est cette spontanéité naturelle qui, dans le dernier droit de ma carrière à l'Université, me ramène à la ruralité; d'un côté, je collabore avec Solidarité rurale du Québec depuis quatre ans et de l'autre, je mène un projet de développement économique communautaire à la Baie Sainte-Marie, en Nouvelle-Écosse. Me retrouver en milieu rural pour faire du travail, c'est comme naviguer avec le vent dans le dos. Mais cet entêtement pour la ruralité n'est pas de l'aveuglement. Non, au contraire, je vois trop bien cette destruction et le dépeuplement, qui s'en suit, m'attriste. Bien plus, animus, le cartésien qui se trouve en moi, a pratiquement vaincu avec ses démonstrations, ses statistiques et ses sombres pronostics ce qui restait d'anima, mon petit côté sensible, terrain fertile pour les émotions, les élans, l'utopie.

Mais je n'ai pas baissé les bras et, comme d'autres, il m'a semblé que si la rationalité humaine pouvait infléchir le cours des événements, je me devais, moi aussi, nonobstant mon pessimisme, de mettre l'épaule à la roue. C'est ainsi que je suis venu à Solidarité rurale et qu'à l'Université, je m'efforce de développer un centre d'intérêt sur la question du développement rural durable. Je travaille avec une dizaine d'étudiants, principalement à la maîtrise, et quelques-uns au doctorat pour relier l'organisation communautaire et la ruralité.

J'aborde donc le thème du repeuplement avec l'idée d'élargir mon secteur d'influence en attirant des praticiennes et des praticiens de

l'organisation communautaire à certains projets bien précis que je révélerai plus loin.

Je diviserai mon étude en trois parties distinctes:

- parmi les nombreuses études qui portent sur la revitalisation des milieux ruraux et des petites villes, certaines s'intéressent aux facteurs qui contribuent à la réussite des communautés; l'une d'entre elles examine même un profil composé de 20 indices. J'en ferai l'objet de mon premier point;
- mais comme ce portrait ne me satisfait qu'à demi, j'ai choisi plutôt de ne retenir, parmi ces indices, que les plus significatifs, c'est-à-dire ceux qui, selon mon expérience, semblent plus déterminants. Ce sera mon deuxième point;
- je terminerai en exposant quelques projets en rapport avec le repeuplement et la revitalisation.

LES INDICES DE SUCCÈS DES COMMUNAUTÉS

Le *Heartland Center for Leadership Development* au Nebraska a fait une étude auprès d'une centaine de leaders ayant des responsabilités régionales et une bonne connaissance de l'État du Nebraska. Ces derniers ont pointé 22 localités comme réussissant bien malgré l'adversité économique des temps. De ces 22 localités ayant une population s'étendant de 400 à 6 000 habitants, cinq ont été choisies comme échantillon. Dans chacune, on a interrogé 25 leaders. C'est le résultat de cette recherche que je vais transmettre sous la forme d'un tableau synoptique.

LES 20 INDICES DE SUCCÈS DES COMMUNAUTÉS¹

- 1) L'évidence de la fierté communautaire.
- 2) L'accent sur la qualité dans le monde des affaires et de la vie communautaire.

- 3) La volonté d'investir dans le futur.
- 4) Une approche participative à la prise de décision communautaire.
- 5) L'esprit de coopération dans la communauté.
- 6) Un pronostic réaliste sur l'évolution prochaine des événements dans les domaines économique, social, politique ou démographique.
- 7) Une perception juste sur la place à occuper au plan de la concurrence.
- 8) La connaissance de l'environnement physique et de son potentiel.
- 9) L'existence d'un programme de développement économique opérant.
- 10) Un savoir-faire éprouvé dans la transmission des pouvoirs à des leaders d'une génération plus jeune.
- 11) Un accueil favorable aux femmes dans le cercle des leaders.
- 12) Une confiance inébranlable et un appui à l'éducation.
- 13) Une approche pragmatique de solution de problème pour assurer les soins de santé.
- 14) Une orientation favorable à l'endroit de la famille multigénérationnelle (multi-generational).
- 15) Une présence marquée des institutions traditionnelles comme parties intégrantes de la vie communautaire.
- 16) Une préoccupation pour des infrastructures saines et opérantes.
- 17) Un usage sensé des ressources fiscales.

- 18) Un recours intelligent aux différentes ressources d'information.
- 19) Une volonté de recourir à l'aide en provenance de l'extérieur.
- 20) La conviction qu'en définitive, ce sont les citoyens eux-mêmes qui sont les artisans du développement.

LES INDICES LES PLUS SIGNIFICATIFS

Ce qui fait l'intérêt pour les indices du Heartland Center, c'est, à mon avis, le fait qu'ils résultent d'une étude empirique. S'ils nous éclairent sur la réalité même du phénomène, on ne voit pas pour autant le poids de chacun. Et la question de savoir jusqu'où ils sont mutuellement exclusifs n'est pas écartée.

C'est ce qui m'a amené à vouloir en réduire le nombre sur la base très subjective de mon expérience personnelle. Je propose de les examiner en les associant selon une certaine logique, celle de l'acteur en situation d'intervention sur le terrain. Je me suis alors demandé comment ces indices clés pourraient s'intégrer et devenir opératoire dans le cadre d'un programme de revitalisation.

ATTEINDRE LA MASSE CRITIQUE

D'abord, il me semble que la revitalisation a peu de chance de réussir en deçà d'un certain poids démographique. Il faut une masse critique suffisante pour favoriser l'émergence d'une pluralité de leaders. Autrement, la fatigue, l'usure viendront à bout des quelques-uns qui doivent se partager tous les chapeaux des offices publics et communautaires. À mon sens, une population constituée de 1 500 à 2 000 personnes correspond au seuil nécessaire reconnu par plusieurs experts.

Il s'ensuit donc que pour les petites communautés, on doit penser au regroupement intermunicipal ou opter clairement pour l'immigration et le recrutement sélectif, sachant fort bien que la société rurale ne se régénère plus d'elle-même.

FAIRE SURGIR DES LEADERS

Une fois la masse critique en place, l'indice de succès le plus prometteur s'avère le leadership. Des leaders en quantité suffisante et bien qualifiés sont les moteurs premiers du développement et la condition sine qua non d'existence pour d'autres indices. Ainsi, ce sont les leaders qui enrichiront la vie communautaire; ce sont les leaders qui renforceront l'esprit de coopération et favoriseront l'émergence de programmes de développement économique. Quand on sait qu'à peine 20% des citoyens participent activement aux groupes civiques et communautaires, on comprend toute l'importance des leaders.

SUSCITER DES PROJETS ET UNE VISION DU FUTUR

Une communauté doit d'abord vivre — répondre aux besoins fondamentaux des membres — et développer une capacité économique par des projets, des entreprises, des emplois. Mais pour se perpétuer et répondre à d'autres besoins — sécurité, appartenance, estime, solidarité, accomplissement — la communauté doit développer sa capacité sociale que n'assure pas automatiquement la capacité économique. C'est en entretenant une vision réaliste du futur qu'émergeront ces projets capables de renforcer tant l'économique que le social.

APPRENDRE À RÉSOUDRE LES CONFLITS

Dans les milieux à faible population, «tricotés serrés» comme dit l'expression québécoise, la solidarité peut faire des merveilles, comme le prouvent les corvées traditionnelles; mais les conflits eux, peuvent tout paralyser et durer parfois très longtemps. La proximité, la connaissance intime entre des acteurs en opposition peuvent diviser les gens et empoisonner le climat social sur de longues périodes. Notre plus grand défi, c'est d'inventer des stratégies pour résoudre ces conflits.

PROMOUVOIR LA FIERTÉ LOCALE

Est-ce une cause ou est-ce un effet que la fierté? Sûrement un peu des deux. Prendre conscience de la beauté de notre histoire, du mérite de nos ancêtres et de la valeur de notre «différence rurale», ça ne peut conduire qu'à des sentiments de fierté. Mais également, d'autre part, prendre conscience de la dureté des temps, de la précarité de notre avenir et de la fragilité de nos moyens de résister à la dévitalisation requiert l'intervention d'un levier puissant; la fierté devient alors un moteur, une cause capable de fouetter la motivation et de conduire à l'action.

Jusqu'à maintenant, nous en avons beaucoup parlé de cette fierté, mais où en sommes-nous avec les stratégies pour la susciter et l'activer?

QUELQUES PROJETS EN RAPPORT AVEC LES INDICES DE SUCCÈS

Ce tour d'horizon du Heartland Center revêt un intérêt particulier, tant pour le monde de la recherche que pour celui de l'intervention: il propose une grille autour de laquelle nos efforts peuvent se conjuguer.

Comme professeur et chercheur en organisation communautaire, je me propose de porter une attention particulière sur le volet de la fierté et sur celui de la résolution de problèmes. Dans les deux cas, je souhaite travailler en partenariat avec des organisatrices et des organisateurs communautaires de milieu rural et de petites villes. Je propose donc la stratégie suivante:

PROMOUVOIR LA FIERTÉ PAR DES RETROUVAILLES VILLAGEOISES NATIONALES

L'idée sous-jacente à ce projet d'organiser un temps — une semaine — de retrouvailles villageoises, c'est de raviver la fierté des Québécois à l'endroit du monde rural et des petites villes. C'est là qu'un très grand nombre, pour ne pas dire une majorité, est né, a vécu et a

développé des liens affectifs. Une fois l'an, le Québec célébrerait le retour aux sources simultanément, ce qui permettrait d'organiser des échanges et des manifestations culturelles et sportives non seulement intramunicipales, entre résidents et ex-résidents, mais entre les localités pour favoriser encore davantage l'esprit des retrouvailles.

Le projet sera présenté à Solidarité rurale pour obtenir son parrainage. L'organisation régionale pourrait compter sur le concours gratuit d'étudiants-stagiaires en organisation communautaire qui, comme on le sait, travaillent sous la supervision de professionnels accrédités. Le format organisationnel pourrait varier d'une région à l'autre en conformité avec la culture régionale et ses institutions.

DES ÉTUDES DE CAS POUR APPRENDRE À RÉSOUDRE DES CONFLITS

Nous avons tous notre façon de voir et d'aborder les conflits communautaires. Parmi les écrits classiques à ce propos se trouve l'article de James S. Coleman intitulé «Community conflict»² qui, même s'il remonte aux années 50, demeure toujours un classique qui traite de l'anatomie des controverses. Quant aux stratégies pour les vaincre, il nous faut les inventer au quotidien.

C'est précisément sur ce volet des stratégies que je voudrais porter mon attention et je propose de procéder par la méthode inductive, c'est-à-dire du particulier au général: d'abord, recueillir les bons coups des praticiens en matière de résolution de conflits et en faire un recueil d'études de cas.

J'y vois deux avantages: le premier, suggérer des façons de faire; le deuxième, valider par l'usage les pratiques répertoriées.

Que ceux et celles que la chose intéresse se manifestent, ce qui permettra de lancer un réseau et de favoriser le développement des connaissances et du savoir-faire.

NOTES

- ¹ Traduction libre par l'auteur. L'ouvrage de référence est: Wall, Milon & Vicki Luther (1988). *20 Clues to Rural Community Survival*, Lincoln, Nebraska: Heartland Center for Leadership Development, 2^e édition.
- ² Coleman, James S. (1957). *Community conflict*, Free Press, New York. Selon Vincent Lemieux, politicologue de l'Université Laval, il s'agit d'une référence incontournable.

LA RECHERCHE ET L'ORGANISATION COMMUNAUTAIRE: DES ALLIANCES AU PROFIT DES COMMUNAUTÉS?

Linda VALLÉE
CLSC Jean-Olivier-Chénier

Marcel VINCENT
CLSC Rosemont

Gilles FORGET
Direction de la santé publique
de Montréal-Centre

Camil BOUCHARD
Université du Québec à Montréal

La mise en commun de ressources du réseau universitaire, de la santé publique, des CLSC et des communautés participe-t-elle toujours à l'émancipation des communautés, à leur appropriation de nouveaux pouvoirs? Si nous voulons que ces alliances soient au profit des communautés, quels sont les éléments qui doivent être au coeur de ces alliances? Le témoignage de représentants des réseaux universitaires, de la santé publique et des CLSC qui participent activement au projet PROSPERE depuis ses débuts (1993) illustre quelques-uns des enjeux de ces alliances, de certaines des conditions qui y prévalent et des résultats pour les communautés qu'on peut observer après deux ans d'efforts.

Afin d'améliorer la santé et le bien-être des enfants et de leurs parents, le projet PROSPERE poursuit deux objectifs:

- 1) développer un modèle d'intervention communautaire capable de mobiliser les membres d'une communauté vulnérable dans un plan d'action;

- 2) susciter, encourager et maintenir l'engagement des pères auprès de leurs tout-petits.

L'expérimentation de ce projet se réalise dans deux communautés de la région de Montréal, la municipalité de Pointe-Calumet et un secteur du quartier Rosemont, où la vulnérabilité est plus grande en raison de la présence de multiples stressseurs sociaux (pauvreté, monoparentalité, inactivité, sous-scolarité, abus et négligence, etc.). Le modèle d'intervention communautaire privilégié par ce projet est dit par immersion du territoire. Ce modèle se caractérise par trois éléments: l'action intersectorielle, le modèle écologique et une vision de la promotion de la santé qui mise sur une diversité de stratégies implantées d'une façon continue et massive auprès de plusieurs cibles. Cette expérimentation est issue d'une groupe de recherche, le groupe de recherche et d'action sur la victimisation des enfants (le GRAVE), qui regroupe des chercheurs de l'Université du Québec à Montréal et des représentants des Directions de la santé publique de Montréal-Centre et des Laurentides, les Centres jeunesse des mêmes régions et des représentants des CLSC Jean-Olivier-Chénier et Rosemont.

LE DÉVELOPPEMENT DU PROJET, DIFFÉRENTS CONTEXTES

Dans la foulée de rapports gouvernementaux sur la santé et le bien-être des enfants, des familles et de la population, des chercheurs de psychologie communautaire préoccupés par la victimisation des enfants proposent au CQRS le financement d'une infrastructure d'équipe de recherche. Les objectifs de ce programme du CQRS sont: le développement de la recherche sociale, le rapprochement de la recherche et de l'intervention et le transfert des connaissances. C'est donc autour de l'objectif de la promotion de l'engagement paternel que les chercheurs universitaires approchent les Directions de santé publique, les Centres jeunesse et les CLSC de la région de Montréal et des Laurentides afin d'expérimenter de nouveaux modèles d'intervention communautaire de promotion de la santé auprès de communautés vulnérables.

Des chercheurs d'établissements s'associent rapidement à l'équipe. Les Directions de la santé publique de Montréal-Centre et des Laurentides et des Centres jeunesse des mêmes régions se joignent au comité promoteur. Ces établissements sont en plein processus de réorganisation et centrent leurs pratiques de recherche et d'intervention sur des priorités régionales dont la santé et le bien-être des enfants, ainsi que sur la nécessité de développer des alliances avec des partenaires locaux. L'association de chercheurs offre aussi la possibilité à ces établissements d'aspirer à des subventions de recherche et d'orienter les organismes subventionnaires autour de leurs préoccupations.

Informée du projet, la direction d'un premier CLSC de la région des Laurentides, le CLSC Jean-Olivier-Chénier, indique son intérêt à y participer. Pour le CLSC, cette alliance lui offre l'occasion de tenter de nouveau la mobilisation communautaire dans une municipalité plus vulnérable de son territoire. L'affectation d'une organisatrice communautaire et la priorisation de ce dossier sont aussi des façons pour le CLSC de démontrer sa volonté d'utiliser l'action communautaire comme un outil de développement d'intervention en matière de prévention et de promotion de la santé.

Pour le second CLSC, le CLSC Rosemont, l'alliance se développe d'abord autour d'intervenants intéressés par la promotion de l'engagement paternel. Identifié comme un des territoires d'intervention par la recherche, tant à cause de la situation sociosanitaire des enfants qu'à cause d'éléments conjoncturels — le territoire de ce CLSC n'étant pas associé à d'autres interventions dans le cadre des priorités régionales — la direction s'engage à participer au projet dans la mesure où elle peut revoir cet engagement annuellement, lors de sa planification globale. Un organisateur communautaire et une travailleuse sociale sont mis à contribution pour développer ce modèle d'intervention communautaire et cette recherche-action. Pour le CLSC, cette mobilisation dans le milieu de la petite enfance amènera une meilleure connaissance de son milieu et des acquis en termes de concertation.

Les communautés seront approchées par la suite, les organisateurs communautaires réunissant les acteurs clés pour les informer du

projet. Une même démarche a lieu dans les deux territoires mais à une année d'intervalle.

La municipalité de Pointe-Calumet est située en milieu rural, au nord-ouest de Montréal, là où le transport en commun est pratiquement inexistant. L'accessibilité aux services sociaux et communautaires s'en trouve limitée. De toute façon, les gens de Pointe-Calumet préfèrent rester chez eux et se mobiliser autour de projets locaux d'entraide et de soutien. La municipalité a déjà fait l'objet d'une expérimentation. Celle-ci s'est terminée sans que les citoyens en tirent véritablement profit, ce qui a laissé des souvenirs doux-amers. D'ailleurs, tant de la part des acteurs du CLSC que de la part des citoyens, cette dernière expérience est souvent évoquée comme mise en garde à l'équipe de recherche. Le quartier de Rosemont possède, quant à lui, de nombreux organismes communautaires qui oeuvrent auprès des familles. Certains ont déjà entrepris des activités visant les pères de jeunes enfants. Comme pour bien des organismes communautaires, les expériences antérieures de collaboration avec des chercheurs n'ont pas toujours été vécues positivement et soulèvent toujours certaines résistances. Selon un représentant de l'organisme communautaire de Rosemont invité à participer à ce projet de promotion de l'engagement paternel, ces résistances tiennent à deux facteurs: la crainte de faire fuir la clientèle féminine et le sentiment d'être débordé de travail. Il s'interroge aussi sur la durée du projet et manifeste certaines inquiétudes en regard de ce qui est attendu des organismes du milieu, de la coordination du projet, de son type de financement et de sa continuité. De plus, les collaborations de la Direction de la santé publique et de l'UQAM dans les plans stratégiques de Montréal-Centre entraînent une méfiance de certains groupes envers ces institutions et le CLSC. Le contexte de la réorganisation a un effet direct sur les groupes communautaires qui voient davantage de difficultés à être reconnus et à recevoir un financement adéquat dans le contexte des coupures budgétaires de l'État.

LA CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS

Le projet PROSPERE s'amorce en 1993. Cette première année jette les bases de l'équipe de recherche sur la victimisation des enfants et

le projet de promotion de l'engagement paternel. Elle sert aussi à développer le partenariat. L'année suivante (1994) sert à mettre en place le comité promoteur. Le comité promoteur du projet réunit des représentants des réseaux universitaires, de la santé, des services sociaux et d'organismes communautaires. Il a le mandat de soutenir le développement d'un modèle communautaire de soutien à l'engagement paternel dans des communautés vulnérables et de témoigner des résultats de l'expérimentation. Le comité profite de cette première étape pour développer un consensus de base sur les orientations et les buts du projet.

Le comité promoteur voit, par la suite, à mettre sur pied un comité de pilotage dans chacune des communautés ciblées. Le comité de pilotage réunit des représentants du comité promoteur, des services de la santé, des services sociaux, des services de loisirs, du milieu scolaire, des organismes communautaires et des citoyens de la communauté. Il a le mandat de planifier, de réaliser et de participer à l'évaluation d'activités de promotion de l'engagement paternel inspirées du modèle communautaire proposé par le comité promoteur. La mise en place du comité de pilotage est assurée par les organisateurs communautaires des CLSC Jean-Olivier-Chénier et Rosemont. Ils sont appuyés par d'autres membres du comité promoteur, notamment des représentants des Directions de la santé publique de chacune des régions. La première réunion du comité de pilotage de Pointe-Calumet a lieu le 23 février 1995, celle du comité de pilotage de Rosemont, le 1^{er} novembre 1995.

Le développement de la recherche se fait tout au long de l'organisation du projet et comprend trois éléments principaux. L'analyse du milieu fait état du degré d'ouverture des services et des perceptions des intervenants et de la population à l'égard de l'engagement paternel. Cette étude descriptive est réalisée à l'aide d'entrevues individuelles, d'une analyse documentaire, d'observations et de groupes de discussion avec les intervenants et avec des parents de la communauté. Les conclusions de cette étude permettent aux comités de pilotage de mieux cibler leurs activités. Les enquêtes réalisées auprès des intervenants et des parents sont complétées pour les deux communautés.

L'analyse de l'implantation, de plus en plus considérée comme une étape cruciale de la séquence de développement des programmes dans le champ de l'intervention sociale, fait état de l'ensemble des facteurs associés à l'introduction d'une intervention. Cette démarche est réalisée selon la méthodologie de l'étude de cas multiples et comprend des entrevues semi-structurées auprès des principaux acteurs, une analyse documentaire, l'observation participante des comités et l'observation directe des activités. Elle permet de consolider ou de réorienter des aspects de l'intervention, mettre en contexte les résultats mesurés par l'évaluation des effets et dégager les éléments à retenir dans l'éventualité d'une dissémination de l'intervention à d'autres communautés. La collecte de données est amorcée.

L'analyse des effets fait état des changements observés dans la population. Elle repose sur un devis quasi expérimental auprès des communautés participantes et de communautés-témoins comparables. Cette étude repose sur un questionnaire administré en face à face par un interviewer auprès d'un échantillon représentatif de pères et de mères. Elle permet de vérifier l'hypothèse d'un impact significatif de l'intervention sur diverses dimensions de l'engagement paternel. La passation du questionnaire pré-intervention est complétée à Pointe-Calumet et à Mont-Laurier, la communauté-témoine. L'enquête pré-intervention auprès de la population de Rosemont et de Verdun devrait se réaliser au début de 1997.

À LA BASE DES ALLIANCES, LE DÉVELOPPEMENT DE CONSENSUS

Toute la démarche de ce projet de recherche en partenariat repose sur une organisation où sont représentés les différents partenaires, mais aussi sur des consensus autour de l'objectif du projet, de l'action à mener dans les communautés et du type de recherche à réaliser.

L'objectif du projet consiste à susciter, encourager et maintenir l'engagement paternel. Cet objectif recèle à la fois des facteurs facilitant l'adhésion des partenaires, mais aussi des facteurs susceptibles de remettre en question les alliances. L'engagement paternel est un sujet relativement nouveau et possède, à ce titre, un pouvoir

d'attraction. Par contre, en s'intéressant au rôle du père, le projet s'inscrit aussi dans le tumultueux débat de l'égalité entre les hommes et les femmes, des rôles parentaux et des relations entre les parents et les enfants à la suite d'une rupture. De plus, la mobilisation des acteurs des différents réseaux se fait principalement autour de femmes qui participent aux recherches sur la petite enfance, qui offrent des services aux familles ou encore qui utilisent les services ou les ressources communautaires de soutien et d'entraide aux parents. Ces deux pôles font en sorte que, bien que l'alliance autour de l'objectif de la promotion de l'engagement paternel se soit faite rapidement, elle demeure fragile.

Le comité promoteur a aussi fait consensus sur un modèle d'intervention communautaire par immersion du territoire qui est au cœur de l'expérimentation et de l'évaluation du projet. Le même modèle est présenté aux comités de pilotage qui ont la responsabilité de planifier l'action. Bien que parmi les membres du comité de pilotage on retrouve des représentants du comité promoteur, encore faut-il que le comité de pilotage reconnaisse le bien-fondé du modèle et développe un plan d'action cohérent avec ce que ce modèle propose. On assiste alors à une série de négociations entre les deux comités afin d'arrimer les paramètres de l'intervention avec les réalités du milieu.

Le comité promoteur fait finalement consensus sur une approche de recherche centrée sur l'utilisation qui se traduit, pour le GRAVE, par «une promotion de la recherche associée à l'action capable de l'inspirer et de s'en inspirer», «une préoccupation à l'égard de l'appropriation, par l'ensemble des intervenants, des compétences, connaissances et innovations développées dans le cours de nos travaux» et «une ouverture à la diversité des méthodologies, des procédures de recherche qui tient compte des objectifs d'appropriation, d'action et aussi de l'état de la recherche dans les domaines fréquentés». Ce consensus pose des défis qui se traduisent, pour les chercheurs, par une présence active auprès des comités de pilotage et, pour les participants, par une disponibilité aux impératifs de la culture.

L'ACTUALISATION DE LA RECHERCHE

Les trois volets de la recherche du projet PROSPERE sont en cours. Le premier, l'analyse du milieu, est complété dans les deux communautés ciblées.

Le comité de pilotage de Pointe-Calumet est informé du but de cette analyse. Les membres soutiennent le recrutement et facilitent les contacts entre les chercheurs, les intervenants et la population. Une présentation du rapport préliminaire de l'analyse des groupes de discussion tenus avec les pères et les mères est faite aux membres du comité de pilotage de Pointe-Calumet. Ces derniers, désireux de passer rapidement à l'action, proposent d'organiser une première activité autour des résultats de cette étude. Un pique-nique familial réunissant 20 participants aux groupes de discussion accompagnés de leurs enfants a lieu cinq mois après le début de cette étude afin de présenter les résultats et de commencer à faire la promotion du projet dans la communauté.

Dans le but de disséminer son expérience, le comité promoteur organise un séminaire scientifique où il invite un expert américain de l'engagement paternel et de la victimisation des enfants, Michael Lamb. L'alliance avec le comité de pilotage fait en sorte que cet événement coïncide avec l'ouverture de la Maison de la famille de Pointe-Calumet et se poursuit au centre communautaire de la municipalité par la rencontre des intervenants de la région et de la population autour du thème de l'engagement paternel. Le comité de pilotage organise ainsi une soirée d'improvisation où toute la population est conviée.

Finalement, le comité de pilotage réalise la première activité de son plan d'action, la création d'une exposition itinérante en collaboration avec les élèves de maternelle et de première année de l'école primaire, l'exposition «Dessine-moi un papa». Cette exposition est d'abord présentée dans le cadre du colloque du RQIIAC et, par la suite, dans la communauté de Pointe-Calumet. Le contenu est élaboré conjointement par les chercheurs et les membres du comité de pilotage et on y retrouve notamment un logiciel interactif qui reprend certains résultats de l'enquête faite auprès des familles de Pointe-Calumet et de Mont-Laurier dans le cadre de l'analyse des

effets. Le comité promoteur de PROSPERE participe au financement de ce projet alors que le comité de pilotage assure sa commandite.

Une démarche identique est faite avec les membres du comité de pilotage de Rosemont. Ils participent au recrutement des participants aux groupes de discussions de l'analyse du milieu et un de ses membres est associé à leur animation. Le comité est à compléter son plan d'action et à identifier un événement qui permettra de lancer la programmation du projet et de diffuser les résultats des analyses.

DES FACTEURS QUI FAVORISENT L'ALLIANCE ET L'APPROPRIATION

Ces événements illustrent comment la recherche et l'organisation communautaire peuvent se compléter et travailler conjointement à la planification et à la réalisation d'activités de recherche et d'action. Cette expérience permet d'identifier certains facteurs qui ont contribué au développement des alliances. Quatre éléments retiennent l'attention: le modèle conceptuel, le rôle des acteurs, la planification et l'arrimage de la recherche et de l'action et le transfert des connaissances.

Le partage des orientations sur le modèle écologique, l'approche systémique et la promotion de la santé favorisent la mise en place d'un comité promoteur dynamique et une ouverture de la gestion à l'action. Le sujet lui-même est perçu par l'ensemble des partenaires comme novateur. La préoccupation pour la vulgarisation de ces différents concepts et approches favorise aussi la concertation et la collaboration des différents acteurs de la communauté. Le parti pris pour une recherche centrée sur l'utilisation facilite aussi l'adhésion de tous à cette démarche.

Les acteurs en présence doivent être flexibles et posséder certaines caractéristiques personnelles notées tout au long du développement du projet PROSPERE: la maturité professionnelle et personnelle, la souplesse, la capacité d'adaptation, la transparence, le sens critique et d'autocritique, la simplicité et l'humour. L'organisateur communautaire dans ce type de projet peut jouer plusieurs rôles en termes de mobilisation, de promotion, de vulgarisation,

d'animation..., mais son rôle majeur demeure celui de médiateur entre les chercheurs, les intervenants du milieu et les institutions, y compris son CLSC.

La planification et l'arrimage de la recherche et de l'action reposent sur un contrat de partenariat limpide qui résume les orientations du comité promoteur comme du comité de pilotage et exposent les paramètres de leurs mandats, de leurs compositions et de leurs fonctionnements. Ce contrat est un élément de base qui favorise la négociation ouverte tout au long du processus, la communication étant essentielle. Cette démarche exige aussi le respect du rythme des acteurs et des dynamiques locales. La souplesse des échéanciers et la capacité de s'adapter aux contraintes de la recherche et de l'action permettent d'implanter un rythme de travail respectueux. On peut percevoir dans l'élaboration des plans d'action des deux comités de pilotage trois tendances qui devraient avoir leur impact dans leur milieu:

- l'intégration d'une activité de promotion sur l'engagement paternel dans la programmation d'un groupe communautaire, des bénévoles et des institutions;
- la prise en charge d'une activité ponctuelle ou récurrente par le comité de pilotage ou par une partie de ses membres;
- le développement d'une nouvelle ressource ou l'ajout d'un volet de services sur l'engagement paternel auprès d'une ressource existante.

Le transfert des connaissances repose d'abord sur un engagement envers le sujet, envers la promotion de l'engagement paternel, tout comme envers la démarche de recherche-action. Le transfert des connaissances doit, dans un premier temps, valider les connaissances du milieu et leur expérimentation par le résultat d'études. Dans un second temps, il faut que ce contenu soit connu et reconnu par les intervenants du milieu avant de poursuivre la recherche-action. Il se traduit notamment par une vulgarisation du contenu par des activités simples et accessibles qui impliquent les différents acteurs du milieu.

S'il est possible d'identifier certains facteurs facilitant l'alliance entre la recherche et l'intervention, la mise en place d'un tel projet recèle aussi plusieurs défis. Les rapprochements entre la recherche et l'intervention sont l'occasion d'un choc entre deux cultures. De part et d'autre, il faut vaincre les résistances au changement. Une absence de souplesse, un manque de respect des connaissances des acteurs terrain, un processus fermé sans partage du pouvoir et une trop grande rigueur à l'égard des modèles théoriques sont des exemples qui peuvent nuire au développement des alliances. Les chercheurs doivent travailler rapidement et s'adapter à une chronologie qu'ils ne sont plus seuls à maîtriser. Ils doivent aussi se laisser influencer par les commentaires du comité de pilotage à propos de leurs instruments de collecte de données, de leur stratégies de recrutement et de la diffusion des résultats. Ils doivent aussi se familiariser avec différents médiums afin de diffuser les résultats d'enquête d'autres façons que par la rédaction d'articles ou la présentation de conférences scientifiques. Pour les intervenants et les citoyens, l'ouverture à une démarche systématique d'enquête et d'évaluation demande une assurance et un sens de l'autocritique développé afin qu'ils puissent bénéficier rapidement des avantages de cette alliance et favoriser l'émancipation, l'*empowerment*, de la communauté.

QUELQUES MANIFESTATIONS DE L'ÉMANCIPATION DES COMMUNAUTÉS

Si le but premier de cette alliance est de favoriser la promotion de l'engagement paternel, celui toujours présent du travail de l'organisateur communautaire de renforcer les pouvoirs de la communauté est-il favorisé par une telle démarche? Depuis les débuts de ce projet, certains indices permettent de voir comment cet objectif est atteint dans les communautés, les organismes communautaires impliqués et les citoyens qui sont associés aux comités de pilotage.

La communauté de Pointe-Calumet est géographiquement isolée des autres municipalités de la MRC. Ce contexte d'isolement est renforcé par la mainmise d'une frange de ses élites locales sur le pouvoir formel et informel depuis les 30 dernières années. Ce pouvoir s'appuie sur un fonctionnement en vase clos et des réseaux

informels «négatifs» qui perpétuent une vision misérabiliste de la communauté. Certains citoyens veulent échapper à ce contrôle en se prenant en main dans la dignité, sans être des objets de pouvoir. Ils sont à la base du Comité de bénévoles qui entreprenait, au moment où débutait le projet PROSPERE dans leur communauté, la mise sur pied d'une Maison de la famille. Les investissements, tant en termes de ressources humaines que financières des membres du comité promoteur de PROSPERE, ont permis à ce regroupement d'acquérir une certaine notoriété, de mobiliser les leaders «positifs» de la communauté, d'assurer le développement du projet par son soutien à une demande au Fonds famille du Conseil de la famille. Cette demande s'est concrétisée par l'obtention d'un financement de 20 000\$ sur trois ans de la Petite Maison de Pointe-Calumet afin de mettre en place des activités favorisant l'engagement paternel et devenir la première Maison de la famille de la MRC au moment même où la municipalité de Pointe-Calumet devenait la première municipalité à adhérer au mouvement de Villes et villages en santé à la suite du travail de l'organisatrice communautaire et des membres du comité de pilotage.

Les organismes communautaires impliqués au comité de pilotage bénéficient eux aussi des retombées de cette alliance. Cette action et leur travail auprès des décideurs de la municipalité leur ont permis de récupérer l'ancien hôtel de ville et d'en faire leur local. La tenue de l'événement scientifique du comité promoteur coïncide d'ailleurs avec l'ouverture de ce local. Ce mouvement a aussi permis un rapprochement avec de nouveaux leaders de la communauté qui veulent investir le pouvoir municipal.

Les citoyens qui participent au comité de pilotage bénéficient eux aussi des retombées de ce projet et, à travers cette démarche, s'émancipent. Un exemple de cette émancipation est illustrée par la présentation, lors de la soirée d'improvisation avec la population, du projet et de son modèle par une citoyenne et un citoyen. C'est dire que les individus peuvent eux aussi s'approprier et communiquer une approche qui au départ semble être hermétique.

Le projet s'amorçant dans le quartier Rosemont, les évidences d'une telle émancipation paraissent moins. Toutefois, on peut déjà noter certains effets de cette démarche à l'intérieur des organismes qui

participent au comité de pilotage, ces organismes ayant déjà intégré la préoccupation de l'engagement paternel dans leurs activités. Par exemple, le CLSC s'est associé à l'animateur du Centre de ressources en éducation populaire de la CECM qui participe au comité de pilotage pour assurer la présence d'un co-animateur masculin lors de ses rencontres prénatales. Une association de loisirs a modifié une de ses activités et insisté sur le recrutement de pères lors des Jeux de Montréal. La démarche se poursuit et le lancement du plan d'action prévu pour l'automne 1996 et son actualisation apporteront peut-être les mêmes résultats que ceux notés à Pointe-Calumet.

CONCLUSION

Dans une dynamique de recherche, une communauté peut être autre chose qu'un objet d'étude. La recherche peut (et doit?) contribuer à l'émancipation, à l'*empowerment* de celle-ci si elle s'associe et s'inscrit dans une approche communautaire et de stratégies d'actions communautaires respectueuses du milieu. La réciprocité dans le transfert des connaissances semble être un gage important de succès des résultats d'une telle alliance. En plus d'animer le milieu, l'organisateur communautaire doit susciter la curiosité, la participation directe à la recherche et aussi assurer que les intérêts de la communauté seront toujours pris en compte tout au long du processus. Cet exemple pourra aussi contribuer à renforcer la crédibilité de la recherche centrée sur l'utilisation aux yeux de la communauté scientifique ainsi qu'à ceux des responsables des organismes subventionnaires.

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, UN PROJET DE SOCIÉTÉ À L'HEURE DE LA MONDIALISATION

Pierre GILBERT

Région laboratoire du développement durable du Saguenay—Lac-Saint-Jean

La réalité de la mondialisation des échanges a provoqué un peu partout dans le monde une détérioration des régions périphériques. Le Saguenay—Lac-Saint-Jean, caractérisé par sa réalité nordique, cherche sa place dans le jeu des avantages comparés qu'impose l'économie mondiale. Le recul au plan économique a conduit aux difficultés que nous connaissons au niveau de l'emploi, de l'exode des jeunes et de la détérioration des conditions de vie en général. La région y a sacrifié au passage certaines bases de son développement propres à toute société avancée.

N'est-ce pas au sein des pays sous-développés que nous retrouvons les caractéristiques suivantes: exode rural, urbanisation effrénée s'effectuant au détriment de la vie rurale, dépendance, disparités économiques, concentration industrielle cantonnée principalement dans le champ des ressources naturelles, étiolement des activités agricoles de base, soumission aux lois du marché international? Ce portrait semble malheureusement être celui de nos régions.

Réfugiés autour des acquis de la grande entreprise, nous avons perdu notre diversité économique. Sans agriculture à petite échelle, sans artisans et sans la petite et moyenne entreprise, comment atteindrons-nous l'objectif de l'occupation optimale du territoire, comment soutiendrons-nous les conditions d'un réel développement?

Toute civilisation a constitué sa culture, son identité, sa stabilité, en somme, son tissu même grâce à sa population enracinée sur son territoire. Aujourd'hui, on sait que la petite entreprise génère le plus grand nombre d'emplois et les moins coûteux en capital. Une société normale et saine devrait pouvoir compter sur les paysans et les

artisans répartis dans tous les rangs et villages, sur une agriculture à petite échelle, sur la petite et la moyenne entreprise et sur la grande entreprise. Cette dernière est la cerise sur le gâteau. Le Saguenay—Lac-Saint-Jean n'a plus de gâteau; il ne lui reste plus que la cerise, lui que l'on dit créatif et original, sorte de pays dans un pays, et bastion nationaliste de surcroît. Il nous faut dorénavant refaire les bases du développement.

Permettez-nous de descendre sur le plancher des vaches. Est-il sensé qu'une population d'environ 230 000 habitants sur un territoire riche et immense n'assure même pas son marché intérieur par la production de sa nourriture? Non seulement elle ne le fait pas, mais elle ne saurait le faire. En effet, personne ne saurait dire à quoi ressemblerait une méthodique et efficace mise en oeuvre des ressources des écosystèmes régionaux en termes de production alimentaire (légumes, légumineuses, céréales pour consommation humaine, fruits, races d'élevage nordiques, techniques et technologies adaptées) et traduite sous la forme d'une cuisine régionale, de produits culturels commerciaux et touristiques.

D'ailleurs, certains joyaux de notre patrimoine génétique sont menacés d'extinction, comme par exemple la vache canadienne. Qui connaît le goût d'un vrai fromage «canadien» issu du lait riche et exquis de nos races rustiques et nordiques adaptées à notre climat et aux exigences d'une petite agriculture, offrant la saveur et l'arôme unique de nos pâturages? Le terroir est souvent le meilleur «avantage comparé». La Suisse ne serait pas la Suisse sans son gruyère et le «Cheez Whiz» ne le menace point sur les marchés déréglementés de l'Europe. Des aubergistes comme Michel Lambert de l'Auberge de La maison de la rivière savent que la culture, les traditions et la mise en valeur des ressources locales se traduisent éventuellement en termes économiques.

Pour rester encore au ras des pâquerettes, combien de gens savent si le millet, la fève brune norvégienne, la courge pottimarron, les fruits de l'amélanchier thiessen ou du poirier Sainte-Sophie poussent chez nous? Le Groupe de recherches écologiques de la batture de La Baie, dont je suis un des membres fondateurs, s'occupe de dresser ces inventaires d'une manière bénévole et désintéressée et tente de savoir comment une génération de jeunes sans travail et sans res-

sources pourrait s'établir et casser le cercle stérile des programmes gouvernementaux. Ce groupe travaille notamment à élaborer une maison écologique peu exigeante en capital mais efficace, conçue de manière à favoriser la création de métiers et de savoir-faire, à utiliser les ressources régionales et locales dans une région forestière par excellence dont un des non-sens est l'impossibilité pour ses habitants d'avoir accès à la forêt pour ses propres usages domestiques comme le bois d'oeuvre et de chauffage.

Serions-nous une région en voie de sous-développement? Soit. S'il en est ainsi, partons de là. Continuerons-nous dans la voie des grandes infrastructures sans projet de société comme l'ont fait le Chili ou le Zaïre avec les conséquences qu'on leur connaît? Ou bien opterons-nous pour celle du Burkina-Faso, surnommé «le bon élève du FMI», modèle de gestion rigoureuse et réaliste, qui a su restaurer les bases de son économie que sont l'agriculture, l'artisanat et la petite entreprise, préludes aux grandes entreprises, avec un souci de diversification intégrée au sein d'une stratégie de conquête commerciale et d'exportation bien planifiée avec les résultats qui sont là: son économie est en train de démarrer?

OPTIONS POUR UN PROJET DE SOCIÉTÉ

Faisons de notre région un laboratoire de développement durable un lieu d'exploration des possibilités nordiques, le creuset d'un avenir durable pour une agriculture, un habitat et un mode de vie en territoire nordique faisant appel aux approches traditionnelles les plus efficaces ainsi qu'aux plus récentes percées scientifiques dans une perspective écologique précise et méthodique. Réfléchissons à la place et au rôle de la technologie, soumettons-la à nos choix de société et à nos impératifs humains.

Optons pour une **décentralisation** réelle et rigoureuse du Québec. Favorisons la production locale des biens de première nécessité, enrichissons et optimisons les ressources de nos écosystèmes, ayons recours à des technologies intégrées et adaptées, restaurons des structures à l'échelle humaine et les lieux de convivialité, réduisons le gaspillage, intégrons les coûts écologiques et sociaux dans nos choix, tenons compte des effets à long terme et du

renouvellement des ressources. Apprenons à faire plus avec moins. Léguons une société respectueuses de la vie.

Et au-delà des avantages au plan économique et social de l'autodéveloppement, ne contrainsons pas la population d'un pays nordique comme le Québec à dépendre entièrement, pour son approvisionnement énergétique, d'installations centralisées — donc fragiles — comme celles que nous avons actuellement. Ne devons-nous pas tirer les leçons des bris sur les lignes d'Hydro-Québec et des actes de vandalisme de l'année 1994? C'est d'ailleurs dans ce domaine plus que dans tout autre que la vulnérabilité des grands ensembles devient évidente et que la nécessité de mettre à profit les ressources de la biomasse et du solaire se fait le plus sentir. Est-il normal, dans ce contexte, de tout ignorer de notre potentiel solaire pourtant supérieur à celui des pays scandinaves situés à des latitudes plus élevées et où on ne le néglige pas?

La décentralisation est un concept moderne et nouveau qui n'a rien à voir avec une économie disséminée et répartie sur un territoire, comme ce fut le cas des sociétés de jadis. Pour décentraliser, il faut être déjà centralisé. La décentralisation intègre les acquis et s'opère dans un processus coordonné et progressif en un mouvement de va-et-vient de la périphérie vers les centres et des centres vers la périphérie.

Les gouvernements auront comme tâche:

- l'articulation des espaces du développement local et national;
- l'adoption de politiques fines d'emploi afin qu'il ne soit pas abandonné au seul jeu des forces du marché;
- le soutien aux progrès de la télécommunication qui rendent possible le redéploiement des industries légères ou de hautes technologies et des activités tertiaires;
- l'élimination de l'exclusion sociale que provoquent entre autres les mécanismes de l'aide sociale et du chômage par des facilités à l'établissement sur le territoire, le soutien technique en vue d'améliorer les conditions de vie puis en ouvrant le champ pour

de nouveaux partenariats entre les citoyens, le monde associatif, les municipalités et les entreprises;

- la renégociation du contrat social et son complément sous forme d'un «contrat naturel».

Ainsi, il aura à aménager les règles du jeu de façon à mieux intégrer le social, l'écologique et l'économique en encourageant les entreprises respectueuses des personnes et de l'environnement, l'essor des agro-industries transformatrices de la biomasse et la substitution des énergies fossiles par des bio-énergies ainsi que les productions artisanales par une détaxation au sein du marché intérieur, par une certification et une promotion auprès de la population et par un assouplissement des règles et des contraintes à la commercialisation qui étouffent actuellement ce secteur particulier.

Optons pour la **planétarisation** du Québec, pour sa participation au réseau mondial de communication, de transport et d'échanges; pour le développement des connaissances techniques et du savoir scientifique; pour l'enrichissement du savoir normalisé dans le domaine de l'éducation, car elle est la clé de la résolution de nombreux maux; pour la résolution des méga-problèmes environnementaux dont les remèdes ne pourront s'appliquer isolément si l'on veut réussir à traverser le XXI^e siècle; ce qui ne se fera pas sans parvenir entre autres «à une politique généralisée d'aménagement du territoire, à la fixation d'objectifs socio-économiques internationaux, à un zonage mondial du sol et à des programmes planétaires sévères d'exploitation des ressources naturelles»¹.

Puisqu'il est nécessaire, ce changement sera possible. Le niveau de peuplement jamais atteint sur notre planète imposera un sentiment de plus en plus grand de co-responsabilité. La dynamique de la planétarisation et de la décentralisation nous fera entrer dans le XXI^e siècle et ces deux forces agissant simultanément refléteront la mentalité post-industrielle où les personnes recherchent davantage la réalisation de leurs potentialités: création, libération et meilleure qualité de vie pour l'organisation adéquate du temps de travail et de loisirs, la recherche d'un cadre de vie épanouissant et d'un milieu naturel harmonieux. Nous pourrions sauver, avant qu'il ne soit trop tard, les acquis de nos sociétés modernes et démocratiques car, en s'assurant

de nos racines profondes, elles gagneront en stabilité. Elles s'enrichiront de la diversité des cultures locales et régionales intégrées au sein d'une vaste écologie globale productive plus respectueuse des besoins de la personne humaine.

EN RÉSUMÉ

Travaillons...

... à un projet de société qui nous conduit à une réelle décentralisation au plan économique;

... à un projet qui nous garantit que nos efforts sur les marchés d'exportation se font en garantissant la diversité d'une économie à petite et moyenne échelle, de même que l'occupation du territoire et la vitalité du tissu social;

... à une écosociété réelle qui assure sa croissance en harmonie avec le milieu naturel en intégrant les coûts écologiques et sociaux par une mise en oeuvre méthodique et efficace des écosystèmes locaux dans toutes les régions;

... à la stabilité en s'assurant des bases solides et des racines profondes.

LA RÉGION LABORATOIRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, UN OUTIL COLLECTIF POUR UN PROJET DE SOCIÉTÉ

Le processus de développement durable, propre à notre région, nous l'exposerons sommairement dans les prochaines pages. Ce processus de bonification de projets, mis au point par la Région laboratoire du développement durable (RLDD) du Saguenay—Lac-Saint-Jean et qui s'appuie sur la grille d'analyse du tétraèdre, a déjà fait ses preuves. Ce modèle d'analyse fut retenu à deux reprises par le Bureau d'audiences publiques lors du règlement de la disposition des déchets de la MRC du Fjord-du-Saguenay, ainsi que par les membres de la table de consultation du débat public sur l'énergie au

Québec dans leur rapport unanime déposé au ministre d'État des Ressources naturelles, monsieur Guy Chevrette, au mois de mars 1996.

Le développement durable a été inscrit comme principe organisateur de la planification stratégique régionale. Cette importante décision a contribué à provoquer des engagements de la part des décideurs locaux pour chercher à respecter les contraintes du développement durable dans les diverses actions qui seront entreprises dans le développement régional dans un avenir prévisible.

Lors de la tenue de l'ÉcoSommet régional, le 10 février 1996, 126 projets de développement durable ont été soumis à l'attention de la RLDD. L'analyse de ces projets est éloquente. Outre leur nombre exceptionnel, la représentation sectorielle est équilibrée et on y retrouve des projets aussi bien dans le domaine de l'environnement, de sa protection et de sa mise en valeur que dans le domaine de la création de nouvelles entreprises, de l'éducation, de la santé et de l'action communautaire. Les projets proviennent de partout dans la région, ce qui montre un niveau de sensibilisation généralisée.

La région se méritera pleinement son titre de laboratoire du développement durable quand ceux qui y vivent se seront imprégnés de cette mission. Elle devra aussi être reconnue par les autorités supérieures pour le rôle qu'elle joue dans l'avancement du concept. En attendant, c'est par l'action concertée de tous les promoteurs de projets qui s'inscrivent dans une démarche de développement durable que nous pouvons espérer en la voie que nous avons choisie.

UNE IDÉE, UNE DÉMARCHE, DES ACTIONS, UNE RÉUSSITE EN DEVENIR

L'idée de créer un laboratoire à l'échelle d'un bassin versant pour y expérimenter une nouvelle forme de développement n'est pas unique au monde. Les réserves de la biosphère du programme MAB de l'UNESCO travaillent depuis plus de 20 ans à créer un réseau international d'unités représentatives des populations qui y vivent. L'expérience du Saguenay—Lac-Saint-Jean, pour sa part, est différente par son approche. Ne disposant d'aucun outil réglementaire ni

d'aucune légitimité institutionnelle, elle s'est appuyée sur l'enthousiasme et la bonne volonté de gens qui tenaient à améliorer la qualité de vie dans leur région en termes de qualité du milieu et de pérennité des ressources et dans le but de satisfaire aux besoins sociaux, matériels et aux besoins d'équité de la population actuelle et future.

L'approche favorisée, mettant en valeur la concertation plutôt que l'affrontement, cherchant la participation du public et la transparence des enjeux, visant la communication, la coopération et la médiation, nous semble porteuse d'avenir. La démarche de toute la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean, de ses décideurs et de ses institutions vers une intégration des diverses dimensions du développement durable dans les processus de prise de décision s'appuie sur le consensus et, de ce fait, suscite l'adhésion. En conséquence, nous croyons que les initiatives, les idées et les projets de développement durable ne pourront que se multiplier dans le futur.

UNE APPROCHE D'EXPÉRIMENTATION!

Le développement durable doit être compris comme un développement soutenable à la fois pour les individus, les collectivités et les écosystèmes dans lesquels ils vivent. Il se doit aussi d'être viable, en ce sens qu'il doit être auto-entretenu à long terme.

Le développement durable exprime la prise de conscience des limites de la croissance et du développement sous leur forme actuelle et des risques associés aux perturbations de l'environnement, non seulement au niveau du pays mais aussi au niveau planétaire. Le développement durable n'est possible que si la démographie et le système économique évoluent en harmonie avec le potentiel productif des écosystèmes (CMED², 1988).

Au niveau régional, le développement durable ne sera possible que si la population limite ses impacts en deçà de la capacité de support des écosystèmes, et ce quitte à améliorer cette capacité par des interventions judicieuses et des investissements dans la pérennité des ressources. Ainsi, il n'est pas souhaitable qu'une région se dépeuple si elle n'a pas atteint un optimum viable, tant du point de vue social que du point de vue écologique.

Le développement durable est donc avant tout un projet de société à la faveur de l'humain. Les changements sociaux nécessaires à la réalisation des objectifs du développement durable supposent un engagement de la population elle-même.

La stratégie que nous avons adoptée est donc basée sur les principes suivants:

UNE APPROCHE EXPÉRIMENTALE

La démarche de la Région laboratoire de développement durable est une transposition de la démarche expérimentale scientifique. Premièrement, des hypothèses sont émises sur ce que devrait être le développement durable. Deuxièmement, des expériences découlant de ces hypothèses sont mises en oeuvre et évaluées dans le temps. Troisièmement, les résultats sont analysés afin de permettre une vérification de la validité de l'hypothèse.

Cette démarche nous permet d'apprendre autant de nos succès que de nos erreurs et nous met à l'abri de la tentation politique de cacher des résultats négatifs pour maintenir la confiance du public.

L'ÉDUCATION ET LA FORMATION

Face à l'ampleur et la globalité des changements planétaires qui surviennent, nous sommes tous un peu des ignorants instruits au regard du développement durable. Nous nous devons d'admettre, modestement, combien capital est l'enjeu de l'éducation des décideurs et de la population en général, et particulièrement les plus jeunes qui habiteront un monde dont les mutations auront créé des conditions très différentes des nôtres. Nous nous devons de disposer d'une écoute favorable pour initier les changements nécessaires et pour supporter les projets d'action pour un développement durable.

LA RESPONSABILISATION DES INTERVENANTS SECTORIELS

Le développement durable exige que des changements interviennent dans l'ensemble des secteurs de notre société. Or, les spécialistes dans chacun des secteurs sont les mieux placés pour maîtriser les changements qui doivent survenir dans leur spécialité. En les invitant à s'engager dans des démarches concrètes vers le développement durable, nous verrons des changements plus profonds. Nous éviterons une grande partie des réactions de résistance au changement lorsque les directions proviennent de l'extérieur d'un secteur.

LA DIFFUSION DE L'INFORMATION

Les moyens de communication d'aujourd'hui ont un tel impact sur le grand public qu'il est important de diffuser l'information sur le développement durable par le biais des différents médias, dont la télévision. Les colloques, les spectacles, les journaux et les conférences ne peuvent suffire et doivent venir en support dans une stratégie globale de diffusion de l'information qui vise toutes les couches de la population.

UNE DÉFINITION OPÉRATIONNELLE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR L'ANALYSE DE PROJETS

Afin de poursuivre les activités entreprises par la Région laboratoire du développement durable, dont l'analyse de projets, une définition opérationnelle du développement durable a été établie. À partir du modèle du triangle écologie-économie-société, les membres du comité d'analyse de projets ont élaboré un modèle plus complet par l'ajout d'une dimension supplémentaire, celle de l'équité.

Notre parti pris est clair: nous avons choisi d'élaborer une démarche d'analyse des projets qui remette l'être humain au coeur du développement. Nous désirons créer un partenariat fertile pour aider tout promoteur qui souhaite répondre aux besoins humains dans une optique de pérennité des ressources.

LA RÉALISATION ET LA MISE EN APPLICATION D'UNE GRILLE D'ANALYSE DE PROJETS

La grille d'analyse du tétraèdre se fonde donc sur les besoins humains que nous avons définis selon quatre pôles:

- les besoins **matériels**, définis comme les moyens physiques permettant d'assurer la qualité de vie, soit l'alimentation, la sécurité physique, l'accès à la propriété, l'habitation, le transport, etc. Cela constitue le pôle économique du développement;
- les besoins **sociaux** et les aspirations individuelles comme la santé, l'éducation, un certain degré de liberté, l'amour, la reconnaissance. Ils constituent le pôle social;
- les besoins de **qualité du milieu et de pérennité des ressources**, renouvelables ou non renouvelables, c'est-à-dire l'accès à un environnement sain et à des écosystèmes auto-soutenables dans les limites des phénomènes adaptatifs et évolutifs. Cela représente le pôle écologique;
- les besoins d'**équité**, c'est-à-dire de partage entre les humains et avec la nature des avantages et du bien-être énumérés ci-haut. Ce partage doit s'établir dans l'espace (spatial), avec les humains qui partagent notre planète, ainsi que dans le temps (temporel), en tenant compte des générations futures. Cela représente le pôle éthique du développement durable.

L'approche analytique adoptée permet de situer un projet en fonction de sa cohérence avec des objectifs poursuivis pour chacun des pôles, la position du projet pouvant être modifiée par un processus de bonification qui vise à rechercher un équilibre à l'intérieur du projet.

La méthode d'analyse du développement couvre tous les besoins humains qui justifient un projet dans une optique de pérennité des ressources. Depuis 1991, la Région laboratoire a expérimenté et bonifié cette grille dans le cadre de nombreux projets (voir la section 7 du présent volume). Nous en avons présenté les grandes lignes

qui sont le résultat de ces années de travail et qui guident actuellement les travaux du Comité d'analyse de projets.

NOTE

- 1 Robert, Georges (1992). «L'explosion urbaine mondiale», *Le Devoir*, 22 et 23 avril.
- 2 CMED (1988): Commission mondiale environnement et développement, rapport Bruntland.

SECTION 7

DES IDÉES ET DES OUTILS

ET SI L'ÉVALUATION POUVAIT SERVIR À AUTRE CHOSE QUE LE CONTRÔLE OU LE JUGEMENT?...

Alain COUTU
CLSC Matawinie

Lise OUELLET
Direction de la santé publique

INTRODUCTION

L'évaluation de la satisfaction de la clientèle est un outil couramment utilisé dans les entreprises du secteur privé. Leur existence est intimement liée à la satisfaction de leurs clients. Les entreprises se donnent donc les outils nécessaires pour connaître les tendances de consommation afin d'ajuster leur produit au goût du client. Comme il s'agit pour les entreprises d'une question de survie, la mesure de la satisfaction fait partie de leurs moeurs. Ce n'est cependant pas le cas dans le secteur de la santé et des services sociaux.

En effet, lorsqu'un établissement, comme un CLSC, envisage de consulter sa clientèle pour connaître sa satisfaction face aux services rendus, très souvent, pour ne pas dire trop souvent, cette initiative est vue par les personnes chargées de rendre les services comme un mécanisme supplémentaire de contrôle. Certains iront jusqu'à dire que les clients ne sont pas en mesure de donner une appréciation valable des services qu'ils reçoivent.

À travers l'exemple de l'évaluation de la satisfaction de la clientèle de maintien à domicile du CLSC de la Matawinie, nous tenterons de démontrer que le fait d'évaluer la satisfaction ou de donner la parole aux utilisateurs des services apporte des informations utiles tout autant à l'intervenant qu'à l'établissement lui-même ainsi qu'aux autres organismes du milieu. Et si la démarche est ouverte sur la clientèle, elle lui donne ainsi droit au chapitre lors des prises de décisions.

ORIGINE DU PROJET

Au printemps 1995, les deux équipes de maintien à domicile du CLSC Matawinie procèdent à l'évaluation de leurs services et de leurs programmes multidisciplinaires. Cette démarche, en voulant harmoniser la programmation des deux sous-équipes, visait les objectifs spécifiques suivants:

- questionner le rôle de chacune des catégories d'intervenants dans l'équipe, ce qui veut dire réévaluer la contribution des infirmières, des auxiliaires familiales, des travailleurs sociaux, des organisateurs communautaires, des médecins et de l'ergothérapeute;
- clarifier les rôles et les responsabilités des acteurs oeuvrant dans le champ du maintien à domicile: centres de Jour, groupes communautaires, centre d'action bénévole etc.;
- identifier les secteurs d'activités que le CLSC devrait développer si l'on considère l'arrivée de nouveaux budgets de maintien à domicile.

Lorsque cette opération a été terminée, il fut convenu par les deux équipes de confronter cette vision «empirique» avec celle de la clientèle directement concernée, d'où la démarche d'évaluation de la satisfaction de la clientèle du programme MAD.

LES ALLIANCES CRÉÉES POUR RÉALISER CETTE ÉVALUATION

Une fois la décision prise de procéder à une évaluation de la satisfaction de la clientèle, le CLSC, par l'intermédiaire d'un de ses coordonnateurs de maintien à domicile, a sollicité la contribution d'une ressource de la santé publique. Le rôle de cette personne était de préciser une façon de faire, développer un instrument de cueillette de données, saisir et traiter les informations recueillies.

Mais rien ne pouvait être entrepris sans l'assentiment et la contribution des intervenants eux-mêmes. Le coordonnateur de chacune des

équipes se devait de leur présenter la démarche, ses objectifs et chercher à obtenir leur collaboration au bon déroulement de l'évaluation. Ce qui fut fait sans trop d'écueils.

Par la suite, un comité responsable de la planification de la cueillette de données et de l'élaboration des instruments requis pour cette évaluation a été mis sur pied¹. Les membres de ce comité devaient aussi préparer une rencontre de diffusion des résultats et des suites à apporter auprès des personnes utilisant les services de maintien, des intervenants, des organismes impliqués dans le maintien à domicile ainsi que des décideurs du milieu.

LA MÉTHODOLOGIE UTILISÉE

Pour mesurer la satisfaction de la clientèle, le comité a retenu l'approche par questionnaire. Un canevas a été établi et proposé au comité pour bonification et approbation. Une fois cette étape franchie, le questionnaire fut soumis aux intervenants eux-mêmes avant de subir un prétest auprès de trois personnes utilisatrices des services de maintien. Le prétest a permis de compléter les questions touchant la gamme de services offerts par le programme de maintien.

Le questionnaire devait être complété par l'utilisateur lui-même ou, s'il ne pouvait le faire seul, par une personne significative pour lui autre que l'intervenant.

Trois cent vingt-cinq questionnaires ont été distribués par la poste ou par les intervenants à l'ensemble de la clientèle du programme (personnes âgées, handicapées ou accidentées, aidants naturels et toute autre personne dont l'état de santé nécessite des soins ou une aide pour une période excédant cinq visites du maintien à domicile).

Chaque questionnaire était accompagné d'une lettre du directeur général du CLSC expliquant les objectifs de l'étude. Par la même occasion, le répondant était invité à participer à l'activités de diffusion des résultats.

Un client pouvait donc recevoir deux questionnaires: un par la poste, un remis par un intervenant. Une consigne les avisait de n'en

compléter qu'un seul. Afin d'assurer la confidentialité des informations recueillies, une enveloppe pré-adressée accompagnait le questionnaire. Le répondant pouvait mettre l'enveloppe dans le courrier ou la donner à un intervenant lors d'une visite subséquente.

Pour permettre le bon déroulement de l'enquête, d'autres consignes étaient données aux intervenants chargés de distribuer le questionnaire aux personnes visées par l'enquête. En voici l'essentiel:

- distribuer le questionnaire aux personnes concernées;
- insister sur l'importance de compléter le questionnaire, de le retourner par la poste bien cachetée ou de le donner à un intervenant dans les délais prévus;
- assurer les répondants de la confidentialité de leurs réponses;
- interdire aux intervenants de participer ou d'aider les répondants à compléter le questionnaire;
- identifier avec le répondant qui a besoin d'aide la personne de l'entourage ou de la communauté qui pourrait l'aider;
- informer les répondants de la tenue d'une rencontre de diffusion des résultats appelée «Le rendez-vous maintien»;
- offrir un service de transport aux bénéficiaires requérant de l'aide;
- vérifier l'intérêt des répondants à participer au «Rendez-vous maintien», au buffet et à l'assemblée générale annuelle du CLSC qui auront lieu la même journée.

À titre indicatif, 155 personnes ont répondu au questionnaire. Parmi elles, 28 sont des aidants et 118 des usagers.

LA PARTICIPATION AU «RENDEZ-VOUS MAINTIEN»

Pour réussir ce rendez-vous, le centre communautaire de la municipalité la plus centrale de notre immense MRC avait été réservé.

Nous avons offert et organisé le transport pour les utilisateurs de nos services et nous avons maximisé la participation des groupes partenaires, d'abord pour leur donner les résultats de notre recherche, puis pour identifier ensemble les suivis à apporter.

Une centaine de personnes ont participé à cet événement, dont 16 intervenants oeuvrant en maintien à domicile, y compris le Centre d'action bénévole et l'Association des personnes handicapées, 34 utilisateurs des services réguliers du maintien à domicile ainsi que des intervenants des centres de jour, des CHSLD et de la Régie régionale. Des maires de plusieurs municipalités ont également participé à cette rencontre.

QUELQUES RÉSULTATS PRÉSENTÉS AU «RENDEZ-VOUS MAINTIEN»

De façon générale, les répondants sont satisfaits des services qu'ils reçoivent. Ils apprécient tout particulièrement les qualités professionnelles et personnelles des intervenants.

Toutefois, ils se plaignent de la quantité de services offerts et de leur durée. À titre d'exemple, on apprécie pouvoir accueillir une auxiliaire familiale pour le bain, mais on apprécie moins de n'y avoir accès qu'une fois par semaine. Et l'on questionne le fait que les infirmières ne se présentent que le matin pour changer les pansements. Même s'ils considèrent que l'allocation directe procure un sentiment de contrôle sur le service, les bénéficiaires se plaignent que le montant octroyé est insuffisant.

Étrangement, on retrouve le plus de personnes ayant indiqué des insatisfactions dans les secteurs où les services sont les plus nombreux. Ces mêmes personnes demandent plus de services et plus d'allocations pour les travaux légers et les travaux lourds.

Cette enquête a rencontré deux limites: une première, liée au refus de compléter le questionnaire par peur de perdre les services reçus; et une deuxième, liée cette fois à l'obtention de réponses allant dans le sens de la désirabilité sociale.

Les répondants seront probablement plus nombreux et la fiabilité de leurs réponses plus grande dans une prochaine enquête, lorsque ceux-ci se rendront que leur participation à l'enquête n'a rien modifié dans la prestation des services reçus.

LES CONSÉQUENCES DE L'ÉVALUATION

AU NIVEAU DE LA CLIENTÈLE

- Les représentants de la clientèle nous ont demandé de procéder à une évaluation similaire dans deux ans. Cette période sera nécessaire, selon eux, pour voir si les correctifs suggérés ont été retenus et si le niveau d'appréciation des services a augmenté ou diminué.
- Cette consultation a fait en sorte que les répondants sont dorénavant beaucoup plus exigeants quant à la fréquence et à la stabilité des services rendus. Ainsi, plusieurs personnes réclament désormais deux bains par semaine et souhaitent que ceux-ci soient dispensés par la même infirmière auxiliaire. Par ailleurs, à travers le questionnaire, les gens ont appris qu'il était possible de recevoir de l'allocation directe en plus des services réguliers du CLSC. Depuis l'enquête, les demandes d'allocation directes ont augmenté.
- Cette consultation en a entraîné une autre, soit celle concernant la clientèle bénéficiant des allocations directs afin d'identifier les enjeux de ce programme et d'explorer des perspectives d'avenir.

À L'INTÉRIEUR DU CLSC

- Les affectations des nouveaux budgets de maintien à domicile ont été faites en concordance avec les attentes de la clientèle. Il y a même eu du développement dans un secteur qui devait subir des coupures, soit celui de l'aide à domicile.
- Cette recherche a valorisé la plupart de nos intervenants et en a même sécurisé certains, dont les auxiliaires familiales.
- Cette recherche a obligé à repositionner les services offerts par le CLSC à travers le portrait global des services rendus en maintien à domicile par l'ensemble des organismes publics, parapublics et communautaires du territoire de la MRC de la Matawinie.

AVEC LES PARTENAIRES DU MAINTIEN À DOMICILE

- L'enquête et la diffusion des résultats ont consolidé des liens avec les différents partenaires oeuvrant en maintien à domicile. Une table de concertation élargie a été mise sur pied au sein de laquelle siègent tous les groupes communautaires en maintien à domicile, les CHSLD, les centres de jour, la Régie régionale et les représentants des députés et de la MRC.
- Plusieurs dossiers sont actuellement à l'ordre du jour, dont celui d'une harmonisation des services de transport, de la réorganisation des centres de jour ainsi que de la complémentarité entre chacun des organismes.

ENTRE LE CLSC ET LA SANTÉ PUBLIQUE

- Pour ces deux établissements, cette enquête a permis la mise en place d'une nouvelle collaboration entre des intervenants et des chercheurs.
- À la suite de cette expérience heureuse, un autre projet de consultation sur les besoins des personnes âgées de Chertsey a

été mené, et ce sous le leadership de la «Maison des Aînés de Chertsey». Les résultats de cette enquête seront déposés sous peu et déjà un impact direct de cette recherche s'est fait sentir, soit celui d'amener de nouveaux bénévoles au Centre communautaire.

ENTRE LE CLSC PROMOTEUR DE L'ENQUÊTE ET LES CLSC AVOISINANTS

- Peu de promotion a été faite de cette expérience, aucun autre CLSC de la région n'a emboîté le pas. Seul un CLSC de la région voisine s'est montré très intéressé par la mise en place d'un tel projet. Le réseau des CLSC peut avoir accès aux outils développés lors de cette enquête.

DES PROJETS POUR L'AVENIR

À la demande de la clientèle, une nouvelle évaluation sera faite à l'automne 1997. De plus, pour les clients issus du virage ambulatoire, il serait intéressant de procéder à une enquête semblable.

En conclusion, l'évaluation réalisée, tout en étant une démarche perfectible (bonifier l'instrument utilisé, rassurer la clientèle sur les conséquences d'y participer, ...), a donné des résultats substantiels tant pour la clientèle que pour les intervenants des différents organismes concernés par le maintien à domicile.

L'élément central de cette réussite est sans contredit la complicité. Rien n'aurait été possible sans l'accord des intervenants, sans la contribution des clients, sans l'ouverture du CLSC à entendre la parole des clients, à la considérer et à ajuster leurs services en tenant compte des suggestions émises.

Une autre complicité qui a été un atout majeur dans cette entreprise fut le financement de cette enquête par le CLSC et la Direction de la santé publique. Ils ont puisé dans leur propre budget sinon peut-être le CLSC attendrait-il encore une subvention!...

En somme, même dans la tourmente, il existe encore des complicités qui reposent sur la confiance, l'ouverture et la générosité.

Note

- ¹ Ce comité comprend les coordonnateurs des deux équipes de maintien à domicile, le responsable des allocations directes, une infirmière en maintien à domicile et une intervenante de la Direction de la santé publique.

GRILLE D'ÉVALUATION POUR UN HABITAT ÉCOLOGIQUE

Pierre GILBERT
Groupe de recherches écologiques
de la batture de Ville de La Baie

La **réalité de la mondialisation des échanges** a provoqué un peu partout dans le monde la détérioration des régions périphériques. Le Saguenay—Lac-Saint-Jean, caractérisé par sa réalité nordique, cherche sa place dans le jeu des avantages comparés qu'impose l'économie mondiale. Le recul au plan économique a conduit aux difficultés que nous connaissons en ce qui concerne l'emploi, l'exode des jeunes et la détérioration des conditions de vie en général. La région y a sacrifié au passage certaines bases de son développement propres à toute société avancée.

Réfugiée autour des acquis de la grande entreprise, la région a perdu sa diversité économique. Elle a notamment vu s'éteindre son agriculture à petite échelle, ses artisans et sa petite entreprise qui permettaient l'occupation du territoire et soutenaient les conditions d'un réel développement. Ce rétrécissement a entraîné une dépendance de l'extérieur, comme cela se passe partout ailleurs, une perte de la diversité génétique agricole, des savoir-faire et des technologies adaptées aux réalités spécifiques de la région.

C'est à ce besoin d'appropriation de sa diversité que le Groupe de recherches écologiques de la batture veut répondre et y inscrire sa vocation. La *grille d'évaluation pour un habitat écologique*¹ — habitat entendu dans son sens large — constituera le cadre de la démarche scientifique afin d'orienter les choix technologiques autour de ce concept.

La grille s'applique au domaine de la production des biens essentiels, à ce qui affecte directement la sécurité alimentaire et matérielle des populations, c'est-à-dire à l'être humain dans son habitat.

Dans un contexte de **planétarisation** des communications, elle vise à éclairer nos choix afin que s'opère une **décentralisation** réelle et vigoureuse du Québec au plan économique. Elle vise à permettre une croissance endogène, basée sur la diversité des productions et des échanges, sur des synergies riches et fertiles en région. Elle a été conçue:

- afin de favoriser la production locale des biens essentiels et créer de l'emploi chez nous;
- afin d'enrichir et d'optimiser les ressources de nos écosystèmes;
- afin de réduire le gaspillage énergétique des transports et tenir compte des effets à long terme du renouvellement des ressources;
- afin d'intégrer les coûts écologiques et sociaux dans nos choix et d'effectuer un véritable développement durable.

La dynamique de la **planétarisation** et de la **décentralisation** nous fera entrer dans le XXI^e siècle. Nous pourrions sauvegarder et enrichir les acquis de nos sociétés modernes et démocratiques car, en s'assurant de nos racines profondes, elles gagneront en stabilité. Elles pourront s'enrichir de la diversité des cultures locales et régionales intégrées au sein d'une vaste écologie globale productive plus respectueuse des besoins de la personne humaine.

Voici donc les sept critères qui peuvent nous aider à réfléchir sur la place et sur rôle de la technologie afin de soumettre cette dernière à nos choix de société et à nos impératifs humains.

1^{er} critère: Que la technologie pollue le moins possible

- Est-ce qu'elle pollue le moins possible, sinon dans les limites d'autorégulation de l'environnement?

- Est-ce qu'elle minimise l'épuisement et la pollution des ressources renouvelables, et ce autant à l'étape de sa conception que de sa mise en oeuvre?
- Est-ce qu'elle réduit les déchets et s'occupe de leur recyclage, de leur réutilisation et de leur insertion dans les cycles écologiques existants?
- Est-ce qu'elle améliore l'environnement naturel et produit par l'humain en favorisant un niveau plus élevé de complexité et de diversité des écosystèmes pour réduire leur vulnérabilité?
- Emploie-t-elle des matériaux purs et recyclables (pas d'alliages de plusieurs matières)?
- Tient-elle compte des coûts écologiques et sociaux de son déploiement?

2^e critère: Que la technologie soit mise en oeuvre et entretenue par les ressources locales

- Est-ce que la matière première qu'elle transforme, les matériaux qui entrent dans sa construction, les sources d'énergie qu'elle utilise se trouvent localement afin, entre autres, de réduire les coûts écologiques et sociaux des transports et de favoriser l'autonomie régionale?
- Fait-elle un usage optimal des facteurs locaux de production (force de travail, capital, ressources naturelles)?
- Est-ce qu'elle s'harmonise et progresse avec les éléments et les modèles valables de la culture locale?

3^e critère: Que la technologie soit simple et accessible à tous

- La technologie reste-t-elle compréhensible et rend-elle la production des biens accessible, particulièrement pour ceux dont les besoins de base ont été les moins satisfaits?
- Permet-elle la participation massive des populations?
- Est-elle durable, composée de pièces qui sont résistantes, s'usent peu, cassent rarement et peuvent être réparées? Est-elle ouverte à l'adaptation?
- Favorise-t-elle l'autodéveloppement à partir de la participation des populations au niveau local, régional et national?

4^e critère: Que la technologie soit intégrée et adaptée

- Est-elle bien adaptée et intégrée, de sorte qu'elle s'insère dans la vie des communautés humaines sans déstructurer leurs activités et leur économie local?
- Vise-t-elle la diversité des activités économiques plutôt que la spécialisation et la concentration?

5^e critère: Que la technologie ne rende pas l'humain dépendant de la machine en l'aliénant de ses habiletés

- Il importe de développer les habiletés de l'être humain au moyen de la machine et non le développement de la machine uniquement. Réduit-elle la dépendance débilante?
- Développe-t-elle les qualifications, le savoir-faire et la capacité de recherche des populations?
- Rend-elle accessible à tous le développement artistique, culturel, intellectuel?

- Libère-t-elle les êtres humains du travail dégradant, trop pénible ou sale?
- Exclue-t-elle, dans son déploiement et sa mise en oeuvre, l'asservissement des autres, le pillage et les conquêtes étrangères (militaires et économiques)?

6^e critère: Que la technologie soit saine et non toxique

- Le choix des matériaux et des tissus tient-il compte de leur non toxicité (vapeurs toxiques, radiations et champs électriques néfastes)?
- Les propriétés biophysiques inhérentes aux matériaux ont-elles un effet positif sur la santé (notamment pour les surfaces et les tissus: ventilation des matériaux, effets filtrants, odeurs, impact sur la régulation de l'humidité, ionisation, conductivité électrique, températures de surface, perméabilité aux radiations cosmiques, absorption du son, élasticité, etc.)?

7^e critère: Que la technologie soit esthétique et harmonieuse

- Est-elle belle? A-t-elle été créée avec un souci d'esthétique et d'harmonisation au paysage?
- Intègre-t-elle une certaine tendresse?

QUOI LOCALISER? QUOI PLANÉTARISER?

La localisation et la planétarisation seront les deux aspects de la dynamique des sociétés de demain, si nous voulons que soit relevé le défi écologique.

À LOCALISER

- La production des biens de première nécessité et dont on a un fréquent besoin:
 - nourriture;
 - fibres textiles;
 - matériaux des bâtiments (ce qui peut l'être).
- L'outillage simple:
 - sa fabrication;
 - ses matériaux.
- La production énergétique par des systèmes décentralisés et intégrés.
- La production des semences et la diversification du patrimoine naturel génétique des végétaux et de l'élevage.
- Les structures politiques où se prennent des décisions touchant l'économie.
- Les mécanismes et les leviers d'une défense populaire non violente.

À PLANÉTARISER

- Les structures politiques pour les grandes orientations économiques qui exigent une coordination nationale.
- Le développement du réseau informatique.
- Les connaissances techniques.
- Les semences, les races et les sélections d'élevage (échanges).
- Le savoir scientifique.
- Le savoir médical.

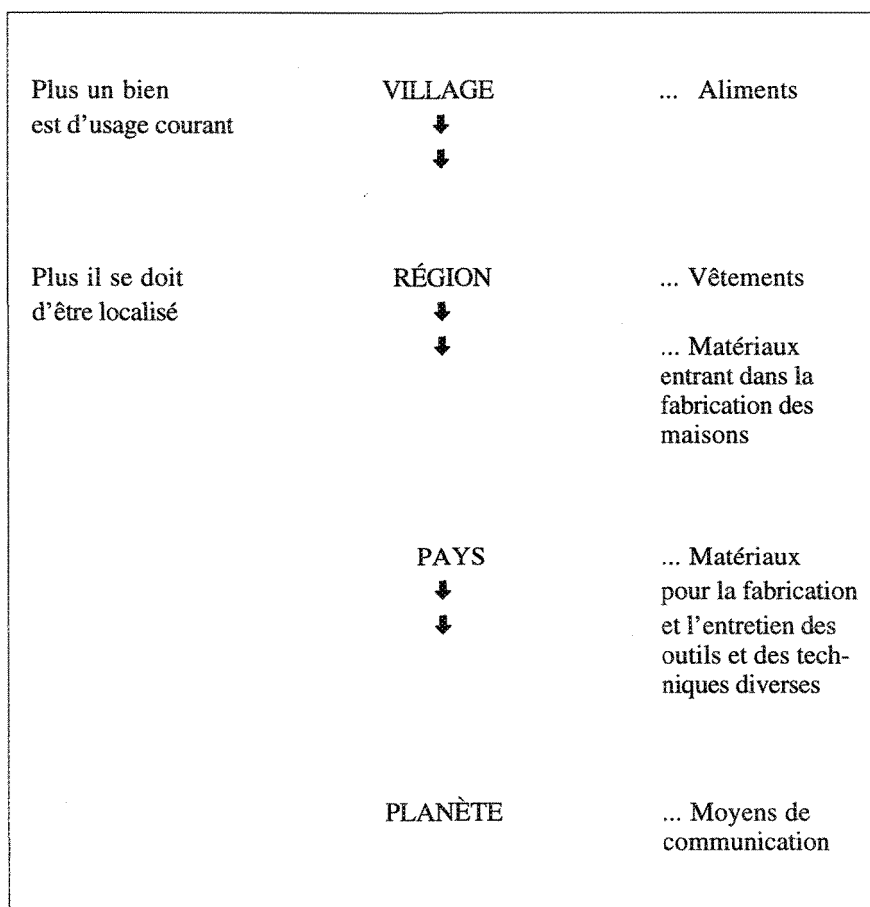
- L'enrichissement du savoir normalisé dans le domaine de l'éducation.
- L'art, la musique, la culture.
- La résolution de la pauvreté et de la misère.
- La résolution des méga-problèmes environnementaux (dégradation de la couche d'ozone, pluies acides, etc.).
- Le maintien d'un réseau mondial de communication et de transport pour les échanges et les loisirs.
- Des systèmes de secours et d'intervention d'urgence.
- La participation à un Conseil écologique de niveau et d'autorité mondiaux, non armé et doté d'une brigade d'intervention non violente.

NOTES

- ¹ Parmi les sources qui ont inspiré cette grille, citons:
Sach, I. (1981). *Invitation à l'écodéveloppement*, Toulouse, éd. Regard, pp. 306-308.
Schneider, Dr A. (1986). «Wood People and Health», in *Log Home Guide for Builders and Buyers*, Spring.
- ² À noter que certains matériaux devraient peut-être être exclus, comme tous les produits de la chimie du chlore (PVC, solutions chlorées, etc.) et les produits de finissage polluants. L'usage de l'aluminium devrait être réduit au maximum ou, tout au moins, devrait-on faire usage d'aluminium recyclé.

Graphique 1

Du local au planétaire



LES JEUNES ET L'EMPLOI

Gérald LINTEAU
Marie-Annick FORTIN
Les Entreprises-Jeunesse du Lac Pouce

UN PROJET RÉGIONAL

En 1994, le Forum national pour l'emploi, en collaboration avec le Secrétariat à la concertation du gouvernement du Québec, mettait sur pied le projet «*Action Emploi Jeunesse*». Ce projet identifiait cinq grandes zones d'action permettant de consolider et de susciter de nouvelles initiatives autour de la question de l'intégration des jeunes au marché du travail.

Au Saguenay—Lac-Saint-Jean, la zone d'action retenue concerne la création d'emplois réservés à l'insertion des jeunes au sein des entreprises privées et publiques existantes. Pour ce faire, un projet identifié comme «*La Roulotte pour l'emploi*» fut mis sur pied par un groupe régional dénommé Comité Action Jeunesse.

Les objectifs principaux de La Roulotte pour l'emploi sont:

- sensibiliser la population du Saguenay—Lac-Saint-Jean sur la problématique des jeunes et de l'emploi et sur l'urgence de créer des lieux d'insertion permettant aux jeunes d'accéder au marché du travail;
- amener la population dirigeante de la région à se concerter sur la question de l'insertion des jeunes à l'emploi;
- proposer des actions et des moyens concrets visant l'insertion des jeunes sur le marché du travail, et ce dans les différentes municipalités et MRC du Saguenay—Lac-Saint-Jean.

Une véritable roulotte mobile se déplacera dans différents milieux de la région pour inciter l'ensemble des intervenants sociaux et écono-

miques ainsi que les jeunes à se pencher sur la problématique de l'emploi. Cet élément devrait susciter l'intérêt des médias et assurer la visibilité du projet.

Un travail préparatoire à la visite de la roulotte dans un milieu aura été effectué auprès des intervenants du secteur concerné pour en maximiser l'impact.

La réussite d'une telle opération repose sur la collaboration et l'engagement de tous les intervenants interpellés. Les employeurs, les syndicats, les salariés, les élus ont des responsabilités face aux jeunes et se doivent de faciliter leur intégration au marché du travail et supporter leur quête de compétence.

Des vœux pieux ou des intentions futuristes n'intéressent pas les jeunes. Seul un débat menant à la structuration de projets concrets liés à l'insertion des jeunes dans des milieux de travail pourra satisfaire le Comité Action Jeunesse.

La créativité sera mise à l'honneur dans la recherche de solutions pour faire une place aux jeunes dans les milieux de travail. De nouveaux modes de gestion des ressources humaines, la réduction du temps de travail, le plafonnement des avantages sociaux, des modifications dans les conditions de mise à la retraite, le développement des congés de formation, etc. sont autant d'options qui seront explorées dans le but d'atteindre notre objectif.

DES INITIATIVES PROFONDÉMENT COMMUNAUTAIRES

Voici, très brièvement présentées, quelques initiatives jeunesse touchant la question de l'emploi.

LES ENTREPRISES-JEUNESSE DU LAC POUCE INC.

Mission

Permettre à des jeunes d'entrer sur le marché du travail et de participer à la gestion administrative par la création d'entreprises pour et par eux.

Témoignages

C'est un projet où tu trouves ta motivation parce que tu en fais partie. Si le projet avance, c'est toi; s'il recule, c'est toi aussi.

Josée Tremblay, gérante – 25 ans

Des entreprises qui ne pensent pas juste à l'argent mais aussi aux personnes.

Pascal Lévesque, 26 ans

LE GARAGE COMMUNAUTAIRE DU FJORD INC.

Mission

Permettre la création d'emplois à travers le développement d'une entreprise de modèle coopératif communautaire.

Le garage développe deux volets:

- 1) l'éducation, par l'accueil de jeunes en vue de développer leur employabilité;
- 2) la réparation mécanique à moindre coût.

Témoignage

C'est la preuve qu'à partir du milieu, on fait quelque chose, on bouge. Quand il est question d'entreprise, on pense sou-

vent au milieu collégial ou universitaire, mais même si on n'a pas la formation, si on a la volonté, c'est possible avec beaucoup de travail et de persévérance.

Caroline Tremblay, administratrice – 30 ans

LE REGROUPEMENT COMMUNAUTAIRE DE PERSONNES EN VUE DE SE CRÉER UN EMPLOI.

Mission

Permettre à des jeunes (18-30 ans) de travailler ensemble à créer leur propre emploi et à trouver en équipe les ressources nécessaires (humaines, financières, juridiques) pour démarrer leur entreprise.

Témoignages

On crée la solidarité, ensemble on est capable de faire de quoi.

Nathalie Thibault, 32 ans

Faut être convaincu de ce qu'on fait, ça augmente la solidarité, puis c'est beau et bon. Y'a de l'espoir, du courage et de la ténacité.

Nathalie Guay, 27 ans

FONDS D'ENTRAIDE COMMUNAUTAIRE

Mission

Offrir un support financier au développement de l'emploi chez les jeunes (18-30 ans) en privilégiant la création d'entreprises qui s'inspirent du modèle coopératif communautaire.

Témoignages

C'est beau puis courageux. Ça me fait dire qu'on est dans une situation critique. Y'a certainement un manque de soutien du gouvernement. Les gens ne croient pas assez aux initiatives des jeunes.

Hélène Roberge, 29 ans

C'est une prise en charge du milieu puis on a besoin de ça»
Michel Tremblay, 26 ans

DES CONVICTIONS PROFONDES

Les personnes impliquées dans ces différents projets et entreprises partagent toutes des croyances de base qui les stimulent dans leur action. La liste suivante en présente les principales:

- mettre plus d'importance sur la motivation intérieure, la volonté et le rêve des gens plutôt que sur leur correspondance au modèle du «parfait petit entrepreneur»;
- accéder au profil requis pour devenir entrepreneur par la mise en commun des habiletés et des compétences de chacun autour de projets;
- entreprendre le développement d'entreprises de modèle coopératif ou communautaire;
- reconnaître la non-responsabilité des jeunes face aux difficultés du marché du travail à les intégrer;
- encourager l'utilisation de nouvelles philosophies de gestion favorisant la participation des jeunes telles l'autogestion et la cogestion;
- voir à l'implication de personnes ressources ou utiliser la référence à des compétences extérieures selon les besoins exprimés par les groupes;

- prioriser la création d'emploi offrant un salaire décent plutôt que la notion de profit;
- développer une culture de valorisation du travail;
- comprendre que la création d'entreprises dépasse largement la notion d'«entrepreneurship».

DES SOLUTIONS

Les différentes interventions du milieu communautaire, qualifiées souvent d'idéalistes, sont empreintes d'un désir réel de bâtir un projet de société où chacun trouvera sa place. C'est par l'économie solidaire et la parole des jeunes que cette société sera baptisée d'une grande richesse.

L'intervention institutionnelle, quoiqu'animée d'objectifs honorables, demeure souvent loin de la vraie vie du jeune et de son combat quotidien pour sa survie.

Un travail de définition des mandats accordés à chacun des partenaires impliqués auprès des jeunes doit être fait au sein duquel le milieu communautaire délimitera sa place et son rôle.

Un défi se pose à chacun, soit celui de participer au devenir d'une société davantage responsable tout en offrant une réponse adéquate aux besoins vitaux de chacun.

La réalité des jeunes se définit par de multiples facettes. C'est dans l'alliance à bâtir que naîtra une solidarité florissante entre les institutions, les jeunes et le milieu communautaire. Ce partenariat aidera à affronter les enjeux sociaux qui se présenteront au prochain virage.

Les solutions devront inévitablement passer par la SOLIDARITÉ!... Alors au-delà de la tourmente... voilà des alliances à bâtir.

PARTIR EN FORMATION: UN GUIDE DE PROJET POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Claudine PAPIN
Coordonnatrice à la formation
Réseau des SADC du Québec

Le réseau des Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC), en partenariat avec Tandem Formation, a conçu un guide¹ de préparation et de réalisation de projets de formation. Il est destiné aux Sociétés d'aide au développement des collectivités, aux organismes et aux personnes qui oeuvrent au développement de leur collectivité. Ce guide est un outil pour ceux et celles qui veulent promouvoir et introduire la formation tant auprès d'équipes de permanents, de membres, de comités que de partenaires.

Au réseau des SADC du Québec, nous croyons qu'une des premières actions à entreprendre en formation, c'est d'outiller des acteurs du développement local dans la conduite de leur propre projet de formation. Être capable de nommer sa réalité, d'exprimer ses besoins, de dire qui l'on est et où on veut aller, c'est un premier pas vers la prise en charge.

Si les acteurs du développement local deviennent de meilleurs demandeurs et promoteurs de projets de formation, l'offre de formation ne sera que plus pertinente et ajustée aux besoins formulés par les collectivités qui veulent s'améliorer. Une démarche de formation, démarrant avec l'identification des améliorations recherchées et les besoins qu'elles sous-tendent, est une démarche qui s'aventure résolument sur le territoire du développement local. Cette façon d'initier et de concevoir la formation cherche à rompre le lien de dépendance, trop souvent entretenu dans des offres de formation. Cette dépendance risque de confiner la collectivité et les participants dans un rôle de consommateur de connaissances.

Le développement local, c'est l'art de faire émerger des projets dont le point de départ est la réalité collective et le vécu des personnes. Ce

guide de projet de formation est une démarche pour clarifier ce point de départ, pour rendre les besoins plus explicites, pour se les approprier et les transformer en projets de formation ajustés.

La figure 1 présente de façon synthétique la vision d'ensemble d'une démarche active de formation. Elle peut s'appliquer aussi bien à une organisation qu'à une personne. L'organisation, tout comme la personne, vit chacune des étapes à sa façon. La démarche se réalise en quatre grandes étapes:

LA RÉALITÉ DE L'ORGANISATION ET LE VÉCU DES PERSONNES

Nous vivons dans un monde en transformation; individuellement et collectivement, nous créons aussi des transformations. Ce double mouvement force le changement et l'adaptation continue. Il entretient constamment, chez les personnes, des besoins d'apprendre et, dans les organisations, des intentions d'améliorations.

LA PLANIFICATION DE LA FORMATION

La rencontre entre les besoins de l'organisation et des personnes fournit les repères nécessaires à la planification: motivations de formation, type d'intervention et cadre à implanter.

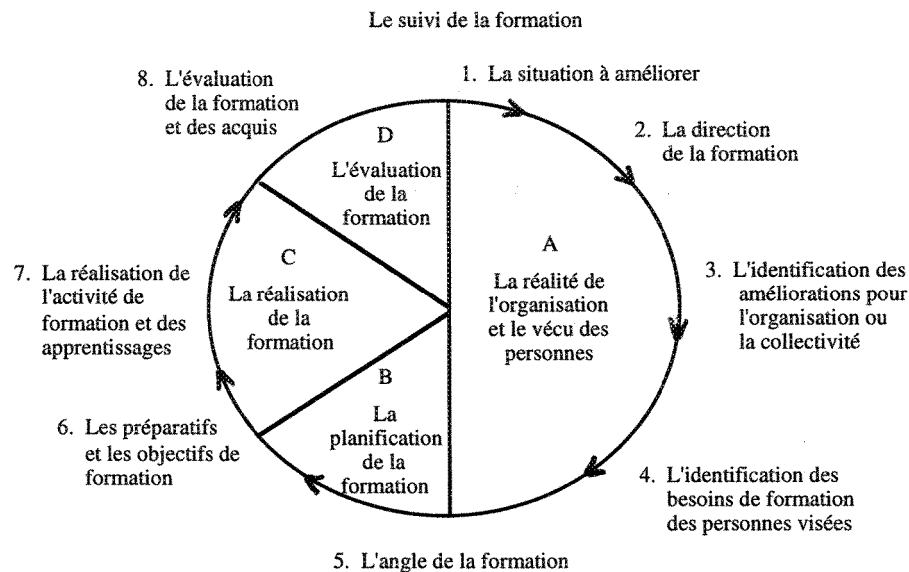
LA RÉALISATION DE LA FORMATION

En cours de réalisation, il faut s'assurer que le déroulement de la formation va dans le sens des choix faits préalablement et de la concordance entre les intérêts de l'organisation et les responsabilités individuelles.

L'ÉVALUATION DE LA FORMATION

Cette étape permet de mesurer l'atteinte des objectifs et de vérifier si les conditions ont été favorables. C'est aussi une opportunité de recueillir les possibles continuités.

Figure 1
Vision d'ensemble d'une démarche de formation



Le guide encadre à la fois l'accompagnement nécessaire et la participation continue. Il est basé sur une analogie: *Partir en formation sur le territoire du développement local*. On peut opter pour un voyage organisé ou pour l'organisation de son propre voyage. On peut se perdre dans un développement imposé de l'extérieur ou trouver sa direction et décider localement de son développement. C'est là le but du guide.

NOTE

- ¹ Ce document est maintenant disponible au réseau des Sociétés d'aide au développement des collectivités à l'adresse suivante: 100, route de l'Église, bureau 501, Sainte-Foy (Québec) G1V 3V7.

LA PROGRAMMATION NEURO-LINGUISTIQUE ET L'ACTION COMMUNAUTAIRE

Louise Tanguay
CLSC Sept-Îles

Ce texte narratif présente le déroulement d'un atelier exploratoire concernant une technique issue de la programmation neuro-linguistique (PNL) et ses applications possibles en action communautaire à travers l'expérience d'utilisation de l'auteure.

DÉCOUVERTE DE LA PNL

J'ai découvert la PNL en 1988, alors que mon centre de santé me demandait d'agir comme intervenante de première ligne dans le village où j'habitais sur la Basse Côte-Nord. La PNL m'avait alors été présentée comme une approche intéressante en relation d'aide individuelle. Mes professeurs ont été Anne Entus, Richard Bandler et Robert Dilt.

Par déformation professionnelle, je n'ai pu m'empêcher de voir toutes les applications théoriques et pratiques des techniques nouvellement apprises pour mon travail en action communautaire.

Peu de temps après, j'ai quitté la Basse Côte-Nord et je suis allée travailler à plein temps en organisation communautaire au CLSC de Sept-Îles, au module jeunesse-enfance-famille.

Plusieurs autres intervenants du CLSC étant formés en PNL, nous avons intégré ces outils dans nos interventions avec le milieu. J'ai souvent eu recours aux techniques de programmation neuro-linguistique pour préparer des animations sur mesure, adaptées aux besoins des groupes.

En 1994, j'ai décidé d'approfondir cette approche et je suis allée étudier à Bali, dans un contexte de découverte culturelle d'un nouveau milieu.

DÉFINITION

Mme Anne Entus définit la PNL comme suit:

En tant que processus, la programmation neuro-linguistique représente l'interaction dynamique qui existe entre le système nerveux, la physiologie, le langage qui crée l'expérience subjective et qui se manifeste par le comportement ainsi programmé¹.

Ainsi, nous sommes tous programmés depuis notre naissance et nous poursuivons ce processus de façon plus ou moins consciente. Cette programmation se ferait à partir de nos cinq sens, soit la vue, l'ouïe, le toucher, l'odorat et le goût.

Pour mieux saisir mon propos, regardez le mot suivant:
«A R B R E».

À quoi ce mot fait-il appel pour vous? Votre première réaction a peut-être été de voir les lettres, de vous arrêter à la forme de l'écriture ou encore d'imaginer un arbre? De quel arbre s'agissait-il? D'un conifère, un érable un palmier et pourquoi pas toute une forêt... Il y a autant d'arbres qu'il y a de personnes. En linguistique, on nous parle des connotations d'un mot. Pour les besoins de la cause, on dira ici que c'est votre programmation neurologique qui se manifeste à la vue du mot «arbre», et cela à partir de votre seule expérience subjective.

LE TECHNIQUE «WALT DISNEY»

Les techniques de programmation neuro-linguistique ont été développées en partie par l'observation minutieuse des interactions entre des thérapeutes connus comme Milton Erickson ou Virginia Satir et leurs patients, le tout enregistré sur vidéo. Cette technique porte le

nom de «modeling» et a permis de découvrir que, dans les interactions des spécialistes, le ton de la voix, par exemple, est aussi important que le message livré.

Les explorateurs de la PNL ont aussi étudié Walt Disney. Ils ont découvert que M. Disney utilisait un processus en trois phases lors de la production de chacun de ses films. Les voici:

PHASE 1: LE RÊVEUR

Dans cette phase, M. Disney visualise l'ensemble du film à produire en ne se mettant aucune limite. Il ne s'embarrasse aucunement des problèmes techniques ou des coûts possibles.

PHASE 2: LE RÉALISATEUR

Dans un deuxième temps, il revoit mentalement son film avec le regard du réalisateur. Cette étape vise à trouver les moyens techniques permettant de concrétiser le projet.

PHASE 3: LE CRITIQUE

À cette phase, M. Disney réexamine son idée et sa réalisation avec, cette fois-ci, le regard pointilleux des plus grands critiques. Il les entend passer leurs commentaires les plus cinglants et les plus sarcastiques. Ces critiques lui servent à améliorer son film.

Sans cesse, M. Disney rêve, réalise et critique son idée jusqu'au moment où il juge le produit prêt à être partagé avec le reste de son équipe. Ensuite tout le monde se met à la tâche!...

EXPÉRIMENTATION SUR LE THÈME DE «L'AVENIR DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE»

La suite de l'atelier présente l'expérimentation du processus en trois phases de Walt Disney appliqué au thème suivant «l'avenir de l'action communautaire».

On forme trois groupes: les rêveurs, les réalisateurs, les critiques. Les personnes intéressées rejoignent le groupe qui les attire le plus. Il faut également délimiter l'espace en trois zones² correspondant à chacun des groupes. Chaque groupe reçoit ses propres consignes.

CONSIGNES POUR LES CRITIQUES

Ne faites aucun commentaire à voix haute sans y avoir été invité. Notez tout ce que vous trouverez à critiquer dans ce qui va se passer. Devenez une personne très critique.

CONSIGNES POUR LES RÉALISATEURS

Travaillez à concrétiser les idées qui seront émises par les rêveurs. Soyez réaliste. Soyez préoccupé par les questions touchant les moyens de réalisation, le contexte de facilitation, le financement, les ressources mobilisables, enfin tout ce qui est nécessaire pour passer à l'action. Attendez avant de vous exprimer.

CONSIGNES POUR LES RÊVEURS

Nous sommes le 7 juin 1996. Tout est possible et l'avenir de l'action communautaire peut être comme vous décidez qu'il soit. Nous allons visiter cet avenir de rêve.

Nous sommes en juin 1997, ... juin 1998, ... juin 1999,... juin 2000,... Arrêtons-nous!

Regardez autour de vous, tout est comme vous le souhaitez. Prenez le temps de tout examiner, d'écouter. Que voyez-vous? Qu'en-

tendez-vous? Enregistrez également les parfums, les odeurs... tout étant comme vous le voulez. Notez les objets intéressants.

Transportez-vous maintenant dans le milieu où vous travaillez. Observez ce qui se passe, ce que l'on dit et notez ce qui vous intéresse. Faites la même chose avec vos collaborateurs, avec votre environnement immédiat, votre ville, etc...

Allez maintenant en l'an 2005 voir comment tout ce qui a été mis en place en l'an 2000 a évolué. Est-ce comme vous le souhaitiez? Retenez les éléments les plus importants.

Sachant ce que vous savez maintenant, revenez tranquillement vers l'an 2000, retenez ce qui est important et revenez à 1999, ... à 1998, ... à 1997, septembre 1996, ... août 1996, ... juillet 1996, ... juin 1996 à Jonquière dans l'atelier sur la PNL.

Les rêveurs vont nous livrer ce qui est important pour l'avenir de l'action communautaire. Notez toutes les idées.

Les réalisateurs s'expriment maintenant sur les moyens à mettre en place pour réaliser l'avenir rêvé de leurs collègues précédents. Notez tout sans aucun jugement.

Les critiques passent à l'action sans aucune retenue, mais une personne à la fois. Encore une fois, on note tout sans sélection.

L'expérience se poursuit après que les groupes se sont déplacés dans le sens des aiguilles d'une montre. Les rêveurs deviennent ainsi les réalisateurs; les critiques s'en vont rêveurs et les réalisateurs se transforment en critiques. Le processus est repris dans son entier pour la deuxième fois, puis une troisième fois, afin de permettre à chaque personne de jouer les trois rôles.

Avec les groupes de travail, nous procédons ensuite à la réunion formelle pour planifier le développement de l'action communautaire souhaitée.

CONCLUSION

À Sept-Îles, nous avons fait cette démarche avec un organisme communautaire. Une personne avait vu la porte du local qui n'arrêtait pas de fermer et d'ouvrir tellement les gens venaient à l'organisme. Un an plus tard, j'étais là et la porte n'arrêtait pas de fonctionner tellement il y avait du monde qui entraît et sortait.

Attention à vos rêves, car ils se réalisent! Pourquoi choisir des cauchemars quand on peut rêver ce qu'il y a de mieux!

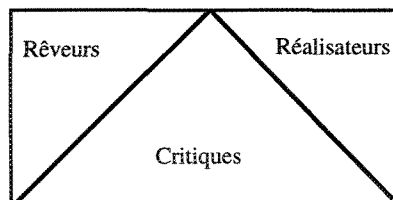
L'action communautaire et la PNL partagent l'importance de fixer des objectifs clairs, atteignables et vérifiables aux interventions que l'on veut mettre de l'avant.

La PNL offre à l'action communautaire une façon efficace de bâtir des outils pour une action bien adaptée à la culture des milieux d'intervention. C'est dans ce sens-là qu'elle m'est particulièrement utile dans ma pratique d'organisatrice communautaire. Dans le cadre de cet atelier, nous avons expérimenté un outil. Dans ma pratique quotidienne, je me sers de la PNL pour bâtir mes outils en fonction des objectifs et de la culture des groupes et des milieux avec lesquels je travaille.

NOTES

¹ Traduit de *Vision Bale 94*, A. Entus.

²



Marquez sur le plancher l'espace réservé à chaque groupe.

LE VIRAGE AMBULATOIRE DANS LE RÉSEAU DE LA SANTÉ: UNE OPPORTUNITÉ ET UN DÉFI POUR L'INDUSTRIE DU TAXI

Michel TRUDEL
Ministère des Transports du Québec

INTRODUCTION

L'automne dernier, le ministère des Transports du Québec recevait une quantité impressionnante de demandes d'information sur le transport collectif par taxi de la part de travailleurs communautaires oeuvrant dans différents CLSC à travers le Québec (et même de nos collègues français!).

Qu'est-ce qui pouvait bien expliquer un tel engouement pour cette question de la part des CLSC? Comment expliquer toutes ces demandes?

Un court article intitulé *Le transport collectif par taxi* venait de paraître dans le Bulletin de liaison du Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire (RQIIAC) en CLSC et Centre de santé. On y indiquait les coordonnées du ministère pour ceux et celles qui voulaient en savoir plus. Et ils étaient nombreux!

Après avoir consulté une copie de cet article et pris connaissance du contenu du colloque du RQIIAC sur un thème prometteur: «De nouvelles alliances à bâtir», nous avons décidé de faire connaître un peu plus l'industrie du taxi et de discuter comment elle peut devenir un partenaire important dans le cadre du virage ambulatoire. Plus précisément, cet article présente quatre thèmes:

- la composition, l'encadrement général et le mode de fonctionnement de l'industrie du taxi du Québec;

- la diversité des services que l'industrie du taxi peut rendre, notamment en ayant recours à la possibilité de conclure des ententes contractuelles;
- la possibilité de disposer d'un transport collectif minimal dans certaines communautés ou de taxis adaptés aux personnes tributaires d'un fauteuil roulant;
- le résultat du dialogue intervenu entre les représentants de l'industrie du taxi et ceux des centres d'action bénévole.

En somme, tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le taxi et que vous n'avez jamais osé demander!

PRÉSENTATION DE L'INDUSTRIE DU TAXI DU QUÉBEC

Le Québec compte quelque 8 000 taxis répartis partout où il y a une relative concentration de population. Dans bien des collectivités et pour certains concitoyens à mobilité réduite, le taxi constitue la seule ressource de transport public disponible.

L'offre de transport se fait par le biais de compagnies ou d'associations de services dans lesquelles se regroupent les exploitants. Ces associations de service assurent en permanence la réception des appels téléphoniques des clients et les répartissent aux taxis en service.

Dans les principaux centres urbains du Québec, les propriétaires de taxi sont regroupés au sein des ligues de taxis qui voient à représenter leurs membres sur le plan professionnel. Les ligues de taxi et certains des taxis en région sont regroupés dans l'Association québécoise des intervenants du taxi (AQIT).

Les territoires de taxi peuvent regrouper plusieurs municipalités. Un certain nombre de permis de taxi sont assignés dans chacun de ces territoires; le nombre de taxis est gelé dans les agglomérations de taxi, alors que la Commission des transports du Québec peut émettre de nouveaux permis de taxi dans les régions jusqu'à concurrence d'un permis par 1 000 habitants. Dans certains cas, on

peut, par règlement, augmenter ce nombre en prescrivant un ratio particulier.

Les taxis peuvent prendre leurs clients n'importe où dans leur territoire. Ils peuvent aussi aller les chercher à l'extérieur de leur territoire à deux conditions: la demande leur a été adressé préalablement (par appel ou dans le cadre d'un contrat) et la course se destine dans le territoire d'exploitation du permis de taxi.

La tarification est prescrite par la Commission des transports du Québec et elle est uniforme à l'échelle du Québec (sauf dans les cas de Fermont et de l'aéroport de Dorval):

- au départ: 2.25\$;
- pour chaque kilomètre parcouru avec l'usager: 1.00\$;
- pour chaque minute d'attente: 0.37\$;
- les taxes applicables sont incluses.

Signalons toutefois que les taxis en région ne sont pas obligés de disposer d'un taximètre, auquel cas ils ne peuvent charger le montant de prise en charge.

La tarification du transport par taxi peut aussi différer de celle prescrite par la Commission lorsqu'elle est convenue dans le cadre d'un **contrat écrit** où ce dernier prévoit les modalités de facturation. Celles-ci peuvent être diverses. À titre d'exemple, mentionnons que:

- la tarification peut être établie de façon à simplifier les contrôles et les procédures administratives. Des tarifs fixes, par exemple pour les transports répétitifs, peuvent être utilisés;
- la tarification peut être supérieure à celle prescrite par la Commission si, par exemple, on exige un véhicule particulier, un équipement supplémentaire, une formation professionnelle pour le chauffeur ou une prestation de service et d'assistance supplémentaire;

- la tarification peut être inférieure à celle prescrite par la Commission si le volume total généré s'avère particulièrement attrayant pour les taxis.

Dans bien des contrats, la tarification prescrite par la Commission des transports du Québec agit souvent comme base de calcul, et cette dernière reste en vigueur si les parties ne s'entendent pas à cet égard.

UN ENCADREMENT RÉGLEMENTAIRE PROVINCIAL

L'ensemble de l'offre de transport par taxi est régi par un encadrement légal et institutionnel.

Le ministère des Transports est garant de la Loi sur le transport par taxi et du Règlement sur le transport par taxi, qui sont les deux principaux documents de base. Sur le territoire de la communauté urbaine de Montréal s'ajoute un règlement complémentaire adopté par l'autorité régionale.

La Commission des transports du Québec agit pour sa part en tant qu'agent régulateur: elle fixe la tarification, s'assure de la conformité des taximètres, émet les permis selon les normes réglementaires, etc.

La Société d'assurance automobile du Québec voit pour sa part au contrôle et au respect des prescriptions réglementaires: on doit acheminer une plainte aux contrôleurs routiers si l'on croit avoir été abusé ou lésé dans le cadre d'un transport par taxi¹.

Tout cet encadrement est mis en oeuvre pour l'atteinte des objectifs suivants:

- sécurité du public;
- protection du consommateur;
- disponibilité du service;
- qualité du service;
- rentabilité raisonnable de l'exploitation.

DIVERSITÉ DES SERVICES OFFERTS PAR L'INDUSTRIE DU TAXI

Outre le service régulier de taxi (un transport de nature privée, porte-à-porte et à la demande), certains services originaux sont offerts par des compagnies de taxi. La possibilité de conclure des ententes contractuelles avec ces entrepreneurs a apporté une souplesse dans la tarification et a favorisé l'éclosion d'initiatives intéressantes. Voici, dans les lignes qui suivent, un relevé succinct de certains de ces services.

TRANSPORT COLLECTIF PAR TAXI

Plusieurs sociétés de transport utilisent des taxis pour remplacer les autobus en dehors des heures de pointe (sur la Rive-Sud de Montréal ou à Sherbrooke notamment). Le service le plus marquant est le TAXIBUS de Rimouski, qui a fait la preuve que les villes de taille moyenne, et même les petites villes, peuvent se doter d'un service de transport en commun respectant leur échelle et leur budget en ayant tout simplement recours à leurs taxis locaux.

Le transport collectif par taxi peut être offert en vertu d'un contrat avec la municipalité, un regroupement de municipalités ou avec l'organisme chargé de l'organisation du transport collectif sur le territoire visé. Il peut aussi l'être en vertu d'un règlement d'une autorité régionale ou du gouvernement du Québec (Trudel, 1995).

Le recours à un fournisseur de services de transport déjà disponible sur le marché local permet beaucoup de souplesse dans la mise en oeuvre d'un service de transport collectif. Ce service peut être minimal, en n'offrant que quelques départs et retours par jour et en calquant l'horaire sur celui du CLSC local, par exemple.

TRANSPORT ADAPTÉ

Les services de transport adapté aux personnes handicapées sont subventionnés par le ministère des Transports du Québec. Ces services sont bien implantés partout au Québec. Mentionnons ici

l'ampleur de la participation des taxis à cette offre de transport: environ 40% de tous les déplacements organisés par les services de transport adapté sont exécutés par les taxis (Trudel, 1996).

Une autre donnée s'avère significative: plus de 6 000 chauffeurs de taxi du Québec ont suivi un cours de perfectionnement professionnel sur le transport des personnes handicapées (Ministère des Transports, 1996a). De plus, on compte un certain nombre de véhicules adaptés au transport des personnes tributaires d'un fauteuil roulant dans le parc de taxis au Québec.

TRANSPORT DE GROUPES

La réglementation distingue le taxi du minibus par le nombre de personnes qu'on peut asseoir dans le véhicule original. La limite est fixée à dix: neuf personnes et moins, c'est un taxi; dix et plus, c'est un autobus ou minibus. C'est donc dire que les taxis peuvent s'équiper de fourgonnettes qui s'avèrent des véhicules adéquats pour transporter de petits groupes.

Le transport de groupes se distingue du transport collectif. Le transport collectif est offert à tous les citoyens; les passagers n'ont pas nécessairement de liens entre eux et la tarification est prescrite par passager. Le transport de groupes est requis par une personne ou une institution pour transporter son groupe, ses membres ou ses bénéficiaires; la tarification est convenue dans le cadre d'un contrat ou calculée au taximètre, et c'est le requérant qui paye le transporteur, même s'il a convenu avec les membres de son groupe une répartition des frais.

LIVRAISONS D'ÉPICERIE PAR TAXI

Certains épiciers s'entendent par contrat avec des entreprises de taxi afin d'offrir un service de livraison avec le client à bord. *L'épicerie porte-à-porte* est un service apprécié notamment des personnes âgées.

POURBOIRE GRATUIT

Une entreprise de taxi de Montréal a fait de la publicité en distribuant un coupon mentionnant «pourboire gratuit». Cette promotion a également été très appréciée de la part des gens âgés.

Les autres services disponibles concernent plus directement le virage ambulatoire.

LES TAXIS S'ENGAGENT DANS LE VIRAGE AMBULATOIRE

Le virage ambulatoire dans lequel s'engage le réseau de la santé au Québec offre une opportunité exceptionnelle à l'industrie du taxi de démontrer sa capacité à donner un service de transport sur mesure et professionnel.

Déjà, les taxis sont présents et offrent leurs services dans le réseau de la santé; voici quelques exemples de services de transport médical offerts par des taxis.

L'HÔTEL-DIEU DE SOREL

En 1993, l'Hôtel-Dieu de Sorel signait un contrat avec la Coopérative de taxi de Sorel. Le contrat prévoit le gabarit minimal des véhicules, les obligations du chauffeur, la couverture d'assurance du fournisseur (il peut transporter occasionnellement des patients utilisant un masque à oxygène), la durée maximale de l'attente du client à destination en deçà de laquelle le chauffeur ne peut exiger aucuns frais supplémentaires, et évidemment le coût du service. Le coût du transport est fixé à 0.46\$ le kilomètre et le temps d'attente à 14.50\$ l'heure; ces prix comprennent les taxes.

Le chauffeur doit rester avec le patient si celui-ci n'a pas d'escorte; il doit l'accompagner dans ses démarches, lors de ses repas, etc. Si un problème médical survient, le chauffeur-accompagnateur doit faire appel aux ressources médicales. Les frais de stationnement sont évidemment remboursés.

Le tarif retenu ne semble pas élevé? En effet. Ce tarif s'explique par le fait que le chauffeur doit de toute façon retourner à son point d'origine. Qu'il fasse un aller simple à 100% du tarif ou un aller-retour à 50% dans chaque direction, cela revient pratiquement au même pour lui. La différence pour lui est le revenu supplémentaire généré par l'accompagnement du patient.

Ce contrat a été renouvelé en novembre 1995, sensiblement aux mêmes conditions et avec des tarifs légèrement inférieurs, avec une autre compagnie de taxi locale.

LE CENTRE HOSPITALIER LAURENTIEN DE SAINTE-AGATHE

Les services de transport générés par le Centre hospitalier laurentien ont fait l'objet d'une entente avec les exploitants de taxi de Sainte-Agathe. Cette entente prévoit des frais fixes pour les hôpitaux de Montréal, de Saint-Jérôme et de L'Annonciation. L'entente comprend aussi un tarif pour le temps d'attente de 22.00\$ l'heure jusqu'à concurrence du double du prix initial; il n'y a pas de frais additionnels pour le retour.

LE CENTRE HOSPITALIER ANNA-LABERGE DE CHÂTEAUGUAY

Le transport des bénéficiaires du Centre hospitalier Anna-Laberge fait l'objet d'un contrat de services avec les exploitants de taxi de Châteauguay. Le contrat prévoit des prix fixes pour la prise en charge du bénéficiaire et son transport; le tarif du temps d'attente et d'accompagnement est fixé à 10.00\$ l'heure. Si le retour se fait en une heure ou moins, le prix du retour est la moitié du tarif fixé. L'entente prévoit également l'obligation pour les chauffeurs d'avoir suivi les cours «Transport par taxi de personnes handicapées» et «Premiers soins/RCR».

Un certain temps après la signature de ce contrat, la compagnie de taxi de Châteauguay faisait l'acquisition d'un véhicule adapté pour augmenter sa part de marché dans les transports générés par le centre hospitalier. De fait, en ayant recours à ce taxi adapté, le gestionnaire diminuait son enveloppe budgétaire pour les services d'ambulance.

LE «TAXI ROULANT» DE GRANBY

La compagnie de taxi de Granby a signé un premier contrat avec un centre d'accueil pour personnes en perte d'autonomie en offrant son concept de «Taxi roulant»: le taxi dispose d'une chaise roulante pliée dans son coffre et il peut aisément prendre en charge une personne à mobilité réduite en utilisant ce fauteuil.

Si le chauffeur éprouve des difficultés à aider cette personne à se rendre au véhicule, il peut appeler un collègue. Les tarifs sont raisonnables et prévus au contrat avec l'institution. La compagnie de taxi de Granby entend offrir prochainement son service de «Taxi roulant» à toutes les institutions de son territoire.

LES TRANSPORTS MÉDICAUX DE SAINT-HYACINTHE

La compagnie de taxi de Saint-Hyacinthe assume déjà 100% de tous les transports adaptés organisés par la Ville; à cette fin, elle s'est dotée d'un taxi accessible pouvant transporter une personne dans son fauteuil roulant. C'est en voyant circuler ce taxi adapté qu'un gestionnaire du centre hospitalier Honoré-Mercier a communiqué avec eux. Résultat: les taxis de Saint-Hyacinthe ont maintenant deux véhicules adaptés! Ils assument une bonne part des transferts interétablissements, ce qui représente une économie annuelle de 13 000\$ par année pour le centre hospitalier par rapport au transport par ambulance. Depuis peu, dans le cadre d'une expérience-pilote, les taxis de Saint-Hyacinthe font le transport des bénéficiaires du centre de jour de l'Hôtel-Dieu.

LES TAXIS ÉQUIPÉS DE SIÈGES POUR BÉBÉS ET JEUNES ENFANTS

Les taxis de Saint-Hyacinthe innovent. Depuis plusieurs années déjà, ils offrent aux clients qui le requièrent de transporter leurs enfants assis dans des sièges conçus pour eux. Sur appel, le chauffeur prend le siège adéquat entreposé à la centrale radio et se rend aussitôt prendre ses passagers. Cette expérience originale a été instaurée par le CAA Québec, qui avait également donné une session

d'information et de sensibilisation aux chauffeurs de taxi de Saint-Hyacinthe.

L'ÉPICERIE EN FOLIE

Depuis près d'une année, le CLSC Côte-des-Neiges organise en collaboration avec la compagnie de taxis Diamond le transport de différentes personnes pour les amener faire leur épicerie en commun. Le CLSC fournit à la compagnie de taxi les noms et les adresses des personnes à transporter; les taxis font le transport et facturent par la suite le CLSC.

LES TRANSPORTS MÉDICAUX DES VÉTÉRANS

Nous pensons parfois innover! Les vieux chauffeurs de taxi de Montréal pourraient bien nous donner une leçon d'humilité: l'association de taxis *Veteran's Taxi* de Montréal assure les transports médicaux des vétérans de l'armée canadienne depuis l'après-guerre. Les vétérans appellent directement à la compagnie de taxi, donnent leur numéro d'autorisation et leur heure de départ. La facturation est ensuite transmise directement au ministère des Anciens combattants.

LE TRANSPORT BÉNÉVOLE

Avec la récession économique qui s'éternise, les difficultés financières des ménages et les compressions budgétaires des organismes publics, une nouvelle problématique a surgi au cours des dernières années: le transport bénévole.

La Loi sur le transport par taxi contient, depuis son adoption en 1983, une disposition concernant le transport bénévole qui fait en sorte qu'il n'est pas requis de détenir un permis pour offrir un service de transport bénévole tel que défini au sens de la Loi:

Article 2:

La présente loi s'applique au transport rémunéré de personnes à l'aide d'une automobile.

Elle ne s'applique pas: [...]

- 3- au transport effectué par un conducteur bénévole dans le cadre d'une initiative de bienfaisance soutenue par un organisme humanitaire reconnu à la condition que la rémunération totale pour un tel transport ne constitue qu'une contribution ne pouvant excéder un montant calculé selon le maximum des frais d'utilisation d'une automobile fixés par la Commission des transports.

Deux questions ont vite surgi en même temps: quelle est la place du transport bénévole et quel montant devrait-on rembourser pour les frais d'utilisation d'une automobile?

Pour répondre à la première question, un comité interministériel a été formé à la demande de la Fédération des centres d'action bénévole du Québec. Outre la Fédération, les autres organismes représentés étaient notamment l'Association québécoise des intervenants du taxi, le ministère des Transports et le ministère de la Santé et des services sociaux. Les délibérations de ce comité sont résumées dans un court document intitulé *Bilan des Consensus* (Comité interministériel sur le transport bénévole, 1994).

Les membres du comité ont été informés que la disposition concernant le transport bénévole, étant une exception à une loi de portée générale, doit être interprétée de façon restrictive. D'autre part, le ministère des Transports est d'avis qu'un centre hospitalier, comme tout autre organisme du gouvernement, a pour fonction de donner des services publics pour lesquels les citoyens paient des impôts: en conséquence, un centre hospitalier n'est pas assimilable à un organisme humanitaire au sens de la Loi sur le transport par taxi.

Parmi les consensus du comité, on retrouve donc celui-ci qui porte sur les transports interétablissements dans le réseau de la santé et des services sociaux: «[...] les transports interétablissements des béné-

ficiaires ne devraient être confiés aux transporteurs bénévoles qu'en tout dernier recours».

Les convergences entre les taxis et les centres d'action bénévole ont été plus fréquentes qu'on pouvait penser. Les centres d'action bénévole ne voient pas tous d'un bon oeil les nouveaux rôles qu'on voudrait bien les voir jouer.

Une preuve de ces convergences de vue est le projet de formation en Accompagnement-Transport mis de l'avant par la Fédération: ce projet profitera également à l'industrie du taxi et ses représentants réunis au sein de l'AQIT collaborent déjà à l'élaboration de ce programme (Ministère des Transports du Québec, 1996b).

Quant à la deuxième question, la Commission des transports du Québec vient d'y répondre en rendant récemment une décision qui entrera en vigueur à la fin du mois de juin: elle fixe à 0.24\$ par kilomètre les frais d'utilisation d'une automobile dans le cadre d'un transport bénévole (Commission des transports du Québec, 1996).

Le ministère des Transports compte diffuser prochainement le dépliant d'information conçu par les membres du comité interministériel sur le transport bénévole.

Au cours d'une conférence prononcée récemment devant les membres de l'AQIT, le ministère a également mis en évidence le fait que, si le transport bénévole est si présent dans les petites villes, c'est peut-être à cause de l'absence de services de transport en commun. Le ministère les a donc invités à étudier la possibilité d'offrir eux-mêmes ce type de service, et même d'offrir leurs services de transport aux centres d'action bénévole.

CONCLUSION

L'encadrement réglementaire, la souplesse contractuelle prévue dans la Loi, l'organisation de l'industrie et la volonté de ses membres de se perfectionner en suivant différents cours d'appoint, voilà autant d'éléments qui se conjuguent pour offrir des services de transport

sur mesure, en fonction des besoins particuliers des différentes institutions.

Voici quelques avantages de l'industrie du taxi qui font en sorte qu'elle peut aider les gestionnaires du réseau de la santé à prendre le virage ambulatoire:

- sa **disponibilité**: 24 heures sur 24, sept jours par semaine, quasiment partout au Québec, disponible sur appel, dans les minutes qui suivent;
- sa **sécurité**: les chauffeurs détiennent un permis émis par la Société de l'assurance automobile du Québec; leurs véhicules sont inspectés deux fois par année;
- son **professionnalisme**: les chauffeurs doivent réussir un test de connaissance du territoire, le centre de répartition qui dispose du personnel qui connaît le territoire et qui peut organiser de façon optimale des parcours de ramassage;
- son **perfectionnement professionnel**: près de 6 000 chauffeurs de taxi au Québec ont suivi le cours «Transport par taxi de personnes handicapées». À Québec et à Châteauguay, les ligues ont organisé des cours de premiers soins; enfin, un cours est en voie de préparation sur l'accompagnement-transport des personnes malades et des personnes âgées;
- sa **tarification**: fixée par un organisme public de régulation économique: la Commission des transports du Québec;
- sa **souplesse contractuelle**: il est possible d'établir des prix fixes pour les principaux déplacements générés par l'institution, ce qui facilite la tâche de l'administrateur pour les prévisions budgétaires et le contrôle de la prestation;
- ses **services d'appoint**: les taxis peuvent offrir aux institutions la prise en charge complète des bénéficiaires à transporter (le service «drap-à-drap»);

- ses **véhicules**: on peut un ou plusieurs véhicules adaptés ou des véhicules équipés de siège pour bébés.

Parmi les éléments que vous devez considérer lors de la préparation d'un service de transport et lors des négociations avec les entreprises de taxi, n'oubliez pas ceux-ci:

- la possibilité d'ententes contractuelles;
- la possibilité d'établir des tarifs fixes;
- la possibilité de prescrire des cours de perfectionnement professionnel pour les chauffeurs qui donneront le service;
- la présence d'une seule ou de plusieurs compagnies de taxi;
- la notion des territoires de taxi;
- la prise en compte de l'aller et du retour de chacune des courses;
- la possibilité de transport de groupes;
- les modalités de facturation.

RÉFÉRENCES

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE TRANSPORT BÉNÉVOLE (1994). *Bilan des consensus*, gouvernement du Québec.

COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC (1996). *Transport bénévole, frais d'utilisation d'une automobile fixés à 0.24\$ du kilomètre*, communiqué de presse, 30 mai.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC (1996a). *Transport par taxi de personnes handicapées: un effort sans précédent de perfectionnement professionnel dans l'industrie du taxi du Québec*, communiqué de presse, 15 février.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC (1996b). *Virage ambulatoire et transports: élaboration d'un cours de perfectionnement en accompagnement-transport à l'intention des chauffeurs de taxi et des accompagnateurs bénévoles*, communiqué de presse, 16 avril.

TRUDEL, M. (1995). «Transport collectif par taxi, une formule qui s'adapte à la demande», *Municipalité*, octobre-novembre, pp. 4-9.

NOTE

- 1 Pour une vue synthétique du système et pour identifier rapidement les personnes responsables dans chacune des régions du Québec, on peut consulter les documents suivants: *Répartition des responsabilités* et *Identification des interlocuteurs en région* (disponibles au ministère des Transports). Pour plus de détails, l'*Atlas du taxi du Québec* présente la structure de l'industrie du taxi dans chacune des Municipalités régionales de comté du Québec.

ANNEXE 1

LISTE DE NOMS POUR L'ATELIER POSTER

1. Monsieur RENÉ FRÉNETTE
CLSC St-Henri
3833, Notre-Dame O.
MONTREAL (Québec)
H4C 1P8

Tél.: (514) 933-0207 - poste 467
Fax: (514) 933-1740

Sujet: Poster – Magasin Partage

2. Madame JOHANNE FORTIN
CLSC des Prés-Bleus
870, boul. Marcotte
ROBERVAL (Québec)
G8H 2A5

Tél.: (418) 275-0634
Fax: (418) 275-0423

Sujet: Centre d'aide aux sans-emploi (CASE)

3. Madame SYLVIE DUGAS
Centre de Santé de Port-Cartier
24, boul. des Îles – Local 111
PORT-CARTIER (Québec)
G5B 1L1

Tél.: (418) 766-2715 – poste 340

Sujet: Fermeture d'usine – Mise à pied massive

4. Madame MARIE-CLAUDE LAROUCHE
Centre de santé de Port-Cartier
24, boul. des Îles
Bureau 111
PORT-CARTIER (Québec)
G5B 2M9

Tél.: (418) 766-2715 – poste 341
Fax: (418) 766-3972

Sujet: Soutien familial et support éducatif aux familles défavorisées

5. Madame MARIE-CLAUDE DROUIN
CLSC Nicolet-Yamaska
390, rue Principale
SAINTE-MONIQUE (Québec)
JOG 1N0

Tél.: (819) 289-2255
Fax: (819) 289-2982

Sujet: Projet Mère-Veille

6. Madame MARIE CYR
CLSC des Chutes
201, boul. des Pères
MISTASSINI (Québec)
G8M 3A7

Tél.: (418) 276-5452
Fax: (418) 276-8589

Sujet: Groupe d'entraide parentale (0-5 ans)

7. Monsieur MARCEL GÉLINAS
Centre de Santé LEBEL
950, boulevard Quévillon Nord
C.P. 5000
LEBEL-SUR-QUÉVILLON (Ungava)
JOY 1X0

Tél.: (819) 755-4881
Fax: (819) 755-3779

Sujet: Les Animations PACE-ÂGE
8. Monsieur MARCEL GÉLINAS
Centre de Santé LEBEL
950, boulevard Quévillon Nord
C.P. 5000
LEBEL-SUR-QUÉVILLON (Ungava)
JOY 1X0

Tél.: (819) 755-4881
Fax: (819) 755-3779

Sujet: Dialogue sur les toxicomanies
9. Monsieur JEAN-LUC TURPIN
Centre ressources jeunes
15, rue Perreault Est
ROUYN-NORANDA (Québec)
J9X 3C1

Tél.: (819) 762-0715
Fax: (819) 762-8775

Sujet: Locaux de jeunes en milieu rural

10. Monsieur JACQUES BOURGEOIS
Centre de santé Sainte-Famille
22, Notre-Dame Nord
C.P. 2000
VILLE-MARIE (Québec)
JOZ 3W0

Tél.: (819) 629-2420

Fax: (819) 629-3257

Sujet: T.C. personnes âgées

11. Monsieur JEAN-CLAUDE GUILMAINE
CLSC Haute-Yamaska
294, Déragon
GRANBY (Québec)
J2G 5J5

Tél.: (514) 375-9497 – poste 222

Fax: (514) 776-6602

Sujet: Dépilant sur l'Action communautaire

12. Madame JO-ANNE LAFORGE
CLSC Hochelaga-Maisonneuve
1620, av. de La Salle
MONTRÉAL (Québec)
H1V 2J8

Tél.: (514) 253-9717 – poste 355

Fax: (514) 253-1239

**Sujet: Protocole de référence au CLSC à
l'intention des groupes communautaires**

13. Monsieur PIERRE-JULIEN GIASSEN
CLSC de la Jonquière
C.P. 580
JONQUIÈRE (Québec)
G7X 7W4

Tél.: (418) 695-8233
Fax: (418) 695-3327

Sujet: CDC – Corporation des Deux-Rives

14. Madame MARIELLE ROULEAU
CLSC de Hull
85, St-Rédempteur
HULL (Québec)
J8X 4E6

Tél.: (819) 770-6900 – poste 272
Fax: (819) 770-8707

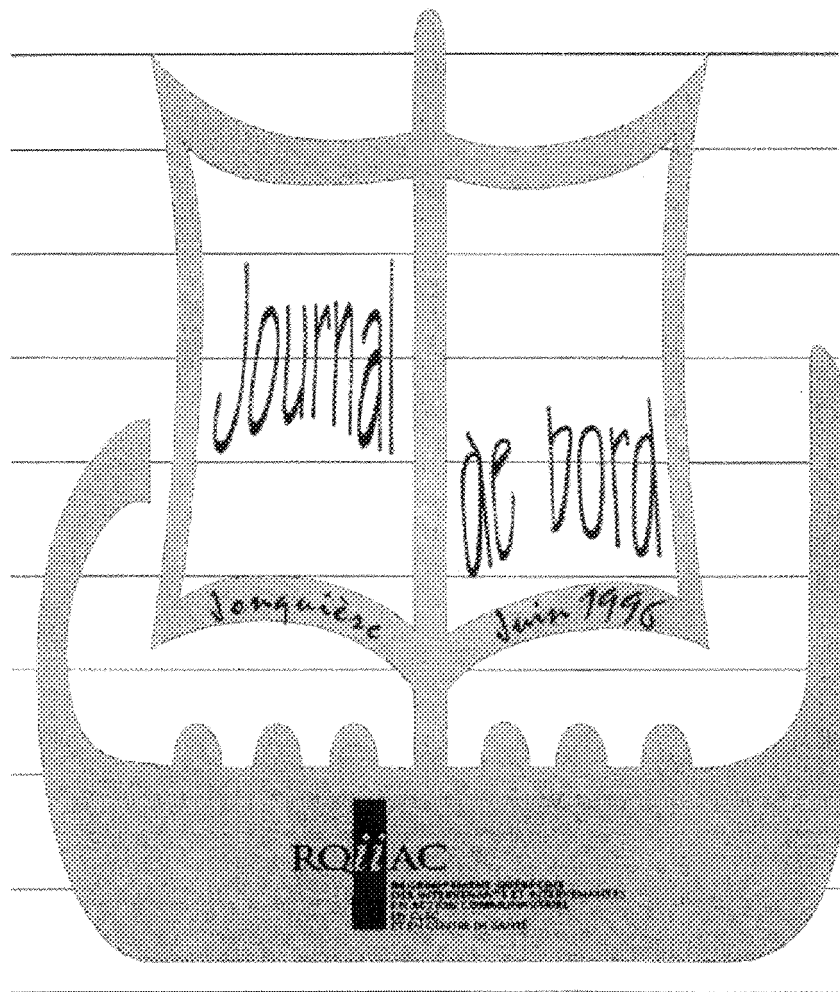
Sujet: Journal avec les locataires de l'OMH

15. Monsieur JEAN ROULEAU
CLSC Hochelaga-Maisonneuve
1620, avenue de La Salle
MONTRÉAL (Québec)
HIV 2J8

Tél.: (514) 253-9717 – poste 360
Fax: (514) 253-1239

Sujet: Revitalisation du parc de logements

ANNEXE 2



JOURNAL DE BORD¹

Au coeur des alliances, une VALEUR:

- DIGNITÉ de la personne.

✱

Avec les transformations, les compressions budgétaires, le PARTENARIAT est un exercice incontournable pour les organismes communautaires. Il est parfois lourd, exigeant et même décevant. Cependant, ce partenariat pourra nous entraîner vers de NOUVEAUX CONTRATS SOCIAUX POUR ÉLARGIR L'ESPACE DÉMOCRATIQUE ET RENOUVELER LES PRATIQUES SOCIALES.

✱

Dans le domaine des emplois d'utilité sociale, un préalable: reconnaître l'expertise des organismes communautaires. Dossier complexe qui nécessite le positionnement de divers acteurs (RQIIAC, milieu communautaire, CLSC). Favoriser des lieux d'échanges et développer de nouvelles alliances avec des acteurs tels: caisses populaires – CDEC – CDC – etc.

Favoriser le développement d'emplois durables et de services de qualité dans une mission de développement économique plus large que le seul secteur d'aide à domicile.

✱

En rapport avec la pauvreté et le renforcement de communauté, les démarches de recherche-action doivent respecter certaines conditions:

- se connaître et se reconnaître dans les champs d'expertise respectifs (respect, tolérance, complicité);

- le partenariat doit inclure les intervenants et intervenantes du CLSC, les organismes communautaires et les chercheurs et chercheuses d'université;
- accepter de prendre des risques;
- redonner le pouvoir aux citoyens et citoyennes, miser sur les forces des collectivités.

*

La pauvreté est créée politiquement. La solution est politique avant d'être économique. Les citoyens et citoyennes ont un rôle important à jouer pour revitaliser les milieux et interpeller le palier politique. L'État a le devoir de redistribuer équitablement les richesses collectives.

*

Il est très important de faire POUR, PAR et AVEC les jeunes (les impliquer activement). Développer des alliances entre:

- les organismes;
- les jeunes entre eux;
- tous les niveaux de consultation.

Il faut sortir des sentiers battus (co-gestion, entraide entre pairs, etc.).

*

L'histoire nous enseigne que l'intervention communautaire, c'est:

- renforcer les lieux d'apprentissage de la démocratie et le développement de la citoyenneté;
- discuter, confronter pour mieux construire;
- c'est quoi être progressiste dans cette tourmente?



En rapport avec les alliances entre les organismes communautaires et le réseau, trois tendances se dégagent:

- Pour les organismes communautaires:
 - ... se parler et développer des solidarités entre nous;
 - ... dans les alliances, il y aura des pertes et des gains.
- Pour les organisateurs et organisatrices communautaires:
 - ... être capable de se situer entre la mission du CLSC et les organismes communautaires;
 - ... se situer par rapport aux changements des politiques gouvernementales.
- Pour les syndicats:
 - ... créer des alliances nouvelles ou renouveler les alliances avec les organismes communautaires.



Intersectorialité:

- possible dans la mesure où les communautés locales peuvent en sortir gagnantes;
- possible quand ça répond à un besoin local;
- possible quand ça se fait dans le respect des communautés.

Le processus Planification / Terrain est souvent difficile:

- modèle à trouver pour favoriser intersectorialité.



Le virage ambulatoire:

- un continuum dans l'évolution du réseau;

- une tendance de fond;
- terrain où s'affrontent des alliances aux valeurs souvent opposées.

Le contexte de compression est une menace pour le virage ambulatoire.

- La réallocation un leurre.
- Des fusions «plus ou moins anarchiques» laissent planer une menace sur la mission locale du CLSC (première ligne).

*

Pensée critique et alliances:

- besoin de clarifier des choses entre nous, passer à l'autre étape, prendre des positions;
- être «pour» quelque chose après avoir été longtemps été «contre» quelque chose, mais avec les personnes dans les milieux, construire la conscientisation est importante.

Loi 116!!! CRITIQUER... DÉNONCER...

*

NOTE

- ¹ Ce journal est le produit des éléments jugés prioritaires par les divers ateliers qui travaillaient en rapport avec le thème du colloque «Au-delà de la tourmente... de nouvelles alliances à bâtir».

